

Université de Montréal

*Rebelle devant les extrêmes :
Paul Levi, une biographie politique*

par
Frédéric Cyr

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph.D.) en histoire

Octobre 2011

© Frédéric Cyr, 2011

Université de Montréal
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Cette thèse, intitulée :

*Rebelle devant les extrêmes :
Paul Levi, une biographie politique*

présentée par

Frédéric Cyr

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Samir Saul
président-rapporteur

Paul Létourneau
directeur de recherche

Carl Bouchard
membre du jury

Talbot Imlay
examineur externe

Barbara Thériault
représentante du doyen

Sommaire et mots clés

Cette thèse de doctorat est une biographie politique de Paul Levi, militant marxiste qui a fait carrière en Allemagne durant la période de l'entre-deux-guerres. Dès 1914, Levi incarne un courant radical à l'intérieur du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Il dénonce, entre autres, aux côtés de Rosa Luxemburg l'appui du parti à l'effort militaire national. Levi s'inspire également de Lénine qu'il rencontre pour la première fois en Suisse en 1916-1917. Lorsqu'il prend les commandes du Parti communiste d'Allemagne (KPD) en 1919, Levi dirige celui-ci d'une main de fer, selon le concept du « centralisme démocratique ». Il fait également tout en son pouvoir pour faire éclater la révolution ouvrière en Allemagne afin d'installer une dictature du prolétariat qui exclurait toutes les classes non ouvrières du pouvoir. En ce sens, Levi imagine un État socialiste semblable à celui fondé par Lénine en Russie en 1917. Contrairement à l'historiographie traditionnelle, notre thèse montre conséquemment que Levi n'était guère un « socialiste démocrate ». Il était plutôt un militant marxiste qui, par son radicalisme, a contribué à diviser le mouvement ouvrier allemand ce qui, en revanche, a fragilisé la république de Weimar.

Cette thèse fait également ressortir le caractère résolument rebelle de Paul Levi. Partout où il passe, Levi dénonce les politiques bourgeoises des partis non-ouvriers, mais aussi celles de la majorité des organisations dont il fait partie, c'est-à-dire les partis ouvriers de la république de Weimar et le Reichstag. Son tempérament impulsif fait de lui un homme politique isolé qui, d'ailleurs, se fait de nombreux ennemis. En 1921, à titre d'exemple, il se brouille avec d'importants bolcheviques, ce qui met fin à sa carrière au sein du KPD. Les communistes voient désormais en lui un ennemi de la classe ouvrière et mènent contre lui de nombreuses campagnes diffamatoires. Levi, de son côté, dénonce

ouvertement la terreur stalinienne qui, selon lui, est en train de contaminer le mouvement communiste européen. Notre travail montre également que Levi, cette fois en tant qu'avocat juif, lutte corps et âme contre les nazis. En 1926, dans le cadre d'une commission d'enquête publique du Reichstag chargée de faire la lumière sur des meurtres politiques commis en Bavière, il tente par tous les moyens d'inculper certains criminels nazis. Levi est conséquemment la cible de la presse antisémite allemande. Il refuse toutefois de céder à l'intimidation et choisit plutôt de poursuivre en justice quelques-uns des plus importants membres du Parti nazi, dont Alfred Rosenberg et Hitler lui-même, en plus de forcer de nombreux autres nazis à comparaître devant la commission d'enquête du Reichstag. Bref, si ce travail se veut critique envers la pensée révolutionnaire de Levi, il souligne aussi l'intégrité politique de cet homme dont les convictions sont demeurées inébranlables face aux dérives criminelles des extrêmes idéologiques de son époque.

Mots clés :

Levi, Paul (1883-1930); république de Weimar (1918-1933); Parti communiste d'Allemagne (KPD); Internationale communiste; Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD); communisme; socialisme; marxisme.

Summary and Key-words

This Ph.D. thesis is a political biography of Paul Levi, a German Marxist of the interwar period. Already in 1914, Levi embodied a radical faction within the Social Democratic Party of Germany (SPD). Alongside Rosa Luxemburg, the leader of this same left wing, he is contesting, above all, the party's participation in the national war effort. But Levi is also inspired by Lenin, who he met in Switzerland in 1916-1917. In fact, when taking over the leadership of the German Communist Party (KPD) in March 1919, Levi ruled with an iron fist according to the theory of "democratic centralism". As Lenin has done in Russia in October 1917, Levi also did everything in his power to promote a workers' revolution in Germany in order to set in power a dictatorship of the proletariat, which would exclude all other social classes from sitting in the government. Consequently, in opposition to traditional historiography, this thesis shows that Levi was not a "democratic Socialist" of the Luxemburg school, but rather a Marxist whose political thought resembled that of the Bolsheviks. In fact, his action contributed to further weaken an already frail Weimar Republic and all its democratic institutions.

This study also shows that Levi's outstanding career was in large part the result of his rebellious character. Throughout his life, Levi consistently denounced the bourgeois politics of the non-workers' parties, but he also systematically went against the majority within the political organizations in which he took part: the workers' parties and the Reichstag. His impulsive nature set him apart as a solitary politician. In fact, Levi had many enemies. In 1921, he ran afoul of major Bolshevik leaders, which caused him to lose the leadership of the KPD. The Communists subsequently saw him as an enemy of the working class, slandering him in the press and in the Reichstag. Levi denounced, for his

part, the Stalinist terror and made a mockery of the KPD, which had become, according to him, no more than a Soviet puppet. But this thesis also reveals that Levi, as a Jewish lawyer, led a major political campaign against the Nazis. In 1926, for example, as he served on a Reichstag public commission investigating Bavarian political assassinations, he tried by all possible means to charge important Nazis with murder. The Nazi press replied with a vicious anti-Semitic press campaign against him. Levi, however, refused to kneel before such intimidation and rather chose to sue important Nazi leaders, such as Alfred Rosenberg and Hitler himself before the court, in addition to summoning many others before the above-mentioned Reichstag commission. In the end, despite the fact that this study very critically evaluates Levi's ideology, it praises his political integrity, which remained unshakable though faced with adversity and the criminal drift of the political extremes of the interwar period.

Key-words:

Levi, Paul (1883-1930); Weimar Republic (1918-1933); Communist Party of Germany (KPD); Communist International; Social Democratic Party of Germany (SPD); Communism; Socialism; Marxism.

Table des matières

| | |
|---|-----|
| Sommaire et mots clés..... | iii |
| Summary and Key-words..... | v |
| Table des matières | vii |
| Liste des sigles et abréviations | xi |
| Remerciements | xiv |
| Note de l’auteur | xvi |
| Introduction | 1 |
| État de la question | 5 |
| Une mémoire refoulée en République démocratique allemande (RDA) | 5 |
| Levi en tant que « socialiste démocrate » : tendance hagiographique en Occident | 6 |
| Les historiens marxistes tentent de s’approprier Levi..... | 10 |
| Une biographie politique de Paul Levi..... | 14 |
| Considérations méthodologiques sur la biographie | 14 |
| Problématique | 17 |
| Sources | 18 |
| Contribution aux connaissances | 23 |
| Rebelle devant les extrêmes | 23 |
| Levi, démocrate? | 26 |
| Levi et la république de Weimar..... | 27 |
| Chapitre 1 | 30 |
| La naissance d’un rebelle | 30 |
| Hechingen : conservatisme politique et refuge juif..... | 31 |
| Milieu familial bourgeois et juif..... | 32 |
| Études | 34 |
| Premiers pas en politique à Francfort..... | 36 |
| L’arrogance du jeune avocat | 40 |
| Conclusion..... | 44 |

| | |
|---|---------|
| Chapitre 2 | 45 |
| La guerre : Levi, Luxemburg, Lénine | 45 |
| La lutte contre le militarisme prussien avec Luxemburg | 47 |
| La guerre éclate : Levi et Luxemburg sont séparés | 54 |
| À l'Ouest, rien de nouveau : l'expérience traumatisante du front..... | 60 |
| La naissance de Spartakus..... | 63 |
| La lutte à l'intérieur de Zimmerwald..... | 65 |
| À l'école de Lénine en Suisse | 69 |
| Cheval de Troie chez Spartakus | 76 |
| Conclusion..... | 81 |
| Chapitre 3 | 83 |
| Levi et la naissance du communisme allemand | 83 |
| La bolchevisation de Spartakus | 85 |
| Une guerre fratricide..... | 90 |
| La naissance du communisme allemand | 94 |
| « Bain de sang à la Noske à Berlin »..... | 99 |
| Conclusion..... | 103 |
| Chapitre 4 | 105 |
| Seul au KPD | 105 |
| La lutte contre l'« anarcho-syndicalisme » | 106 |
| Les expulsions à Heidelberg..... | 110 |
| Le débat entourant la « stalinisation » du KPD..... | 114 |
| « Le jour de la révolution est arrivé » : le putsch de Kapp-Lüttwitz..... | 117 |
| Conclusion..... | 123 |
| Chapitre 5 | 125 |
| Levi, Lénine et l'Internationale communiste..... | 125 |
| La dualité de la politique allemande de la Russie soviétique..... | 126 |
| Levi et la Comintern partagent un objectif commun : l'USPD..... | 133 |
| Premières frictions avec Radek | 136 |
| Le second congrès de la Comintern | 137 |
| L'« affaire italienne » : le conflit éclate | 143 |
| Levi et Zetkin démissionnent | 149 |
| L'action de mars..... | 153 |
| « Notre voie : contre le putschisme »..... | 156 |
| Conclusion..... | 162 |

| | |
|---|---------|
| Chapitre 6 | 164 |
| La rupture forcée avec le bolchevisme | 164 |
| Le VKPD et la Comintern tournent le dos à Levi | 165 |
| Un sauvetage inespéré : Lénine et Trotski | 166 |
| Les grandes déceptions: le congrès d'Iéna | 174 |
| Le KPD et le « lévitéisme » | 177 |
| Levi commet l'irréparable au nom de Luxemburg..... | 184 |
| Conclusion..... | 187 |
| Chapitre 7 | 188 |
| À contre-sens au SPD : | 188 |
| Le monde marxiste de Levi | 188 |
| Meneur d'une aile radicale au SPD | 190 |
| Coalition vs opposition..... | 193 |
| L'autre coalition | 197 |
| L'Europe, la lutte des classes et la guerre | 199 |
| Un <i>Diktat</i> bourgeois | 200 |
| Stresemann et les espoirs de la majorité du SPD | 205 |
| La politique belliqueuse de la bourgeoisie allemande | 207 |
| L'absence de lueur à l'Est..... | 212 |
| Conclusion..... | 218 |
| Chapitre 8 | 221 |
| La lutte contre la « justice de classes », le mouvement <i>völkisch</i> et Hitler | 221 |
| Le mouvement <i>völkisch</i> bavarois | 222 |
| La « justice de classes » et la république..... | 226 |
| Levi et le fascisme | 232 |
| La commission <i>Feme</i> et l'affrontement avec les nazis..... | 234 |
| Les procès contre Rosenberg et Hitler..... | 241 |
| Antisémitisme et menace de mort à Munich | 247 |
| La dernière bataille : le « procès Jorns » | 252 |
| Une mort tragique..... | 258 |
| Conclusion..... | 260 |
| Conclusion générale | 264 |
| Rebelle devant les extrêmes | 264 |
| Entre Luxemburg et Lénine : la démocratie selon Levi | 267 |
| Discussion : Levi et la république | 270 |

| | |
|---|-----|
| Sélection bibliographique..... | 275 |
| Sources | 275 |
| Archives | 275 |
| Écrits et discours de Paul Levi..... | 276 |
| Collections de documents publiés..... | 282 |
| Procès-verbaux divers | 283 |
| Mémoires et autres écrits de politiciens | 284 |
| Journaux et périodiques consultés..... | 286 |
| | |
| Études | 287 |
| Monographies..... | 287 |
| Articles de périodiques ou d'ouvrages collectifs et chapitres de livres | 294 |
| Mémoires et thèses..... | 297 |

Liste des sigles et abréviations

| | |
|---------|--|
| ADGB : | Confédération générale des syndicats allemands |
| AdsD : | Archives pour la sociale-démocratie |
| AfA : | Confédération générale libre des employés |
| BVP : | Parti populaire bavarois |
| CC : | Comité central du Parti communiste d'Allemagne |
| CCEAE : | Centre canadien d'études allemandes et européennes |
| CEIC : | Comité exécutif de l'Internationale communiste |
| DAAD : | Office allemand d'échanges universitaires |
| DDP : | Parti démocratique allemand |
| DNVP : | Parti populaire national-allemand |
| DVP : | Parti populaire allemand |
| FES : | Fondation Friedrich-Ebert |
| IC : | Internationale communiste (Comintern) |
| IKD : | Communistes internationaux d'Allemagne |
| KAG : | Groupe de travail communiste |
| KAPD : | Parti communiste ouvrier d'Allemagne |
| KPD : | Parti communiste d'Allemagne |
| NEP : | Nouvelle politique économique |
| NF : | Parti national-socialiste libre |
| NSDAP : | Parti national-socialiste des travailleurs allemands |

| | |
|---------------|---|
| NSFB : | Mouvement national-socialiste libre |
| OHL : | Haut commandement de l'armée de terre allemande |
| PDS : | Parti du socialisme démocratique d'Allemagne |
| PRC : | Parti communiste russe |
| PSI : | Parti social-démocrate italien ou Parti socialiste italien |
| PSS : | Parti social-démocrate suisse |
| RDA : | République démocratique allemande |
| RGASPI : | Archives russes d'État pour l'histoire sociale-politique |
| RKO : | Commissaire du Reich pour la supervision de l'ordre public |
| SA : | Section d'assaut (<i>Sturmabteilung</i>) du Parti nazi |
| SAPMO-BArch : | Fondations pour les archives des partis et organisations de masse de la RDA aux Archives fédérales |
| SDKPiL : | Parti social-démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie |
| SDN : | Société des Nations |
| SED : | Parti socialiste unifié d'Allemagne |
| SPD : | Parti social-démocrate d'Allemagne |
| SPW : | <i>Sozialistische Politik und Wirtschaft</i> , bihebdomadaire dirigé par Paul Levi entre 1923 et 1928 |
| USPD : | Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne |
| VKPD : | Parti communiste unifié d'Allemagne |
| WES : | Secrétariat ouest-européen de l'Internationale communiste |
| Z : | Zentrum (Parti du centre) |

À ma famille

Remerciements

Je souhaiterais d'abord remercier mon directeur de thèse, Paul Létourneau. Le doctorat est un processus long qui peut être aliénant et frustrant. Les rencontres avec mon directeur, heureusement, ont toujours été fort agréables, courtoises et constructives. Mes remerciements vont ensuite à Jean-François Juneau, Charles Brochu-Blain et Nancy Marando qui, malgré leurs lourds engagements professionnels, ont pris le temps de lire l'ensemble de mon manuscrit. Leurs suggestions, commentaires et corrections ont grandement augmenté la qualité du texte et je leur en suis profondément reconnaissant. Je souhaite remercier Samir Saul pour ses judicieux conseils et son appui lors des derniers mois de la rédaction. André Dion, Mathieu Cyr, Emmanuelle Leduc et Sébastien Cyr m'ont quant à eux fourni un appui moral d'une valeur inestimable, sans lequel la complétion de ce projet aurait été impossible. Je remercie de la même manière mes parents, qui n'ont jamais douté de ma réussite.

Merci à Magali Deleuze, Alexandre Sadetsky, Tania Mogilevskaya, Susan Dalton, Virginie Dugas, Matthias Müller, Maximilian Graf, Sébastien Drolet, Eckhard Ulrich, Eckhard Müller, Lise Horth, Mark Walker, Alexander Müller et Michael Carley. Tous, de différentes manières, ont contribué à la réussite de cette thèse. J'aimerais remercier les archivistes des centres d'archives où j'ai recueilli mes informations, principalement aux Archives fédérales de la République fédérale d'Allemagne, à la Fondation Friedrich-Ebert, aux Archives russes d'État pour l'histoire sociale-politique (RGASPI) et aux Archives municipales de la ville de Francfort.

J'aimerais finalement dire merci aux organismes qui ont généreusement investi dans mon projet : le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), l'Université libre de Berlin, l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD), le Département d'histoire et la Faculté des Études supérieures de l'Université de Montréal, le Centre canadien d'études allemandes et européennes (CCEAE), le Centre Québec-Moscou (Université Laval). Cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans leur appui financier.

Note de l'auteur

Les titres et citations tirés d'ouvrages russes et allemands ont été traduits vers le français par l'auteur de cette thèse.

Introduction

Paul Levi était une personnalité publique controversée. Ses ennemis éprouvaient envers lui une haine viscérale¹. En 1921, il se met d'abord à dos les communistes alors qu'il préside lui-même le Parti communiste d'Allemagne (KPD). Malgré le fait que la survie de celui-ci dépende en majeure partie du financement provenant de Moscou, Levi s'en prend à l'Internationale communiste (IC ou Comintern)², agence révolutionnaire contrôlée par les bolcheviques. Dans la presse, il explique que les émissaires russes présents en Allemagne, par leurs actions violentes et aventuristes, sont en train de saboter la révolution ouvrière mondiale. Il conteste leur « philosophie de l'offensive », notamment, au moyen de sa célèbre brochure, *Notre voie : contre le putschisme*³. Après son exclusion du mouvement communiste, en avril 1921, Levi tente par tous les moyens de miner la crédibilité de ce parti en Allemagne. Il procède à des attaques personnelles contre des membres du KPD, qu'il qualifie de marionnettes soviétiques, et contre ceux de l'Internationale communiste, dont Grigori Zinoviev et Karl Radek, qu'il traite de bouffons⁴. Levi devient conséquemment l'ennemi

¹ Thilo Scholle, « Ein Fünkchen Revolutionsgeruch », *Argument : Quo vadis SPD? Beiträge zur Zukunftsdiskussion von links*, 1, 2005, p. 9-14; Jörn Schütrumpf explique que ses ennemis l'haïssaient « du fond du cœur » (*aus tiefster Brust*), « Unabgegoltene : Politikverständnis bei Paul Levi », *UTOPIE kreativ*, 150 (2003), p. 330-342.

² Certains historiens utilisent plutôt le terme « Komintern ». Nous avons toutefois accepté les explications de Pierre Broué selon lesquelles ce terme vise à masculiniser l'Internationale communiste sans raison valable. La « Comintern » respecte au contraire le genre féminin du mot « Internationale ». Voir Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 7.

³ En allemand, la brochure s'intitule *Unser Weg : wider den Putschismus*. Elle fut publiée pour la première fois en avril 1921. Pour une traduction anglaise, voir David Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg*, Leiden/Boston, Brill Academic Pub, 2011, p. 119-165.

⁴ Au début août 1921, en tant qu'éditeur en chef de la revue *Unser Weg (Sowjet)*, Levi publie une série de trois articles contre la théorie de l'offensive du KPD et de la Comintern. « Der dritte Weltkongress und die kommunistische Internationale », « Die Offensivtheorie und der III. Weltkongress der Kommunistischen Internationale » et « Der Zentralaussschuss und der III. Kongress », *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 7 (1921), p. 197-204, p. 205-212 et p. 212-213.

juré des communistes, qui le désignent désormais comme un « traître au prolétariat », un « proxénète du capital international ».

À l'autre extrême, Levi a également des ennemis puissants dans les cercles *völkisch*, tout particulièrement au Parti nazi. En octobre 1926, à titre de membre du Reichstag, il participe à une enquête sur des meurtres politiques commis en Bavière. Lors d'interrogatoires à Munich, les autorités locales doivent lui fournir de nombreux gardes du corps, car ils craignent qu'il ne soit assassiné par des partisans ultranationalistes et antisémites⁵. Les nazis le traitent alors de sale juif, d'espion du gouvernement anglais, de Judas de la révolution allemande⁶. Il faut noter que lors des semaines précédentes, Levi avait été impliqué dans deux procès judiciaires contre les deux plus importants idéologues du Parti nazi, Alfred Rosenberg et Hitler lui-même⁷. Qui plus est, Levi avait accusé Franz Gürtner, à l'époque ministre de la Justice de Bavière, d'avoir agi de manière à protéger certains cercles ultranationalistes bavarois soupçonnés d'avoir participé aux assassinats en question.

Malgré toute l'hostilité des nazis et des communistes envers Levi, nombreux sont ceux qui lui vouent une admiration sans bornes. Albert Einstein, avec lequel il a en commun des racines souabes, a écrit qu'il « était l'un des hommes les plus équitables et braves qu'il m'a été donné de rencontrer dans ma vie, d'une vivacité d'esprit exceptionnelle. Toute son énergie, d'une grande

⁵ Ulrike Claudia Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »: *Fememorde in Bayern in der Weimarer Republik*, Köln, Böhlau Verlag, 2000, p. 329.

⁶ En tout, Levi est la cible de plus de 20 publications au *Völkischer Beobachter*, entre le 20 mai et le 16 octobre 1926.

⁷ Au sujet du procès impliquant Levi et Hitler, voir le dossier à ce sujet au *Sächsisches Staatsarchiv Chemnitz*, Akte 30131, Nr. 5242, ainsi que l'article « Der Hitler-Prozess in Plauen », *Berliner Tagesblatt*, 10 juillet 1926; Au sujet du procès contre Rosenberg, voir entre autres les documents au *Geheimes Staatsarchiv preussischer Kulturbesitz*, I. HA Rep. 84a Justizministerium Nr. 54654.

intensité, il la dédiait à la protection des vulnérables et des persécutés »⁸. En effet, les masses ouvrières se sentent attachées à Levi. Selon Max Seydewitz⁹, collègue social-démocrate saxon, « [e]ntre Paul Levi et ses électeurs existait la meilleure des relations : nous avons cru en lui, nous l'avons suivi, il était notre leader (*Führer*). Dans les huttes et les maisons des Monts Métallifères (*Erzgebirge*) et du Vogtland, les gens ordinaires ne parlaient point de Paul Levi, mais bien de “notre Paul” »¹⁰. Levi a été élu au Reichstag dans le comté de Chemnitz-Zwickau lors de chaque élection tenue entre 1924 et février 1930, soit jusqu'à son décès.

Comme le mentionne Paul Löbe qui, en 1930, est président de la chambre du Reichstag, Levi était un homme politique « tout à fait fascinant »¹¹. Un regard rapide à son parcours, par ailleurs, suffit pour le montrer. En 1913, Levi est déjà membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et devient l'avocat de Rosa Luxemburg. Il parvient quelques mois plus tard à faire suspendre un procès contre sa cliente, poursuivie par Erich von Falkenhayn, à l'époque ministre de la Guerre de Prusse. Durant la guerre, Levi se transforme ensuite en un militant marxiste radical. Il côtoie Lénine en Suisse qui, pendant plusieurs années, continue de l'appeler par l'un de ses pseudonymes révolutionnaires, « Paul Hartstein »¹². Entre 1918 et 1921, en tant que chef du KPD, Levi lutte pour un État de type bolchevique en Allemagne, dirigé par la dictature du prolétariat.

⁸ Albert Einstein, « Albert Einstein über Paul Levi », *Hohenzollerische Blätter*, 17 février 1930. Article trouvé dans le fonds Levi, *Archiv der sozialen Demokratie* (AdsD), *Friedrich-Ebert-Stiftung* (FES), Bonn, Nachlass Paul Levi, Mappe 27.

⁹ Mathias Seidel, « Max Seydewitz und die Zwickauer SPD. Ein Beitrag zur regionalen Parteienhistoriographie im südwestsächsischen Raum », dans Helga Grebing, Hans Mommsen et Karsten Rudolph, dirs. *Demokratie und Emanzipation zwischen Saale und Elbe. Beiträge zur Geschichte der sozialdemokratischen Arbeiterbewegung bis 1933*, Koblenz, Klartext Verlag, 1993, p. 305-317.

¹⁰ Discours de Max Seydewitz, prononcé lors de l'enterrement de Levi, le 14 février 1930. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 23.

¹¹ Discours de Paul Löbe devant le Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 11 février 1930, p. 3901.

¹² Au fil des années, Levi écrit et milite sous les pseudonymes suivants : Hartstein, Paul Durus, Hartlaub, Lapis et Cains.

Ennemi du jeune État républicain allemand, il vit dans l'illégalité pendant plusieurs mois et est emprisonné à de nombreuses reprises.

Après son expulsion du KPD, en 1921, Levi retourne finalement au SPD. Il mène désormais un train de vie s'apparentant davantage à celui de la grande bourgeoisie de l'époque. Avocat de formation, il conduit une voiture américaine sport¹³. Son grand appartement, de style penthouse, se situe en plein cœur de Berlin, près du Tiergarten. Tisa von der Schulenburg, artiste berlinoise l'ayant connu à l'époque, explique qu'« en 1926, Levi n'avait plus rien d'un combattant aux barricades. [Il] était plutôt un grand connaisseur de vins, un collectionneur de porcelaines, un homme cultivé, spirituel et versé [...] »¹⁴. Levi possède en effet un penchant humaniste. Il parle plusieurs langues, dont le français, l'anglais, et l'italien, et il se passionne pour l'histoire et la culture antiques¹⁵. Il est également particulièrement doué pour la rhétorique et l'écriture¹⁶.

Levi est en effet un personnage particulièrement complexe. Or, en dépit de toutes ces particularités, parfois aux allures contradictoires, il est possible de donner un sens à sa carrière politique. Levi, à différents moments de sa vie, a

¹³ « Dieser ist ein Mensch gewesen », *Sächsisches Volksblatt*, 10 février 1930.

¹⁴ Tisa von der Schulenburg, *Ich hab's gewagt: Bildhauerin und Ordensfrau – ein unkonventionelles Leben*, Freiburg im Breisgau, Herderbücherei, 1981, p. 84-86; Citée préalablement dans Schütrumpf, « Unabgegotenes... ».

¹⁵ Levi lit couramment l'anglais, le français et l'italien. Il possède également d'excellentes connaissances du latin et du grec. Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969, p. 10; Lors du second congrès de l'Internationale communiste, en juillet et août 1920, les membres s'étaient vus remettre un carnet de notes portant l'insigne de la Troisième internationale. Les notes prises par Levi laissent par ailleurs comprendre qu'il possédait des notions de la langue russe. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung II; En 1929, Levi publie deux essais savants sur l'histoire antique. Paul Levi, « Der Prozess des Sokrates », *Nord und Süd, Monatszeitschrift für internationale Zusammenarbeit*, 52, 2 (1929), p. 141-171; « Die Verschwörung des Catilina », *Nord und Süd, Monatszeitschrift für internationale Zusammenarbeit*, 52, 8 et 9 (1929), p. 694-723 et p. 783-800.

¹⁶ Selon Robert Kuhn, plusieurs contemporains considéraient Levi comme le plus grand orateur légiste (*forensischer Redner*) de la république de Weimar. Robert Kuhn, *Die Vertrauenskrise der Justiz (1926-1928): der Kampf um die « Republikanisierung » der Rechtspflege in der Weimarer Republik*, Köln, Bundesanzeiger, 1983, p. 152; Voir aussi l'article de Kurt Kaiser-Blüth « Paul Levi spricht », *Neckar-Echo*, 13 février 1930. Trouvé AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 26a.

certes été marxiste, communiste, juriste, voire même pacifiste. Il était cependant d'abord et avant tout un rebelle. À une époque où la guerre, l'antisémitisme, les causes grandioses et les mouvements de masses constituaient le décor politique, il a défendu ses idées envers et contre tous, agissant selon sa propre pensée révolutionnaire. Levi était par ailleurs un rebelle aux talents politiques exceptionnels. Sans allié, seul dans les corridors du Reichstag¹⁷, il a misé sur sa capacité à émouvoir, sa ténacité et son flair politique.

État de la question

Une mémoire refoulée en République démocratique allemande (RDA)

Paul Levi a été une personnalité centrale dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Son implication en politique a fait de lui un témoin privilégié à d'innombrables événements historiques marquants, auxquels il a largement contribué. Comment donc expliquer l'absence d'une biographie politique à son sujet? Quelques semaines à peine après la mort de Levi, son ami Valeriu Marcu, militant de gauche et historien, propose à Jenny Levi – la sœur de Paul – d'écrire une biographie politique de son frère¹⁸. Le projet traîne, toutefois, et il s'avère impossible de le compléter après 1933, en raison de la censure nazie. Après 1945, publier une biographie de Levi demeure délicat, car la République démocratique allemande souhaite le faire disparaître de son récit historique officiel. Comme le souligne Hermann Weber, grand spécialiste du communisme allemand, la partialité de l'historiographie est-allemande est une réalité incontournable¹⁹. Afin

¹⁷ Charlotte Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969, p. 118.

¹⁸ Voir les nombreux échanges de lettres entre Valeriu Marcu et Jenny Herz (Levi), entre le 19 juin 1930 et le 8 avril 1942. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung I.

¹⁹ Introduction d'Hermann Weber dans Ossip K. Flechtheim, *Die KPD in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969, p. 14; Voir aussi l'ouvrage d'Andreas

de légitimer son régime, la RDA a grand besoin d'une histoire faisant ressortir à la fois les racines allemandes du mouvement socialiste, mais aussi la mission commune menée par les communistes allemands et la Russie soviétique, « patrie de la révolution »²⁰. Levi, en raison de son conflit avec l'Internationale communiste, en 1921, et de sa subséquente critique contre l'URSS stalinienne, est rayé des livres d'histoire. Il devient une « non-personne », un paria de l'histoire officielle du bloc communiste²¹.

Levi en tant que « socialiste démocrate » : tendance hagiographique en Occident

À l'ouest du mur de Berlin, le contexte de la guerre froide nuit également à la recherche historique portant sur Levi, pour des raisons tout autres, cependant. En 1945, les Soviétiques sont les premiers arrivés à Berlin. Ils s'emparent d'une grande quantité de documents qu'ils s'empressent d'envoyer à Moscou. Cette source historique, portant en grande partie sur la république de Weimar, n'est alors accessible qu'aux historiens soviétiques et est-allemands, lesquels l'interprètent selon la volonté du régime stalinien. Les fonds d'archives sont fermés *sine die* aux chercheurs occidentaux, comme l'explique le spécialiste français de l'Internationale communiste, Pierre Broué²². Cela décourage sans

Dorpalen, *German History in Marxist Perspective. The East German Approach*, Detroit, Wayne State University Press, 1985.

²⁰ En 1958, le Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) a d'ailleurs clairement énoncé la ligne historique officielle en RDA. Voir les propos d'Eberhard Kolb à ce sujet dans *Die Weimarer Republik*, München, R. Oldenbourg Verlag, 2002, p. 167.

²¹ Au milieu des années 1960, alors que la déstalinisation suit son cours en Union soviétique, Levi est partiellement réintroduit dans les livres d'histoire. Il n'y est cependant mentionné qu'en marge, traité d'opportuniste de droite et d'« ennemi de la révolution ». Sibylle Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht : Paul Levi und Rosa Luxemburg politische Arbeit und persönliche Beziehung*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1983, p. 237; Voir aussi W. Lerner, « The Unperson in Communist Historiography », *South Atlantic Quarterly*, LXV, 4 (1966), p. 438-447.

²² Pierre Broué, « Spartakisme, bolchevisme, gauchisme face aux problèmes de la Révolution prolétarienne en Allemagne (1918-1923) », *Mouvement Social*, 84 (1973), p. 87-96.

doute plusieurs chercheurs qui auraient souhaité s'intéresser au mouvement ouvrier allemand.

En dépit de cette censure, quelques intellectuels occidentaux parviennent néanmoins à faire renaître Levi. En 1930, Jenny Levi hérite de l'ensemble de la bibliothèque de son frère, qui contient quelque 5000 livres, en plus d'une collection de plusieurs milliers de documents²³. Après 1933, alors que les autorités nazies cherchent activement le fonds Levi, Jenny Levi parvient à le faire transférer en Suisse, avant d'en laisser transporter la majeure partie aux États-Unis, en 1935²⁴. Une fois à New York, elle le vend au socialiste autrichien Joseph Buttinger, qui l'entrepose dans la *Library for Political Studies*. C'est finalement Richard Crisler, étudiant à la maîtrise à l'Université Georgetown qui en dresse un premier inventaire en 1962²⁵. Il s'agit d'un véritable trésor. Le fonds contient des documents de tout acabit : communiqués internes des partis politiques dont Levi a été membre, des lettres personnelles, des procès-verbaux de congrès de partis politiques et aussi d'autres organisations internationales. Le fonds contient également une grande collection de coupures de journaux qui suivent de près ou de loin l'activité politique de Levi.

Cette découverte stimule immédiatement la recherche historique sur Levi. En 1964, Helmut Gruber publie un article dans lequel il relate les circonstances

²³ Ces informations au sujet du trajet suivi par le fonds Levi sont en grande partie tirées de l'introduction de Sibylle Quack et Rudiger Zimmermann dans les mémoires de Mathilde Jacob. Mathilde Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden in Krieg und Revolution », *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 24, 4 (1988), p. 435-515.

²⁴ Selon Richard Crisler, qui cite une lettre de la femme de Valeriu Marcu, Eva Marcu, plusieurs livres ayant appartenu à Levi ont été vendus en France après 1933. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 32.

²⁵ Voir les nombreuses lettres de Richard Crisler à d'anciens membres du Parti communiste allemand pour la période de la république de Weimar. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 32 et 35a. Il semble d'ailleurs que ce soit Crisler qui ait informé plusieurs historiens allemands de l'existence du fonds Levi, dont Hermann Weber et Richard Löwenthal, et aussi la Fondation Friedrich-Ebert. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 35a.

ayant mené à l'exclusion de Levi du KPD et du mouvement communiste²⁶. Gruber met aussi en évidence le clivage qui existait entre les communismes russe et allemand :

His [celui de Levi] brand of communism was far different from, and in important aspects in direct opposition to, the Leninism practised in the Soviet Union and dominating the international movement. It had its roots in the traditions of west European social-democracy and descended directly from the ideas of Rosa Luxemburg²⁷.

Fidèle à Luxemburg, Levi souhaitait la création d'un parti socialiste démocratique qui agit selon la volonté des masses ouvrières. Cette vision s'opposait à celle que Lénine se faisait du communisme et qui octroyait au parti communiste tous les pouvoirs nécessaires pour faire à lui seul la révolution, rendant ainsi accessoire l'appui de la majorité ouvrière. Pour Gruber, *Notre voie : contre le putschisme*, la fameuse brochure contre la Comintern, est la preuve que Levi se distinguait d'une telle approche autoritaire du socialisme et qu'il se distinguait des bolcheviques.

Cinq ans après la publication de l'article de Gruber, les travaux de la journaliste Charlotte Beradt, qui avait connu Levi personnellement²⁸, confirment la thèse selon laquelle ce dernier est un « socialiste démocrate »²⁹. Se limitant elle aussi aux documents trouvés dans le fonds Levi, Beradt tire des conclusions similaires à celles de Gruber au sujet des années de Levi au KPD³⁰. Elle oppose à nouveau les conceptions russes et allemandes du socialisme. Son travail est louable dans la mesure où il brosse un premier tableau de l'activité politique de

²⁶ Helmut Gruber, « Paul Levi and the Comintern », *A Journal of Soviet and East European Studies*, 53 (1964), p. 70-85.

²⁷ *Ibid.*, p. 83.

²⁸ C'est ce qu'affirme Jörn Schütrumpf, « Unabgeholtenes... », p. 331.

²⁹ Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist...* et *Paul Levi : Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie : Schriften, Aufsätze, Reden und Briefe*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1969.

³⁰ Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist...*, p. 7. Beradt avait également été en mesure de consulter d'autres écrits de Levi restés chez deux des fils de Jenny Levi, Franz Herz et Kurt Herz. Elle s'est également entretenue avec des gens ayant connu Levi personnellement, par exemple Margareth Hasche, qui avait travaillé dans le bureau d'avocat de Levi.

Levi après 1922, alors qu'il est de retour au SPD. La propension « démocrate » de celui-ci demeure néanmoins au cœur de l'exposé de Beradt qui résume la carrière de Levi comme une « lutte pour une démocratie socialiste humaniste ou, à l'image de sa vie, pour la justice sociale et la liberté spirituelle »³¹. Le livre est donc très élogieux, voire hagiographique. Sur le plan de la méthode scientifique, l'étude comporte également des lacunes sérieuses. Après avoir indiqué au lecteur en introduction qu'elle s'est appuyée sur le fonds d'archives personnel de Levi, l'auteure ne renvoie que très rarement à des références précises.

L'ouvrage *Geistig frei und niemandes Knecht : Paul Levi – Rosa Luxemburg politische Arbeit und persönliche Beziehung (Libre d'esprit, l'esclave de personne : le travail politique et la relation personnelle entre Paul Levi et Rosa Luxemburg)*, publié en 1983, par Sibylle Quack, marque un tournant dans les travaux portant sur Levi. Utilisant une nouvelle série de lettres qui dévoile une histoire d'amour entre Levi et Luxemburg, l'auteure réinterprète la carrière de Levi à l'aune du lien personnel entre les deux militants socialistes³² :

La raison d'être de Levi, la source de ses actions politiques [...] a été sa relation avec Rosa Luxemburg. S'il était un avocat doué et un penseur engagé en politique avant [sa] rencontre, il s'est par la suite transformé en un combattant radical, capable d'assumer un rôle de meneur – toujours au nom de Rosa Luxemburg³³.

La carrière de Levi devient alors une quête teintée d'amertume et de tristesse avec comme objectif de rendre justice à celle qu'il a aimée. La principale lacune du livre, cependant, est que Quack ne traite que des années que Levi a passées aux côtés de Luxemburg, qui est assassinée en 1919. Elle néglige également l'influence profonde laissée par Lénine sur Levi, dont celui-ci s'inspirera tout autant au cours de sa carrière politique.

³¹ *Ibid.*, p. 151.

³² Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 94-98.

³³ *Ibid.*, p. 99.

Les historiens marxistes tentent de s'approprier Levi

La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 offrent une occasion nouvelle d'entamer des recherches à quiconque s'intéresse à la carrière de Levi. L'ouverture des archives russes permet désormais de consulter la totalité des documents internes du KPD pour la période de la république de Weimar, ainsi que ceux de l'Internationale communiste qui contiennent de l'information inédite sur les agissements politiques de Levi³⁴. Or, aujourd'hui, vingt ans plus tard, on constate qu'aucun historien n'a profité de l'occasion pour mettre à profit ces documents et effectuer un travail historique de fond sur Levi. On assiste plutôt à un phénomène historiographique curieux : sans utiliser de nouvelles sources, plusieurs historiens marxistes tentent de s'approprier l'héritage politico-théorique de Levi³⁵. Ils instrumentalisent sa carrière, surtout, pour justifier l'existence d'une tradition démocratique au sein des partis politiques qu'ils représentent.

³⁴ Bernhard H. Bayerlein, Georges Mouradian, Brigitte Studer et Serge Wolikow, « Les archives du Komintern à Moscou », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 61 (1999), p. 126-132.

³⁵ Ulla Plener, « W. I. Lenin – 1920/1921 ein Verfechter der „Offensivtheorie“? », *Z. Zeitschrift marxistische Erneuerung*, 75 (2008), p. 154-159; Jörn Schütrumpf, « Paul Levi unter den „Doppelzünglern“ », dans Wladislaw Hedeler, dir. *Die Wache ist müde (Geschichte des Kommunismus und Linkssozialismus)* (2008), p. 80-101; Theodor Bergmann, « Paul Levi. Tragik eines deutschen Revolutionärs zwischen den Parteien », *UTOPIE kreativ*, 185 (2006), p. 247-256; Scholle, « Ein Fünkchen... »; Reinhold Rünker et Thilo Scholle, « Linkssozialist in der SPD zu sein... Gedanken über den 75. Todestag von Paul Levi hinaus », *spw: Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft*, 2 (2005), p. 47-49; Uli Schöler, « Der unbekannt Paul Levi? », *UTOPIE kreativ*, 165/166 (2004), p. 737-751; Heinz Niemann, « Paul Levi in unserer Zeit », *Geschichtskorrespondenz. Marxistischer Arbeitskreis zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung bei der PDS*, 10, 1 (2004), p. 17-26; Jörn Schütrumpf: « Unabgeholtenes... »; Michael R. Krätke, « Paul Levi (1883-1930) : der letzte Ritter », *spw: Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft*, 100 (1998), p. 31-38; David Fernbach, « Rosa Luxemburg's Political Heir : An Appreciation of Paul Levi », *New Left Review*, 238 (1999), p. 3-25; Udo Winkel, « Paul Levi and his Significance for the Communist Movement in Germany », *Revolutionary History*, 5, 2 (1990), p. 42-60; Manfred Weissbecker, « Biographische Skizzen : Paul Levi (1883-1930) », *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 37, 1 (1995), p. 98-112; Arnold Otfried, *Paul Levi : Sozialdemokrat – KPD – Vorsitzender – Sozialdemokrat*, Berlin, Grundsatzkommission der PDS, 1996.

Ce sont d'abord des historiens formés dans la défunte RDA qui, après la chute du Mur, se sont regroupés principalement autour du Parti pour le socialisme démocratique (PDS) et, depuis 2007, *Die Linke*, qui s'intéressent à Levi. Ceux-ci cherchent avant tout à donner une tradition démocratique à leur parti politique, accusé de toute part d'être l'héritier de l'infâme Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED)³⁶. Selon eux, l'échec du socialisme en Allemagne de l'Est est attribuable, non pas à l'idéologie communiste, mais plutôt à Lénine – ou encore à Staline, car certains voient toujours Lénine comme un démocrate³⁷ – qui, selon sa conception du parti, a brisé la démocratie interne du mouvement communiste allemand³⁸. Sans l'ingérence russe, le socialisme allemand aurait pu fleurir d'une manière démocratique, conforme à la tradition socialiste occidentale. Rosa Luxemburg est évidemment au cœur de leur argumentaire, alors qu'ils citent à répétition ses célèbres paroles, « la démocratie est essentielle (*unentbehrlich*) »³⁹. Il est donc ironique qu'après 1990, les historiens est-allemands louent Luxemburg pour sa critique de Lénine, alors que leurs confrères, avant 1990, avaient par tous les moyens tenté d'occulter ce fait⁴⁰.

En tant que dauphin de Luxemburg et champion du « socialisme démocratique », Levi revêt, aux yeux de ces historiens marxistes, une importance toute particulière⁴¹. Car contrairement à Luxemburg, décédée en 1919, Levi a pu

³⁶ Voir par exemple Hubertus Knabe, *Honeckers Erben : die Wahrheit über Die Linke*, Berlin, Propyläen, 2009.

³⁷ Voir notamment le livre d'Ulla Plener qui, en 2009, tente toujours de montrer comment il n'existait dans la théorie pratique aucune différence entre Lénine et Luxemburg. Ulla Plener, *Rosa Luxemburg und Lenin*, Berlin, Nora, 2009, p. 63-99.

³⁸ Ottokar Luban, *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept: Ihre Kritik an Lenin und ihr politisches Wirken 1913-1919*, Leipzig, Rosa-Luxemburg-Stiftung Sachsen, 2008, p. 19.

³⁹ L'auteur a assisté à une conférence à la Fondation Rosa-Luxemburg à Berlin, en octobre 2009, où ces messages étaient constamment véhiculés par les organisateurs de la conférence.

⁴⁰ Entre 1945 et 1989, les historiens est-allemands tentent par tous les moyens de discréditer les divergences idéologiques entre Lénine et Luxemburg, justement, afin d'unir les traditions socialistes russes et allemandes.

⁴¹ En 1995, Manfred Weissbecker, ancien directeur de la Fondation Rosa-Luxemburg, explique que Levi représente un modèle de leader socialiste démocratique, notamment à cause de son dévouement à la liberté d'expression à l'intérieur des partis dont il a fait partie. Weissbecker, « Biographische Skizzen... ».

lutter pendant près de dix années contre la dictature bolchevique⁴². Que ce soit au KPD ou au SPD, il aurait, selon eux, toujours agi au nom des masses et dans l'intérêt du prolétariat, ce qui lui vaut une interprétation historiographique favorable selon laquelle il était un démocrate. En 2003, à titre d'exemple, Jörn Schütrumpf⁴³ tente d'associer Levi à la tradition du PDS. Il écrit que l'introduction de Levi à une critique de Rosa Luxemburg contre les bolcheviques, publiée en 1921, représente une « sorte d'acte de naissance » (*Art Geburtsurkunde*) du « socialisme démocratique »⁴⁴. Cette interprétation, sérieusement mise en doute non seulement par les historiens du SPD⁴⁵ mais également par certains cercles à l'intérieur du PDS⁴⁶, est insatisfaisante. En effet, dans son texte, Levi ne définit aucunement le concept du « socialisme démocratique ». Il ne fait que critiquer l'absence de démocratie et l'utilisation de la terreur dans la Russie soviétique⁴⁷. À notre avis, le fait que Levi se positionne contre la dictature bolchevique, après 1922, ne fait pas automatiquement de lui un démocrate⁴⁸.

En plus des historiens associés au PDS-*Die Linke*, ceux du SPD tentent eux aussi de s'approprier la tradition de Levi, pour des raisons différentes, cependant⁴⁹. Selon Uli Schöler, ce n'est pas un hasard si Levi a rapidement quitté

⁴² Des historiens marxistes anglais et français partagent cette interprétation de Levi. Voir le 22^e chapitre de Pierre Broué, « Une conception allemande du communisme : Paul Levi », dans *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1971, p. 435-443; Fernbach, « Rosa Luxemburg's Political Heir... ».

⁴³ Historien militant pour le PDS jusqu'en 2007, il est aujourd'hui directeur de la maison d'édition Karl Dietz Verlag.

⁴⁴ Jörn Schütrumpf, « Unabgeholtenes... », p. 336.

⁴⁵ Uli Schöler, « Der unbekannte Paul Levi... », p. 739.

⁴⁶ Heinz Niemann, « Paul Levi in unserer Zeit... », p. 24.

⁴⁷ Voir la préface et l'introduction de Levi au texte de Rosa Luxemburg, « La révolution russe », dans Charlotte Beradt, dir. *Paul Levi : Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 96-135.

⁴⁸ Il est intéressant de noter, cependant, que tous n'étaient pas d'accord avec Schütrumpf à l'intérieur du PDS. Pour l'historien Heinz Niemann, Levi n'a jamais accepté que l'on fasse de lui un ennemi de l'Union soviétique. Niemann, « Paul Levi in unserer Zeit... ».

⁴⁹ En 1978, un groupe à l'intérieur du SPD fonde une version moderne de la revue éditée par Levi entre 1923 et 1928, la *Sozialistische Politik und Wirtschaft*. Elle porte d'ailleurs le même nom.

le KPD en 1921. Lorsque le KPD décide d'accepter les 21 conditions de la Comintern, une ligne politique axée sur l'offensive, l'illégalité et la terreur, Levi prend rapidement compte de la nature du régime bolchevique et des partis communistes, qui sont dominés par les conceptions centralisatrices de Lénine. « Levi constate alors l'échec décisif de la théorie bolchevique et de l'isolation des partis communistes au sein des masses travailleuses qui s'organisent désormais autour de la social-démocratie. La conséquence a été son retour à la social-démocratie »⁵⁰. Selon Schöler, Levi était donc un social-démocrate naturel. Schöler oublie pourtant que Levi lui-même a donné son aval aux 21 conditions de l'Internationale communiste à l'été 1920. Quoi qu'il en soit, contrairement aux historiens du PDS, ceux du SPD n'insistent guère sur le fait que Levi était un démocrate. Ils reconnaissent sa volonté de détruire le parlement allemand, pour le remplacer par une dictature du prolétariat. Selon eux, ce sont davantage ses efforts pour unir les forces ouvrières que l'on devrait aujourd'hui honorer⁵¹.

Bien que plusieurs articles aient été publiés sur Levi depuis 1991, ils n'ont que partiellement contribué à l'avancement des connaissances sur le sujet. Sur le plan de la méthode historique, la plupart des auteurs ne se réfèrent qu'aux travaux de Beradt et Quack, sans jamais faire usage de sources nouvelles. Ils font davantage foi d'une querelle politique entre le SPD et *Die Linke*, qui luttent aujourd'hui pour le vote de gauche en Allemagne, que d'un intérêt renouvelé pour Levi comme sujet historique⁵².

Voir Rünker et Scholle, « Linksozialist in der SPD zu sein... », p. 47-49; Uli Schöler, « Der unbekannte Paul Levi?... » et Krätke, « Paul Levi (1883-1930)... ».

⁵⁰ Uli Schöler, « Der unbekannte Paul Levi?... ».

⁵¹ Rünker et Scholle « Linksozialist in der SPD zu sein... », p. 47-49.

⁵² Uli Schöler, historien du SPD, accuse par exemple le PDS de se chercher désespérément une tradition démocratique en récupérant l'héritage laissé par Levi. Schöler, « Der unbekannte Paul Levi?... », p. 739. Ses propos font foi de la rivalité politique entre le PDS et le SPD. Cette tendance va d'ailleurs en s'accroissant depuis la fondation de *Die Linke*, en 2007, qui unit les forces politiques à gauche du SPD.

Pour terminer, il est clair que l'historiographie actuelle vise à glorifier la carrière de Levi. Comme l'écrit l'historien français François Dosse, « [l]'écriture d'une biographie se prête à toutes sortes de dérives, car il convient pour l'historien de tenir une bonne distance avec un sujet qui en général lui tient à cœur et de ce fait l'entraîne vers une adhésion qui n'est pas seulement intellectuelle, mais souvent affective et passionnelle »⁵³. Cela nous semble juste dans le cas de Levi. Ceux qui ont écrit à son sujet sont des admirateurs et des marxistes avoués, souvent avec l'objectif de légitimer leur pensée politique. Associé à aucun parti politique, et d'un point de vue non marxiste, nous espérons remédier à cette tendance dans la présente étude. Le résultat est une biographie aux conclusions qui contrastent avec l'historiographie marxiste actuelle. Entre autres, elle fait la démonstration que Levi était certes un socialiste, mais en aucun cas un démocrate. Sa conception politique, d'ailleurs, s'inspirait tout autant de celle de Lénine que de celle de Luxemburg.

Une biographie politique de Paul Levi

Considérations méthodologiques sur la biographie

Depuis la professionnalisation de la discipline historique, à partir de la moitié du XIX^e siècle, la biographie a été négligée par les historiens. Ceux-ci lui ont reproché son caractère narratif et le fait qu'elle ne faisait guère usage de sources historiques sérieuses. Ils l'ont donc davantage apparentée au genre littéraire⁵⁴. Au XX^e siècle, les écoles historiques sociales et structurelles⁵⁵ ont

⁵³ François Dosse, « Le retour de la biographie après une longue éclipse », dans Antoine Cappelani et Frédéric Rousseau, dirs. *La biographie et l'histoire : jeux et enjeux d'écriture*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2007, p. 25.

⁵⁴ Frédéric Rousseau, « Présentation », *Ibid.*, p. 12-13; Barbara Caine, *Biography and History*, New York, Palgrave MacMillan, 2010, p. 38-40.

⁵⁵ Tandis que l'histoire structurelle et sociale était représentée par l'école des Annales en France à partir des années 1930, le courant a surtout été incarné par l'école de Bielefeld en Allemagne, sous Hans-Ulrich Wehler, à partir des années 1960.

également critiqué le biographe, qui avait tendance à considérer son personnage comme « un univers en soi »⁵⁶. Celui-ci ne portait pas suffisamment attention à l'influence des structures historiques, donnant une trop grande valeur, justement, à son biographé⁵⁷.

Depuis les années 1970, les historiens croient avoir atteint un équilibre entre les structures et l'individu, et conséquemment, se sont réappropriés la biographie. La « nouvelle biographie » a toutefois dû prendre en considération plusieurs des critiques adressées à son précurseur. Le biographe fait désormais usage de diverses sources historiques, au même titre que les autres genres historiographiques, afin de bien ancrer le biographé dans sa période, dans son environnement social. « [La nouvelle biographie] consiste à exposer et expliquer le parcours extérieur d'individus ou de groupes et les interprétations que ces derniers en ont proposées dans la complexité de leur contexte et en tenant compte de leurs motivations et des conséquences de leurs agissements »⁵⁸. Il s'agit donc de faire le pont entre les structures sociales et la contingence individuelle⁵⁹.

La présente thèse prend en considération ces observations méthodologiques. Elle constitue une « biographie politique » qui se concentre principalement sur les années où Levi a été politiquement actif, soit entre 1909 et 1930. Elle a comme objectif premier de fournir une interprétation claire et détaillée de sa carrière – de sa pensée politique, aussi –, au moyen de documents

⁵⁶ Claude Arnaud, « Le retour de la biographie : d'un tabou à l'autre », *Le Débat*, 54 (1989), p. 43.

⁵⁷ « Biographé » est un néologisme utilisé par François Dosse, « Le retour de la biographie... », p. 17-27.

⁵⁸ *Saint Louis*, de Jacques le Goff, est souvent citée comme exemple d'une « nouvelle biographie ». *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996. Cette citation est toutefois tirée directement de l'article de Corine Defrance, « Le renouveau de la biographie dans les historiographies française et allemande contemporaines », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 33, 4 (2001), p. 373-384.

⁵⁹ C'est d'ailleurs le titre d'un nouveau recueil de textes sur la biographie comme genre historique : Volker R. Berghahn et Simone Lässig, dirs. *Biography Between Structure and Agency: Central European Lives in International Historiography*, New York, Berghahn Books, 2008.

d'archives produits par les organisations politiques dont Levi a fait partie. Pour bien ancrer Levi dans son milieu, cette thèse a aussi recours systématiquement à l'historiographie entourant son sujet. Entre 1909 et 1930, Levi effectue des séjours au sein de divers partis politiques ouvriers. Il œuvre également sur diverses commissions et écrit sur de nombreux sujets d'actualité. Notre travail prend soin, chaque fois, de décrire les circonstances entourant les actions de Levi afin d'en ressortir des explications plus satisfaisantes et de mieux décrire l'espace spatio-temporel couvert par la carrière de Levi.

Notre « biographie politique » comporte néanmoins un élément s'attardant à la vie personnelle de Levi dans la mesure où le premier chapitre traite de son enfance, de ses racines familiales et de ses années à l'université⁶⁰. Ce détour est essentiel, à notre avis, pour bien comprendre l'évolution de sa subséquente carrière. Ses parents l'élèvent dans un milieu familial juif pieux. De surcroît, son père, Jacob Levi, est propriétaire d'une compagnie textile qui emploie plus de 150 ouvriers. Levi grandit donc dans un milieu bourgeois aisé. Et pourtant, dès l'âge de 27 ans, il renonce au judaïsme en même temps qu'il devient marxiste. Nous y voyons une propension naturelle vers la contestation – en partie héritée de son père qui, à quelques reprises, avait contesté l'autorité royale prussienne. Plus tard, à l'université, Levi prend position notamment contre le Kaiser et contre les grandes corporations allemandes. Un regard, même rapide, sur l'enfance et la jeunesse de Levi est essentiel pour bien comprendre sa subséquente carrière lors de laquelle il rejette systématiquement l'ordre politique et social, tant au front lors de la Première Guerre mondiale qu'au Reichstag ou à l'intérieur des partis politiques ouvriers. Considérer Levi d'abord comme un rebelle est fondamental dans notre analyse.

⁶⁰ Au sujet de l'analyse personnelle et psychanalytique dans l'écriture biographique, voir Barbara Caine, *Biography and History...*, p. 40-43.

Problématique

La problématique générale de ce travail s'articule autour de trois volets. L'historiographie traditionnelle qualifie presque exclusivement Levi de « communiste », de « socialiste démocrate », de « luxemburgiste », ce qui présuppose une quête idéologique basée sur des théories bien définies. Levi a certes agi selon un marxisme radical. Mais son parcours est plus complexe et évolutif – à certains moments il est même contradictoire – qu'il n'y paraît au premier regard. La carrière de Levi, comme nous l'avons noté en début d'introduction, est également marquée par plusieurs autres caractéristiques qui ne sont pas nécessairement associées aux idées de gauche. Devant ce constat, il nous est paru nécessaire de formuler, en guise de premier volet, une question plus ouverte permettant d'intégrer de l'information nouvelle : Quels ont été les grands facteurs explicatifs de la carrière politique de Paul Levi? Cette question permet de tenir compte d'éléments explicatifs associés à sa personnalité, aux différents milieux dans lesquels il a évolué, ainsi qu'aux différents événements sociopolitiques ponctuels.

Le second volet de notre problématique vise à définir sa pensée politique. Quels étaient les grands idéaux politiques de Levi? Sur quels points s'inspirait-il de Luxemburg? de Lénine? Ici, sa conception de la démocratie nous intéresse particulièrement : comment Levi concevait-il la démocratie? Peut-on le qualifier de « socialiste démocrate »? Troisièmement, nous souhaitons évaluer l'impact de Levi sur l'histoire, tout particulièrement sur celle de la république de Weimar. Comme l'explique l'historien allemand Eberhard Kolb, grand spécialiste de la république de Weimar, chercher à comprendre l'échec de la première démocratie allemande a obsédé les historiens depuis 1945, étant donné la catastrophe sur laquelle elle a débouché, soit le régime nazi⁶¹. Les historiens se sont entre autres

⁶¹ Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik...*, p. 155.

questionnés sur le rôle qu'a joué le mouvement ouvrier dans l'avènement d'Hitler. Ils semblent en grande majorité accepter la thèse selon laquelle la division du mouvement ouvrier entre révolutionnaires et réformistes aurait lourdement handicapé la démocratie allemande. Quel a été l'apport de Levi à l'évolution du mouvement ouvrier à l'ère de Weimar? Ces questions secondaires sont utiles pour comprendre notre démarche : Levi a-t-il contribué à diviser le mouvement ouvrier allemand? A-t-il contribué à solidifier ou à fragiliser la république allemande?

Sources

De nombreuses sources s'avèrent utiles pour répondre à ces questions, notamment les recueils de documents publiés. Il existe plusieurs collections des œuvres de Lénine et de Rosa Luxemburg où l'on peut trouver de l'information sur la vie personnelle et politique de Levi⁶². La collection publiée par Sibylle Quack, en 1983, en est un autre exemple⁶³. En 1969, Charlotte Beradt a également publié un recueil de textes très important, qui contient des lettres, des articles et des discours de Levi⁶⁴. Tout récemment, David Fernbach a fait paraître, pour la première fois en anglais, un généreux recueil de textes de Levi qui reprend ceux publiés en allemand en 1969, avec toutefois quelques ajouts fort intéressants⁶⁵. En termes de documents relatifs aux institutions politiques dont Levi a fait partie, il a été possible de consulter les publications de divers procès-verbaux. Le KPD, le SPD et aussi le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) ont tous publié l'ensemble des procès-verbaux de leurs congrès pour la période de la république de Weimar, qui sont facilement

⁶² Georg Adler, Peter Hudis et Annelies Laschitza, dirs. *The letters of Rosa Luxemburg*, London, New York, Verso, 2011; W.I. Lenin, *Werke*, Berlin, Dietz Verlag, 1961.

⁶³ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*

⁶⁴ Beradt, dir. *Paul Levi : Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*

⁶⁵ David Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*

accessibles⁶⁶. Il en va de même pour les congrès de l'Internationale communiste, dont les minutes ont fait l'objet de publications⁶⁷. La totalité des protocoles des sessions du Reichstag a quant à elle été numérisée, dans le cadre d'un projet mené par la Bibliothèque d'État de Bavière (*Bayerische Staatsbibliothek*) et est disponible sur Internet⁶⁸. Il existe enfin plusieurs recueils de documents diplomatiques au sujet de l'Internationale communiste, dont certains portant spécifiquement sur l'Allemagne⁶⁹. Nous avons finalement utilisé d'autres recueils

⁶⁶ Nous avons consulté les procès verbaux suivants pour le KPD : Hermann Weber, dir. *Die Gründung der KPD. Protokoll und Materialien des Gründungsparteitages der Kommunistischen Partei Deutschland 1918-1919*, Berlin, Dietz Verlag, 1993; *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) vom 20. bis 24. Oktober 1919*, Berlin, 1919; *Bericht über den 3. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 25. u. 26. Februar 1920» in Karlsruhe*, Berlin, 1920; *Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 14. u. 15. April 1920 in Berlin*, Berlin, 1920; *Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale) vom 1. bis 3. November 1920» in Berlin*, Berlin, 1921; *Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der U.S.P.D. (Linke) und der KPD (Spartakusbund). Abgehalten in Berlin vom 4. bis 7. Dezember 1920*, Berlin/Leipzig, 1921; *Bericht über die Verhandlungen des 2. Parteitages der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale), Abgehalten in Jena vom 22. bis 26. August 1921*, Berlin, 1921; pour le SPD : *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Abgehalten in Magdeburg vom 18. bis 24. September 1910*, Berlin, Verlag Buchhandlung Vorwärts, 1910; *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands : abgehalten in Jena vom 14. bis 20. September 1913*, Berlin, Buchhandlung Vorwärts Paul Ginger G.m.b.H., 1984; *Sozialdemokratischer Parteitag 1924 : Protokoll mit dem Bericht der Frauenkonferenz, Glashütten im Taunus*, Verlag Detlev Auvermann KG, 1974; *Sozialdemokratischer Parteitag 1925 in Heidelberg: Protokoll mit dem Bericht der Frauenkonferenz*, Berlin, J.H.W. Dietz NACHF, 1925; *Protokoll sozialdemokratischer Parteitag Magdeburg 1929, vom 26. bis 31. Mai in der Stadthalle*, Berlin, J.H.W. Dietz NACHF, 1929.

⁶⁷ *Der zweite Kongress der Komunistischen Internationale: Protokoll der Verhandlungen von 19. Juli in Petrograd und vom 23. Juli bis 7. August 1920 in Moskau*, Verlag der Kommunistischen Internationale (Auslieferung für Deutschland), Carl Hoym Nacht. Louis Cahnbley, Hamburg, 1921; *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale (Moskau, 22. Juni bis 12. Juli 1921)*, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1921.

⁶⁸ Bayerische Staatsbibliothek, *Verhandlungen des deutschen Reichstags*. <http://www.reichstagsprotokolle.de/index.html> (Site consulté pour la dernière fois le 15 septembre 2011).

⁶⁹ Iakov Samoïlovich Drabkin et Leonid Grigorevitch Babichenko, dirs. *Komintern i idei ā mirovoï revoli ū t s ū i : dokumenty (Коминтерн и идея мировой революции. Документы)*, Moskva, Nauka, 1998; Pierre Broué, dir. *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste, mars 1919-juillet 1920*, Paris, Études et documentation internationales, 1979.

de documents relatifs au mouvement ouvrier de Francfort où Levi a été actif durant la Première Guerre mondiale⁷⁰.

La république de Weimar représente une période où abondent les publications périodiques partisans. Malgré leur grande subjectivité, il est possible, en les confrontant les unes aux autres, d'en tirer de l'information fort utile, dont des textes de discours, des lettres, des déclarations et des programmes politiques. Il n'est pas rare, aussi, que certains journaux publient les minutes de rencontres locales ou de réunions *ad hoc* des partis politiques qu'ils représentent. La *Rote Fahne* et *Die Internationale* sont des journaux essentiels pour suivre les activités du KPD. L'édition francfortoise de la *Volksstimme* et celle berlinoise du *Vorwärts* sont également très utiles pour bien comprendre la carrière de Levi au SPD. La consultation d'autres journaux, par exemple le *Völkischer Beobachter*, principal organe du Parti nazi, et le *Sächsisches Volksblatt* du SPD saxon, s'est également avérée nécessaire. Nous avons finalement consulté d'autres revues dirigées par Levi, dont *Unser Weg (Sowjet)* et le *Klassenkampf*.

La recherche en archives pour cette thèse a débuté à la Fondation Friedrich-Ebert, à Bonn, qui héberge les Archives pour la sociale-démocratie (AdsD). S'y trouve le fonds d'archives personnel de Levi – rapatrié en Allemagne en 1972 – qui, quoique déjà consulté par de nombreux historiens, demeure incontournable pour notre projet⁷¹. Cette collection contient l'ensemble des publications de Levi, incluant la grande majorité de ses articles de journaux, plusieurs longues brochures et textes manuscrits non publiés. S'y trouve aussi des transcriptions de discours et des lettres personnelles. L'AdsD contient finalement l'une des seules copies du bihebdomadaire dirigé par Levi, la *Sozialistische*

⁷⁰ Judit Pàkh, dir. *Frankfurter Arbeiterbewegung in Dokumente 1832-1933*, Frankfurt am Main, Bund Verlag, 1997.

⁷¹ «Nachlass Paul Levi wieder in Deutschland», *Allgemeine unabhängige jüdische Wochenzeitung*, 28 avril 1972.

Politik und Wirtschaft (SPW) – Les Correspondances-Levi – très peu étudiée par les historiens⁷².

La majeure partie de nos recherches a cependant été réalisée aux Archives fédérales de la république fédérale d'Allemagne (*Bundesarchiv*), à Berlin-Lichterfelde, où se trouve une grande quantité de documents sur les partis ouvriers de la république de Weimar. On y trouve les minutes des rencontres de la Centrale du KPD, l'agence exécutive du parti, ainsi que celles des rencontres de son comité central (CC), agence plus large qui regroupe des représentants des branches locales du parti pour l'ensemble du Reich. Ces documents permettent de dégager les courants et regroupements internes et font foi des méthodes centralisatrices et antidémocratiques de Levi. Les archives du KPD contiennent enfin plusieurs documents retraçant la correspondance entre le KPD et Moscou, qui sont centraux aux chapitres de cette thèse portant sur les relations entre Levi et les bolcheviques.

Aux Archives fédérales, nous avons également été en mesure de consulter de la documentation concernant l'appareil gouvernemental weimarien et qui a révélé une grande quantité d'informations inédites au sujet de Levi. En premier lieu, les rapports de la police secrète du Reich, chargée de surveiller l'agitation ouvrière, ont fourni un point de vue différent sur l'activité politique de Levi. Ce sont néanmoins les documents relatifs aux diverses commissions du Reichstag qui ont dévoilé l'information la plus inattendue. Des historiennes telles qu'Ulrike Claudia Hofmann⁷³ et Irmela Nagel⁷⁴ avaient déjà fait mention, très partiellement cependant, de l'activité de Levi à l'intérieur de commissions parlementaires. Les

⁷² Il existe toutefois un article scientifique intéressant sur le SPW. Hans-Ulrich Ludewig, « Die « Sozialistische Politik und Wirtschaft »: ein Beitrag zur Linksopposition in der SPD 1923 bis 1928 », *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 17, 1 (1981), p. 14-41.

⁷³ Ulrike Claudia Hofmann, « Verräter verfallen der Feme »...

⁷⁴ Irmela Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse in der Weimarer Republik*, Köln, Böhlau Verlag, 1991.

procès-verbaux d'une des commissions révèlent toutefois que Levi a agi comme force motrice dans une enquête sur des meurtres politiques commis en Bavière et qui mettait en cause de nombreux membres du Parti nazi.

Nos recherches en Allemagne ont été complétées par la visite de centres d'archives locaux. Les Archives secrètes d'État pour le patrimoine prussien (*Geheimes Staatsarchiv preussischer Kulturbesitz*) contiennent une collection de documents portant justement sur des procès personnels entre Levi et d'importants membres du Parti nazi, dont Alfred Rosenberg. Aux Archives de l'État du Land de Saxe (*Sächsisches Staatsarchiv Chemnitz*), à Chemnitz, il a été possible de consulter un dossier au sujet d'un procès opposant Adolf Hitler à Levi, qui, en 1926, était l'avocat d'Eugène Fritsch, un social-démocrate saxon. Nous avons aussi consulté le fond d'archives de l'Office pour la Santé et les Affaires sociales du Land de Berlin (*Landes Amt für Gesundheit und Soziales*) qui recouvre l'ensemble des dossiers médicaux des hôpitaux allemands de la Première Guerre mondiale dans lesquels Levi a été hospitalisé à de nombreuses reprises. Enfin, les Archives municipales de Francfort (*Stadtarchiv Frankfurt a.M.*), où se trouve une collection de documents sur la sociale-démocratie locale, se sont avérées riches en documents portant sur l'activité de Levi avant et pendant la Première Guerre mondiale.

Un stage de recherche à Moscou, aux Archives russes d'État pour l'histoire sociale-politique (*Российский государственный архив социально-политической истории*) (*RGASPI*), nous a enfin permis de consulter une panoplie de documents en lien avec Levi qui ont été rendus disponibles seulement en 1991. Le fonds de Clara Zetkin, représentante du KPD ayant longtemps séjourné à Moscou, permet de comprendre l'aversion personnelle de nombreuses personnalités importantes de la Comintern, dont Grigori Zinoviev et Karl Radek, pour Levi. Des rapports d'agents bolcheviques présents en Allemagne, rédigés

par Bela Kun, Felix Wolff et August Gauralski, montrent conséquemment que l'Internationale communiste travaillait activement pour discréditer Levi comme chef du KPD, et ce, à l'insu de Lénine. Les archives russes, enfin, documentent les contacts de Moscou avec d'autres organisations politiques allemandes, telles que l'USPD, le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD) et, quoique plus rarement, avec le SPD.

Contribution aux connaissances

Rebelle devant les extrêmes

Le parcours extraordinaire de Levi est d'abord un produit de son époque. L'historien marxiste Éric Hobsbawm décrit le XX^e siècle comme l'« âge des extrêmes », où des régimes autoritaires aux idéologies impitoyables adoptent des politiques aux violences inouïes⁷⁵. La carrière de Levi, entre 1909 et 1930, coïncide avec la naissance de cette période marquante de l'histoire européenne. Entre 1914 et 1918, la guerre ravage l'Europe. En plus de faire des millions de morts, de déraciner des populations et de faire des dommages matériels qui dépassent l'entendement, cette guerre déstabilise entièrement la carte géopolitique européenne. En Allemagne, la situation est tendue. L'abdication de Guillaume II, en novembre 1918, d'abord porteuse d'espoir pour les masses, voit plutôt naître une république dans des conditions particulièrement difficiles. Outre le traité de Versailles, dont la portée diplomatique est grande, des facteurs endogènes minent également la jeune république. Les deux idéologies extrêmes de l'entre-deux-guerres, le bolchevisme et le national-socialisme, intrinsèquement antidémocratiques, y sont fortement représentées⁷⁶. La société allemande devient

⁷⁵ Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions complexe, 1994.

⁷⁶ Pour certains historiens, la république de Weimar aurait d'ailleurs été broyée par ces idéologies extrêmes. Ernst Nolte, *Die Weimarer Republik : Demokratie zwischen Lenin und Hitler*, Munich, Herbig, 2006, p. 350.

le théâtre de nombreuses tentatives de putsch, de manifestations violentes, et d'assassinats politiques. La carrière politique de Levi, lors de laquelle il lutte contre la guerre, fréquente Luxemburg et Lénine, est menacé de mort et se bat contre Hitler et Staline, est donc, en premier lieu, un sous-produit de son époque.

Bien entendu, la personnalité de Levi a aussi une influence sur le déroulement de sa carrière. Tant sur le plan personnel que politique, Levi s'avère un rebelle naturel, systématiquement opposé à toute forme d'autorité. Il est de surcroît doté d'une confiance démesurée en lui, voire d'une arrogance condescendante. Cela se décline en des relations souvent houleuses avec ses collègues. La femme du leader communiste Ernst Meyer, autrefois ami de Levi, explique que « *[h]is lordly manner, his haughty disregard for the intellectually inferior, frightened away a great number of people who could have been relied on to become the stalwarts of the revolution* »⁷⁷. Les articles de Levi sont en effet souvent teintés d'une ironie mordante, parfois même vulgaire, contre ses ennemis anticommunistes, mais aussi contre ses adversaires à l'intérieur du mouvement ouvrier. Karl Radek, émissaire bolchevique aux pouvoirs étendus en Allemagne, parle avec haine du caractère hautain de Levi⁷⁸. Il le traite de bourgeois et méprise son côté humaniste. Même Siegfried Jacobsohn, de la *Weltbühne*, pourtant très sympathique à l'orientation politique de Levi, le décrit comme un « type imbu de lui-même, terriblement antipathique »⁷⁹.

Cela n'est guère sans conséquence sur sa carrière. Partout où il passe, Levi s'inscrit à contre-courant, presque toujours dans le clan rebelle ou dans

⁷⁷ Rosa Leviné-Meyer, *Inside German Communism: Memoirs of Party Life in the Weimar Republic*, London, Pluto Press, 1977, p. 15.

⁷⁸ Voir la postface « Der Fall Levi », dans laquelle Radek dénigre le mode de vie bourgeois de Levi. Karl Radek, *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionären Aktion oder eine zentristische Partei des Wartens sein?*, Hamburg, Verlag Carl Hoym Nachf. Louis Cahnbley, 1921, p. 89-116.

⁷⁹ Voir la collection de lettres de Jacobsohn à Kurt Tucholsky publiées par Richard von Soldenhoff, dir. *Siegfried Jacobsohn : Briefe an Kurt Tucholsky 1915-1926 : « Der beste Brotherr dem schlechtesten Mitarbeiter »*, Munich et Hamburg, Albrecht Knaus Verlag, 1989, p. 456.

l'opposition. Avec Luxemburg, avant 1914, Levi s'investit dans la lutte antimilitariste. Il condamne vertement la politique de « trêve civique » (*Burgfrieden*) du SPD, son propre parti. Il fuit ensuite en Suisse, à la fin 1916, où une poignée de révolutionnaires radicaux poursuivent la lutte contre la guerre. Or, même là, Levi s'attaque encore à la majorité qu'il considère trop attentiste. Il se joint donc au courant radical extrême à l'intérieur du mouvement ouvrier, qui est mené par le groupe de Lénine, et pour lequel la guerre civile est le seul moyen de mettre fin à la guerre bourgeoise. De retour en Allemagne, en 1918, Levi participe à la fondation d'un parti marginal, le KPD, honni du gouvernement et boudé par les masses ouvrières. Même en tant que chef du KPD, Levi se retrouve dans une position précaire alors qu'il s'isole dans l'opposition. Son tempérament impulsif et entêté joue d'ailleurs un rôle important dans son expulsion du KPD en 1921, alors que Levi se brouille irrévocablement avec Radek et Zinoviev. Même Lénine n'est plus en mesure de le réhabiliter. De retour au SPD, en 1922, Levi s'isole de nouveau dans une aile gauchiste marginale où son discours marxiste radical gêne la majorité du parti.

En contrepartie, son esprit rebelle fait aussi de Levi un personnage honorable lorsqu'on considère l'ensemble de son œuvre. À partir de 1921, il n'hésite guère à critiquer le régime bolchevique. Peu importe s'il agit de la sorte par convictions idéologiques, visées politiques, ou suivant simplement ses impulsions rebelles, Levi refuse catégoriquement de se plier à l'ingérence de la Comintern en Allemagne. *Notre voie : contre le putschisme* n'est qu'un exemple parmi plusieurs coups d'éclat dirigés à l'endroit de la Russie soviétique dont il condamne subséquemment l'usage de la terreur comme arme politique. Même si, jusqu'à sa mort, Levi reste fidèle à Lénine, il demeure tout de même critique des actions de ce dernier. Il dénonce de la même manière la violence stalinienne chaque fois qu'on lui en donne l'occasion.

D'une façon tout aussi acerbe, Levi lutte contre les crimes de l'extrême-droite. Dès 1922, il aborde le thème des meurtres politiques bavarois, sujet qui, malgré les assassinats de Matthias Erzberger et de Walther Rathenau, demeure largement tabou au Reichstag. En 1926, tel que noté plus haut, Levi mène à lui seul une commission d'enquête parlementaire visant à faire la lumière sur le sujet et au cours de laquelle il se bute rapidement à la presse *völkisch*, surtout au *Völkischer Beobachter*. Alors qu'Alfred Rosenberg organise une vaste campagne antisémite contre lui, Levi refuse de céder à l'intimidation. Son objectif demeure, envers et contre tous, de faire avancer l'enquête, afin de prouver l'implication des cercles *völkisch* dans divers meurtres politiques. Cette combativité inébranlable et son sens de la justice se manifestent à de nombreuses reprises tout au long de sa carrière et méritent d'être soulignés.

Levi, démocrate?

En ce qui concerne sa pensée politique, nos travaux démontrent que Levi n'était pas un démocrate. En Suisse, Lénine exerce une influence profonde et durable sur lui. De retour en Allemagne, en 1918, Levi travaille au service de la Révolution russe. C'est lui qui insiste pour fonder un parti communiste à l'image du Parti bolchevique et il convainc même Luxemburg d'adhérer à son projet. Pendant ses deux années à la tête du KPD, il adopte une méthode très léniniste. Il procède entre autres à des expulsions sommaires et refuse catégoriquement qu'on limite les pouvoirs du comité exécutif qu'il préside. Il insiste continuellement sur la nécessité d'organiser le parti « au moyen de la plus stricte centralisation »⁸⁰. À l'époque, même Lénine s'inquiète de la brutalité avec laquelle Levi gère le KPD.

Contrairement à ce que revendique l'historiographie actuelle, la subséquente querelle opposant Levi à l'Internationale communiste, en 1921, ne

⁸⁰ *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 19.

fait guère de lui un « socialiste démocrate ». Il s'agit certes d'une querelle idéologique avec la Comintern, que Levi juge trop axée sur l'offensive. Mais Levi demeure toujours fidèle à Lénine et à l'État bolchevique. En plus d'adhérer à une conception léniniste et antidémocratique du parti communiste, il croit jusqu'à sa mort que seule une dictature du prolétariat peut satisfaire les intérêts de la classe ouvrière. Lorsqu'il parle de démocratie, Levi exclut catégoriquement les classes non ouvrières : la bourgeoisie, certes, mais également les cols blancs, les paysans, et même certains cercles ouvriers. Levi voit également le suffrage universel comme un moyen accessoire de sonder les masses. Comme Moscou, il vise le renversement d'une démocratie par une dictature.

Levi et la république de Weimar

Ultimement, l'action politique de Levi en tant que marxiste radical s'inscrit dans une mouvance historique qui nuit aux chances de survie de Weimar. Tout d'abord, Levi porte une part de responsabilité considérable dans la « bolchevisation » du mouvement ouvrier allemand. Sans lui, il aurait été très difficile pour Lénine de pénétrer l'aile radicale du SPD – Spartakus – en 1918, étant donné l'aversion de Luxemburg – figure de proue incontestée du courant radical à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand – à son égard. Luxemburg et Lénine étaient en effet des rivaux théoriques dont les antécédents remontaient à 1904⁸¹. Sans Levi, l'influence des bolcheviques se serait limitée aux cercles radicaux de Brême et Hambourg, dont l'influence sur le mouvement ouvrier était minime en Allemagne. C'est précisément Levi qui tisse des liens entre Hambourg, Brême et Spartakus, ce qui permet de fonder le Parti communiste allemand à la toute fin de décembre 1918.

⁸¹ Luban, *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept...*, p. 28-30.

Cela ne fait aucun doute, l'infiltration bolchevique mine considérablement la frêle démocratie allemande. D'abord, la rhétorique de la lutte des classes pousse plusieurs ouvriers vers les partis plus nationalistes. C'est cependant les attaques répétées des émissaires de Staline contre le SPD, principal pilier de la démocratie allemande, qui sape toute possibilité d'une lutte ouvrière unie contre les nazis. À partir de 1928, la Comintern impose l'idée que la sociale-démocratie ne se différencie en rien du fascisme. Elle en serait en réalité la version la plus dangereuse, étant donné son discours socialiste⁸². Au moyen de propagande et de campagnes de diffamation vicieuses, le KPD mine gravement la crédibilité du SPD, complètement pris au dépourvu. Et pire, dans sa lutte pour miner le SPD, le KPD va même jusqu'à collaborer avec Hitler. La lutte fratricide menée par les communistes contribue à ouvrir la voie aux nazis et favorise leur prise du pouvoir en 1933.

Le radicalisme de Levi au SPD a également un effet nuisible sur la république. Entre 1922 et 1930, il continue de faire valoir la nécessité d'une dictature du prolétariat en Allemagne. Ce discours anachronique, qui ne correspond plus au désir des masses ouvrières, amenuise les chances du SPD de participer au façonnement des politiques du gouvernement weimarien. Même si le SPD est le plus grand parti au Reichstag, il est loin de la majorité absolue et une coalition avec les partis bourgeois est nécessaire pour participer au gouvernement. Or, malgré le fait que d'autres partis comme le Zentrum et le Parti démocrate allemand (DDP) travaillent activement au renforcement de la république et de la démocratie en Allemagne, le SPD demeure souvent à l'extérieur du gouvernement entre 1919 et 1933 puisqu'il doit composer avec son aile gauche, menée par Levi, et qui refuse catégoriquement toute alliance avec les partis bourgeois. Levi préfère plutôt renoncer à toute responsabilité gouvernementale en se réfugiant dans une politique d'opposition dogmatique.

⁸² Hermann Weber, *Hauptfeind Sozialdemokratie: Strategie und Taktik der KPD 1929-1933*, Düsseldorf, Droste, 1982, p. 22.

Plusieurs historiens ont souligné les torts d'une telle stratégie qui, en donnant la chance à des partis antirépublicains de participer au gouvernement, a favorisé la prise du pouvoir par les nazis en 1933⁸³.

⁸³ Voir par exemple Heinrich-August Winkler, *Der Schein der Normalität: Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1924 bis 1930*, Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1985, p. 334.

Chapitre 1

La naissance d'un rebelle

Tout au long de sa carrière, Levi ne fait que très rarement allusion à son enfance ou encore à son lieu de naissance, Hechingen, une petite ville du sud-ouest de l'Allemagne. Sybille Quack considère qu'il est difficile de faire des liens clairs entre ses racines familiales et sa carrière politique¹. Pourtant, Levi a de bonnes relations avec sa famille, même dans les périodes difficiles, notamment, lorsqu'il est emprisonné par les autorités républicaines au début de 1919². Levi correspond régulièrement avec son père, Jacob, et avec sa sœur, Jenny³. Aussi, comme son fils, Jacob Levi est un homme politique fier doté d'un sens de la justice très aiguisé dont Levi semble hériter. Dès ses années à l'université, notamment, Levi se positionne ouvertement contre le Kaiser et l'État absolutiste qui, selon lui, briment les libertés individuelles des sujets allemands. Mais ce premier chapitre dresse surtout un portrait de l'enfance et de la jeunesse de Levi, car justement, notre protagoniste en rejette d'emblée d'importants traits caractéristiques. Vers l'âge de 25 ans, Levi se rebelle contre ses racines juives et bourgeoises lorsqu'il renonce au judaïsme, en même temps qu'il épouse le marxisme. Ce chapitre s'attarde enfin aux premières années que Levi passe à Francfort, entre 1906 et 1914, où il travaille comme avocat et fait ses premiers pas en politique. Cette période tumultueuse nous permet encore une fois de constater son tempérament arrogant et rebelle qui, pour le reste de sa vie, refait constamment surface et a un impact majeur sur sa carrière.

¹ Quack, *Geistig frei niemandes Knecht...*, p. 43.

² Le 20 janvier 1919, à partir de sa cellule de prison à Moabit, Levi écrit une lettre à son père et une lettre à sa sœur Jenny. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung I.

³ Voir les nombreuses lettres à sa sœur Jenny et à son père. *Ibid.*

Hechingen : conservatisme politique et refuge juif

Paul Levi naît à Hechingen le 11 mars 1883⁴. Avec ses 5000 habitants⁵, cette ville est, depuis près de 800 ans, la capitale de la petite principauté libre d'Hohenzollern-Hechingen, qui fait aussi partie de la région montagneuse connue sous le nom du Jura souabe (*Schwäbische Alb*). En 1848, à l'instar de la province voisine, Hohenzollern-Sigmaringen, Hohenzollern-Hechingen ne peut tenir tête à elle seule à la fièvre révolutionnaire qui balaie l'Allemagne et décide de s'assujettir un an plus tard au roi de Prusse afin de jouir de sa protection⁶. En 1850, les anciens territoires d'Hohenzollern-Hechingen et d'Hohenzollern-Sigmaringen fusionnent et donnent naissance à la Province du Rhin, une île prussienne bordée du Bade au sud et du Wurtemberg à l'est, au nord et à l'ouest.

Sur le plan politique, le joug prussien nuit considérablement à l'essor de la sociale-démocratie dans la Province du Rhin. En 1878, quelques années après l'unification du Reich, les lois antisocialistes du chancelier Otto von Bismarck sont appliquées beaucoup plus strictement en Prusse qu'ailleurs. Selon l'historien Casimir Bumiller, les États non prussiens qui encerclent Hechingen, tels que le Bade et le Wurtemberg, sont plus progressistes politiquement et deviennent des refuges pour plusieurs militants du SPD⁷. Déjà en 1906, le SPD wurtembergeois récolte plus de 20% des voix dans le parlement provincial (*Landtag*). Le SPD

⁴ Voir la courte biographie donnée par Levi lui-même dans sa thèse de doctorat. Paul Levi, *Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doctorwürde der hohen juristischen Fakultät der Ruprecht-Karls-Universität zu Heidelberg, Heidelberg, Buchdruckerei von Karl Rössler, 1905, p. 39.

⁵ Adolf Vees, *Das Hechinger Heimweh: Begegnungen mit Juden*, Tübingen, Silberburg-Verlag, 1997, p. 107.

⁶ Au sujet d'Hechingen sous le règne prussien, voir Eberhard Gönner, « Hechingen in preußischer Zeit », dans Stadt Hechingen, dir. *1200 Jahre Hechingen: Beiträge zur Geschichte, Kunst und Kultur der Stadt Hechingen*, Hechingen, Buch- und Offsetdruckerei, 1987, p. 99-116; Voir aussi le travail de Fritz Kallenberg, *Hohenzollern*, Stuttgart, W. Kohlhammer GmbH, 1996, p. 158.

⁷ Casimir Bumiller, *Geschichte der Schwäbischen Alb: von der Eiszeit bis zur Gegenwart*, Gernsbach, Casimir Katz Verlag, 2008, p. 337-339.

d'Hohenzollern sur le Rhin doit pour sa part se contenter de participer aux élections du *Landtag* prussien, qui se trouve à Berlin et où le parti n'obtient qu'un maigre 3 % des voix. Ce résultat freine le mouvement social-démocrate local. Ainsi, avant la Première Guerre mondiale, le SPD d'Hechingen ne compte que quelques membres qui sont dépourvus de tout pouvoir politique.

Malgré son conservatisme politique, Hechingen est plus libérale sur le plan religieux. Elle sert même de refuge pour les Juifs des régions avoisinantes, surtout du Wurtemberg, qui sont victimes d'un fort antisémitisme⁸. En 1850, les Juifs d'Hechingen deviennent citoyens et le droit de vote leur est accordé en 1901⁹. Si le nombre de Juifs y décroît sans cesse entre 1842 (800 recensés) et 1905 (185 recensés), ceux-ci s'imposent dans le monde des finances et surtout dans le domaine de l'industrie textile. Plusieurs entrepreneurs et d'importants membres de la politique municipale sont issus de la communauté juive d'Hechingen.

Milieu familial bourgeois et juif

Le jeune Paul, cadet de quatre enfants, grandit dans un milieu bourgeois privilégié qui correspond difficilement aux valeurs qu'il défendra plus tard. Son père, Jacob, fait partie de l'élite au sein de la dynamique communauté juive d'Hechingen. En 1872, il fonde avec Léopold Liebmann sa propre compagnie textile, *Liebmann & Levi*, spécialisée dans la confection de sous-vêtements. Selon l'historien Jacob Toury, qui a dépouillé les archives de la ville d'Hechingen, la compagnie fait partie d'un groupe d'environ six firmes textiles qui dominent leur

⁸ Casimir Bumiller, *Juden in Hechingen: Geschichte einer jüdischen Gemeinde in neun Lebensbildern aus fünf Jahrhunderten*, Hechingen, Verlag Glücker, 1991, p. 15-20.

⁹ *Ibid.*, p. 45-47.

secteur¹⁰. Le matériel utilisé pour leurs tricots provient des colonies allemandes d’Afrique, d’où le nom de leur marque de commerce « Togolano ». Pendant ses quelque 40 ans d’existence, *Liebmann & Levi* exerce une influence non négligeable sur l’économie d’Hechingen en employant jusqu’à 160 ouvriers¹¹. Les revenus de la famille Levi permettent au jeune Paul de grandir dans une maison spacieuse¹², aménagée dans l’ancien bureau de poste de la Neustrasse. Adolf Vees, citoyen d’Hechingen, l’a décrite comme « un imposant immeuble classique orné d’un portail à colonnes », aux allures de villa privée¹³. Outre son statut financier, Jacob Levi occupe aussi une place importante sur la scène politique municipale. Directeur de la *Communauté culturelle israélite (Vorsteher der Israelitischen Kultusgemeinde)* d’Hechingen, il devient le tout premier député d’origine juive à être élu au parlement municipal en 1901, lorsque les Juifs résidant sur le territoire prussien obtiennent pour la première fois le droit de vote¹⁴.

Les parents de Paul, Kathie Levi (née Heller)¹⁵ et Jacob, insistent pour élever leurs enfants dans un foyer pieux. Selon Vees, leur famille aurait été la seule à manger cachère dans tout Hechingen¹⁶. Paul, néanmoins, est exposé dès son jeune âge à un libéralisme politique atypique pour sa communauté. Le surnom de son père, « Jacob le rouge » ou encore « Jacob le rouge de la poste » (*rote Postjakob*), ne fait pas seulement référence à ses cheveux roux, mais aussi à ses valeurs républicaines¹⁷. Ce dernier contribue occasionnellement au journal démocrate *Der neue Alb-Bote*. Selon Sybille Quack, il y aurait pris position

¹⁰ Jacob Toury, *Jüdische Textilunternehmer in Baden-Württemberg, 1683-1938*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1984, p. 156-157.

¹¹ *Ibid.*

¹² On l’appelait la « maison des Haimb » (*Haimbschen Haus*), car l’immeuble avait longtemps appartenu à la famille Haimb, propriétaire du bureau de poste d’Hechingen.

¹³ Vees, *Das Hechinger Heimweh...*, p. 107.

¹⁴ Toury, *Jüdische Textilunternehmer in Baden-Württemberg...*, p. 157.

¹⁵ Voir la courte biographie donnée par Levi lui-même dans sa thèse de doctorat. Paul Levi, *Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage...*, p. 39.

¹⁶ Vees, *Das Heichinger Heimweh...*, p. 108.

¹⁷ *Ibid.*

contre l'oppression prussienne sur le territoire du sud-ouest de l'Allemagne. Sa plume rappellerait d'ailleurs celle de Paul dans ses nombreuses publications subséquentes¹⁸.

Études

Jacob fait également bande à part lorsqu'il choisit d'envoyer Paul dans une école laïque afin de lui permettre de mieux comprendre « comment vivent les autres »¹⁹. Ainsi, à partir de 1890, Paul fréquente l'École royale prussienne populaire (*Königlich-Preussischen Volksschule*) d'Hechingen, pour ensuite être admis au Collège royal prussien (*Königlich-Preussischen Realschule*) en 1892 où il obtient son diplôme en 1896²⁰. Paul quitte finalement le milieu familial vers l'âge de 13 ans pour poursuivre ses études pré universitaires à Stuttgart, jusqu'en 1901, où il obtient son diplôme d'études secondaires²¹. Malgré un dossier scolaire plutôt ordinaire, il est accepté à l'Université Friedrich-Wilhelm de Berlin où il entame des études en droit en 1901²². Il y passe ses premiers examens en 1904, après avoir également complété un semestre à l'Université de Grenoble (Isère) en France²³.

À l'université, Levi fait partie d'une association étudiante, la *Berliner Freie Studentenschaft*, qui dénonce entre autres les pouvoirs étendus des grandes

¹⁸ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 41.

¹⁹ *Ibid.*, p. 20.

²⁰ Ses relevés de notes scolaires montrent que Levi était un étudiant ordinaire, éprouvant entre autres des difficultés en écriture. Voir les bulletins de notes de Levi entre 1890 et 1896. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 5.

²¹ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 45.

²² Voir ses certificats d'acceptation de 1901 et 1902 de l'Université Friedrich-Wilhelm de Berlin. AdsD, Nachlass de Paul Levi, Mappe 7.

²³ Voir la courte biographie donnée par Levi lui-même dans sa thèse de doctorat. Paul Levi, *Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage...*, p. 39.

corporations allemandes²⁴. Levi y est reconnu comme un orateur hors pair, redoutable lors des assemblées générales. Certains étudiants auraient néanmoins dénoncé son radicalisme, notamment lors d'une assemblée étudiante tenue en 1904 et au cours de laquelle Levi aurait proposé d'appuyer la « lutte anticorporative » (*Kampf gegen das Korporationswesen*). Après le rejet de sa résolution par la majorité et le refus de le laisser publier un article dans le journal étudiant, la *Berliner Hochschulzeitung*, Levi envoie une lettre d'insultes au rédacteur de la publication. Les menaces sont prises au sérieux, car Levi est emprisonné pendant trois jours par les autorités de l'université²⁵.

Levi termine tout de même ses études à l'Université Friedrich-Wilhelm en 1904 et entreprend aussitôt des études doctorales en droit à l'Université Ruprecht-Karls, à Heidelberg. Sa thèse, *La relation entre le recours administratif et la poursuite administrative (Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage)*, analyse le processus juridique selon lequel une plainte contre l'État peut se transformer en procès judiciaire. On y décèle à nouveau une opinion contestataire puisqu'il s'indigne devant les pouvoirs étendus dont dispose la monarchie allemande :

Dans l'État absolutiste, toutes les fonctions de l'État, c'est-à-dire l'administration, la législation et le droit, se retrouvent dans la personne du souverain [...] Le souverain, pour exercer son pouvoir, se sert d'un certain nombre de personnes, les fonctionnaires, et d'une manière à ce que ceux-ci, dans leur rapport aux lois, aient simplement le caractère d'exécutants de la volonté du souverain [...] Par contre, il n'y a aucune responsabilité du côté du souverain d'harmoniser ces mesures administratives avec le droit en vigueur au moment où elles sont décrétées, car il peut toujours proclamer une loi, en tout temps, et même les revoir rétroactivement [...] Une dysharmonie entre l'administration et la loi devient donc impossible²⁶.

²⁴ Les informations suivantes ont été tirées de Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 47-48.

²⁵ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 449.

²⁶ Levi, *Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage...*, p. 7.

Le constat qu'il n'y ait aucune différence entre les lois de l'État et la volonté de régner du souverain, continue Levi, porte atteinte à la liberté individuelle²⁷. Cette thèse de doctorat, un premier travail intellectuel et politique de fond, jette les fondations d'une carrière juridique spécialisée dans des causes contre l'État allemand. Tout au long de sa vie, Levi en dénoncera les abus de pouvoir, autant à l'époque impériale que pendant la république de Weimar, alors qu'il luttera contre la « justice de classes » bourgeoise.

Premiers pas en politique à Francfort

Après l'obtention de son doctorat, Levi s'installe à Francfort en 1906, son principal lieu de résidence pour les 16 prochaines années. Il habite dans un appartement situé au 4 rue Melem²⁸. Entre 1906 et 1909, Levi occupe divers emplois dans le domaine juridique. Il travaille brièvement comme greffier à la Cour régionale royale (*Königliches Landgericht*)²⁹. Selon l'historien Paul Arnsberg, Levi y aurait été témoin de la condamnation à la prison de nombreux sociaux-démocrates, ce qui l'aurait conséquemment poussé à abandonner le poste³⁰. Entre mai 1908 et février 1909, Levi accepte un emploi à la firme d'avocat d'Adolf Katz³¹. À la même époque cependant, Levi travaille aussi à temps plein dans son propre bureau d'avocat qu'il a fondé quelques mois auparavant. Le cabinet a pignon sur rue au 82, rue Zeil, non loin de la Schäffergasse³².

²⁷ *Ibid.*, p. 8-9.

²⁸ *Stadtarchiv Frankfurt* (désormais *Institut für Stadtgeschichte*), Sammlung Paul Levi, S 2/6483.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Paul Arnsberg, « Ein Verteidiger des Rechts: Erinnerungen an die Frankfurter Lehre von Paul Levi », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 octobre 1969.

³¹ Voir les lettres d'Adolf Katz à Levi, qui datent de 1908. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 36; Voir aussi l'accord de dissolution du contrat de Levi avec Katz, datant du 16 février 1909. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 37.

³² Arnsberg, « Ein Verteidiger des Rechts... ».

Travaillant à son propre compte, Levi s'engage dans diverses causes qui lui tiennent à cœur, souvent au service des plus démunis. Ses batailles judiciaires attirent d'ailleurs de plus en plus l'attention des journaux sociaux-démocrates, ce qui n'est pas sans lui déplaire. Levi défend, entre autres, Karl Wassmann, le rédacteur du petit journal *Freigeist*, dans le cadre du « procès salvarsan »³³. En 1914, Wassmann est poursuivi par un groupe de médecins pour avoir publié dans son journal plusieurs articles dénonçant l'utilisation abusive du salvarsan, un médicament utilisé entre autres contre la syphilis qui provoque de nombreux effets secondaires, tels que des problèmes de vision, de paralysie, voire même la mort. Durant le procès, Levi fait fi des tabous en faisant comparaître des prostituées qui, traitées au salvarsan, souffrent d'effets secondaires irréversibles graves. Le procès se solde malheureusement par un échec pour Levi et Wassmann est condamné à un an de prison. En 1911, dans une autre cause, Levi défend les six frères Schwabenthan qui, selon lui, seraient victimes des abus de pouvoir de l'État allemand concernant un lot de terre³⁴. Malgré l'envoi d'une lettre de protestation à Guillaume II, Levi perd de nouveau sa cause³⁵. Ces deux cas sont autant d'exemples du dévouement de Levi envers des gens qu'il juge vulnérables ou qui sont victimes des abus de pouvoir de l'État. Il y en aura d'autres.

L'arrivée de Levi à Francfort, cependant, coïncide surtout avec ses débuts en politique. Dès 1909, il obtient sa carte de membre de la branche locale du SPD. Son esprit vif et ses talents d'orateur font d'ailleurs rapidement de lui un leader à l'intérieur du parti. Cette ascension est opportune, car Francfort est à

³³ Les informations suivantes au sujet du « procès salvarsan » ont été obtenues dans Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 56-57.

³⁴ Il existe un dossier judiciaire personnel pour Levi aux Archives fédérales de la république fédérale d'Allemagne (*SAPMO-BArch*), à Berlin-Lichterfelde. Ce dossier contient plusieurs articles de journaux, notamment au sujet du procès des frères Schwabenthan, des rapports de juges et de cours allemandes diverses. SAPMO-BArch, R 3001/ 66407, p. 19-30.

³⁵ Voir la lettre de Levi à l'empereur allemand Guillaume II, datée de septembre 1911, AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 37.

l'époque un important carrefour de la sociale-démocratie allemande, tout particulièrement pour l'aile gauche du mouvement. Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin, et autres visitent régulièrement Francfort pour y prononcer des discours publics. Les manifestations qui accompagnent ces discours ont comme objectif de sensibiliser les masses à la lutte que mène le parti contre l'État prussien, qui refuse d'accorder le droit de vote à tous ses sujets. Parmi ces rassemblements, notons celui du 17 février 1910 où la police blesse des centaines de manifestants et en arrête plusieurs dizaines, à proximité du célèbre Théâtre Schumann³⁶. Les manifestations continuent pendant le mois de mars et culminent le 17 avril 1910, lorsque Luxemburg fait un appel à la grève générale en guise de protestation contre le système électoral prussien.

Ces événements ne sont pas sans effet sur Levi, qui n'a pas encore trouvé sa niche à l'intérieur du SPD³⁷. Sa première rencontre avec Luxemburg, celle qu'on décrit dans l'historiographie comme son maître à penser, en est d'ailleurs la preuve. En septembre 1910, Levi est le délégué francfortois au congrès national du SPD qui se tient à Magdebourg³⁸. Il y vote avec la majorité sur différents points, soit contre la gauche représentée par Luxemburg, et prend position notamment en faveur d'une alliance entre le SPD et les libéraux au *Landtag* du Bade, thème très controversé à l'époque³⁹.

Levi migre néanmoins rapidement vers la gauche. De retour à Francfort, dans l'un de ses premiers discours publics, il réitère que la grève générale ouvrière demeure le meilleur outil politique pour défendre les intérêts du

³⁶ Dieter Schneider, « « Das Bewusstsein der eigenen Macht wecken » Notizen zu Texten von Rosa Luxemburg und Paul Levi », *Der Preussische Wahlrechtskampf und seine Lehnen*, Frankfurt a.M. Verlag der Buchhandlung Volkstimme, sans date, p. XIII-XV.

³⁷ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 64-66.

³⁸ Sheri Berman, *The Social Democratic Moment: Ideas and Politics in the Making of Interwar Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, p. 127.

³⁹ *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands...*, p. 304-307.

prolétariat⁴⁰. Il tient des propos similaires devant l'Association sociale-démocrate de Francfort : « Nous devons toujours forcer les autres partis à prendre notre avis en considération [...] Nous souhaitons combattre l'État bourgeois, le mettre à genoux [...] Il est important de ne pas simplement dire “non”, mais plutôt d'agir. C'est pour cette raison que l'idée de la grève générale aurait dû être évoquée [au congrès de Magdebourg] »⁴¹.

À partir de 1913, à tout le moins, ces déclarations vont à l'encontre de la ligne politique du SPD. En 1905, August Bebel avait expliqué qu'« un des moyens de lutte les plus efficaces pour empêcher qu'un tel crime [absence d'un suffrage universel, égal, direct et secret] soit commis contre la classe ouvrière ou pour conquérir un droit fondamental essentiel à sa libération [était l'] utilisation la plus vaste de la cessation générale du travail »⁴². Or, au congrès d'Iéna, en 1913, le conseil d'administration du parti (*Parteivorstand*) croit plutôt que les masses allemandes ne sont plus en faveur de la grève générale comme moyen politique⁴³. Une politique trop offensive qui brandit, entre autres, la menace d'une grève générale ne peut qu'attiser la réaction et compromettre la crédibilité du SPD⁴⁴.

Le discours de Rosa Luxemburg, chef du courant de gauche radical au SPD, au congrès d'Iéna, incarne à l'inverse le discours auquel Levi adhère désormais pleinement. Elle déclare que les masses en ont assez des paroles vides du parti et réclament des actions politiques concrètes. Le parti doit les guider vers

⁴⁰ Quack, *Geistig frei niemandes Knecht...*, p. 67. L'auteure cite ici un texte que nous n'avons pas été en mesure de consulter. Il s'agit d'un discours intitulé « Staatsrecht », prononcé par Levi à Francfort le 11 novembre 1910 devant la « Deutsche Privat-Beamten-Verein ».

⁴¹ Voir le résumé de la réunion de l'Association sociale-démocrate de Francfort publiée dans l'article « Die Frankfurter Genossen zum Magdeburger Parteitag », *Volksstimme*, 30 septembre 1910.

⁴² Heinrich-August Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle : Le long chemin vers l'Occident*, Ligugé, Poitiers, Fayard, 2005 [2000], p. 261.

⁴³ Voir le discours de Philippe Scheidemann lors du congrès du SPD de 1913. *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands...*, p. 327-334.

⁴⁴ Cette prise de position incarne bien la ligne politique de l'aile réformiste du SPD dont Édouard Berstein est le principal artisan. *Ibid.*, p. 284-286.

la révolution, et surtout, faire usage de la principale arme dont il dispose, la grève politique de masses⁴⁵. En octobre 1913, Levi, qui était présent à Iéna, est désormais l'un des plus ardents partisans des politiques de la gauche à Francfort :

Nous avons toujours dit que le droit de vote en Prusse représente le cœur [de la lutte] politique [...] Or, il est impossible de franchir le mur qui nous en sépare au seul moyen d'articles et de discours [...] Il est impossible pour l'ensemble des masses de s'investir dans un tel mouvement sans qu'aucune préparation et sans qu'aucun effort ne soit fait [...] Nous devons considérer d'une manière urgente la grève de masse et l'inclure à notre programme politique [...] Ce n'est point la parole, mais bien l'action qui sera l'œuvre du mouvement!⁴⁶.

À l'aube de la guerre, le SPD est divisé en deux factions qui deviendront bientôt irréconciliables⁴⁷. Levi a quant à lui choisi son clan, celui du non-compromis, qui s'oppose au réformisme et qui se dit en faveur de l'action de masses. Pendant la guerre, Levi deviendra le principal défenseur des idées de l'opposition de gauche à Francfort.

L'arrogance du jeune avocat

Entre 1909 et 1913, Levi gagne en confiance en tant qu'homme politique. En plus de prendre la parole régulièrement aux assemblées de l'Association sociale-démocrate de Francfort⁴⁸, il se présente à deux reprises comme candidat

⁴⁵ *Ibid.*, p. 288-293.

⁴⁶ Il s'agit d'un discours prononcé devant l'assemblée générale du SPD de Francfort, reproduit dans l'article « Der Bericht vom Jenaer Parteitag », *Volksstimme*, 1^{er} octobre 1913.

⁴⁷ Au sujet du schisme qui est en train de se développer entre l'aile réformiste et l'aile gauche radicale du SPD, voir l'étude classique de Carl E. Schorske, *German Social Democracy, 1905-1917 : the Development of the Great Schism*, New York, Russell & Russell, 1955.

⁴⁸ Levi s'exprime régulièrement lors des réunions du SPD francfortois. Voir entre autres deux rapports de ces rencontres publiés à la *Volksstimme*. « Aus der sozialdemokratischen Verein », *Volksstimme*, 29 janvier 1913; « Die Stellung der Partei zu den Landtagswahlen », *Volksstimme*, 16 avril 1913.

électoral, d'abord au parlement municipal en décembre 1912⁴⁹, et ensuite en tant que candidat au *Landtag* de Prusse, en avril 1913⁵⁰. Malgré le fait que ces deux tentatives se soldent par des défaites⁵¹, Levi est désormais considéré comme un homme de principe aux convictions sociales inébranlables. Il est désormais l'un des piliers de l'aile gauche de son parti.

Durant ces années d'apprentissage, Levi vit néanmoins des bouleversements identitaires profonds. Tout d'abord, il renonce officiellement au judaïsme en 1910⁵². Bien qu'il puisse y avoir plusieurs interprétations à ce geste symbolique, il est clair que Levi agit de la sorte pour souligner son engagement à la cause socialiste. Dans la biographie qu'il a écrite sur Karl Radek, militant radical polonais, l'historien suisse Jean-François Fayet parle de l'abandon du judaïsme de son personnage⁵³. Il décrit Radek comme un « fils de la Haskala », terme qui fait référence à un mouvement intellectuel juif ayant pris forme aux XVIII^e et XIX^e siècles. En reniant leurs racines juives, de nombreux intellectuels ont choisi de s'investir dans la lutte pour l'amélioration de la condition sociale en Europe. Fayet explique que c'est un parcours intellectuel similaire qui pousse Radek – comme pour plusieurs autres révolutionnaires socialistes de la fin du XIX^e siècle, dont Rosa Luxemburg – à abandonner le judaïsme. Il est donc fort probable que Levi renonce à sa religion afin d'éviter toute contradiction identitaire au moment où il cherche à se définir comme militant socialiste. Tout indique que Levi s'identifie de plus en plus au socialisme marxiste, qui est basé sur une conception laïque et scientifique de l'organisation sociale.

⁴⁹ *Stadtarchiv Frankfurt* (désormais *Institut für Stadtgeschichte*), Akten der Stadtverordneten-Versammlung zu Frankfurt am Main, N. 90.

⁵⁰ « Landtagswähler! Auf die Schanzen », *Volksstimme*, 26 avril 1913. On y présente les membres du SPD local qui seront candidats aux élections du *Landtag* de Prusse. Levi est candidat pour le district Dillkreis-Oberwesterwald.

⁵¹ Selon l'historien Paul Arnsberg, Levi aurait également fait campagne en Alsace comme candidat du SPD pour les élections au Reichstag. Arnsberg, «Ein Verteidiger des Rechts... ».

⁵² Voir la réponse officielle de la Communauté religieuse israélite allemande (*Israelitische Religionsgemeinschaft*), datée de 1910, qui en fait état. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 2.

⁵³ Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939) : Biographie politique*. Berne, Peter Lang, 2004, p. 20.

Les démêlés personnels de Levi avec la justice témoignent également de la révolte qui l'habite. Comme mentionné en introduction, plusieurs de ses adversaires politiques, après la guerre, voient Levi comme un personnage hautain et arrogant lorsqu'il œuvre au sein du mouvement communiste. De nombreux documents laissent voir que Levi se conduit d'une manière semblable lors de ses premières années à Francfort où il fait preuve d'une certaine quérulence. En octobre 1909, par exemple, Hermann Kaufmann, éditeur d'un journal suisse, poursuit Levi en justice pour un article que ce dernier a publié dans la *Deutsche Immobilien-Zeitung*⁵⁴. Levi, à titre d'avocat d'un certain Mock, y aurait dénoncé les tarifs publicitaires exorbitants du journal édité par Kaufmann. Alors que la poursuite en cour s'étire, Levi réussit à prouver que son article était fondé et ne visait pas à miner la réputation de Kaufmann⁵⁵. Or, un an plus tard, le tribunal d'honneur des avocats d'Allemagne condamne Levi à payer une amende de 200 marks pour des propos grossiers qu'il aurait tenus à l'endroit de la magistrature. Levi aurait, entre autres, accusé le président de l'ordre des avocats d'avoir pris plaisir à s'acharner « sur un jeune collègue », parlant d'un ton ironique de la « gloire et de la couronne de laurier » du président⁵⁶. En plus de l'amende, le tribunal juge nécessaire de réprimander Levi officiellement en lui rappelant, qu'en tant qu'avocat, il représente une agence judiciaire honorable et qu'il doit se comporter en conséquence⁵⁷.

En 1911, dans le cadre du procès des Schwabenthan, évoqué plus haut, Levi accuse cette fois le juge, un certain Meyer, d'avoir rendu publiques de

⁵⁴ Voir les nombreux articles de journaux rassemblés à ce sujet. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 14, 15, 16, 17 et 18.

⁵⁵ En 1911, Levi se donna même la peine de faire publier une brochure *Zur Bekämpfung des Inseratenschwindels*, qui rassemble plusieurs documents sur le procès contre Kaufmann. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 283.

⁵⁶ Voir le dossier de Levi provenant du Tribunal d'honneur des avocats d'Allemagne (*Akte des Ehrengerichtshofes für die deutschen Rechtsanwälte*), SAPMO-BArch, R 3005/ 989.

⁵⁷ *Ibid.*

fausses accusations contre lui, dans un article aux *Hohenzollerischen Blätter* publié le 15 avril 1911. Levi aurait par la suite menacé le juge Meyer d'une poursuite en justice pour diffamation personnelle⁵⁸. En décembre 1912, cette fois dans le cadre des élections municipales complémentaires, lors desquelles Levi fait campagne, il accuse son adversaire, G.A. Gichstädt, de s'être servi de son statut de député municipal pour que des bourses soient octroyées à ses fils à même les fonds publics. Levi publie un article à la *Volksstimme* expliquant que Gichstädt, sur le plan moral, n'était pas digne d'être élu au parlement municipal puisqu'il abuse de ses pouvoirs. Dans le subséquent procès intenté par Gichstädt contre Levi, en avril 1914, ce dernier est condamné à s'excuser publiquement, ce qu'il accepte finalement de faire par la suite⁵⁹. Malgré un vote serré, Gichstädt remporte néanmoins les élections⁶⁰. Enfin, dans un autre procès, en 1913, Levi aurait été condamné soit à payer la somme de 100 marks, soit à purger dix jours en prison, pour avoir insulté le maire de la communauté d'Unterliederbach. Levi serait à de nombreuses reprises allé en appel pour se faire blanchir, sans succès⁶¹.

Il est possible que le traitement sévère réservé à Levi par les autorités judiciaires de Francfort soit imputable à ses convictions politiques. À tout le moins, il se sent à plusieurs reprises victime d'un système au service de l'État, qui abuse de ses pouvoirs envers ses sujets. Cela dit, Levi fait preuve d'un orgueil démesuré en tant que jeune avocat. Se servant de ses talents d'orateur, il brandit

⁵⁸ Voir le dossier personnel de Levi provenant du ministère de la Justice (*Personal-Akten des Justiz-Ministeriums*), qui contient des articles de journaux, mais aussi le rapport du président de la cour d'Hechingen, du 30 mai 1911. SAPMO-BArch, R 3001/ 66407, p. 19-29.

⁵⁹ Voir l'article « Gerichtszeitung: Ein Nachspiel zur Frankfurter Stadtverordnetenwahl », *Abendblatt Frankfurter Zeitung*, 9 avril 1913. Trouvé à la *Stadtarchiv Frankfurt* (désormais *Institut für Stadtgeschichte*), Magistratsakten (MA) R 1153.

⁶⁰ Voir le résultat des élections, *Stadtarchiv Frankfurt* (désormais *Institut für Stadtgeschichte*), Akten der Stadtverordneten-Versammlung zu Frankfurt am Main, N. 90.

⁶¹ Voir le rapport de la Cour impériale de Wiesbaden du 5 juin 1913, SAPMO-BArch, R 3001/ 66407, p. 36- 43; Il existe également une autre collection de documents sur le cas Schwinn. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 11.

toujours la menace d'une poursuite judiciaire contre ses détracteurs. Un tel comportement se répétera à plusieurs reprises durant sa carrière⁶².

Conclusion

La jeunesse et les premières années de Levi en politique montrent que celui-ci a hérité de l'esprit politique contestataire de son père qui avait un penchant pour le républicanisme et la justice sociale. Ce sont ces traits caractéristiques qui le poussent à faire de la politique lorsqu'il arrive à Francfort, vers 1906. Il se joint au SPD, un parti qui défend les intérêts des masses ouvrières, victimes de l'exploitation de la classe bourgeoise. Il faut aussi noter que sur le plan personnel, Levi hérite du train de vie bourgeois auquel il s'était habitué à Hechingen. Ces parents, comme nous l'avons vu, l'ont élevé dans une grande maison de style classique, où il est permis de croire que Levi a grandi dans l'abondance et le luxe. Ce penchant pour un mode de vie bourgeois deviendra encore plus évident après 1922 lorsqu'il vivra à Berlin.

Cela dit, la jeunesse de Levi fait surtout ressortir son caractère rebelle. En dépit de ses habitudes de vie, il renonce au judaïsme dès l'âge de 27 ans, en même temps qu'il entame une longue lutte contre la classe bourgeoise. En tant qu'avocat, jeune et brillant, Levi fait également preuve de combativité. Il est farouche et a un penchant pour l'éclat.

En 1913, toutefois, Levi est encore immature, tant sur le plan professionnel que politique. C'est la guerre, en compagnie de Luxemburg et Lénine, qui le transformera en un militant marxiste radical.

⁶² En 1923, à titre d'exemple, Levi n'hésitera pas à poursuivre devant les tribunaux un marchand de meubles qui lui aurait livré la mauvaise commode! Voir les documents sur le procès de Levi contre le fabricant de meubles Gutfeld en 1923. AdsD, Nachlass Levi, Mapped 22.

Chapitre 2

La guerre : Levi, Luxemburg, Lénine

En juin 1913, le Reichstag appuie avec une large majorité un nouveau projet militaire qui permet un accroissement significatif du nombre de soldats conscrits – une augmentation de 136 000 hommes. Même si le SPD vote contre ce projet de loi, il avait au préalable donné son aval à un renforcement financier nécessaire à sa réalisation¹. À la fin de 1913, un incident indique néanmoins qu’une large majorité de la population allemande est hostile à une militarisation accrue de la société². Dans le village de Saverne, en Alsace, un jeune lieutenant de l’armée allemande annonce à un groupe de recrues qu’il offrirait volontiers dix marks à quiconque se verrait obligé de « descendre » un *Wacke*, expression péjorative utilisée pour désigner les Alsaciens. Le journal le *Zaberner Anzeiger* dénonce les propos méprisants du lieutenant, ce qui déclenche un scandale à l’échelle du Reich et fait naître de grandes manifestations antimilitaristes. Il s’agit de l’affaire de Saverne. Lorsque le lieutenant en question s’en tire avec seulement six jours de suspension, le ministre prussien de la Guerre, Erich von Falkenhayn, explique que les mesures disciplinaires ne dépendent que du corps des officiers, et donc, de la Cour impériale. Le Reichstag est indigné et, dans un vote, demande la démission du chancelier Théobald von Bethmann-Hollweg, qui était resté fidèle à la monarchie. Bien entendu, comme le poste de celui-ci ne dépend que du Kaiser, rien ne se produit au gouvernement. L’appareil militaire s’en tire également indemne et maintient son statut privilégié en Allemagne.

En 1913, la place du militarisme prussien devient l’un des principaux sujets de débat au sein du SPD. Évidemment, nul n’ose se déclarer favorable à la

¹ Winkler, *Histoire de l’Allemagne au XIX^e-XX^e siècle...*, p. 278.

² *Ibid.*, p. 280.

militarisation de la société. Or, la gauche du parti se veut beaucoup plus dénonciatrice des abus de pouvoir de la caste des officiers que sa majorité. De son côté, Levi est indigné du statut privilégié des militaires, très clairement révélé par l'affaire de Saverne. Il s'engage conséquemment dans la lutte antimilitariste, en tant qu'avocat de Rosa Luxemburg. À l'époque, la chef de l'aile gauche du SPD est poursuivie en cour par Erich von Falkenhayn pour un discours dans lequel elle aurait porté atteinte au corps des officiers. La victoire éclatante de Levi dans ce procès, en 1914, fait de lui une personnalité publique connue à la grandeur du Reich. On parle désormais de Levi comme du « défenseur de Luxemburg ».

Les années de guerre sont également déterminantes pour Levi. Depuis son arrivée à Francfort, en 1906, il s'est rangé progressivement à gauche à l'intérieur du SPD. Il conserve toutefois de bons liens avec le reste du parti. En 1913, par exemple, la *Volksstimme*, principal organe du parti à Francfort, lui permet de publier régulièrement des articles dans ses pages. Cette liaison heureuse entre Levi et le SPD prend toutefois brutalement fin avec le début de la Première Guerre mondiale. Comme Luxemburg et Karl Liebknecht, Levi est consterné par le vote en bloc des députés du SPD qui accordent des crédits de guerre au Kaiser, le 4 août 1914. Levi et plusieurs autres éléments radicaux ne pardonneront jamais à la majorité du parti cette « trahison du prolétariat », car selon eux, la guerre n'est que le résultat de la concurrence capitaliste à l'échelle mondiale, qui ignore la classe ouvrière.

Contrairement à ce qui a été écrit dans l'historiographie, cependant, la période couvrant la Première Guerre mondiale ne transforme guère Levi en un « luxemburgiste » pur. Après avoir amorcé la lutte antimilitariste avec Luxemburg, il se réfugie en Suisse en 1916, où il fait la rencontre de Lénine. Cet événement est d'une importance centrale dans sa carrière politique. Au sortir de la guerre, et ce, jusqu'à sa mort, Levi voue à Lénine une profonde admiration, en

plus d'adhérer à plusieurs de ses principes révolutionnaires. S'il s'est inspiré de Luxemburg pour prendre position contre les abus de pouvoir de l'armée, ses conceptions révolutionnaires – sur le plan de la méthode, surtout – lui ont été en grande partie inspirées par Lénine.

La lutte contre le militarisme prussien avec Luxemburg

Entre le 6 décembre 1913 et le 24 janvier 1914, Levi écrit une série d'articles à la *Volksstimme*, au sujet de l'affaire de Saverne³. Il s'associe toujours aux prises de position du journal qui incarne la voix de la majorité du SPD : « Ce que la sociale-démocratie réclame : la suppression du chancelier du Reich, la suppression du ministre de la Guerre, la suppression des postes de généraux-commandants et un châtement sévère envers l'officier ayant commis le crime »⁴. Levi affirme que l'armée est le bras droit des grands propriétaires terriens allemands (*Junkertum*) qui sont représentés par les partis conservateurs de droite. L'armée ne serait donc soumise à aucune loi, car elle est en réalité la garde du Kaiser, lequel exerce un contrôle absolu sur la société allemande⁵. Levi semble même entretenir certains espoirs envers les partis bourgeois. Il prend note du fait que le Reichstag ait voté contre la prise de position du gouvernement de Bethmann-Hollweg, garant des intérêts impériaux et militaires. Les illusions de Levi sont toutefois brisées lorsque les partis bourgeois font volte-face à la mi-janvier 1914 en se rangeant avec la monarchie au sujet de l'affaire de Saverne. Levi écrit alors que « [l]'affaire de Saverne a commencé avec la révolte de la bourgeoisie contre la dictature du sabre (*Säbel*) [armée]. Elle se termine avec un

³ Ils sont tous parus en première page du *Volksstimme* : « Die Kanzlerkrise », *Volksstimme*, 6 décembre 1913; « Söldneroffiziere », *Volksstimme*, 2 janvier 1914; « Der Fußtritt », *Volksstimme*, 10 janvier 1914; « So endet Zabern! », *Volksstimme*, 24 janvier 1914.

⁴ Levi, « Die Kanzlerkrise... ».

⁵ *Ibid.*

prosternement devant ce sabre. Voilà la tragédie de la bourgeoisie allemande »⁶. Pour Levi, les procès entourant l'affaire de Saverne sont une véritable comédie qui illustre l'impuissance du parlement contre le Kaiser. Saverne ne symbolise rien de moins que la trahison du prolétariat par la bourgeoisie⁷.

Entre-temps, Levi se rapproche de Luxemburg avec laquelle il partage des idées similaires sur la question militaire. Au lendemain du congrès du SPD à Iéna, tenu entre les 14 et 20 septembre 1913, Luxemburg est à nouveau de passage à Francfort. Dans ses discours, elle aborde de nouveau la question du système électoral prussien et la nécessité pour le prolétariat de se prévaloir de son droit de faire la grève⁸. Luxemburg en profite également pour s'exprimer contre le militarisme prussien. Elle met en garde contre la possibilité d'une guerre contre la France. L'idée selon laquelle le prolétariat français puisse avoir des intérêts divergents de ceux du prolétariat en Allemagne n'est selon elle qu'une supercherie bourgeoise. Elle prononce ensuite sa phrase célèbre : « Si on attend de nous que nous brandissions les armes contre nos frères de France ou d'ailleurs, alors nous nous écrions : "Nous ne le ferons pas" »⁹. Cette seule phrase lui coûte une poursuite en justice par la ville de Francfort pour avoir désobéi aux lois et aux autorités¹⁰. Pour se défendre, Luxemburg décide de faire appel aux compétences judiciaires de Levi qui jouit d'une réputation d'avocat coriace dans la région et se spécialise dans les causes contre les autorités étatiques.

⁶ Levi « So endet Zabern!... ».

⁷ Levi et Luxemburg avaient la même prise de position au sujet de l'affaire de Saverne. *Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg*, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik..., p. 28.

⁸ Dieter Schneider, « « Das Bewusstsein der eigenen Macht wecken... » », p. XX.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Annelies Laschitzka, *Rosa Luxemburg : Im Lebensrausch, trotz alledem : eine Biographie*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2002, p. 439.

Dans une cause qui s'annonce assurément perdue d'avance¹¹, Luxemburg comparaît devant la cour municipale de Francfort, le 20 février 1914, flanquée de ses deux avocats, Levi et Kurt Rosenfeld¹². L'avocat de la Couronne argue d'abord que Luxemburg a incité à la mutinerie et à la non-obéissance dans l'armée. Il dit que ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle « Rosa la rouge », car « [e]lle joue avec la grève de masses, elle entraîne d'autres à commettre des meurtres [et] elle revendique la mutinerie [...] Ce que l'accusée a fait est un attentat contre le nerf vital (*Lebensnerv*) de notre État »¹³. Levi enchaîne avec un élégant discours. Citant Gottfried Keller¹⁴, il explique que l'avocat de la Couronne n'a tout simplement pas compris ce que Luxemburg a tenté d'expliquer, car il est incapable de se mettre dans la peau d'un social-démocrate¹⁵. Il insiste sur le fait qu'on ne puisse prendre le procureur au sérieux, car d'un discours de deux heures, il n'a retenu qu'une seule phrase dont il déforme la signification. Les propos tenus par Luxemburg ne sont pas dangereux, affirme Levi, ils sont tout simplement nouveaux et relèvent de la sociale-démocratie et du progrès. « Exposée tel que souhaite le faire M. le procureur, elle [l'application du Code pénal] équivaldrait à rien de moins que la fin du progrès spirituel de l'humanité »¹⁶. Levi réclame l'acquittement complet de sa cliente, ce qui lui est refusé. Luxemburg est condamnée à un an de prison.

La condamnation de Luxemburg fait d'elle « l'enfant chérie du SPD », soulevant une vague de sympathie pour elle en Allemagne¹⁷. Ce premier procès

¹¹ C'est à tout le moins l'opinion de Petr Nettel, l'un des plus importants biographes de Luxemburg. Petr Nettel, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Librairie François Maspero, 1972 [1966], p. 463.

¹² Avocat berlinois aux valeurs sociales-démocrates.

¹³ *Militarismus, Krieg, und Arbeiterklasse : Rosa Luxemburg vor der Frankfurter Strafkammer : ausführlicher Bericht über die Verhandlungen am 20. Februar 1914*, Frankfurt am Main, Buchhandlung Volksstimme, 1914, p. 2-3.

¹⁴ Gottfried Keller (1819-1890) était un poète suisse réputé pour ses prises de position politiques libérales et démocratiques.

¹⁵ *Militarismus, Krieg, und Arbeiterklasse...*, p. 7.

¹⁶ *Ibid.*, p. 8.

¹⁷ Schneider, *Der Preußische Wahlrechtskampf...*, p. XXII.

permet aussi à Levi de se faire connaître. Cela n'est cependant rien en comparaison à la publicité qu'il reçoit dans le cadre d'un second procès, toujours à titre d'avocat de Luxemburg. En février 1914, malgré le fait que celle-ci ait été condamnée à un an de prison, la date de son emprisonnement n'est pas encore fixée. Luxemburg, Levi et Rosenfeld entreprennent alors une campagne politique dans le sud-ouest de l'Allemagne où ils convoquent les masses ouvrières à des rassemblements publics. Selon le biographe de Luxemburg, Petr Nettle, il s'agit d'une véritable tournée triomphale qu'ils effectuent avec grand enthousiasme¹⁸. Quoi qu'il en soit, le 7 mars 1914, Luxemburg livre un discours à Francfort lors duquel elle porte un jugement sur le suicide d'un soldat survenu près de la ville de Metz. Faisant référence aux nombreux suicides dans l'armée, elle déclare qu'il s'agit sans doute « d'un des innombrables drames qui se déroulent chaque jour (*Tagaus tagein*) dans les [...] casernes et dont nous n'entendons les gémissements des fouettés que très rarement »¹⁹. Luxemburg est aussitôt poursuivie, cette fois par le ministre prussien de la Guerre, Erich von Falkenhayn.

Luxemburg choisit à nouveau Levi et Rosenfeld pour la défendre en cour. Pour elle, ces nouvelles accusations sont une occasion rêvée de faire la promotion de la cause antimilitariste. La lettre qu'elle adresse à Levi, le 13 mai 1914, témoigne de leur proximité et vaut la peine d'être citée :

Chéri, penses-y un peu, combien c'est épatant! Il s'agit d'une plainte entraînant une poursuite pénale de la part du ministre de la Guerre von Falkenhayn, pour injure (*Beleidigung*) au corps des officiers et des sous-officiers, pour avoir dit que la maltraitance des soldats était un fait quotidien dans l'armée [...] Cette plainte te réjouira sans doute à ce stade-ci! J'ai bien évidemment admis avoir prononcé de telles paroles afin d'empêcher ces gens de retirer leur plainte [...] Réfléchis un

¹⁸ Nettle, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 464. Selon l'historienne allemande Annelies Laschitza, Luxemburg fait plusieurs voyages dans le sud de l'Allemagne, en mars 1914, à Pforzheim, Fribourg, Karlsruhe, Munich, Nuremberg et dans plusieurs autres villes. Levi l'aurait accompagnée lors de cette tournée. Laschitza, *Rosa Luxemburg...*, p. 447.

¹⁹ Voir la lettre d'accusation officielle contre Luxemburg, sur laquelle ne figure toutefois aucune date. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 255.

peu à comment il sera possible, par le biais d'un tel procès, d'étaler notre matériel et d'enfin réparer (*wieder gut machen*) ce que nos ânes ont négligé au Reichstag! Je suis tellement heureuse. T'avoir ici avec moi, je me jetterais à ton cou²⁰.

Dans les jours qui suivent, Levi contacte Rosenfeld et lui explique que, pour défendre Luxemburg, il sera nécessaire d'utiliser la presse du SPD afin de récolter le plus de témoignages possible au sujet du traitement des soldats dans l'armée allemande²¹. En quelques semaines, ils en recensent pas moins de 30 000. Plusieurs centaines de témoins se disent d'ailleurs prêts à témoigner en cour²².

Le procès Luxemburg/Falkenhayn commence à Berlin le 29 juin 1914, le lendemain de l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo. La salle du tribunal de la *Landsgericht III* est pleine à craquer. De nombreux soldats, prêts à témoigner contre l'armée, sont d'ailleurs présents. Avant l'audience, le juge indique que la politique n'a pas sa place dans son tribunal et qu'aucun écart de conduite ne sera toléré²³. Lorsque la défense souhaite enfin présenter ses témoins à la cour, le juge menace de ne pas les laisser s'exprimer, car il s'agirait, selon lui, de cas isolés qui, contrairement à ce que Luxemburg a affirmé dans son discours, ne représentent pas la réalité quotidienne dans les casernes. Levi réplique en insistant sur le fait que lui et son collègue, Rosenfeld, ont recensé plus de 30 000 cas de mauvais traitement et qu'il peut produire les preuves devant la cour. Les témoins présents ne représentent, selon lui, qu'une infime fraction des cas recensés. Refuser de les entendre constituerait une atteinte au droit de l'accusée de se défendre. Après une longue période de délibération, et sans doute devant les

²⁰ Lettre de Luxemburg à Levi du 13 mai 1914. Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 204.

²¹ Lettre de Levi à Rosenfeld du 26 mai 1914. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 255. Levi avait d'ailleurs, dès 1913, commencé à s'intéresser au traitement des soldats dans l'armée allemande. Le fonds d'archives de Levi contient toutes sortes de notes, articles de journaux, extraits de lois, et aussi de témoignages sur le sujet. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 255, 256, 259, 259a et 260.

²² *Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg...*, p. 31-32.

²³ Les informations suivantes sur les négociations de la journée du 29 juin 1914 sont tirées de l'article « Rosa Luxemburg auf der Anklagebank », *Vossische Zeitung*, 29 juin 1914, édition du soir.

journalistes sociaux-démocrates et libéraux, la cour accepte finalement de laisser comparaître les nombreux témoins.

Le 30 juin, les soldats relatent qu'il ne se passe pas une seule journée dans les casernes de l'armée allemande sans qu'un soldat ne soit giflé par un officier ou frappé à coups de sabre ou à la badine²⁴. D'autres expliquent que des sous-officiers frappent les soldats à coups de poing au visage, en plus de les injurier d'une manière dégradante jusqu'à en perdre connaissance. S'ensuivent toutes sortes de témoignages au sujet de tentatives de suicide, à l'aide d'armes fournies par l'armée, par noyade ou par pendaison. Rosenfeld précise que, jusqu'à présent, 922 témoins ont manifesté leur désir de témoigner devant la cour. Dépassé par l'ampleur des événements, le juge s'informe auprès de la défense à savoir si elle a l'intention d'interroger tous ces témoins, ce à quoi Rosenfeld répond par l'affirmative. Le processus pourrait durer plusieurs mois.

Le 2 juillet, les journaux sociaux-démocrates jubilent. En effet, ce qui ne devait être qu'une formalité au départ, qu'un procès de routine lors duquel un individu sans défense reçoit sa sentence, sans aucune chance de recevoir justice, tourne au vinaigre pour Falkenhayn et la Couronne²⁵. Devant l'énorme quantité de cas de mauvais traitements, et de témoignages divers, les procureurs sont déjoués et demandent à nouveau un ajournement des audiences. L'armée prussienne et son ministre de la Guerre sont en train de subir une défaite cuisante. Le 3 juillet, la presse publie finalement une lettre de Falkenhayn qui ne s'est d'ailleurs jamais présentée au procès. Dans cette lettre, il demande l'ajournement

²⁴ « Soldatenmisshandlungen vor einem Zivilgericht », *Vorwärts Berliner Volksblatt*, 1^{er} juillet 1914. Cet article offre une synthèse du procès-verbal pour la journée du 30 juin 1914.

²⁵ « Der Prozess des Kriegsminister », *Bergische Arbeiterstimme*, 2 juillet 1914; Voir aussi « Die er rief, die Geister! », *Vorwärts : Berliner Volksblatt*, 2 juillet 1914. Plusieurs autres articles au sujet du procès Luxemburg/Falkenhayn se trouvent dans le fonds Levi. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 264.

du procès sans date fixe de reprise²⁶. Le procès ne sera jamais repris; Luxemburg est libre²⁷.

Cette victoire déclenche à nouveau un sentiment de sympathie généralisée pour Luxemburg, même dans certains cercles libéraux²⁸. Levi devient, quant à lui, une étoile montante au SPD. Il est désormais désigné comme le « défenseur de Luxemburg ». Dans les semaines suivant le procès, les invitations fusent de toute part pour qu'il prononce des discours partout en Allemagne. Parfois seul, parfois avec Luxemburg et Rosenfeld, il entreprend une nouvelle tournée triomphale²⁹, s'adressant à des foules nombreuses à Steglitz-Lichterfelde, Chemnitz, Kiel, Stuttgart, Hanau, Höchst et Francfort, entre autres³⁰. Les conférences portent sur le militarisme et la maltraitance des soldats dans l'armée allemande. Levi est désormais dénué de toute retenue. « Je le dis : dans les casernes allemandes, des hommes sont maltraités tous les jours, des fils de notre peuple, nos frères »³¹. Et c'est l'État prussien qui en porte la responsabilité. Selon Levi, la lutte contre les abus faits aux soldats s'inscrit dans un combat plus large, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre l'esclavage.

En luttant contre la maltraitance des soldats, en parvenant à la faire disparaître, nous faisons en même temps disparaître la possibilité d'éduquer nos soldats allemands à tirer sur des citoyens allemands [en référence à l'affaire de Saverne]. En faisant disparaître la maltraitance des soldats, on s'en prend réellement au nerf vital (*Lebensnerv*) de l'État. En même temps

²⁶ « Der Prozess Luxemburg vertagt », *B.Z. am Mittag*, 3 juillet 1914. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 264.

²⁷ « Nach dem Prozess: ein Triumph der Sozialdemokratie », *Vorwärts*, 5 juillet 1914. On y explique que la presse nationaliste blâme Falkenhayn lui-même pour la défaite. On y cite aussi des articles de la *Vossische Zeitung*, journal libéral, et de la *Berliner Morgenpost*, qui concèdent la victoire historique que représente l'abandon du procès contre Luxemburg pour la sociale-démocratie. Trouvés dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 264.

²⁸ Nettl, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 466-467.

²⁹ Voir la lettre de Wilhelm Pieck à Levi le 14 juillet 1914. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 38.

³⁰ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 90.

³¹ Ces paroles ont été prononcées par Levi lors d'un discours tenu à Francfort le 13 juillet 1914. *Luxemburg-Prozess und Soldatenmisshandlungen: Rede gehalten am 13. Juli 1914 im Saale des Kaufmännischen Vereins in Frankfurt a.M. von Rechtsanwalt Dr. Paul Levi*, Frankfurt a.M., Buchhandlung Volksstimme, 1914, p. 4.

que cessera l'obéissance aveugle (*Kadavergehorsam*) s'effondrera aussi le militarisme et, avec lui, l'État au complet, comme un château de cartes [...] La lutte contre la maltraitance des soldats n'est en réalité qu'une partie de notre lutte de libération au sens large. Tout ce que le militarisme réprime dans l'âme humaine, nous devons le redresser; ce qu'il asservit, nous devons l'anoblir [...] À bas l'esclavage! Vive la liberté!³²

La guerre éclate : Levi et Luxemburg sont séparés

Au début des années 1980, Sibylle Quack fait une découverte majeure qui montre que la collaboration entre Levi et Luxemburg est allée au-delà de leurs rapports politiques. Ayant obtenu accès à des documents privés qui étaient jusque-là restés dans les mains des enfants de la sœur de Levi, Jenny, Quack découvre 50 lettres de Luxemburg, toutes adressées à Levi. Celles-ci, qui couvrent principalement la période des deux procès de 1914 révèlent, contre toute attente, une relation amoureuse passionnée. En mars 1914, Luxemburg écrit une première lettre dans laquelle elle tutoie Levi³³. Les suivantes sont de plus en plus intimes. « Pourquoi n'es-tu pas venu à Nuremberg? Pourquoi n'ai-je pas trouvé de lettre [de toi] à la maison? Comment vas-tu? Quand pourrai-je te voir? »³⁴; « Je n'aime pas écrire, je veux plutôt te voir. Écris-moi le plus tôt possible »³⁵; « Mon bien-aimé, hier j'étais très mélancolique en attente de recevoir un mot de toi, et aujourd'hui, j'ai enfin reçu ta lettre! »³⁶; « Je pense à toi, et parfois je suis si émue que j'en ai les larmes aux yeux. Mon chéri »³⁷.

Pour Quack, tel qu'expliqué dans l'introduction de cette thèse, la relation intime entre Levi et Luxemburg est déterminante pour bien comprendre la

³² *Ibid.*, p. 14; Le 20 juillet 1914, Levi prononce un autre discours, à Leipzig, dont le texte a été publié dans « Der Luxemburg-Prozess », *Volksstimme* (édition de Chemnitz), 20 juillet 1914.

³³ Lettre de Luxemburg à Levi datée de mars 1914, Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 196.

³⁴ Lettre de Luxemburg à Levi du 22 ou du 23 mars 1914, *Ibid.*, p. 197.

³⁵ Lettre de Luxemburg à Levi du 24 mars 1914, *Ibid.*, p. 198.

³⁶ Lettre de Luxemburg à Levi du 13 mai 1914, *Ibid.*, p. 205.

³⁷ Lettre de Luxemburg à Levi de juin 1914, *Ibid.*, p. 215.

carrière de notre biographé. Selon elle, la lutte acharnée de Levi pour la justice et la cause prolétarienne découle de ces rapports personnels. Bien que cette idée soit utile à la compréhension de la carrière de Levi, nous croyons nécessaire d'en relativiser l'ampleur. D'abord, il faut dire que la relation amoureuse est de très courte durée. Dès le mois d'août 1914, les lettres de Luxemburg n'affichent plus la même passion. Il est de plus en plus question d'événements politiques ponctuels et les vies privées sont laissées de côté. Aussi, vers la fin de l'année 1914, lorsque Levi devient député municipal au parlement de Francfort, il a moins souvent l'occasion de se rendre à Berlin pour voir Luxemburg. Mais enfin, c'est principalement la guerre qui les sépare presque définitivement au début du mois d'août 1914. De fait, ils ne se reverront qu'une seule fois durant la guerre, soit pendant deux jours, en mars 1915³⁸. Sur l'échiquier révolutionnaire, toutefois, Levi aura alors dépassé le « luxemburgisme » auquel on l'a si souvent identifié. À cette époque, c'est davantage Levi qui aura une influence sur Luxemburg, et non l'inverse.

À la fin de juillet 1914, lorsque Levi rentre finalement à Francfort, les événements se succèdent à une vitesse folle³⁹. Depuis l'assassinat de François Ferdinand, le 28 juin, les dirigeants militaires allemands et le Kaiser signent un « chèque en blanc » à l'Autriche-Hongrie pour qu'elle attaque la Serbie. Lorsque cette dernière répond à l'« interminable liste de revendications » austro-hongroises, sur un ton plus que conciliant, il est déjà trop tard. Le 28 juillet, Vienne bombarde Belgrade, déclenchant ainsi la mise en marche d'un jeu diplomatique qui dépasse la capacité à réagir des diplomates. La crise de juillet connaît ensuite son dénouement tragique. La Russie commence à se mobiliser le 30 juillet, fournissant à l'Allemagne le prétexte nécessaire pour faire de même le 1^{er} août, déclarant en même temps la guerre à la Russie. Les alliances tirent

³⁸ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 449.

³⁹ Les informations dans ce paragraphe ont été tirées du livre de Jean-Jacques Becker, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Belin, 2003, p. 39-48.

ensuite la majorité des nations européennes au fond du gouffre. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Pour atteindre Paris, en suivant le plan Schlieffen, les troupes allemandes violent la neutralité belge, ce qui a pour effet d'entraîner l'Angleterre dans le conflit. En quelques jours seulement, l'Europe entière est attelée, prête au combat. La Grande Guerre peut commencer.

La première réaction du SPD est d'organiser de grandes manifestations un peu partout en Allemagne, en opposition à la guerre⁴⁰. Le parti déplore les prises de position de l'empire austro-hongrois envers la Serbie. Durant la soirée du 28 juillet, 30 000 personnes manifestent à Berlin, 35 000 à Dresde⁴¹. À Francfort, haut lieu de la lutte antimilitariste, quatre manifestations s'organisent⁴². Les sociaux-démocrates dénoncent tout particulièrement la presse bourgeoise qui dépeint la guerre comme inévitable et nécessaire⁴³. Mais le SPD, comme la grande majorité des partis sociaux-démocrates européens, se rallie très rapidement à la politique de « paix civique » (*Burgfrieden*)⁴⁴ de son gouvernement, c'est-à-dire à une trêve politique interne visant à soutenir l'effort de guerre de la nation allemande. Entre autres, le SPD fait valoir la nécessité de se défendre contre une Russie autocratique et réactionnaire qui est la pire ennemie du prolétariat. Le 3 août, à la suite d'un débat interne, le groupe parlementaire du Reichstag – la fraction – vote en faveur des crédits de guerre avec une majorité de 78 voix contre 14⁴⁵. Ce que la gauche luxemburgiste craignait par-dessus tout se réalise enfin, le 4 août 1914, lorsque le SPD vote en bloc au Reichstag en faveur des crédits de guerre. La fraction est d'ailleurs applaudie par le reste de la

⁴⁰ Berman, *The Social Democratic Moment...*, p. 131.

⁴¹ Laschitzka, *Rosa Luxemburg...*, p. 459.

⁴² Judit Pákh, dir. *Frankfurter Arbeiterbewegung in Dokumente...*, p. 711.

⁴³ Voir entre autres l'article « Protest gegen den Krieg! », *Volksstimme*, 29 juillet 1914.

⁴⁴ Winkler traduit « *Burgfrieden* » par « paix civique ». Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 288. Horst Möller parle quant à lui de la politique de « trêve civique ». *Burgfrieden* fait référence à l'abandon des politiques partisans en Allemagne, au profit d'un effort de guerre national uni.

⁴⁵ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 285-286.

chambre pour ce geste historique. Guillaume II salue cette unanimité des partis en déclarant qu'en ce jour, il ne voit plus que des Allemands au parlement.

L'appui du SPD à l'effort de guerre est d'une importance singulière pour bien saisir le schisme au sein du mouvement ouvrier allemand, ce qui aura un impact très concret sur la carrière de Levi. À l'échelle européenne, seuls les partis sociaux-démocrates russes et ceux des pays balkaniques résistent à la politique de paix civique⁴⁶. Cela contribue largement à la polarisation du mouvement ouvrier. Surtout, son aile gauche y voit une trahison des intérêts de la classe ouvrière. En Allemagne, les principaux membres de l'opposition se réunissent dès le 4 août 1914, dans l'appartement de Luxemburg, à Berlin. Parmi les plus importants participants à la rencontre, qui s'uniront sous le Groupe International (*Gruppe Internationale*), et plus tard, la Ligue spartakiste (*Spartakusbund*), on compte Rosa Luxemburg, Julian Marchlewski, Hermann et Käte Duncker, Franz Mehring, Wilhelm Pieck, Hugo Eberlein et Ernst Meyer⁴⁷. Levi, qui se trouve à Francfort, ne peut participer à la rencontre, mais il fait néanmoins partie du groupe. Pour l'instant, cette faction antiguerre choisit de ne pas rompre avec le SPD, mais plutôt d'y mener une lutte interne, afin qu'il change ses prises de position. Le groupe envoie notamment plus de 300 télégrammes aux quatre coins de l'Allemagne à différents membres du SPD susceptibles de militer contre la guerre. La réponse est décourageante : seule Clara Zetkin, de Stuttgart, y répond de manière enthousiaste. En Allemagne, le clan antiguerre, dont Levi fait partie, demeure marginal.

De Francfort, Levi tente en vain de convaincre les membres du parti local de lutter contre le virage nationaliste des sociaux-démocrates nationaux. L'effort demeure vain et Levi, pour une des rares fois de sa carrière, semble se

⁴⁶ R. Craig Nation, *War on War : Lenin, the Zimmerwald Left, and the Origins of Communist Internationalism*, Durham and London, Duke University Press, 1989, p. 34 et 46.

⁴⁷ Nettl, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 591.

décourager. Selon des lettres de Luxemburg, il serait même profondément déprimé : « Tout à l'heure, à 7 heures le soir, je suis revenue de Bruxelles et j'ai trouvé ta lettre [...] Mon pauvre chéri, ne sois pas si désespéré. Nous avons besoin de courage [...] pour continuer la lutte »⁴⁸; « Ton humeur pessimiste profonde m'est particulièrement douloureuse »⁴⁹. Et pourtant, Luxemburg aussi ne supporte que très difficilement les plus récents développements. Selon Petr Nettel, Luxemburg serait sortie des négociations du 3 août, à la fraction du SPD, avec des pensées suicidaires⁵⁰.

Déprimé, Levi se retire temporairement de la vie politique. Sa réponse à une invitation visant à « attiser l'enthousiasme » envers la guerre, pour encourager les soldats au front, révèle ses états d'âme :

Je vois mal comment on peut considérer le maintien de l'enthousiasme pour le pire massacre d'êtres humains de l'histoire du monde comme faisant partie de l'éducation de base d'un peuple; un enthousiasme envers le fait que des centaines de milliers de demeures soient rasées, qu'à l'étranger, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards meurent de froid et de faim, et que chez nous, le nombre de veuves et d'orphelins grandisse chaque jour. Car la détresse économique se propage également chez nous, résultat des privations subies par nos pourvoyeurs et nos employeurs. Tout cela est le résultat inévitable de la guerre, et l'éducation du peuple devrait plutôt chercher à inculquer à tous les hommes la plus profonde appréhension vis-à-vis d'un tel événement [...] Je ne souhaite aucunement être associé à vos activités et vous demande donc de retirer mon nom de votre liste de collaborateurs⁵¹.

⁴⁸ Lettre de Luxemburg à Levi du 31 juillet 1914. Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 223.

⁴⁹ Lettre de Luxemburg à Levi, sans date. *Ibid.*, p. 224.

⁵⁰ Nettel, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 590. C'est aussi ce qu'affirme Laschitzka, *Rosa Luxemburg...*, p. 467.

⁵¹ Lettre de Levi au Comité de conférences publiques de Francfort (*Ausschuss für Volksvorlesungen zu Frankfurt a.M.*) du 2 novembre 1914. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.17, p. 4-5.

Sur le plan politique, Levi ne refait surface qu'en novembre 1914, alors qu'il fait à nouveau campagne en vue d'élections au parlement municipal de Francfort, cette fois comme candidat dans le district de Rödelheim. Comme c'est le cas à l'échelle du Reich, selon la paix civique décrétée le 4 août, les partis municipaux se sont entendus sur une représentation déterminée à l'avance dans le parlement, avec une seule candidature par district. À Rödelheim, on n'oppose donc personne à Levi et il est élu à l'unanimité le 26 novembre 1914⁵². Il fait son entrée officielle au parlement municipal le 5 janvier 1915⁵³. Levi, toutefois, ne fait que de très rares apparitions aux assemblées municipales sans vraiment s'impliquer dans les débats⁵⁴. Il est également important de mentionner qu'à l'époque, il existe bel et bien un mouvement radical très important au sein du SPD francfortois, mobilisé autour de Robert Dissmann, au sein duquel Levi aurait pu s'investir davantage. Selon l'historien du Parti social-démocrate francfortois, Jan von Trott, Levi, malgré ses grands engagements en politique nationale, néglige ses responsabilités municipales⁵⁵.

Ce n'est qu'au début 1915 que Levi semble enfin reprendre goût à la politique. Entre janvier et avril, il prononce une série de discours en Allemagne du sud-ouest, comme il le dit lui-même, « dans un esprit antiguerre absolu »⁵⁶. En mars, il fait également un rare voyage à Berlin pour voir Luxemburg qui obtient un congé de deux jours alors qu'elle purge une peine d'un an pour sa condamnation lors du procès de février 1914⁵⁷. Selon Mathilde Jacob, amie

⁵² Levi reçoit 414 des 417 voix disponibles. Le résultat des élections est donné à la *Frankfurter Zeitung (Zweites Morgenblatt)*, 27 novembre 1914.

⁵³ *Bericht über die Verhandlungen der Stadtverordneten-Versammlung der Stadt Frankfurt a.M.*, Herausgegeben von der Kanzlei der Stadtverordneten-Versammlung, Frankfurt a.M., 1915, p. 2.

⁵⁴ Voir les procès-verbaux des assemblées municipales de Francfort. *Bericht über die Verhandlungen der Stadtverordneten-Versammlung der Stadt Frankfurt a.M.*, Herausgegeben von der Kanzlei der Stadtverordneten-Versammlung, 1915, 1916, 1917, 1918.

⁵⁵ Jan von Trott, *80 Jahre SPD - Stadtverordnetenfraktion Frankfurt am Main 1904-1984*, Frankfurt am Main, SPD Stadtfraktion, 1984, p. 25-26.

⁵⁶ Paul Levi, « Wie ich beinahe ein Held geworden wäre », *Volksblatt Almanach. Almanach für die Leser des Sächsischen Volksblattes*, 1927, p. 79-81.

⁵⁷ Laschitza, *Rosa Luxemburg...*, p. 487.

intime de Luxemburg et future confidente de Levi, la visite de Levi a pour objectif de remonter le moral de Luxemburg⁵⁸. Qu'on y ait discuté de stratégie politique ou non, cela a peu d'importance, car le 24 avril 1915, peu après son retour à Francfort, Levi est conscrit et envoyé au front.

À l'Ouest, rien de nouveau : l'expérience traumatisante du front

À Francfort, il n'est pas rare que des sociaux-démocrates radicaux soient envoyés au champ de bataille. Les autorités impériales fournissent régulièrement à la police les noms d'opposants à la guerre qui sont par la suite enrôlés⁵⁹. Cela fait partie de la répression pour museler le mouvement antiguerre. Il n'est donc pas surprenant que Levi connaisse presque tous les membres de son régiment qui, pour toute la durée de la guerre, est stationné en Alsace⁶⁰.

Dans un article publié en 1928, Levi raconte son expérience au front. Il explique sur un ton ironique que l'absence d'action dans son secteur l'a dépourvu de l'honneur de « devenir un héros »⁶¹. Côté toujours le même régiment français, les soldats allemands se lient d'amitié avec leurs homologues français qui sont en réalité des frères ouvriers. Levi explique que ses camarades avaient d'ailleurs horreur du combat et ils réprimandaient quiconque s'aventurait à tirer sur l'« ennemi ». Selon Levi, la rivalité ne se trouve pas entre les deux armées nationales, mais plutôt à l'intérieur même de l'armée allemande, soit entre les simples soldats et les officiers, qui sont des ennemis de classes. Il termine son article en relatant que lorsque l'officier responsable de son régiment annonce

⁵⁸ Mathilde Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 449.

⁵⁹ Pàkh, dir. *Frankfurter Arbeiterbewegung in Dokumente...*, p. 691; Voir aussi les mémoires de Toni Sender. *Autobiography of a German Rebel*, London, G. Routledge, 1939, p. 61.

⁶⁰ Levi, « Wie ich beinahe ein Held geworden wäre... ».

⁶¹ *Ibid.*

enfin que le moment est venu de passer à l'attaque, il ne s'agissait que d'une blague. L'officier en question n'aurait fait marcher ses soldats que pour mieux être en mesure de retrouver ses bottes, qu'on lui avait volées! Cet article fait bien ressortir comment Levi peut utiliser le sarcasme pour illustrer son propos. Dans ce cas, il dépeint un officier se moquant de ses soldats/ouvriers qui ne sont, à ses yeux, rien de plus que de la chair à canon.

Malgré le cynisme, l'expérience du front est extrêmement éprouvante. Jusqu'en mai 1916, Levi se retrouve à plusieurs reprises dans des hôpitaux militaires pour de longues convalescences. Selon les mémoires de Mathilde Jacob, Levi se trouve déjà à Königstein im Taunus à la fin 1915, où il fait une cure de repos à la suite d'un séjour au front⁶². Les archives des hôpitaux militaires de la Première Guerre mondiale indiquent que Levi est ensuite hospitalisé à Strasbourg, entre les 11 et 17 février 1916, cette fois pour fatigue physique et psychologique extrême⁶³. Il est ensuite transféré à Colmbach, dans le Wurtemberg⁶⁴. Levi arrive enfin à l'hôpital militaire de Wiesbaden, le 25 mars 1916, pour un séjour de plus d'un mois, avant d'être relâché par l'armée, le 6 mai 1916. Il est à ce moment jugé inapte au service militaire (*Dienstunbrauchbar*)⁶⁵. Selon Sibylle Quack, ces nombreux séjours hospitaliers seraient attribuables à une grève de la faim que Levi aurait menée en guise de protestation contre la guerre⁶⁶. Quack ne renvoie malheureusement à aucune source à ce sujet. Pour l'historienne Annelies Laschitza, qui elle aussi ne cite aucune source, deux grenades auraient explosé à proximité de Levi alors qu'il était au front, ce qui

⁶² Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 454

⁶³ Le diagnostic indique que Levi souffrait de neurasthénie, terme fréquemment utilisé à l'époque pour désigner un syndrome d'usure dû à un choc traumatique subi au front. *Krankenbuchlager Berlin*, Fotokopie aus der Sammelurkunde Nr. 30 436, Festungslazareth XXVII, Strassburg/Els, p. 41-42.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Krankenbuchlager Berlin*, Fotokopie aus der Sammelurkunde Nr. 33 014, Reservelazarett II Wiesbaden, p. 7-8.

⁶⁶ Sibylle Quack, *Geistig frei und niemands Knecht...*, p. 111. L'idée a été par la suite reprise dans de nombreuses courtes biographies de Paul Levi.

serait la cause de son hospitalisation⁶⁷. Les rapports médicaux ne contiennent toutefois aucune trace de ces événements.

La détresse et les privations subies au front ne font qu'exacerber les conceptions révolutionnaires de Levi. Dans un manuscrit non publié, datant de mai 1915, il tente de rationaliser la guerre en des termes marxistes. Sans doute influencé par la thèse de Luxemburg, *L'accumulation du capital*⁶⁸, publiée en 1913, il expose sa théorie au sujet des origines de la guerre. Selon lui, accuser les Français de s'allier au Tsar pour s'en prendre à l'Allemagne, tel qu'avancé par les autorités en faveur de la guerre, n'est pas une explication sérieuse. Levi se moque de l'idée selon laquelle la responsabilité du déclenchement des hostilités incombe uniquement aux ennemis de l'Allemagne : « Les négociations diplomatiques ont une certaine valeur; or ce qu'elles souhaitent prouver – que seul l'autre porte la responsabilité [de la guerre] –, demeure impossible à prouver, et c'est d'ailleurs une absurdité de tenter de le faire »⁶⁹. La raison pour cela est que la guerre est un produit dérivé du système capitaliste mondial. Elle n'a rien à voir avec les nations opposées dans le conflit. Levi conclut qu'« [i]l n'y a que deux nations dans le monde, la première travaille, et l'autre s'enrichit sur le dos de la première »⁷⁰. Selon Levi, l'activité accrue de grandes banques depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle a rendu possible l'accumulation de capitaux, chose auparavant impensable, permettant à certains acteurs de créer des monopoles dans des secteurs donnés dans l'industrie de nombreux pays. Ces acteurs, pour continuer à prendre de l'expansion, doivent ensuite sortir de leurs frontières où ils entrent alors en conflit avec des parties étrangères. « Voilà en gros le sens de cette guerre

⁶⁷ Laschitz, *Rosa Luxemburg...*, p. 527.

⁶⁸ Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero, 1976 [1913].

⁶⁹ Texte sans titre de Levi, daté de mai 1915. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.7, p. 6-16.

⁷⁰ *Ibid.*

mondiale »⁷¹. Selon Levi, la guerre s'explique en termes marxistes, et c'est la bourgeoisie mondiale qui en porte la responsabilité.

La naissance de Spartakus

Entre-temps, le courant hostile à la guerre s'organise. Avec Luxemburg en prison, c'est Karl Liebknecht qui sonne la charge. Le 2 décembre 1914, lors d'un nouveau vote au Reichstag, il est le premier à briser avec la ligne du parti en décidant seul de voter contre les crédits de guerre. Entre mars et avril 1915, Franz Mehring et Luxemburg commencent la publication du journal *Die Internationale*⁷². Les principaux membres du Groupe International sont essentiellement les mêmes qui s'étaient réunis dans l'appartement de Luxemburg le soir du 4 août 1914 – Levi en fait partie. Leur objectif est surtout de faire prendre conscience aux masses de la contradiction que représente l'appui à la guerre du SPD. Le Groupe International ne cherche pas à se séparer du parti, car selon lui, diviser le mouvement ouvrier va à l'encontre de la théorie marxiste. Il existe également d'autres courants antiguerres radicaux en Allemagne. Les « Radicaux de gauche de Brême » (*Bremer Linksradi kalen*), autour du journal *Die Arbeiterpolitik* de Johannes Knief, épousent une politique très proche de celle des bolcheviques russes, qui est plus radicale. Il y a aussi le mouvement anarchiste de Berlin, de Julian Borchardt. Ces deux factions sont évidemment hostiles à la guerre, mais elles croient également nécessaire de rompre immédiatement avec le SPD et l'Internationale socialiste. Cela a comme objectif, selon leur vision marxiste de la politique, de faire la révolution le plus rapidement possible, ce qui, automatiquement, mettrait fin à la guerre.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg...*, p. 38.

La politique de dénonciation de la guerre commence à porter ses fruits à la fin de 1915. Il faut dire qu'à pareille date, la population allemande a compris que la guerre, si elle perdure, sera coûteuse et meurtrière. Conséquemment, le 29 décembre 1915, lors d'un nouveau vote au Reichstag, 20 députés du SPD votent contre les crédits de guerre, en plus de 22 autres qui s'abstiennent de voter⁷³. Le Groupe International exerce désormais une certaine attraction populaire. En janvier 1916, Luxemburg entreprend la publication de ses célèbres « Lettres politiques », à partir de sa cellule de prison, qui bientôt seront signées sous le pseudonyme « Spartakus »⁷⁴. Selon Mathilde Jacob, Levi participe avec Karl Liebknecht, Julius Marchlewski, Franz Mehring et Ernst Meyer à la publication de *Spartakus*, qui devient le point de ralliement du groupe antimilitariste de gauche en Allemagne⁷⁵. Cette coopération ne peut cependant être que symbolique, car Levi, pour la majeure partie de 1916, est soit au front, soit en Suisse. Levi souffre également de dépression et est souvent malade, tel que signalé plus haut.

En février 1916, Luxemburg est finalement relâchée de prison⁷⁶ et peut reprendre le travail avec Liebknecht, ce qui renforce considérablement le Groupe International⁷⁷. Elle publie, entre autres, sa célèbre *Brochure Junius*, en mars, dans laquelle elle explique en détail pourquoi l'appui à la guerre du SPD signifie l'abandon de la lutte des classes⁷⁸. Car encore une fois, la guerre ne sert que les intérêts capitalistes de grands groupes bourgeois tandis que les ouvriers sont utilisés comme chair à canon. L'hécatombe entourant l'attaque lancée par Falkenhayn à Verdun, en février 1916, fournit également de nouvelles munitions

⁷³ Nettl, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 617-618.

⁷⁴ *Spartakus im Kriege: die illegalen Flugblätter des Spartakusbundes im Kriege*, Berlin, Vereinigung Internationaler Verlagsanstalten G.m.b.H., 1927, p. 10.

⁷⁵ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 463.

⁷⁶ *Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg...*, p. 39.

⁷⁷ Nettl, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 625.

⁷⁸ La brochure est parue en 1915 sous le titre *Die Krise der sozialen Demokratie*.

aux antimilitaristes. Ainsi, au printemps de l'année 1916, le groupe spartakiste – désigné comme « Spartakus » – est à son apogée.

Cette gloire est cependant de courte durée. Devant une foule agitée, réunie à la Potsdamer Platz, le 1^{er} mai 1916, Liebknecht prononce ses célèbres paroles : « À bas la guerre! À bas le gouvernement! », qui lui valent deux ans de prison ferme⁷⁹. Luxemburg retourne elle aussi en prison, le 10 juillet 1916, jusqu'en juin 1917⁸⁰. Ernst Meyer, qui assume par défaut la direction de Spartakus, est emprisonné à son tour en août⁸¹. Pendant ce temps, Levi ne peut correspondre que sporadiquement avec Luxemburg. Peu après mai 1916, il quitte pour la Suisse, pour une période de plusieurs mois, supposément pour faire une nouvelle cure de santé. Or, selon Quack, Levi s'y rend aussi pour prendre contact avec le noyau antiguerre à caractère plus internationaliste qui prend progressivement racine dans le petit village suisse de Zimmerwald⁸².

La lutte à l'intérieur de Zimmerwald

Restée neutre dans le conflit mondial, la Suisse offre des conditions favorables à la naissance d'un mouvement antiguerre. Plusieurs réfugiés politiques de par le monde s'y trouvent et participent à la construction d'un mouvement internationaliste. En septembre 1915, de concert avec le Parti social-démocrate italien (PSI), le Parti social-démocrate suisse (PSS) organise une première conférence dans le petit village de Zimmerwald, près de Berne⁸³. Seuls des sociaux-démocrates ayant voté ou s'étant positionnés contre la guerre y sont

⁷⁹ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 455-457.

⁸⁰ *Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg...*, p. 40.

⁸¹ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 455 et 476.

⁸² Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 119.

⁸³ Nation, *War on War...*, p. 65. Voir également le procès verbal des négociations entre les 5 et 8 septembre. Horst Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz*, The Hague, Paris, 1967, p. 45-180.

invités afin d'émettre une déclaration commune contre les politiques de trêve civique. Leur manifeste stipule d'abord que la guerre est le fruit du système capitaliste mondial. Le Bureau socialiste international – de l'Internationale socialiste – est pointé du doigt pour avoir échoué à freiner ses partis nationaux d'appuyer la guerre. Le groupe réuni à Zimmerwald entend mettre fin au conflit mondial en renouvelant la solidarité ouvrière internationale et en faisant la promotion de la lutte des classes⁸⁴. Il se dote même d'une agence exécutive, la Commission internationale socialiste⁸⁵, présidée par Robert Grimm, influent membre du PSS. Selon l'historien Craig Nation, les Zimmerwaldiens représentent néanmoins un courant internationaliste modéré⁸⁶. Leur objectif vise surtout à assurer la survie du discours de la lutte des classes en temps de guerre, or il n'est pas question d'agiter les masses en vue d'une révolution immédiate, ou même de faire la promotion de la grève politique de masse. La majorité des membres du groupe de Zimmerwald n'entend pas rompre avec la sociale-démocratie européenne car l'objectif est justement d'en réorienter le programme⁸⁷.

Le manifeste de Zimmerwald, aux yeux de quelques socialistes présents en Suisse, est cependant beaucoup trop modéré. De fait, Lénine, Karl Radek, Grigori Zinoviev, Mieczyslaw Bronski, bientôt suivis de Léon Trotski, forment une aile russo-polonaise radicale, aux objectifs plus ambitieux. Contrairement à Grimm et aux modérés, ceux-ci croient qu'août 1914 représente une trahison impardonnable et qu'une tentative de colmater les brèches à l'intérieur de la Seconde Internationale – l'Internationale socialiste – ne peut se solder que par un échec. Selon Lénine, seule une révolution européenne immédiate par laquelle le mouvement ouvrier européen renverserait ses gouvernements nationaux peut répondre aux intérêts prolétariens. La guerre civile est selon lui le seul moyen de renverser le système capitaliste mondial et ainsi mettre fin à la « guerre

⁸⁴ Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung...*, p. 166-169.

⁸⁵ *Ibid.*, 178-179.

⁸⁶ Nation, *War on War...*, p. 73-77.

⁸⁷ Willi Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zürich/Köln, Benziger Verlag, 1973, p. 227.

bourgeoise ». Lénine est catégorique : il faut rompre avec l'« opportunisme »⁸⁸ de la Seconde internationale⁸⁹.

Même si la « gauche de Zimmerwald » ne représente qu'une minorité, elle mène une lutte acharnée à la majorité du groupe et fait d'importants gains entre 1915 et 1916. En plus de ses acolytes russes et polonais, Lénine est notamment en mesure de s'allier d'influents membres du PSS, dont Fritz Platten et Ernst Nobs⁹⁰, en plus de radicaux français et suédois dont Henri Guilbeaux et Carl Zeth Höglund⁹¹. Le véritable problème pour Lénine, cependant, est qu'il ne reçoit l'appui d'aucun leader spartakiste. Certes, Radek maintient d'étroites relations avec les Radicaux de gauche de Brême et avec les partisans de Paul Fröhlich, d'Hambourg⁹². Or, ceux-ci ne jouissent que d'un très faible appui populaire en Allemagne. À l'inverse, Lénine est constamment rejeté par Luxemburg et Spartakus qui, au début 1916, représentent une partie plus importante des masses ouvrières allemandes. Selon Luxemburg, la conception du parti de Lénine demeure beaucoup trop centralisatrice et accorde des pouvoirs trop étendus, par

⁸⁸ Le terme « opportunisme » fait référence à la majorité sociale-démocrate ayant choisi de collaborer avec leurs gouvernements nationaux afin de conserver leur position privilégiée en tant que membre de la classe politique européenne. Les bolcheviques utiliseront de plus en plus l'expression « opportunisme » après la Première Guerre mondiale pour désigner quiconque s'oppose aux politiques émanant de Moscou, peu importe les orientations des détracteurs en question.

⁸⁹ Voir l'extrait d'un texte de Lénine intitulé « Der Zusammenbruch der Zimmerwalder Internationale. Eine dritte Internationale muss gegründet werden », sans date, dans lequel il argumente en faveur de la fondation d'une troisième Internationale. Il y condamne également le « kautskysme » de certains membres du groupe de Zimmerwald, en référence à Karl Kautsky, théoricien allemand qui conteste farouchement les prises de positions trop agressives de Lénine. Lenin, *Werke...*, Bd. 24, p. 66-70.

⁹⁰ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 223.

⁹¹ Henri Guilbeaux explique lui-même comment il s'était laissé séduire par Lénine lors de la deuxième conférence du groupe de Zimmerwald, à Kienthal, en avril 1916. Voir l'introduction d'Henri Guilbeaux, « Histoire d'un Manuscrit historique de Lénine », *Lénine à Zimmerwald*, Paris, Éditions G. Mignolet & Storz, 1934.

⁹² Le texte autobiographique de Karl Radek offre sans aucun doute les éclaircissements les plus détaillés sur les relations entretenues par Radek en Allemagne. Karl Bernhardovitch Radek, « Autobiographie », dans Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, dirs. *Les Bolchéviks par eux-mêmes*, Paris, F. Maspero, 1969, p. 321-339.

exemple, à son comité exécutif⁹³. Elle rejette le principe du « centralisme démocratique » et désapprouve l'idée de la nécessité de la guerre civile qui, selon elle, ne correspond pas au désir du prolétariat⁹⁴.

Lors de la deuxième rencontre du groupe de Zimmerwald, à Kienthal, en avril 1916, Lénine parvient à faire de nouveaux gains, surtout, en bloquant les résolutions à caractère modéré de la majorité⁹⁵. Il ne faut pas oublier qu'en 1916, outre la bataille de Verdun qui fait des centaines de milliers de morts, la bataille de la Somme s'amorce au courant de l'été et les pertes humaines y dépassent l'entendement. Ces conditions extrêmes de la guerre qui, d'ailleurs, ne montre aucun signe d'essoufflement, donnent une certaine crédibilité aux mesures radicales proposées par Lénine. Peu importe, aux yeux de celui-ci, les gains sont insuffisants. Ainsi, durant la deuxième moitié de 1916, sa stratégie vise surtout à construire une aile radicale à l'intérieur même du Parti social-démocrate suisse, dont il fait partie, afin de le diviser. Il souhaite de cette manière isoler son plus important membre, le président de la Commission internationale socialiste, Robert Grimm. Pour ce faire, il se sert surtout de Fritz Platten et d'Ernst Nobs⁹⁶. Lorsque Levi rencontre finalement Lénine, en décembre 1916, la lutte politique et personnelle entre lui et Grimm est à son point culminant.

⁹³ Luban, *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept...*, p. 29-30.

⁹⁴ Eric Waldman, *The Spartacist Uprising of 1919 and the Crisis of the German Socialist Movement : a Study of the Relation of Political Theory and Party Practice*, Milwaukee, Marquette University Press, 1958, p. 49-52.

⁹⁵ Voir le procès verbal de la conférence de Kienthal dans Horst Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung...*, p. 265-390.

⁹⁶ À ce sujet, voir le chapitre 24 de Gautschi, « Spaltungsversuch Mittels der Militärfrage », *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 219-235.

À l'école de Lénine en Suisse

Lorsque Levi est relâché par l'armée, en mai 1916, il rejoint sa sœur en Suisse, près de Davos⁹⁷. Malgré la rareté des sources nous permettant de suivre son parcours, il est possible, à travers des témoignages et correspondances de contemporains, de dresser un portrait général de son activité politique. À Davos, Levi fait rapidement la rencontre de Karl Radek, qui est déjà très près des bolcheviques. Radek affirme avoir lui-même mis Levi en contact avec Lénine en décembre 1916⁹⁸. À l'époque, Lénine est bien conscient de la proximité entre Levi et Luxemburg. Il voit donc immédiatement en lui une occasion de se rapprocher d'elle, dont l'appui lui serait décisif pour renverser les modérés à Zimmerwald⁹⁹. Ainsi, lorsque Lénine ordonne à Radek de se lier à Levi, c'est dans le but précis de pénétrer Spartakus.

Une des stratégies de Radek est de faire collaborer Levi à l'*Arbeiterpolitik*, principal organe des Radicaux de gauche de Brême¹⁰⁰. Dirigé par Johannes Knief, grand ami de Radek¹⁰¹, ce groupe a été à plusieurs reprises boudé par Spartakus qui lui reproche justement d'être trop proche des bolcheviques¹⁰². Aussi, il ne faut pas oublier que Luxemburg déteste Radek. Leur conflit personnel remonte au début des années 1910, alors qu'elle et Leo Jogisches s'étaient brouillés avec lui à propos de son travail d'agent provocateur

⁹⁷ Selon Mathilde Jacob, Levi serait allé en Suisse pour s'occuper de sa santé. Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 486.

⁹⁸ Voir la virulente critique de Karl Radek à l'endroit de Levi dans la postface « Der Fall Levi », dans la deuxième édition de la brochure *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionären Aktion oder eine zentristische Partei des Wartens sein?*, Hamburg, Verlag Carl Hoym Nachf. Louis Cahnbley, 1921, p. 99.

⁹⁹ Lénine explique également qu'il avait à l'époque espéré pouvoir unir Spartakus et le groupe de Brême. Voir le texte de Lénine, « Bürger! Begreift, worin die Methoden der Kapitalisten aller Länder bestehen! », *Werke...*, Bd. 24, p. 117.

¹⁰⁰ Radek, « Der Fall Levi... », p. 100.

¹⁰¹ Fayet, *Karl Radek...*, p. 76.

¹⁰² Gruppe Arbeiterpolitik, dir. *Die Bremerlinksradikalen : aus der Geschichte der Bremer Arbeiterbewegung bis 1919*, Bremen, [1965], p. 13.

en Pologne¹⁰³. Par-dessus tout, Luxemburg doute de son intégrité, qui engendre chez elle « une forte hostilité »¹⁰⁴. Espérant mettre enfin de côté ces querelles du passé, Radek permet donc à Levi de publier une série de trois articles dans l'*Arbeiterpolitik* au début de 1917¹⁰⁵. L'équipe de rédaction du journal souligne d'ailleurs le talent exceptionnel de Levi : « Cet article provient de la plume d'un éminent camarade du Groupe "International". C'est avec plaisir que nous en assurons la publication, tout particulièrement, aussi, car il correspond au caractère de l'« Arbeiterpolitik » »¹⁰⁶. De toute évidence, la campagne de séduction fonctionne. Dans ses trois articles, Levi réprimande non seulement le SPD, mais aussi quelques-uns de ses membres les plus à gauche. Il accuse par exemple Georg Ledebour de vouloir conclure une paix bourgeoise à la Wilson¹⁰⁷, en référence au président américain, et il reproche à Karl Kautsky de toujours se coller à Bernstein, qui incarne le réformisme¹⁰⁸. Ceux-ci s'opposent pourtant fermement à la guerre et font partie de l'opposition interne au SPD.

Outre ces trois articles, le travail de Levi en coulisse prouve qu'il adhère au programme radical de Lénine. Le 15 janvier 1917, Lénine et son groupe se réunissent à Berne dans l'appartement de Willy Münzenberg, révolutionnaire allemand installé en Suisse¹⁰⁹, afin d'établir une stratégie visant à écarter Robert Grimm de la Commission socialiste internationale. L'historien Willy Gautschi, qui a dépouillé les archives personnelles de Münzenberg, cite une lettre de ce dernier au sujet de la rencontre :

¹⁰³ Dans sa biographie de Radek, Fayet explique que Jogisches aurait poursuivi Radek en justice, en 1904, en l'accusant d'avoir volé un livre. Il est finalement parvenu à le faire expulser du Parti social-démocrate du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) en 1910. Fayet, *Karl Radek...*, p. 86-115.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 54-55.

¹⁰⁵ Voir les articles de Levi, « Wilson, der Retter der Menschheit », *Arbeiterpolitik*, 20 janvier 1917; « Wir und die andern », *Arbeiterpolitik*, 3 mars 1917; et « Das neue Volk », *Arbeiterpolitik*, 7 avril 1917.

¹⁰⁶ Levi, « Wir und die Andern... ».

¹⁰⁷ Levi, « Wilson, der Retter der Menschheit... ».

¹⁰⁸ Levi, « Wir und die andern... ».

¹⁰⁹ Voir la courte biographie donnée dans Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 1054-1055.

Un jour vinrent chez moi Lénine, sa femme, Zinoviev, Radek et Paul Levi pour me demander de téléphoner à Fritz Platten, afin de le faire venir. Platten vint et Lénine expliqua que son groupe avait décidé de rompre définitivement avec Grimm et d'engager la lutte contre lui. Platten dut alors décider de soit se ranger avec le groupe, soit de protéger Grimm. Il hésita quelques instants et se décida finalement de se joindre à nous, ce à quoi Paul Levi, qui vivait en Suisse sous le nom de Hartstein, enchaîna avec la première attaque, au moyen d'un article [...]. Radek reçut quant à lui la mission d'écrire une brochure contre Grimm¹¹⁰.

Malgré le fait que l'article en question, « dicté par Levi », demeure introuvable, la suite des événements confirme que Levi œuvre définitivement avec Lénine pour faire exclure Grimm de la commission.

Selon Henri Guilbeaux, Zinoviev aurait commencé par réclamer que l'on accepte Levi dans le groupe de gauche de Zimmerwald, car « Lévy [sic.], qui avait quitté Genève pour Berne où il militait sous le pseudonyme de Hartstein, avait fortement critiqué Grimm dans les assemblées du parti »¹¹¹. Levi fait donc partie du cercle des intimes de Lénine au début de février 1917. Lorsque la gauche de Zimmerwald décide enfin d'affronter Grimm, lors d'une rencontre de la Commission socialiste internationale, le 1^{er} février, Radek, Levi et Zinoviev l'accusent de faire de la politique à la Scheidemann (*Scheidemannieade*), en référence à Philipp Scheidemann et à sa « trahison de la classe ouvrière » en août 1914. On accuse même Grimm d'appuyer l'armée suisse. Ils le qualifient de criminel infâme et affirment qu'en aucun cas la Commission ne devrait continuer à fonctionner avec lui comme président¹¹². Ainsi, « Paul Lévy attaqua sans ménagement Robert Grimm et le Parti Socialiste Suisse »¹¹³. Selon l'historien américain R. Craig Nation, alors même que la commission prévoit une nouvelle rencontre,

¹¹⁰ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 229-230.

¹¹¹ Henri Guilbeaux, *Du Kremlin au cherche-midi*, Paris, Librairie Gallimard, 1933, p. 127.

¹¹² Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 230.

¹¹³ Guilbeaux, *Du Kremlin au cherche-midi...*, p. 127.

[c]oncensus collapsed [...] when a hostile Zimmerwald Left contingent (Radek, Münzenberg, Zinoviev, and Paul Levi) renewed an assault upon Grimm's role in the Swiss military debate and demanded nothing less than his expulsion from the movement. Dialogue degenerated into name calling, and no final decisions could be reached¹¹⁴.

Vers le début du mois de mars 1917, sous prétexte que Platten et Nobs n'ont pas l'étoffe pour lutter contre la majorité au PSS¹¹⁵, Lénine abandonne son plan pour diviser le parti. Il est néanmoins très impressionné par le travail de Levi et lorsque la Révolution éclate à Petrograd, en février 1917, il exige que celui-ci vienne immédiatement le rejoindre à Zurich. En cette période survoltée, Lénine a besoin d'hommes de confiance pour l'aider à définir le programme de son groupe.

Dans un article écrit en 1927, Levi décrit les événements entourant l'annonce de la révolution en Russie¹¹⁶. Résidant à Davos, il avait l'habitude de marcher jusqu'au village avec Radek, son voisin, afin de lire les dépêches et obtenir les plus récentes nouvelles au sujet de la guerre. C'est donc en sa compagnie qu'il apprend qu'une révolte ouvrière a forcé le Tsar à abdiquer le trône en février 1917¹¹⁷. Le lendemain, Levi et Radek partent pour Zurich, chez Lénine, pour y joindre d'autres révolutionnaires, dont Zinoviev. Lénine n'a alors qu'une idée en tête : il lui faut gagner la Russie coûte que coûte. Selon Radek, Lénine l'aurait immédiatement chargé, avec Levi, de prendre contact avec un certain Dr. Deinhard, représentant de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à Berne, afin d'établir un contact avec le gouvernement allemand et obtenir le droit de

¹¹⁴ Nation, *War on War...*, p. 163-164.

¹¹⁵ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 234.

¹¹⁶ Article de Levi publié de manière posthume « Vom Anfang der russischen Revolution: Einige Erinnerungen von Paul Levi », *Sächsisches Volksblatt*, 11 février 1930.

¹¹⁷ *Ibid.* Ces informations sont aussi confirmées dans l'autobiographie de Radek, « Autobiographie... », p. 321-339.

faire transiter Lénine par le territoire du Reich¹¹⁸. Fritz Platten, qui a par la suite servi de principal négociateur avec le gouvernement allemand, explique que les efforts de Radek et de Levi s'avèrent immédiatement fructueux¹¹⁹. Dès le 23 mars, Konrad Gisbert von Romberg, envoyé allemand chargé de mener les négociations avec Lénine, aurait télégraphié au ministère des Affaires étrangères allemand l'intérêt des révolutionnaires russes de voyager à travers l'Allemagne. Les négociations aboutissent le 7 avril 1917, lorsque Platten reçoit une réponse positive de Romberg¹²⁰.

Avant son départ de Zurich, prévu pour le 9 avril 1917, Lénine se rend à Berne pour y rencontrer ses plus proches collaborateurs. Levi décrit la scène de la nuit du 6 au 7 avril, alors que lui, Radek, Mieczyslaw Bronski, Lénine, Zinoviev, Inès Armand, Fernand Loriot et Guilbeaux sont réunis pour discuter des derniers détails du voyage¹²¹.

Une fois que tout avait été réglé et que l'itinéraire de voyage avait été établi, nous nous sommes retrouvés dans une chambre de la maison du peuple (*Volkshaus*) afin de discuter des derniers préparatifs. Lénine laissa ses instructions aux membres du parti les plus intimes qui restaient derrière et s'affaira à écrire quelque chose. Cette nuit-là, je me souviens avoir esquissé un quelconque appel, dont je ne me souviens plus maintenant : c'était peut-être une lettre d'adieu à l'endroit des Suisses ou quelque chose d'autre; il faudrait que je revoie l'original. Vers 4 heures du matin, j'étais si fatigué que, dans cette chambre pleine de fumée, de bruit et de gens, je me suis couché dans l'unique lit et put dormir deux heures. Vers 7 heures, nous nous sommes rendus à la gare, où nous avons déjeuné dans la salle d'attente, et puis, ensuite, le train réservé est arrivé [...] Je me souviens

¹¹⁸ Voir la brochure de Karl Radek, « Im plombierten Wagon », dans *Abschied von der Schweiz*, Zürich, Verlag der Arche Zürich, 1972 [1917], p. 33-34.

¹¹⁹ Selon Fritz Platten, Ludendorff aurait lui-même fait pression auprès de son gouvernement pour que le souhait de Lénine soit exaucé. Fritz Platten, *Lenins Reise durch Deutschland im plombierten Wagen*, Frankfurt am Main, isp-Verlag, 1985 [1924], p. 23; Or, Gautschi explique quant à lui que le chancelier Bethmann-Hollweg était le principal responsable de la décision de laisser passer Lénine par l'Allemagne. Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 256.

¹²⁰ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 257-265.

¹²¹ Guilbeaux, *Du Kremlin au cherche-midi...*, p. 131-132.

encore à ce jour comment je l'ai [Lénine] salué, alors que s'ébranlait le train : vas-y fort (*feste druff*) ! Et d'un sourire nostalgique, il me répondit : oui, oui, allons-y fort [...] Je n'ai revu Lénine qu'à l'été 1920, à Petrograd, alors que deux cent mille personnes défilaient devant lui¹²².

Le texte rédigé par Lénine et dont Levi oublie les détails est en effet la déclaration politique – le procès-verbal – expliquant les termes de l'entente tout juste conclue avec le gouvernement allemand. On peut y lire que le groupe autour de Lénine n'a pas seulement le droit, mais bien la responsabilité de saisir l'opportunité de retourner en Russie, même si cela doit se faire avec le concours d'un gouvernement impérialiste¹²³. Le compromis que représente une entente avec ce dernier a été fait uniquement dans le but de servir la révolution et aider les ouvriers en Allemagne, en Russie et ailleurs. Le document porte 11 signatures, dont celle de Levi, Guilbeaux, Loriot, Platten et Bronski. Le 7 avril, Lénine quitte enfin Berne pour Zurich, avant d'entreprendre son voyage pour Petrograd deux jours plus tard.

Avec le concours de Radek, Levi rend un dernier service à Lénine. Juste avant son départ, ce dernier laisse une lettre aux ouvriers suisses, dans lequel il souhaite les remercier pour leur hospitalité. Il y explique que, au sein du mouvement révolutionnaire, pas plus de dix ou quinze internationalistes se battent toujours pour le socialisme en Suisse. Le reste de Zimmerwald est, selon lui, composé de « sociaux-patriotes », tels Grimm et Kautsky et Hugo Haase en Allemagne, et Jean Longuet en France, qui sont tous des traîtres¹²⁴. Lénine explique que le seul moyen de veiller aux intérêts des ouvriers est de renverser les gouvernements européens et d'appuyer la Russie qui, malgré la révolution de

¹²² Levi « Vom Anfang der russischen Revolution... ».

¹²³ Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz...*, p. 269.

¹²⁴ Lenin, « Abschiedsbrief an die Schweizer Arbeiter », dans *Abschied von der Schweiz*, Zürich, Verlag der Arche Zürich, 1972 [1917], p. 7-20.

février, n'est pas encore mûre pour le socialisme¹²⁵. Il souligne enfin que la révolution passe inévitablement par l'Allemagne et se fera grâce à Spartakus.

Levi sanctionne cette lettre et se charge de la faire publier dans le numéro de mai du *Jugendinternationale*. Il y publie d'ailleurs un article qui témoigne de sa pensée révolutionnaire à ce stade-ci de sa carrière :

Les temps ont changé, le monde a changé. Le prolétariat russe a donné le ton : pas de « réformes » pour « l'amélioration de la condition ouvrière, pas de droit de vote pour tenir le coup (*Erleichterung des Durchhaltens*). La lutte contre la guerre, la lutte contre la faim, la lutte contre la paix oppressive du gouvernement, la lutte pour une paix de libération des peuples, voilà ce qu'est la lutte prolétarienne [...] Le moment de vérité est arrivé pour le prolétariat allemand; sera-t-il le reconnaître? [...] Est-ce que le prolétariat allemand va continuer de souffrir? Non, car dans l'obscurité, il trouvera la main russe qui lui est tendue¹²⁶.

Les traces laissées par Levi en Suisse montrent qu'il a collaboré étroitement avec les bolcheviques. Auprès de Lénine, il lance une campagne de diffamation contre le principal représentant du groupe de Zimmerwald, Robert Grimm, dont les conceptions politiques se rapprochent davantage de celles de Spartakus. Grimm souhaite ramener la lutte des classes au programme de la sociale-démocratie européenne et, comme Luxemburg, il croit que celle-ci doit s'accomplir progressivement, au moyen d'une longue lutte et d'un travail de conscientisation des masses. À l'opposé, Levi se range derrière Lénine qui plaide en faveur d'une guerre civile à l'échelle européenne et d'une rupture définitive avec la sociale-démocratie. Dans une lettre à Ines Armand, Lénine déclare que Levi était à l'époque déjà « un bolchevique », ce qui n'est pas peu dire si on considère qu'il voyait en tous des traîtres et des « chauvinistes sociaux »¹²⁷. Plus

¹²⁵ *Ibid.*, p. 10-16.

¹²⁶ Paul Levi, « Die Pflicht des deutschen Proletariats », *Jugend-Internationale*, 1er mai 1917, p. 8-9.

¹²⁷ Lenin, *Werke...*, Bd. 32, p. 541.

tard, il répètera que Levi possédait un immense talent comme agitateur, mais aussi comme penseur révolutionnaire¹²⁸. Selon l'historien George Haupt, Levi s'est volontiers prêté à la tâche de créer une faction pro-bolchevique dans le mouvement ouvrier allemand¹²⁹. De retour en Allemagne, seul lui saura convaincre Luxemburg d'adhérer au programme de Lénine.

Cheval de Troie chez Spartakus

Quelques semaines après le départ de Lénine de la Suisse, Levi rentre en Allemagne, car il est à nouveau enrôlé dans l'armée. À partir de mai 1917 et jusqu'à la fin de la guerre, il doit constamment se reporter à Limbourg-sur-la-Lahn, à quelque 75 kilomètres au nord de Francfort. Ce service militaire n'est selon lui qu'une tactique des autorités pour s'assurer qu'il ne puisse pas semer l'agitation en Allemagne. Ç'aurait été le dernier recours de l'armée contre lui, alors qu'elle avait déjà tenté, sans succès, de le faire condamner pour trahison nationale¹³⁰. Après la guerre, Levi poursuivra l'armée prussienne afin de recevoir compensation pour le traitement qu'il y a reçu, sous prétexte que sa santé n'était pas suffisamment bonne pour servir dans l'armée¹³¹. Sans doute retenu contre son gré à Limbourg-sur-la-Lahn, Levi ne réapparaît qu'au début de 1918, à Berlin¹³².

Depuis le départ de Levi pour la Suisse, la guerre a entre-temps exacerbé les tensions au sein de la gauche allemande. L'hiver 1916-1917, connu comme l'« hiver des rutabagas », en raison de la pénurie de nourriture, est particulièrement pénible pour la classe ouvrière allemande qui est menacée par la

¹²⁸ Fernbach, « Introduction », dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 2.

¹²⁹ Haupt et Marie, dirs. *Des Bolchéviks par eux-mêmes...*, p. 340.

¹³⁰ Paul Levi, « Genosse Paul Levi und der preußische Militärfiskus », *Freiheit*, 30 mai 1919.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Il est néanmoins possible que Levi se soit rendu à Berlin avant 1918. Fritz Rück, Spartakiste de la région de Stuttgart, écrit dans ses mémoires avoir rencontré Levi à Berlin à l'automne 1917. Fritz Rück, *November 1918: die Revolution in Württemberg*, 1958, p. 13.

famine. De surcroît, avec comme objectif d'augmenter la production militaire, le Reichstag vote la loi de mobilisation civile patriotique, selon laquelle un nombre élargi d'hommes doivent être conscrits¹³³. Le 7 janvier, l'opposition radicale à l'intérieur du SPD – le Groupe International, ainsi que les membres de l'opposition à l'intérieur du groupe parlementaire du SPD, la *Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft* – se réunit afin de prendre position face à l'appui du SPD à ces nouvelles lois¹³⁴. Lorsque le SPD menace d'exclure ses dissidents, le 18 janvier 1917, seule l'*Arbeitsgemeinschaft* décide de rompre avec lui et de fonder un nouveau parti. Le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD) – les Indépendants – voit le jour en avril 1917 et se donne pour mission de mener la lutte sociale-démocrate selon ses principes originels, incluant la lutte antiguerre. Le Groupe International, à l'inverse, refuse toujours de rompre avec le SPD¹³⁵. Il ne se joindra à l'USPD que plus tard, lorsqu'il lui sera nécessaire d'échapper à l'illégalité¹³⁶.

La position de Levi face à la création de l'USPD est ambiguë. Tandis qu'il estime nécessaire de fonder un nouveau parti, afin d'unifier les forces radicales, il s'affaire aussi à discréditer les chefs de l'USPD, dont Bernstein et Kautsky qui, selon lui, ne sont guère prêts à lutter pour mettre fin à la guerre¹³⁷. Selon l'historien Pierre Broué, Levi aurait été d'accord avec Radek et Johannes Knief : se joindre à l'USPD ne ferait que rallonger le processus révolutionnaire et reporter à plus tard l'affrontement ultime entre la bourgeoisie et le prolétariat¹³⁸. Et pourtant, Levi décide de se joindre à l'USPD en février 1918. Ce geste

¹³³ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 294-295.

¹³⁴ « Anhang : Gemeinsame Konferenz der « Arbeitsgemeinschaft und der Gruppe Internationale » vom 7. Januar 1917 », dans *Protokoll über die Verhandlungen des Gründungs-Parteitag der U.S.P.D. vom 6. bis 8. April 1917 in Gotha*, Berlin, A. Seehof & Co. Verlag, 1921, p. 84-119.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Waldman, *The Spartacist Uprising...*, p. 45.

¹³⁷ Levi, « Wir und die andern... ». En 1926, Levi expliquera que la scission au SPD était néanmoins inévitable. Paul Levi, « Eine Parteispaltung », *Sozialistische Politik und Wirtschaft*, 23 septembre 1926.

¹³⁸ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 33.

symbolique se déroule à l'assemblée municipale de Francfort où il accompagne Heinrich Hüttmann et Robert Dissmann dans le groupe parlementaire nouvellement créé par l'USPD¹³⁹. Dans ses mémoires, Toni Sender, jeune et talentueuse militante francfortoise, explique que la présence de Levi, trop radical, était gênante pour plusieurs membres de l'USPD¹⁴⁰.

Entre-temps, des événements historiques d'une importance majeure se produisent en Russie. Après son arrivée à Petrograd, en avril 1917, Lénine met quelques mois à consolider ses appuis. Il prend finalement le pouvoir en octobre en promettant de remettre « tous les pouvoirs aux soviets ». Lénine s'était également assuré d'un appui populaire en promettant paix aux soldats, pain aux ouvriers et terres aux paysans¹⁴¹. Une vaste majorité de la population croit d'ailleurs que le coup d'État bolchevique sera favorable à leurs intérêts respectifs. Cela dit, les bolcheviques perdent rapidement leur vaste appui. Au début de décembre, lors de l'élection de l'assemblée constituante, ils n'obtiennent qu'environ le quart des sièges. Sentant le pouvoir lui glisser entre les mains, Lénine dissout l'assemblée par la force, en postant des gardes rouges à son entrée, et met en branle un processus pour contrôler les soviets. « Le pouvoir passa de la société à l'État, et dans l'État au Parti bolchevique »¹⁴². En Russie, dès le début de 1918, la liberté d'expression et le pouvoir représentatif sont remplacés par une dictature, et bientôt par la terreur.

En Allemagne, la gauche, divisée, réagit de diverses façons face aux événements qui se déroulent en Russie. Le SPD majoritaire, qui avait d'abord accueilli favorablement la Révolution d'octobre, condamne la dissolution de

¹³⁹ Karl Maly, *Das Regiment der Parteien: Geschichte der Frankfurter Stadtverordnetenversammlung Band II, 1900-1933*, Frankfurt am Main, Waldemar Kramer, 1995, p. 287; Ceci est également confirmé dans Pàkh, dir. *Frankfurter Arbeiterbewegung in Dokumente...*, p. 703

¹⁴⁰ Sender, *Autobiography...*, p. 76.

¹⁴¹ Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes...*, p. 93.

¹⁴² Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 2001 [1990], p. 140.

l'assemblée constituante qui, selon lui, était représentative de l'opinion des masses. Plus à gauche, c'est-à-dire à l'intérieur de l'USPD, Kautsky croit que Lénine ne se soucie plus d'installer une dictature du prolétariat, mais a plutôt choisi une « dictature d'une partie du prolétariat », celle du Parti bolchevique. Spartakus est quant à lui divisé. À sa gauche, Clara Zetkin et Franz Mehring approuvent d'une manière enthousiaste l'écrasement de l'assemblée constituante¹⁴³. Luxemburg demeure quant à elle très sceptique. De la prison, elle commence alors à rédiger une critique incisive contre Lénine et son parti, événement très important sur lequel nous reviendrons plus loin.

Levi, de son côté, appuie sans retenue son ami Lénine. Mathilde Jacob décrit son enthousiasme à l'idée de la révolution bolchevique :

Par convictions profondes, Levi vint à Berlin à l'été 1918 pour servir la Révolution russe. Pendant la guerre, afin de prendre soin de sa santé, il était resté longtemps en Suisse, où il avait entretenu des liens étroits avec Lénine et Radek. Heureux que Lénine ait réussi à concrétiser ses simples plans en quelque chose de concret, Paul Levi ne songea plus à reprendre son métier bourgeois. Il s'investit plutôt corps et âme dans la concrétisation de la révolution en Allemagne [...] ¹⁴⁴.

Les écrits de Levi confirment cette interprétation. Dans un journal de l'USPD de Stuttgart, il accuse le SPD de ne pas comprendre la mission historique que Lénine tente d'accomplir en Russie. Dans les circonstances actuelles, il est légitime de défendre la révolution par tous les moyens, y compris par les armes, car les moyens pacifiques ne suffisent plus à contrer les forces bourgeoises¹⁴⁵. Levi critique également l'USPD, en particulier Bernstein et Kautsky, qui voient en

¹⁴³ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 303.

¹⁴⁴ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 486.

¹⁴⁵ Paul Levi, « Blindekuh », *Der Sozialdemokrat : Mitteilungsblatt des sozialdemokratischen Vereins (Stuttgart (USPD))*, 12 janvier 1918.

Lénine un « terroriste et un dictateur »¹⁴⁶. Levi estime au contraire que pour l'instant, seul Lénine agit dans l'intérêt du prolétariat.

En appuyant ce dernier de manière inconditionnelle, Levi en vient toutefois à s'opposer directement à Luxemburg qui considère justement Lénine comme un « terroriste et un dictateur ». Jacob raconte que, dès mars 1918, Luxemburg se méfie des bolcheviques. Elle a honte des Russes qui travaillent à l'ambassade à Berlin, qu'elle traite de fanatiques¹⁴⁷. Entre l'été et le mois d'octobre 1918, elle écrit conséquemment une série d'articles contre eux. Elle y dénonce la politique agraire de Lénine qui, en redonnant la terre aux paysans, nie les fondements de base du socialisme. Elle récuse également les méthodes dictatoriales et terroristes des Russes et c'est sans surprise qu'elle place la dissolution de l'assemblée constituante par la force au centre de son propos¹⁴⁸. Luxemburg planifie finalement de publier ses écrits sous la forme d'une brochure.

Craignant que ces textes de Luxemburg ne minent les chances de révolution en Allemagne, Ernst Meyer demande à Levi d'intervenir personnellement auprès de Luxemburg. Il le prie de se rendre à Breslau afin de la convaincre de ne pas publier ses articles¹⁴⁹. Comme Levi l'écrira plus tard, seul lui est en mesure de l'en dissuader. Après un long entretien dans sa cellule de prison, il parvient à convaincre Luxemburg de mettre en veille la publication de sa critique, car elle pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la révolution ouvrière mondiale. Luxemburg aurait hésité avant d'accepter cette requête : « [C]ette brochure est pour vous [...] et si jamais je ne parviens à convaincre que

¹⁴⁶ Levi s'en prend en fait à l'article d'un certain camarade Stein, du *Leipziger Volkszeitung*, au ton menchévique. *Ibid.*

¹⁴⁷ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 486.

¹⁴⁸ Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, Paris, Maspero, 1964. La brochure avait été publiée pour la première fois en 1921, par Levi lui-même.

¹⁴⁹ Voir la note d'Ernst Meyer, sans date, SAPMO-BArch, KPD Zentralkomitee/Politbüro, RY 1/I 2/3. 75, p. 367-368.

vous seul, alors mon travail n'aura pas été en vain »¹⁵⁰. Elle lui remet ensuite une copie de l'ensemble des articles écrits contre les bolcheviques¹⁵¹. Pour l'instant, contre toute attente, Levi est parvenu à rallier Luxemburg à la Révolution russe.

Conclusion

La période de la Première Guerre mondiale est charnière pour comprendre le reste de la carrière de Levi. Avec Luxemburg, il donne d'abord un sens à la lutte ouvrière, soit de mettre fin à la société militarisée. Il apprend également à expliquer la guerre en des termes marxistes, selon la théorie de la lutte des classes. Or, le temps passé avec Luxemburg est de très courte durée. En effet, dès l'automne 1916, en Suisse, Levi devient l'un des proches collaborateurs de Lénine, dont les idées se différencient de celles de Luxemburg. Lénine croit, entre autres, en la nécessité de rompre avec la sociale-démocratie, divisant ainsi le mouvement ouvrier. Il prône également la nécessité de la guerre civile pour mettre fin à la guerre bourgeoise. En cela, il s'oppose aux conceptions révolutionnaires plus attentistes de Luxemburg, qui sont axées sur une révolution spontanée et, si possible, non violente. En Suisse, Levi se range bel et bien derrière Lénine. Il se réjouit de sa prise du pouvoir en octobre 1917 et est même prêt à lui pardonner ses excès de violence ainsi que sa décision de dissoudre l'assemblée constituante. Il admire aussi sa capacité à organiser le mouvement ouvrier et à canaliser la révolution¹⁵².

¹⁵⁰ Paul Levi, « Vorwort und Einleitung zu Rosa Luxemburg "Die russische Revolution", dans Beradt, dir. *Paul Levi: zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 96.

¹⁵¹ Levi explique que Radek et Lénine avaient également obtenu une copie de la brochure avant qu'elle ne soit publiée. Paul Levi, « Zur Klarestellung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 6 janvier 1922.

¹⁵² Texte non publié et sans date de Levi, « Die Ursachen des Erfolges », SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.6, p. 55-57.

De retour en Allemagne, en 1917-1918, Levi devient en quelque sorte le Cheval de Troie de Lénine chez Spartakus. Le fait que Levi soit en mesure de dissuader Luxemburg de publier sa critique à l'endroit des bolcheviques est en lui seul particulièrement symbolique. En 1969, Charlotte Beradt a situé la pensée politique de Levi « entre Spartakus et sociale-démocratie ». Notre travail montre qu'on pourrait davantage le situer « entre Spartakus et bolchevisme ». Ses agissements ultérieurs, notamment en faveur de la création du Parti communiste allemand, à la toute fin 1918, corroborent cette interprétation.

Chapitre 3

Levi et la naissance du communisme allemand

Tandis que Levi œuvre à Berlin au « service de la Révolution russe », la Première Guerre mondiale tire à sa fin. En Russie, Lénine comprend que, pour sauver son nouvel État, il lui faut conclure au plus vite une paix avec l'Allemagne. En octobre 1917, la guerre a déjà coûté la vie à des millions de Russes et le mécontentement populaire pèse lourd sur le régime bolchevique. Or, malgré le fait qu'il ait promis une paix rapide, Lénine hésite à négocier une paix séparée avec l'Allemagne, car il avait surtout misé sur les ouvriers allemands pour renverser la gent militaire prussienne. C'est le soulèvement de la population ouvrière en Europe de l'Ouest qui aurait dû mettre fin à la guerre. Constatant qu'un tel dénouement est de plus en plus improbable, Lénine se résout à charger Trotski de mener les négociations avec l'Allemagne à Brest-Litovsk¹. Obtenir une paix clémente de la part du haut commandement allemand s'avère toutefois très difficile. Au bout du compte, et en partie à cause des tergiversations de Lénine, la Russie doit se soumettre à un humiliant traité de paix, signé le 3 mars 1918². Pour l'historien Heinrich-August Winkler, « [c]'était une paix de conquête et de contrainte sans précédent dans l'histoire moderne »³. En outre, la Russie doit céder les États baltes, la Pologne et l'Ukraine. Sur le front est, néanmoins, la guerre est terminée.

À l'Ouest, les hostilités continuent jusqu'en novembre 1918. D'abord, la paix séparée imposée à la Russie n'apporte pas les résultats escomptés pour l'Allemagne. Mais surtout, l'entrée en guerre des Américains en avril 1917

¹ Jacques Lévesque, *L'U.R.S.S. et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1987 [1980], p. 32-37.

² *Ibid.*

³ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 304.

semble déjouer le haut commandement allemand. Le 8 août 1918, date à laquelle Erich Ludendorff fait référence comme étant le « jour noir de l'armée allemande », les Américains et les Canadiens réussissent une percée décisive près d'Amiens⁴. En quelques semaines, en dépit des troupes rapatriées de Russie, le front ouest s'affaiblit à un point sans précédent. Selon l'historien français Pierre Jardin, l'armée allemande est alors à l'« état de mort clinique »⁵. Le 29 septembre 1918, Ludendorff informe l'empereur Guillaume II que la guerre est perdue et qu'il faut former un nouveau gouvernement représentatif du parlement et qui inclut surtout des ministres sociaux-démocrates⁶. C'est à eux que doit incomber la tâche de conclure la paix avec les Alliés. Le 11 novembre, l'armistice est signé à Compiègne et certaines de ses clauses laissent croire que le traité à venir sera particulièrement dur pour le Reich.

En Allemagne, les derniers mois de la guerre se vivent dans la révolte et la révolution. Avant même la signature du traité de Brest-Litovsk et le début de l'offensive allemande de mars 1918, une vague de manifestations déferle dans les grandes villes. Des grèves éclatent notamment dans le secteur métallurgique, si important pour l'effort de guerre. Après Berlin, la grève gagne Kiel, Hambourg, Brunswick, Cologne et Bochum. Ces grèves du mois de janvier 1918 sont dirigées contre la dictature militaire et ne visent pas la mise en place d'un quelconque gouvernement ouvrier⁷. Il faut néanmoins attendre jusqu'en octobre avant que Guillaume II n'accepte de former un nouveau gouvernement. Il nomme alors le Prince Max de Bade, reconnu pour son libéralisme politique, au poste de chancelier. Le Kaiser accroît en même temps l'influence des élus, c'est-à-dire du Reichstag, sur le gouvernement.

⁴ *Ibid.*, p. 307.

⁵ Pierre Jardin, *Aux racines du mal : 1918, le déni de défaite*, Paris, Éditions Tallandier, 2005, p. 12.

⁶ Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 137.

⁷ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 305.

Un mois plus tard, alors que le « gouvernement d'octobre » tente de s'entendre avec les Américains sur les termes d'un armistice, la haute direction de la marine allemande décide, envers et contre tous, d'entreprendre une ultime attaque contre la flotte anglaise⁸. Ludendorff en est encore une fois responsable. La décision a l'effet d'une bombe dans les ports de la Mer du Nord. Devant l'arrogance injustifiée du commandement de la marine qui, bien évidemment, semble prêt à sacrifier inutilement des milliers de vies, les marins de Wilhelmshaven se mutinent le 29 octobre 1918⁹. Kiel tombe aux mains des révolutionnaires le 4 novembre, et deux jours plus tard, c'est au tour de Lübeck, Brunsbüttel, Hambourg, Brême et Cuxhaven. En l'espace de quelques jours, la révolution balaie l'Allemagne entière. Partant du nord, elle s'empare de presque toutes les grandes villes d'ouest en est, avant de frapper Berlin de plein fouet le 9 novembre. En deux jours, la révolution force l'abdication du Kaiser et engendre le remplacement du gouvernement de Bade par un gouvernement social-démocrate provisoire mené par Friedrich Ebert, du SPD, en coalition avec l'USPD¹⁰. Il s'agira, lors des prochains mois, de décider de la nature du nouvel État allemand, ainsi que de son gouvernement. L'Allemagne impériale n'existe plus.

La bolchevisation de Spartakus

L'historiographie portant sur le communisme européen s'est longuement interrogée sur la mise en tutelle du communisme allemand par Moscou¹¹. L'expulsion de Levi du KPD, en avril 1921, est souvent identifiée comme point

⁸ *Ibid.*, p. 311.

⁹ Pierre Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 145-156.

¹⁰ *Ibid.*, p. 156-160.

¹¹ Richard Löwenthal, « The Bolshevisation of the Spartacus League », *St-Anthony's Papers*, 9 (1960), p. 23-71; Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus; die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969; Norman Laporte, Kevin Morgan et Matthew Worley, dirs. *Bolshevism, Stalinism and the Comintern: Perspectives on Stalinization, 1917-53*, New York, Palgrave, 2008.

tournant vers la « bolchevisation » du communisme allemand. Ce chapitre montre pourtant que c'est Levi lui-même qui permet aux bolcheviques de pénétrer Spartakus, et ce, avant même la création du KPD à la fin 1918.

Comme démontré au précédent chapitre, Levi est de retour à Berlin à l'été 1918¹². Sa présence dans la capitale renforce d'ailleurs Spartakus, au moment où Luxemburg et Liebknecht sont toujours emprisonnés¹³. Le 2 octobre, Levi écrit à son père au sujet des récentes débâcles de l'armée allemande qui, selon lui, permettront aux Alliés de déclencher une ultime offensive. Il s'en réjouit et anticipe d'« excitants » changements sur le plan politique¹⁴. Vers la fin d'octobre, il envoie également une lettre à Luxemburg qui fait foi de son optimisme :

D'après mon expérience, le climat est splendide. Je me suis rendu en Allemagne du sud lors des derniers jours, où j'ai participé à plusieurs assemblées; le climat y était excellent, et cela, malgré le fait que le conférencier [Ewald] Vogtherr [militant de l'USPD] aurait mérité qu'on le pendre par les jambes [...] Vous avez sans doute lu dans le *Vossische [Zeitung]* au sujet de la récente démonstration à Stuttgart. Ce qui me paraît avoir la plus grande valeur au sujet de la démonstration est qu'elle semble être survenue de manière tout à fait spontanée¹⁵.

Surtout, Levi croit que la révolution en Allemagne pourra appuyer Lénine qui, jusqu'à maintenant, ne parvient que difficilement à maintenir le « prolétariat au pouvoir » en Russie.

Après son séjour à Limbourg-sur-la-Lahn, Levi reprend donc contact avec les bolcheviques par l'entremise de Karl Radek. Le 25 octobre 1918, ce dernier lui répond sur un ton très enthousiaste : « Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point je me suis réjoui de l'arrivée de votre lettre [...] Je vais la montrer à Lénine

¹² Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 486.

¹³ Laschitzka, *Rosa Luxemburg...*, p. 572.

¹⁴ Lettre de Levi à son père le 2 octobre 1918. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferungen I.

¹⁵ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 489.

dès aujourd'hui, qui d'ailleurs, m'a demandé à quelques reprises où vous vous trouviez »¹⁶. Heureux de le savoir à Berlin et non plus à Limbourg-sur-la-Lahn, Radek promet à Levi de lui envoyer, deux fois par semaine, du matériel et de la littérature propagandistes afin qu'il puisse se tenir à jour sur les politiques bolcheviques. Radek continue :

Il serait bien évidemment de la plus grande importance de vous avoir ici [à Moscou] en tant qu'homme de contact. Tentez donc de venir, d'une manière quelconque, par un quelconque moyen. J'estime, à cause de la confiance dont vous jouissez auprès de Karl [Liebknecht] et de Rosa [Luxemburg] et à cause de notre relation, qu'il est extraordinairement important que vous soyez ici, afin de maintenir un bon lien avec votre groupe¹⁷.

Même si Levi refuse de se rendre à Moscou, il s'affaire tout de même pour rapprocher Spartakus et les représentants bolcheviques allemands, les Radicaux de Brême. Une lettre à Luxemburg suggère, comme Radek le lui a demandé¹⁸, qu'il tente de fonder un journal avec eux¹⁹. La collaboration entre Spartakus et les Brêmois va toutefois au-delà de la coédition d'un journal, selon Levi :

Il faudra bientôt réfléchir aux points suivants, car ces questions sont désormais actuelles [...] : la question militaire et la question de l'armement du peuple; la question au sujet de conseils ou d'une constituante, la question d'une dictature du prolétariat. L'armement des ouvriers berlinois s'est [dernièrement] considérablement accru. On dispose désormais d'environ 2500 armes²⁰.

Ces échanges, qui datent de la fin octobre 1918, ne laissent planer aucun doute sur le fait que Levi demeure le principal médiateur entre Spartakus et les bolcheviques. Il prépare, en lien avec Brême, une nouvelle plateforme politique

¹⁶ Lettre de Radek (sous le pseudonyme Struhthahn) à Levi du 25 octobre 1918. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 40.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 489.

²⁰ *Ibid.*

calquée sur le modèle russe et qui vise, à court terme, la prise du pouvoir en Allemagne.

Le 9 novembre, lorsque la violence éclate à Berlin, les foules révoltées occupent différents bureaux de fonctionnaires, des postes de police, des casernes de soldats, et surtout, prennent d'assaut le quartier où se trouvent la plupart des locaux abritant les journaux et imprimeries berlinois. Alors que le SPD négocie la transition gouvernementale avec l'USPD, lors de tractations au Reichstag, Spartakus réussit à canaliser une minorité de manifestants. Ceux-ci s'emparent, entre autres, de l'immeuble appartenant à la maison d'édition Scherl, sur la Zimmerstrasse, d'où sont publiés les premiers numéros de la *Rote Fahne*, le célèbre journal spartakiste²¹. Levi travaille d'ailleurs nuit et jour à la publication du journal : « Nous avons donc commencé, de peine et de misère, à préparer à la hâte l'édition du matin [du 10 novembre] : ce n'était pas rien, sans rédacteur, sans appareil, sans quoi que ce soit, de publier un journal. Le journal du matin n'avait rien d'un travail journalistique de première classe, mais il fut néanmoins publié »²².

Le 10 novembre, Luxemburg, qui a été libérée par les autorités déchues, arrive finalement à Berlin. Elle et Levi travaillent alors à l'édition d'un nouveau numéro de la *Rote Fahne* qui énonce le programme politique de Spartakus. Spartakus réclame :

1. Le désarmement des policiers, officiers et soldats qui n'acceptent pas le nouvel ordre; l'armement du peuple, c'est-à-dire de tous les soldats dignes de confiance; les prolétaires qui possèdent des armes pourront les conserver.
2. Le transfert de tous les offices publics et quartiers généraux aux représentants du Conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin.

²¹ Tel qu'indiqué sur le premier numéro de la *Rote Fahne*, le 9 novembre 1918 : *Rote Fahne : ehemaliger Berliner Lokal-Anzeiger – 2. Abend-Ausgabe*, 9 novembre 1918.

²² Paul Levi, « Wie es anfing », *Almanach für die Leser des Sächsischen Volksblattes 1929*, Zwickau, 1928, p. 32-34.

3. Le transfert de toutes les armes et réserves de munition, en plus des usines d'armement, au Conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin.
4. Que le contrôle de tous les moyens de transport soit remis au Conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin.
5. L'abolition de la justice militaire; l'obéissance aveugle (*Kadavergehorsam*) sera remplacée par une discipline volontaire des soldats, imposée par le Conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin.
6. L'abolition du Reichstag, de tous les parlements et du gouvernement du Reich; le Conseil d'ouvriers et des soldats de Berlin prend en charge tous les gouvernements jusqu'à ce qu'un conseil général, où siègeront des représentants de partout sur le Reich, s'organise.
7. Des élections à la grandeur du Reich de conseils d'ouvriers et de soldats, qui serviront comme uniques autorités législatives et administratives. Toute la population [laborieuse], sans regard pour le sexe, pourra participer aux élections des conseils.
8. L'abolition de toutes les dynasties et États individuels [de la Fédération allemande]; on désignera désormais l'État couvrant le territoire de l'ancien Reich comme étant la République socialiste unitaire allemande.
9. La prise de contact immédiate avec tous les conseils d'ouvriers et de soldats en Allemagne et avec les partis socialistes frères à l'étranger.
10. Le rétablissement d'une ambassade russe à Berlin²³.

Le programme spécifie qu'aucun membre du SPD ne sera toléré au gouvernement²⁴. Spartakus termine en envoyant ses « premières et plus sincères salutations à la République soviétique fédérative [de Russie] »²⁵.

La lecture de la *Rote Fahne* lors des premiers jours de la révolution allemande ne laisse aucun doute quant aux visées des spartakistes. Il s'agit d'un programme calqué sur le modèle bolchevique qui accorde tous les pouvoirs au

²³ « Arbeiter und Soldaten von Berlin! », *Rote Fahne: ehemaliger Berliner Lokal-Anzeiger*, 10 Novembre 1918; Dans les jours suivants le 23 octobre, la Prusse avait chassé les représentants de la Russie soviétique de Berlin.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ « Gruß an die russischen Sowjetrepublik », *Rote Fahne : ehemaliger Berliner Lokal-Anzeiger*, 10 Novembre 1918.

prolétariat et exclut en même temps toutes les autres classes sociales²⁶. Ce programme aurait sans doute été différent sans le travail en coulisse de Levi. Seul lui avait réussi à convaincre Luxemburg de ne pas publier sa critique de la Révolution russe quelques semaines auparavant et il n'est pas exagéré de penser que la main tendue à Moscou ait été imposée par lui surtout si l'on prend en compte l'échange de lettres avec Radek. Avant même la création du Parti communiste allemand, Levi avait permis aux bolcheviques de s'immiscer à l'intérieur de Spartakus et d'en influencer l'orientation.

Une guerre fratricide

En ce 10 novembre, le SPD et l'USPD s'unissent pour former un gouvernement provisoire, le Conseil des commissaires du peuple (*Rat der Volksbeauftragten*) auquel Liebknecht, en tant que représentant de Spartakus, refuse de participer²⁷. Il répond plutôt à l'offre d'Ebert en posant une série de conditions inacceptables, par exemple, que tous les pouvoirs soient immédiatement remis aux conseils – sans que ceux-ci n'en aient même fait la demande – et qu'on interdise la participation de tout élément bourgeois au gouvernement²⁸. Ces demandes sont évidemment rejetées. Le Conseil des commissaires du peuple dirigé par Ebert, qui est le chef du plus grand parti du Reichstag, s'accorde donc les pleins pouvoirs lors d'une rencontre au Cirque Busch, situé en plein cœur de Berlin²⁹. Cela dit, Ebert pose lui aussi des gestes nuisibles pour la république allemande en devenant. Estimant à tort qu'une rupture nette avec les institutions monarchistes réduirait à néant les chances de survie du

²⁶ Waldman, *The Spartacist Uprising...*, p. 101.

²⁷ Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 157. Les représentants sont Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann et Otto Landsberg pour le SPD et Wilhelm Dittmann, Hugo Haase et Émile Barth pour les sociaux-démocrates indépendants.

²⁸ Wilhelm Pieck, *Gesammelte Reden und Schriften*, Berlin, Dietz Verlag hgrs. Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 1959., vol. 1, p. 428.

²⁹ Horst Möller, *La République de Weimar*, Paris, Tallandier, 2005, p. 53-54.

nouvel État, il demande aux fonctionnaires et magistrats de l'Ancien régime de demeurer en poste et de continuer à faire leur travail³⁰. Ebert s'entend, entre autres, avec le premier-quartier maître général, Wilhelm Gröner, représentant du Commandement suprême de l'armée de terre (OHL). Il promet de lui accorder d'importants pouvoirs en échange de son appui contre la gauche radicale. Ebert s'inquiète surtout des activités révolutionnaires de Spartakus, qui souhaite implanter en Allemagne un État calqué sur le modèle bolchevique³¹. Cette décision sera lourde de conséquences pour la jeune démocratie allemande.

Tandis que Matthias Erzberger (Zentrum) signe l'armistice avec les Alliés, le 11 novembre, les principaux membres de Spartakus sont réunis à l'Hôtel Excelsior afin d'officialiser leur groupe politique et de réfléchir à la suite des choses³². Bien qu'ils résistent toujours à l'envie de fonder un nouveau parti, ils s'unissent tout de même au sein d'un groupe sous le nom de la « Ligue spartakiste » (*Spartakusbund*). Aux côtés de Rosa Luxemburg, chef spirituelle incontestée, Karl Liebknecht, Franz Mehring, Leo Jogiches, Ernst Meyer, Hermann et Käthe Duncker, Wilhelm Pieck, Hugo Eberlein, August Thalheimer, Willi Budich, Paul Lange et Paul Levi sont nommés à son comité central³³. Luxemburg prend en charge l'élaboration du programme politique et dirige la rédaction de la *Rote Fahne*, avec Levi et Meyer³⁴. Liebknecht, beaucoup plus

³⁰ Sebastian Haffner, *Die deutsche Revolution 1918/19*, Berlin, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 2004 [1979], p. 118-119.

³¹ Dans son récent travail sur la Révolution allemande, Helga Grebing explique qu'il y avait bel et bien danger de voir naître un État sur le modèle bolchevique en Allemagne. Helga Grebing, « Einleitung », dans Helga Grebing, dir. *Die deutsche Revolution 1918/19*, Berlin, Vorwärts Buch, 2008, p. 8-12.

³² Les membres de Spartakus séjournent depuis le 9 novembre à l'Hôtel Excelsior, qui leur sert de quartier général. Heinz Knobloch, *Meine liebste Mathilde: die beste Freundin der Rosa Luxemburg*, Berlin, Morgenbuch Verlag, 1994, p. 153.

³³ Pieck, *Gesammelte Reden und Schriften...*, Bd. 1, p. 438.

³⁴ Pierre Broué mentionne que Karl Liebknecht, August Thalheimer, Paul Lange et Fritz Rück participent également à la rédaction de la *Rote Fahne*. Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 195.

volubile – et impulsif –, s’occupe quant à lui de la propagande et de l’agitation des masses sur le terrain³⁵.

À partir du 18 novembre, Luxemburg publie une série d’articles qui apportent d’importants éclaircissements sur la nature de la Ligue spartakiste. Dans son article « L’assemblée nationale », elle ne semble plus faire de distinction entre la guerre civile et la lutte des classes :

La guerre civile que l’on cherche avec un soin anxieux à bannir de la révolution ne se laissera pas faire. Car la guerre civile n’est autre chose que le synonyme de la lutte des classes, et l’idée que l’on puisse introduire le socialisme sans lutte des classes, par une décision parlementaire majoritaire, est une illusion petite-bourgeoise d’un ridicule achevé³⁶.

Le 14 décembre, Luxemburg et Levi³⁷ publient « Que veut Spartakus? », qui devient le programme officiel de la Ligue spartakiste³⁸. En gros, celui-ci est une série de revendications et de mesures qui, dans les grandes lignes, reprennent les 10 points énoncés le 10 novembre.

Pendant que se déroulent ces événements dramatiques à Berlin, à la fin 1918, Levi entreprend un travail de dénigrement du gouvernement social-démocrate. Ebert et Scheidemann seraient, selon lui, les « principaux ennemis de la révolution ». Le pacte Ebert-Gröner confirme que le remplacement de Guillaume II par les sociaux-démocrates ne change en rien les rapports de force dans la société allemande : « [L]a révolution n’est maintenant rien d’autre qu’une réélection à l’intérieur d’une association militaire, car en transférant le commandement du Kaiser au “gouvernement”, l’essence de la puissance

³⁵ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 492.

³⁶ Winkler, *Histoire de l’Allemagne...*, p. 326.

³⁷ Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist...*, p. 24.

³⁸ « Was will der Spartakusbund? », *Rote Fahne*, 14 décembre 1918. L’article est également publié dans Weber, *Die Gründung...*, p. 294-301.

militaire, le bouclier des intérêts capitalistes, demeure inchangé [...] »³⁹. Levi dénonce également la « terreur » du gouvernement socialiste provisoire⁴⁰. Ce dernier serait obsédé par l'« ordre et la sécurité » qui, selon Ebert, nécessitent l'écrasement de la Ligue spartakiste. Ce sont Ebert et Scheidemann qui sanctionnent la violence et la terreur à Berlin⁴¹. Levi conclut qu'on ne peut guère faire confiance à de tels « traîtres » : « Ce ne sera guère lorsque Guillaume de Hohenzollern ou lorsque Hindenburg ou Ludendorff [seront étendus au sol], mais bien lorsque Philipp Scheidemann sera étendu au sol (*am Boden liegt*) que la révolution aura accompli sa première grande victoire »⁴². Aussi : « Que peut faire le gouvernement des "Scheidemänner"⁴³ pour que le prolétariat allemand et le prolétariat mondial puissent vivre? Il ne peut faire qu'une seule chose : mourir! »⁴⁴. Dans ses articles, Levi exagère l'utilisation de la force par le gouvernement Ebert. Son vocabulaire tendancieux n'est pas sans rappeler celui utilisé par la Comintern lors de ses subséquentes purges contre les « opportunistes » à partir de l'été 1920⁴⁵.

Outre son activité de rédacteur, Levi participe également à l'agitation des masses en prononçant de nombreux discours publics. Son nom est régulièrement utilisé à la *Rote Fahne*, avec ceux de Luxemburg et Liebknecht, pour faire la promotion de rassemblements ou de manifestations. Dès le 18 novembre, le journal annonce que ceux-ci, qu'on qualifie bientôt des trois « grands LLL » du mouvement communiste allemand, tiendront des discours le 21 novembre au sujet

³⁹ Voir le texte de Levi « Wilhelm II », qui n'a jamais été publié. SAPMO-BArch-, Nachlass Paul Levi, NY 4126.7, p. 33.

⁴⁰ Paul Levi, « Eberts Hochverrat an der Revolution », *Rote Fahne*, 28 novembre 1918. Comme l'explique Jacob, après une semaine de révolution à Berlin, Spartakus fait l'objet d'une chasse aux sorcières. Ses membres les plus importants doivent constamment changer d'adresse afin de ne pas tomber aux mains des autorités militaires, ou pire, celles des corps francs.

⁴¹ Paul Levi, « Der neue Aufmarsch », *Rote Fahne*, 6 décembre 1918.

⁴² Paul Levi, « Hie Scheidemann – hie Proletariat », *Rote Fahne*, 23 novembre 1918.

⁴³ Ce terme, dérivé du nom de Scheidemann, est un jeu de mot voulant dire « diviseurs ».

⁴⁴ Paul Levi, « Und nun? Der Friede? », *Rote Fahne*, 19 novembre 1918.

⁴⁵ Nous faisons ici référence au vocabulaire qui apparaît dans la littérature bolchevique à l'été 1920, en même temps que sont promulguées les 21 conditions de la Comintern. Nous y reviendrons dans les chapitres 5 et 6 de cette thèse.

des « tâches du prolétariat dans la révolution »⁴⁶. Ce sont d'ailleurs les premières assemblées publiques organisées par la Ligue spartakiste. Le 1^{er} décembre, Levi prononce un discours dans la salle Germania sur la Chausseestrasse où il reçoit de longs applaudissements⁴⁷. Le 7 décembre, accompagné de Liebknecht, Lange et Pieck, Levi s'adresse à la foule, qui est nombreuse sur la Siegeallee, et explique qu'il est nécessaire de mettre fin au gouvernement Ebert qui est responsable de la contre-révolution⁴⁸.

La naissance du communisme allemand

Aux mois d'octobre et de novembre 1918, dans le cadre de sa campagne de dénigrement, Levi contribue en effet à diviser le mouvement ouvrier allemand. Tandis que lui et Luxemburg réclament une dictature du prolétariat, sur la base des conseils, une vaste majorité de la classe ouvrière se dit progressivement en faveur d'une république représentée par une assemblée constituante élue au suffrage universel. Entre le 16 et le 21 décembre 1918, dans le cadre du premier Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne, qui se tient à Berlin, les représentants des conseils votent eux-mêmes en faveur d'une assemblée constituante⁴⁹. Même Pierre Broué, historien marxiste qui regrette l'échec de la Révolution allemande, admet que ce vote reflète bien la volonté du peuple qui souhaitait une démocratie sur le modèle libéral occidental⁵⁰. Winkler écrit, quant à lui, que « dans leur grande majorité, les ouvriers allemands ne voulaient pas

⁴⁶ Voir l'article publié par Levi, Luxemburg et Liebknecht. « Aufgaben der Revolution », *Rote Fahne*, 18 novembre 1918. Dans la version non censurée et non publiée de ses mémoires, Wilhelm Pieck relate également les conférences données par Levi, le 21 novembre 1918. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.18, p. 47.

⁴⁷ « Versammlungen des Spartakusbundes », *Rote Fahne*, 2 décembre 1918.

⁴⁸ Voir la version non censurée et non publiée des mémoires de Wilhelm Pieck. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.18, p. 48.

⁴⁹ Le 19 décembre, le congrès vote, avec 344 voix contre 98, contre la fondation d'une république socialiste basée sur le système des conseils. Il approuve au contraire, avec 400 voix contre 50, la tenue d'élections législatives pour le 19 janvier 1919. Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 326.

⁵⁰ Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 193.

d'une dictature, même sous forme d'une "dictature du prolétariat" dont ils soupçonnaient qu'elle deviendrait rapidement une dictature imposée au prolétariat »⁵¹. Si la Ligue spartakiste jouit en effet de l'appui d'une partie considérable de la population, le 9 novembre, celui-ci s'est progressivement estompé au fur et à mesure qu'avait progressé la révolution, ce que Levi et la Ligue spartakiste refusent d'admettre. Ils accusent plutôt l'USPD, qui avait accepté de se ranger avec le SPD au congrès des conseils, d'avoir trahi la classe ouvrière.

Le 20 décembre, on peut lire « Suicide au Congrès des conseils » à la une de la *Rote Fahne*. Ebert aurait manipulé le vote en empêchant notamment Luxemburg et Liebknecht de participer au congrès⁵². Dans les jours qui suivent, la Ligue spartakiste décide donc de fonder son propre parti politique. Ce revirement si souvent décrit par les historiens ne peut se comprendre sans prendre en considération l'influence de Levi sur Luxemburg. D'abord, Levi souhaite déjà depuis longtemps la création d'un parti communiste en Allemagne semblable au Parti bolchevique russe⁵³. Lorsque Radek arrive à Berlin le 19 décembre 1918, son objectif est évidemment d'unifier la gauche révolutionnaire. Il tente de convaincre le groupe des Communistes internationaux d'Allemagne (IKD) – ce sont les Brêmois de Johannes Knief, les radicaux d'Hambourg de Paul Fröhlich, et le groupe de Julian Borchardt de Berlin, qui se sont unifiés le 23 novembre⁵⁴ – d'accepter l'union avec Spartakus en vue de fonder un nouveau parti⁵⁵. Levi est de nouveau le porte-parole de Radek à la Ligue spartakiste et c'est Levi qui

⁵¹ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 326-327.

⁵² « Selbstmord des Rätekongresses », *Rote Fahne*, 20 décembre 1918.

⁵³ En 1922, Levi explique qu'il n'a jamais regretté la création du KPD, car selon lui, le parti a incarné la volonté de la grande majorité des masses ouvrières en Allemagne jusqu'en 1921. Paul Levi, « Taktische Fragen », *Unser Weg*, 15 janvier 1922, p. 20-24. Dans son ouvrage sur la Révolution allemande, Broué écrit également qu'« avec le retour de Paul Levi, gagné en Suisse au bolchevisme et proche des militants de Brême, les perspectives de la fondation d'un parti révolutionnaire indépendant [à l'égard de la social-démocratie] se précisent ». Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 193-194.

⁵⁴ L'IKD se sépare toutefois de Borchardt en décembre 1918.

⁵⁵ Fayet, *Karl Radek...*, p. 264-266.

exerce une pression sur Luxemburg, qui est plutôt réticente à s'unir aux bolcheviques⁵⁶. Selon Jean-François Fayet, qui a pu consulter les archives personnelles de Radek, « *[i]t was Levi too who convinced her [Luxemburg] not to oppose Radek's participation in the founding of the KPD as the Bolshevik emissary* »⁵⁷.

Le congrès fondateur du Parti communiste allemand a fait l'objet d'une grande quantité d'études historiques. La version la plus complète du protocole, beaucoup plus complète que la version officielle publiée par le KPD en 1919, a d'ailleurs été retrouvée dans le fonds d'archives personnelles de Levi au début des années 1960⁵⁸. Le congrès, qui réunit 86 membres de la Ligue spartakiste venus d'un peu partout en Allemagne, en plus de 29 membres du groupe IKD, a lieu du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919⁵⁹. Lors de la première journée, Liebknecht fait valoir que la création d'un nouveau parti est devenue nécessaire⁶⁰. La Ligue spartakiste doit se séparer du SPD, mais surtout de l'USPD qui s'est avéré « révisionniste » et « opportuniste ». L'USPD a clairement montré qu'il était prêt à trahir la révolution lors du premier Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne en se positionnant en faveur d'une assemblée nationale et en rejetant la dictature du prolétariat. À la suite des pressions faites par Levi, Karl Radek peut s'adresser au congrès, au nom de la République soviétique russe et il salue la création du KPD. Il se réjouit aussi de l'éventuelle collaboration entre les bolcheviques et les communistes allemands⁶¹.

Le congrès fondateur du KPD, quoi qu'il en soit, est un tournant dans la carrière de Levi. Jusque-là, tel que montré précédemment, Levi s'était

⁵⁶ Löwenthal, « The Bolshevisation of the Spartacus League... ».

⁵⁷ Jean-François Fayet, « Paul Levi and the Turning Point of 1921 », dans *Bolshevism, Stalinism and the Comintern...*, p. 108.

⁵⁸ Weber, *Die Gründung der KPD...*

⁵⁹ *Ibid.*, p. 9.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 52-65.

⁶¹ *Ibid.*, p. 67-85.

systématiquement rangé du côté des minorités radicales, que ce soit à l'intérieur du SPD ou encore du groupe de Zimmerwald, en Suisse. Pour la première fois, à la fin décembre 1918, Levi fait figure d'élément modéré, surtout au sujet de la participation du KPD au parlement. Au tournant du siècle, Engels et Kautsky avaient jugé utile et théoriquement acceptable pour le SPD de participer aux institutions bourgeoises telles que le parlement et les syndicats⁶². Même si le socialisme avait comme objectif de réorganiser complètement la société, afin d'y installer le prolétariat au pouvoir, ils jugeaient utile, entre-temps, d'utiliser ces tribunes pour diffuser leur message révolutionnaire. Lénine en était d'ailleurs venu aux mêmes conclusions en 1917. Avant octobre, son parti avait en effet participé aux élections à la Douma. Lui et Radek encourageront d'ailleurs les membres du KPD à participer aux élections parlementaires en Allemagne tout au long de l'année 1919⁶³.

Lorsque Levi s'adresse aux membres du KPD au congrès fondateur, il s'exprime donc en des termes similaires, en faveur d'une participation au parlement et aux syndicats :

I am aware that it's no easy task to argue in favour of the elections to the National Assembly [...] All power should be based on a council-government as against a national assembly. We agree on this [...] It goes without saying, too, that the proletariat is deeply aware that it is only on the basis of the council-system that it can achieve a genuine grip on political power, a genuine seizure of power in both state and society. It goes without saying, and everyone agrees, that only the model of a council-constitution [offers] that marvellous unification in which will and deed go hand in hand, in which the proletariat is not just limited to casting votes through representatives in a parliament and leaving the whole executive power to a staff of specialists and officials, that this alone gives it the possibility of penetrating the whole state and economic structure with a socialist spirit [...] The National Assembly is conceived as a

⁶² Berman, *The Social Democratic Moment...*, p. 86-87.

⁶³ Lénine s'était même indigné devant l'intolérance de Levi au sujet du parlement. Voir la lettre de Lénine à Inès Armand, écrite en décembre 1916. Lenin, *Werke...*, Bd. 35, p. 245.

fortress that the counter-revolution is seeking to build, and in which it wants to withdraw with all its defences intact: with Ebert and Scheidemann, with all its generals, with Hindenburg and Gröner [...] Comrades, we are perfectly clear about all this [...] We know quite exactly that the path of the proletariat to victory can only pass over the corpse of the National Assembly [...] Party-comrades, despite this, we propose to you that the elections to the National Assembly should not be ignored [...] We propose to you that we enter these elections and fight them through with all the resolution and energy and readiness for struggle, I tell you, that you have shown in every struggle, for every position that the counter-revolution has up to now confronted you with⁶⁴.

L'intervention de Levi déclenche aussitôt un débat musclé au sein du congrès. Sa proposition est immédiatement qualifiée de « compromis opportuniste ». N'est-il pas vrai qu'à peine quelques jours auparavant, la participation à l'assemblée nationale était l'un des points qui avaient motivé la fondation du KPD? Pourquoi faudrait-il désormais se compromettre?⁶⁵

Cette volonté de travailler à l'intérieur des institutions politiques existantes peut surprendre, mais elle s'explique par le fait que Levi, malgré le tumulte des semaines précédentes, a récemment remarqué un ralentissement de l'élan révolutionnaire en Allemagne. Les propos de Luxemburg lors du débat aident à comprendre un tel postulat :

Vous [membres présents au congrès fondateur] n'avez rien d'autre derrière vous que la misérable demi-révolution du 9 novembre [...] [C]e que je vois jusqu'à maintenant en Allemagne est surtout l'immaturation des masses. Notre prochaine tâche est l'éducation des masses [...] Cela nous souhaitons l'accomplir à travers le parlement⁶⁶.

⁶⁴ Fernbach, *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 35-42; L'original, en allemand, se trouve dans Weber, *Die Gründung der KPD...*, p. 88-90.

⁶⁵ Weber, *Die Gründung der KPD...*, p. 99.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 101.

Pour vaincre la bourgeoisie, le mouvement communiste nécessitera encore plusieurs mois, voire des années, lors desquelles il serait irresponsable de se priver de la tribune parlementaire. Il s'agit d'y entrer pour mieux le détruire. En fin de compte, les membres de la Centrale de la Ligue spartakiste doivent se soumettre à la volonté de la majorité du KPD qui refuse, par un vote de 62 voix contre 23, de participer au parlement⁶⁷. Pour la première fois de sa vie, et même s'il a été à l'origine de la création du parti, Levi se retrouve du côté de la minorité modérée.

« *Bain de sang à la Noske à Berlin* »⁶⁸

Entre le 9 novembre et la fondation du KPD, à la fin de décembre 1918, le gouvernement provisoire d'Ebert fait tout en son possible pour maintenir l'unité du Reich qui est alors sérieusement menacée en tant qu'unité politique⁶⁹. Laisser la voie libre aux militants spartakistes pour mener leur travail révolutionnaire aurait très facilement pu mener à la guerre civile. Cela dit, Ebert porte tout de même une part de la responsabilité pour la violence gratuite dont font preuve les forces de l'ordre. Le 6 décembre 1918, sous les ordres d'Otto Wels, membre du SPD exerçant les fonctions de commandant de la ville de Berlin, les autorités policières abattent une dizaine de manifestants de la Ligue des soldats rouges, une faction militaire à caractère révolutionnaire⁷⁰. Des marins indignés réagissent en prenant Wels en otage, le 23 décembre, dans le château des écuries royales⁷¹. Lorsqu'Ebert apprend la nouvelle dans la nuit de Noël, il contacte Groener et lui donne des pouvoirs d'action élargis en échange d'une intervention militaire

⁶⁷ *Ibid.*, p. 135.

⁶⁸ Il s'agit d'une partie du titre d'une brochure publiée par Levi au sujet de la terreur orchestrée par le SPD lors des premières semaines de janvier 1919. Levi (sous le pseudonyme de Cains), *Generalstreik und Noske-Blutbad in Berlin*, Berlin, Verlag « Rote Fahne », 1919.

⁶⁹ Möller, *La République de Weimar...*, p. 41-43.

⁷⁰ Broué, *Révolution en Allemagne...*, p. 208.

⁷¹ Möller, *La République de Weimar...*, p. 59-62.

musclée en faveur du gouvernement⁷². Groener accepte et envoie le commando du lieutenant général Arnold Lequis, qui attaque à coups d'artillerie lourde et à la mitrailleuse le château occupé par les marins, mettant la vie de Wels lui-même en danger⁷³. Les affrontements se soldent néanmoins par une défaite du gouvernement qui se voit obligé de négocier avec les marins pour obtenir la libération de Wels. Sur le plan politique, ces événements ont de graves conséquences puisque la brutalité gratuite du commando Lequis pousse les principaux leaders de l'USPD – Hugo Haase, Wilhelm Dittmann et Emil Barth – à abandonner leurs postes au sein du Conseil des représentants du peuple, ce qui fait que le SPD se retrouve seul au gouvernement⁷⁴. C'est à ce moment que Gustave Noske, membre du SPD, fait son entrée au gouvernement en tant que délégué aux affaires militaires⁷⁵.

Aussitôt en poste, Noske a la ferme intention de mettre fin à la révolte qui, lors des premiers jours de janvier 1919, gagne les rues de Berlin⁷⁶. Entre les 4 et 15 janvier, les combats de rue atteignent un niveau de violence inégalé, dans ce qui sera connu comme le « soulèvement spartakiste ». Si Spartakus tente de se hisser à la tête de l'insurrection, la révolte est davantage spontanée, dirigée contre les abus de l'armée. Le KPD saisit néanmoins l'opportunité pour tenter de s'emparer du pouvoir en prononçant de nombreux discours agitateurs et en publiant des slogans propagandistes. Le 4 janvier 1919, lorsque des manifestants armés s'emparent des imprimeries du *Vorwärts* et d'autres journaux, le KPD réclame le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann⁷⁷. Il s'agit d'une

⁷² Heinrich August Winkler, *Weimar 1918-1933 : die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, München, Verlag C.H. Beck, 2005 [1993], p. 54.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Voir les nombreux articles de journaux sur le sujet. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 65.

⁷⁵ Winkler, *Weimar 1918-1933...*, p. 55.

⁷⁶ Selon Ursula Büttner, spécialiste de la république de Weimar, ces jours marquent le début de la seconde phase de la révolution qui est d'une violence accrue. Ursula Büttner, *Weimar : die überforderte Republik 1918-1933*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2008, p. 54-55.

⁷⁷ Voir les premières pages de la *Rote Fahne*, 6 janvier 1919.

véritable tentative de putsch et l'Allemagne, pendant plusieurs jours, est au bord de la guerre civile.

La répression de Noske, appuyée par Ebert, est cependant tout à fait démesurée. Il ordonne à l'armée, maintenant accompagnée de corps francs, de rétablir l'ordre par tous les moyens disponibles. Les troupes répriment violemment les insurgés à partir du 5 janvier. Il s'agit en effet d'une véritable campagne de terreur contre la gauche qui se solde par de nombreuses arrestations et la mort d'une centaine d'insurgés. Noske ordonne également à divers corps francs de marcher sur Berlin. Le 11 janvier, alors que la révolte est complètement anéantie, les troupes du général Walther von Lüttwitz continuent à semer la terreur en exécutant de nombreux émeutiers⁷⁸. Le « soulèvement spartakiste » connaît enfin son dénouement tragique, porteur de conséquences extrêmement lourdes pour le KPD : le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés par les troupes de Noske.

Pendant ce temps, Levi doit fuir puisqu'une « chasse aux sorcières » est organisée par les autorités. Il doit constamment se déplacer d'un hôtel à un autre avant d'être finalement arrêté dans l'appartement de Mathilde Jacob, le 13 janvier. Levi répétera à plusieurs reprises que son arrestation par les autorités berlinoises lui ont sauvé la vie⁷⁹ puisque certains corps francs n'avaient comme seul objectif que d'abattre les leaders spartakistes.

Pendant son incarcération, Levi écrit à sa sœur afin de la rassurer : « Ma chérie, mon domicile a changé, comme vous [famille de Jenny] l'avez sans doute appris entre temps. Cela en soi n'est pas si mal. Cela appartient et est nécessaire à

⁷⁸ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 329-330.

⁷⁹ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 498.

la révolution [...] »⁸⁰. Au sujet de la mort de Luxemburg, Levi se limite à écrire, dans une lettre à son père, que « ce qui nous a secoués le plus, et ce qui est réellement impossible à compenser, c'est la perte de Rosa »⁸¹. Levi retient toutefois ses émotions. En 1929, dix ans plus tard, il abordera à nouveau le jour de la mort de Luxemburg, révélant cette fois l'ampleur de sa douleur :

Par une journée nuageuse de janvier, je fus arrêté par quelques personnes en uniforme – qu'on nomme les « porteurs de l'ordre » (*Ordnungsträger*) – qui m'ont tout d'abord emmené à l'immeuble du Reichstag et ensuite à la prison de détention préventive de Moabit. Là, j'ai attendu quelques jours, lors desquels je demandais constamment à ravoir ma montre. On devait me la redonner. Un soir, il faisait noir et affreusement froid dans la cellule, vint un inspecteur pour s'entretenir avec moi [...] J'étais en toute sécurité, car dans la prison de détention préventive de Moabit, c'était sécuritaire. Je ne comprenais guère ce qu'il voulait insinuer : à l'extérieur un garde de l'ordre en uniforme avec une arme à feu marchait de long en large l'aile de la prison [...] Le lendemain matin, vers onze heures, on m'emmena au bureau, où je devais récupérer ma montre. De l'autre côté des barreaux, il y avait des journaux : il y était écrit en grosses lettres : « Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été tués par la foule ». Voilà la forme avec laquelle les bandits ont rendu public les plus récents événements, voilà comment j'ai appris la nouvelle. Deux minutes peuvent parfois sembler durer toute une vie : ces deux minutes, après la lecture de ces lignes, ont été de telles minutes⁸².

Levi est finalement relâché le 24 janvier 1919 après un peu plus d'une semaine de détention⁸³. Il doit alors fuir Berlin où le KPD est désormais illégal et où il risque d'être capturé par des militants associés aux corps francs. C'est le début d'une période particulièrement pénible pour lui, tant sur le plan politique que personnel.

⁸⁰ Voir la lettre de Levi à sa sœur Jenny, le 20 janvier 1919. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung I.

⁸¹ Voir la lettre de Levi à son père le 20 janvier 1919. *Ibid.*

⁸² Paul Levi, « Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zum Gedächtnis », *Der Klassenkampf: sozialistische Politik und Wirtschaft*, 15 janvier 1929.

⁸³ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 498.

Conclusion

L'historiographie a longtemps dépeint Levi comme un « luxemburgiste », principalement parce qu'il s'est opposé à la Comintern en 1921. Il est vrai que, dès la fondation du KPD, Luxemburg et Levi sont surpris du radicalisme de ses membres qui, dès le début 1919, se croient capables de porter à eux seuls une dictature du prolétariat au pouvoir en Allemagne. Cette perspective effraie Levi, car il considère que la contre-révolution est pour l'instant beaucoup plus forte que le mouvement ouvrier révolutionnaire⁸⁴. Vouloir s'isoler dans un discours radical, pour l'instant, ne peut que nuire davantage à la cause communiste. À l'instar de Luxemburg, mais également de Lénine, comme nous le verrons au prochain chapitre, Levi estime plutôt nécessaire de participer aux élections – là où il est possible de le faire en Allemagne, car après le « soulèvement spartakiste », le KPD est illégal dans la majorité des Lands – et de faire partie des syndicats. Pour la première fois, il incarne la modération et le réalisme au sein d'un mouvement politique.

Cela dit, ce chapitre a montré que Levi est celui qui a assuré le lien entre Spartakus et Lénine lors de la phase initiale de la Révolution allemande. Il a notamment permis aux bolcheviques d'infiltrer le mouvement ouvrier allemand en y fondant un parti à leur image. Son influence sur Luxemburg à ce sujet est d'ailleurs très évidente. C'est également Levi qui tisse des liens avec les radicaux de Brême et d'Hambourg. Enfin, à son arrivée à Berlin le 19 décembre, Radek se tourne vers Levi pour assister au congrès fondateur en tant que représentant de la Russie soviétique. La « bolchevisation » d'une partie du mouvement ouvrier allemand, dès 1918, s'effectue en grande partie par l'entremise de Levi.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 493.

Pour terminer, il faut souligner le rôle de Levi dans la division du mouvement ouvrier allemand. Entre le 9 novembre et la fondation du KPD à la toute fin de décembre 1918, il mène une campagne vicieuse contre Ebert et Scheidemann, supposément au nom des masses ouvrières. Pourtant, tout indique qu'une majorité de la population appuie le SPD et se méfie plutôt du programme radical de Spartakus qui, à l'image des bolcheviques, voulait imposer la dictature du prolétariat en Allemagne. La lecture du programme de Spartakus laisse même voir, comme le craignait Kautsky, qu'il s'agissait plutôt d'une « dictature d'une partie du prolétariat », qui aurait catégoriquement exclu du pouvoir les sociaux-démocrates et les autres « traîtres à la révolution ».

Chapitre 4

Seul au KPD

Après les meurtres de Luxemburg et Liebknecht en janvier 1919, Léo Jogisches est à son tour assassiné par les troupes de Noske, le 10 mars. Âgé de seulement 36 ans, Levi est le seul à jouir d'une réputation assez forte pour rassembler le mouvement à la grandeur du Reich. Il se voit donc confié la direction du KPD¹. Le parti se retrouve toutefois dans une situation difficile. D'abord, alors que le mouvement ouvrier se polarise, les communistes eux-mêmes ne s'entendent guère sur la direction de leur programme politique. D'un côté, la Centrale, dirigée par Levi, plaide en faveur d'une participation au parlement et aux syndicats. Cette stratégie découle d'une interprétation plus réaliste des événements qui ont suivi le 9 novembre 1918 et qui avaient clairement montré que l'Allemagne n'était pas prête pour une révolution ouvrière calquée sur le modèle bolchevique. Le premier Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne, réuni à Berlin entre les 16 et 20 décembre, avait clairement indiqué que les masses ne voulaient guère d'une dictature du prolétariat fondée sur les conseils. En contrepartie, la majorité au KPD menée par les radicaux de Brême et d'Hambourg considère une telle stratégie comme défaitiste et opportuniste, à l'instar de celle mise de l'avant par l'USPD. Il est en effet paradoxal que ces éléments radicaux que Levi avait contribué à rallier à Spartakus deviennent immédiatement ses adversaires à l'intérieur du parti.

Malgré le fait que Levi jouisse de l'appui de Moscou – tant de celle de Radek que de Lénine –, sa position à l'intérieur de son propre parti devient de plus en plus précaire en 1919. Pour sécuriser sa position, il exclut plusieurs

¹ Selon David Fernbach, deux autres candidats auraient été prêts à devenir chef du KPD en mars 1919, soit Eugène Léviné et Ernst Meyer. David Fernbach, « Introduction », dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 8.

membres de l'opposition radicale qu'il qualifie d'« anarcho-syndicaliste » au moyen de diverses manœuvres bureaucratiques. Contrairement à l'image qu'on a dépeinte de lui dans l'historiographie, Levi s'avère être un chef brutal, aux méthodes de gouvernance qui s'apparentent à celles de Lénine et basées sur le principe de la « plus stricte centralisation ». Or, même après cette épuration en règle du parti, Levi ne parvient guère à imposer son leadership. Les événements entourant le putsch de Kapp-Lüttwitz, en mars 1920, sont un bon exemple. Levi s'en sort dépourvu de tout allié et même les membres de la Centrale le délaissent. Seule Clara Zetkin semble se ranger derrière Levi, car elle entretient justement des liens très étroits avec Moscou.

La lutte contre l'« anarcho-syndicalisme »²

Lors des mois suivant le soulèvement spartakiste, Noske déploie ses troupes à la grandeur du Reich. La chasse aux communistes est ouverte et donne lieu à de nombreux affrontements autant à Berlin que dans la Ruhr et en Bavière. Ebert parvient même à rendre le KPD illégal pour quelques mois. Tandis que la Centrale s'établit temporairement à Leipzig³, Levi se réfugie à Francfort où il est protégé par ses nombreux sympathisants, tout particulièrement ceux du district municipal de Hanau. Cet exil lui permet d'œuvrer à la rédaction du journal *Die*

² En allemand, le terme utilisé est « *Syndikalismus* », que nous avons choisi de traduire par « anarcho-syndicalisme », étant donné la signification que Levi lui attribue, et aussi à cause du sens différent du mot « syndicalisme » en français. Levi estime que contrairement aux communistes, les anarcho-syndicalistes ne comprennent la lutte des classes qu'en des termes économiques, notamment en mettant l'accent sur la grève ouvrière. Au contraire, Levi estime que les communistes souhaitent organiser la classe ouvrière dans son ensemble afin de lui permettre d'accéder au pouvoir politique et de restructurer la société. *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 19.

³ Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 502.

*Freiheit*⁴. En cavale, Levi est arrêté et détenu à deux reprises en mars 1919, mais est rapidement relâché, faute de preuves⁵.

Comme cela deviendra son habitude en temps de crise, Levi envoie une lettre à Lénine à la fin mars 1919 pour lui faire part des difficultés auxquelles son parti doit faire face. En dépit de toutes les difficultés opérationnelles, ce sont surtout des questions de politique et d'image qui le préoccupent. Levi demande d'abord à Lénine d'intervenir le plus rapidement possible au sujet de l'USPD qui, en ces temps difficiles, tente de se présenter comme l'« intermédiaire » entre les ouvriers allemands et l'État soviétique. Selon Levi, le fait que Kautsky se soit dernièrement rendu en Russie donne une certaine crédibilité à ce dernier et nuit au KPD :

Il ne fait pas de doute que cette crapule [Kautsky] tentera désormais de jouer le rôle d'« intermédiaire » [...] Sur le plan de la politique interne, il serait donc d'un grand intérêt pour nous si vous pouviez vous occuper de Kautsky d'une manière à ce qu'aucune ambiguïté ne puisse persister quant à votre position sur le sujet⁶.

Levi est bien conscient de la nécessité pour la Russie soviétique d'obtenir de l'argent des gouvernements occidentaux, ce sur quoi nous reviendrons au prochain chapitre, et que de s'afficher solidaire du KPD pourrait nuire à une telle entreprise. Si Moscou a besoin d'un partenaire en Allemagne, il serait, selon Levi, préférable d'en choisir un au sein des partis bourgeois et non l'USPD qui est le principal rival du KPD auprès des masses.

Dans sa lettre à Lénine, Levi dénonce également la politique trop offensive de la fraction « anarcho-sindicaliste » à l'intérieur du KPD qui cherche

⁴ Pieck, *Gesammelte Reden und Schriften...*, Bd. 2, p. 16.

⁵ Voir deux lettres de Levi à sa sœur Jenny, du 3 mars 1919 et du 26 mai 1919. AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung I.

⁶ Lettre de Levi à Lénine du 27 mars 1919. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, 6e chemise.

sans relâche à déclencher des grèves partielles en Allemagne. Celles-ci sont, selon lui, néfastes, étant donné l'impossibilité de les coordonner. Elles sont donc facilement décimées par Noske et ne mènent qu'à des pertes inutiles. Selon Levi, la situation est claire : l'agitation désordonnée provoquée par l'aile anarcho-syndicaliste fait fuir les masses vers les autres partis ouvriers⁷. Encore une fois, il aimerait voir intervenir Lénine sur ce sujet.

Une conférence illégale organisée en août 1919 permet ensuite de comprendre l'ampleur du conflit interne au KPD. Levi y explique d'abord que « [l]a révolution, selon les apparences, est arrivée à un point mort, si bien qu'on peut parler de son dépérissement [...] Nous avons atteint un stade très précaire de la révolution et devons désormais nous organiser sans l'appui des masses »⁸. L'opposition s'indigne immédiatement devant une telle interprétation de la situation révolutionnaire. Selon Otto Rühle⁹, la situation est bel et bien révolutionnaire; c'est plutôt l'attentisme de la Centrale du KPD qui est le véritable problème au sein du mouvement ouvrier allemand¹⁰. Plusieurs autres membres appuient Rühle en prenant position contre la participation au parlement et aux syndicats, qui seraient devenus depuis novembre 1918 les « niches de l'opportunisme »¹¹. L'hostilité envers Levi est clairement perceptible lorsque les camarades Fritz Wolfheim et Heinrich Laufenberg d'Hambourg l'accusent de corruption et demandent la mise sur pied d'un deuxième comité pour gouverner le parti¹². Il faut noter que depuis sa fondation, le KPD est dirigé uniquement par sa Centrale, une agence formée d'une poignée de membres siégeant à Berlin – ou

⁷ *Ibid.*

⁸ Protocole de la conférence illégale du KPD du 16 août 1919, à Francfort. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.19, p. 39.

⁹ Rühle était un ancien membre de la Ligue spartakiste et également député au Reichstag entre 1912 et 1918. Ses opinions radicales en faisaient l'un des principaux ennemis de Levi au KPD. Il en sera d'ailleurs exclu à Heidelberg, en octobre 1919.

¹⁰ Protocole de la conférence illégale du KPD du 16 août 1919, à Francfort. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.19, p. 40.

¹¹ *Ibid.*, p. 43.

¹² *Ibid.*, p. 40-41 et 44.

ailleurs en exil – sans liens directs avec les membres des districts locaux. L'opposition souhaite la formation d'un deuxième comité plus étendu dont les membres seraient élus par les représentants des districts régionaux. Lorsque Levi refuse de donner cours à une telle requête, l'opposition réclame sa démission du poste de président de la Centrale¹³. Alors que les esprits s'échauffent, la conférence doit être ajournée sans que les membres aient pu voter sur quelque motion que ce soit.

En dépit du plaidoyer de Levi en faveur de la participation au parlement et aux syndicats, appuyé à tout le moins par Clara Zetkin, une circulaire envoyée aux districts du parti par la Centrale, au lendemain de la conférence, indique que la situation de Levi en tant que chef est déjà très précaire. La circulaire indique d'abord que « dans la période actuelle de la révolution, les membres du KPD ne participeront ni au parlement bourgeois [...], qui est reconnu par un gouvernement bourgeois et capitaliste, ni aux élections »¹⁴. On y rejette de la même manière la participation aux syndicats, qui est qualifiée d'« outil entre les mains de la contre-révolution »¹⁵. La circulaire indique finalement que le prochain congrès, malgré les menaces de Levi et de Zetkin qui souhaitent l'empêcher¹⁶, procéderait à la création d'un deuxième comité au sein du parti¹⁷.

À l'automne 1919, Levi continue à perdre des plumes en tant que chef du KPD. Il se retrouve non seulement dans l'opposition lors des conférences, mais il semble que même la Centrale commence à bouder sa stratégie. Le 13 septembre 1919, celle-ci publie un article contre la participation des membres du KPD aux

¹³ *Ibid.*, p. 42.

¹⁴ Circulaire de la Centrale du KPD à ses districts après la conférence de Francfort, les 16 et 17 août 1919. Aucune date ne figure sur le document. SAPMO-BArch, RY 1/I 1/2.3, p. 1.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Protocole de la conférence illégale du KPD le 16 août 1919 à Francfort. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.19, p. 40-41.

¹⁷ Cela se concrétisera lors du prochain congrès du KPD, à la fin 1919. Voir *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 27.

syndicats qui seraient contre-révolutionnaires¹⁸. À ce moment, il semble que seule Moscou ait encore intérêt à ce que Levi conserve son poste de président du KPD. Durant l'ère Noske, Radek avait été incarcéré à Berlin, ce qui ne l'empêche pas de travailler de concert avec Levi qui lui rend visite régulièrement en prison, son « salon politique »¹⁹. Radek explique également dans un article que les camarades d'Hambourg ont tort de s'opposer à la participation aux institutions politiques de Weimar. Au nom de Lénine, il explique que le KPD n'a pas d'autre avenue que l'utilisation du parlement au moment où l'élan révolutionnaire connaît un ralentissement en Allemagne. Il rappelle que les bolcheviques ont agi de la sorte au début de la révolution en Russie et que cela n'indiquait en rien qu'ils y voyaient une instance révolutionnaire²⁰.

Les expulsions à Heidelberg

L'appui de Moscou donne sans doute la confiance nécessaire à Levi pour procéder à une première épuration à l'intérieur du KPD. En prévision du second congrès du parti, qui se tient à Heidelberg du 20 au 24 octobre 1919, il prépare une série d'énoncés sur les principes et tactiques du communisme (*Leitsätze über kommunistische Grundsätze und Taktik*), lesquels représentent en réalité le nouveau programme du KPD. Avant ce congrès, personne n'est informé de l'existence de ces énoncés, sauf certains membres de la Centrale, dont Clara Zetkin. La surprise est donc totale lorsque Levi en fait l'annonce le premier jour du congrès.

¹⁸ Voir la déclaration en ce sens de la Centrale du KPD. « Zur Gewerkschaftsfrage : Die Stellung der Zentrale der KPD », *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, 13 septembre 1919, p. 6-7. Article trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung.

¹⁹ Radek, « Autobiographie... », p. 338. L'historien George Haupt écrit que Levi fréquentait régulièrement Radek qui, pendant la majeure partie de l'année 1919, était emprisonné à Moabit. *Des Bolchéviks par eux-mêmes...*, p. 341.

²⁰ Karl Radek, « Parlamentarismus in der Weltrevolution », *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, 13 septembre 1919. Article trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferung.

Les *Leitsätze* ne laissent planer aucun doute quant aux intentions de Levi en vue de purger le parti de son aile « anarcho-syndicaliste ». Les points trois et quatre stipulent que tous les membres du KPD sont dorénavant tenus de participer sans réserve aux instances politiques existantes en Allemagne. Certes, les conseils demeurent les « porteurs » (*Träger*) de la révolution, mais les membres du KPD ont la responsabilité de participer aux élections à l'assemblée constituante afin d'être élus au Reichstag. Ils doivent également participer aux syndicats. Le septième principe vise, quant à lui, à endiguer l'aile « anarcho-syndicaliste » en mettant l'accent sur la nécessité d'unir le parti « selon la plus stricte centralisation. [Car] [e]n temps pareil, le fédéralisme [...] paralyse le parti »²¹. Le dernier *Leitsatz* contraint finalement les membres à accepter sur le champ le nouveau programme. « [Ceux] qui n'en partagent pas les opinions, tant sur le fond que sur l'organisation [...] et qui ont agi contre elles ou qui agissent contre elles seront [immédiatement] exclus [du parti] »²².

Avant de passer à la discussion, Levi cible immédiatement ses adversaires : « Le parti a contracté une grave maladie, que j'aimerais décrire en un mot : l'“anarcho-syndicalisme”. Et j'aimerais aller plus loin. Cette maladie syndicaliste, notre parti ne l'a pas contractée de l'extérieur, mais bien de l'intérieur, et sa source se trouve à Hambourg »²³. Il poursuit en expliquant que contrairement aux communistes, les anarcho-syndicalistes ne conçoivent la lutte des classes qu'en termes économiques. Seule la grève ouvrière leur importe. Selon eux, même une grève isolée peut nuire à l'économie de l'industrie allemande et doter ainsi le mouvement ouvrier d'un rapport de force considérable. Levi estime au contraire que les communistes souhaitent organiser la classe ouvrière dans son ensemble pour lui permettre d'accéder au pouvoir politique et de restructurer la société :

²¹ *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 1-5.

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*, p. 17.

[C]ar nous, communistes, voyons dans la révolution la lutte politique globale du prolétariat, laquelle peut seulement atteindre son objectif au moyen du rassemblement de l'ensemble des forces ouvrières. Nous cherchons à accomplir ce rassemblement grâce à la plus stricte centralisation du parti communiste [...] Nous, communistes, sommes centralistes, tandis que les [anarcho-]syndicalistes sont fédéralistes²⁴.

Dans ce discours, Levi affiche une conception très léniniste du parti qui met l'accent sur la centralisation et la nécessité d'un comité central fort²⁵.

Lors de la discussion subséquente, les membres d'Hambourg sont évidemment les premiers à contester le nouveau programme du parti. Selon Laufenberg, si la Centrale déclare souhaiter l'unification des forces révolutionnaires pour mener la lutte des classes, les *Leitsätze* opèrent exactement de manière contraire²⁶. Les représentants de Berlin et de Braunschweig se révoltent aussi contre la nature dictatoriale du nouveau programme. Il est, selon eux, insensé d'opérer des expulsions forcées²⁷. Ils accusent même Levi d'imposer une dictature du parti, comme en Russie²⁸. Malgré la contestation, la Centrale va tout de même de l'avant et passe au vote sur les *Leitsätze*. L'intimidation fait en effet partie de la stratégie de Levi puisque, pour identifier et expulser les indésirables, on doit procéder à un vote à main levée. En dépit des protestations répétées du groupe d'Hambourg, une faible majorité adopte le nouveau programme du parti par un vote de 31 voix contre 18²⁹. Le lendemain, plusieurs

²⁴ *Ibid.*, p. 19.

²⁵ Dès 1904, Luxemburg avait vivement critiqué la conception du parti de Lénine. Elle lui reprochait surtout d'accorder des pouvoirs trop étendus au Comité central, ce qui avait comme résultat de paralyser la créativité des masses, véritable force motrice du mouvement socialiste. En 1911, Luxemburg était revenue à la charge contre lui, en le critiquant cette fois d'avoir exclu une minorité à l'intérieur de son parti « sans faire usage d'un processus de discussion préalable ». On pourrait appliquer cette critique à l'action de Levi à Heidelberg. Voir Luban, *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept...*, p. 30.

²⁶ *Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 33.

²⁷ *Ibid.*, p. 35.

²⁸ *Ibid.*, p. 39.

²⁹ *Ibid.*, p. 42.

membres nouvellement expulsés retournent au congrès pour protester contre les plus récents événements. L'accès à la salle leur est cependant refusé puisqu'ils ne font plus partie du parti. En une seule journée, les représentants des districts Nord, Nord-Ouest, Basse-Saxe, de la grande région de Berlin et de Dresde ont été expulsés du parti. À l'échelle nationale, ce groupe représente presque la moitié des quelque 100 000 membres du KPD³⁰.

Les historiens s'étant penchés sur Levi s'expliquent difficilement son action au congrès d'Heidelberg. Selon Charlotte Beradt, qui le perçoit comme un « socialiste démocrate », cette méthode antidémocratique était nécessaire pour ramener le KPD sur la voie de la raison et du bon sens³¹. Levi aurait, selon elle, procédé à ces expulsions en vue d'une éventuelle unification avec l'USPD dont les membres n'auraient pas accepté une union avec un parti miné par l'anarcho-syndicalisme. Levi était pourtant à l'époque beaucoup plus près des bolcheviques que de l'USPD, ce qui soulève un doute sur cette interprétation. Sibylle Quack convient, quant à elle, d'emblée que le comportement de Levi à Heidelberg était antidémocratique, mais elle n'ose pas faire le lien avec la conception centraliste du parti de Lénine³². Notre thèse vise justement à montrer que Levi dirige le parti selon une conception léniniste axée sur un comité exécutif fort et un centralisme contraignant. Qui plus est, si Lénine, selon son principe du « centralisme démocratique », mettait l'accent sur la « liberté dans la discussion et l'unité dans l'action », Levi va même plus loin que lui lors du congrès d'Heidelberg. En effet, ceux qui s'opposent aux *Leitsätze* n'ont même pas l'occasion de demeurer au sein

³⁰ Ursula Büttner, qui évalue à un peu plus de 107 000 le nombre de membres du KPD avant le congrès d'Heidelberg, estime qu'environ la moitié en ont été exclus après le congrès. Büttner, *Weimar...*, p. 77.

³¹ Beradt, *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist...*, p. 33.

³² Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 165; Il importe également de mentionner l'article des jeunes historiens allemands Marcel Bois et Florian Wilde qui conclut qu'Heidelberg est un exemple de congrès où le KPD s'est comporté d'une manière antidémocratique. Marcel Bois et Florian Wilde, « « Model für den künftigen Umgang mit innerparteilicher Diskussion »? Der Heidelberger Parteitag der KPD 1919 », *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 6, 2 (2007), p. 33-46.

du parti. Lors des premières semaines de 1920, Levi continuera à pourchasser les derniers dissidents à l'intérieur du KPD, y compris ceux qui, tout en se prononçant contre les *Leitsätze*, s'assurent de les respecter³³. Car « [l]e parti ne peut plus faire office d'un simple club de discussion. Son travail ne peut être efficace que lorsque le parti s'appuie sur une façon de voir intégrée, que lorsqu'il se prononce d'une voix unique, et que lorsqu'il entreprend des initiatives (*Aktionen*) résolues et synchronisées »³⁴.

Le débat entourant la « stalinisation » du KPD

L'analyse des *Leitsätze* et du congrès d'Heidelberg s'inscrit dans un débat historiographique très important sur l'histoire du communisme allemand, sur lequel il est nécessaire de nous positionner. En 1969, l'éminent spécialiste du KPD, Hermann Weber, publie un ouvrage majeur, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus : die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik* (*La transformation du communisme allemand : la stalinisation du KPD durant la république de Weimar*), dans lequel il explique que le KPD, avant l'arrivée de Staline au pouvoir en URSS – qu'il situe à l'année 1924 –, était demeuré un parti révolutionnaire à caractère démocratique. Loin du centralisme russe, le KPD s'inscrivait dans la tradition de Rosa Luxemburg et de la sociale-démocratie occidentale. La stalinisation du KPD fait donc référence à la transformation du parti en une organisation disciplinée et menée par une autorité monolithique hautement centralisée : « Le pluralisme, l'indépendance d'esprit, la discussion et

³³ C'est le cas du district de Brême, par exemple. Voir *Bericht über den 3. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 17.

³⁴ Communiqué de la Centrale aux districts locaux du KPD, le 12 février 1920. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 178.

l'autonomie sont alors remplacés par la subordination, la foi, la discipline et la domination du commandement (*Kommandoherrschaft*) »³⁵.

D'autres historiens, en partie d'accord avec Weber, situent, quant à eux, le processus de « stalinisation », ou plutôt de « bolchevisation » du KPD, à la période précédant l'arrivée de Staline au pouvoir. Pour Richard Löwenthal, par exemple, Levi, en tant que dernier « luxemburgiste », aurait incarné le dernier espoir de voir s'implanter un communisme à caractère démocratique en Allemagne³⁶. Pierre Broué et Jean-François Fayet considèrent également l'expulsion de Levi du KPD, en avril 1921, comme le début d'une mise au pas du parti, où Moscou inculque progressivement une culture d'obéissance aveugle³⁷.

L'idée que Levi ait été le dernier garant d'un communisme démocratique en Allemagne ne fait toutefois pas l'unanimité, tout comme l'idée que le KPD ait été « stalinisé ». En 1996, l'historien allemand Klaus-Michael Mallmann publie un important ouvrage, à l'antithèse de celui de Weber. Selon Mallmann, le communisme allemand se serait en quelque sorte lui-même discipliné; il se serait lui-même « stalinisé », et cela, bien avant l'intervention de Moscou. Levi serait d'ailleurs un personnage clé dans ce processus :

Et c'était précisément Paul Levi, celui qu'on a présenté comme l'héritier politique de Rosa Luxemburg qui a sonné la charge (*der dabei als Schrittmacher fungierte*). Le constat [d'Heinrich-August Winkler] selon lequel il a mené une « lutte

³⁵ Cette thèse est résumée dans Hermann Weber, « Aufstieg und Niedergang des deutschen Kommunismus », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 40 (1991), p. 25-39; Elle est exposée en longueur dans Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus...*

³⁶ Richard Löwenthal, « The Bolshevisation of the Spartakus League... ».

³⁷ Fayet, « Paul Levi and the Turning Point of 1921... »; Broué, « Une conception allemande du communisme ... »; Il est également intéressant de noter que certains historiens de gauche, tel Klaus Kinner, avancent l'idée que le KPD est demeuré démocratique jusqu'en 1928, soit au moment où Ernst Thälmann, généralement perçu comme une marionnette de Staline, parvient à épurer le parti de ses derniers « éléments de droite ». Klaus Kinner, « Zwischen Orthodoxie und demokratischen Sozialismus. Clara Zetkin in der Weimarer Republik », dans *Diskurs Streitschriften zu Geschichte und Politik des Sozialismus*, « Ich kann nicht gegen meine Überzeugung handeln » Clara Zetkin zum 150. Geburtstag, Leipzig, Rosa-Luxemburg-Stiftung Sachsen, 2008, p. 59-70.

contre le radicalisme de gauche [...] selon une méthode plus bolcheviste que luxemburgiste »³⁸ est juste, ou s'avère même plutôt un euphémisme, car c'est Levi qui a mis au point le modèle de prédilection pour faire affaire avec l'opposition interne du parti : tous les délégués du 2^e congrès ayant rejeté ses « Leitsätze » furent immédiatement exclus [...] [M]ême un Comité central à la [Ernst] Thälmann [leader du KPD après 1925, considéré par l'historiographie comme une marionnette de Staline] ne se serait jamais permis une telle rigueur³⁹.

Pour Mallmann, le « nettoyage » effectué à Heidelberg est en réalité un précédent très important sur lequel ont pu s'appuyer les subséquentes purges staliniennes. Paradoxalement, le KPD n'aurait pas nécessité Staline pour se « staliniser ». L'action de Levi à Heidelberg en est une preuve évidente.

Avec les *Leitsätze*, Levi procède en effet à une centralisation en règle du KPD, conformément à la conception léniniste du parti. Cela dit, la conclusion de Mallmann semble exagérée, car il existe une différence entre les méthodes de Lénine et de Staline. La conception « léniniste » du parti souhaite imposer une stratégie théorique générale, à laquelle doivent se soumettre les membres. Or, ceux-ci disposent néanmoins d'une marge de manœuvre en lien à plusieurs autres tactiques mineures, et il est habituellement possible de débattre lors des congrès, tout comme dans le cadre des rencontres du Comité central⁴⁰. Il en va différemment sous Staline, après 1924 – et cela n'ira qu'en empirant, jusqu'en 1933 – alors que toutes les séances du KPD sont contrôlées et revues par Moscou afin d'en filtrer les esprits dissidents. En effet, plusieurs d'entre eux étaient par la suite invités à Moscou – ou tout simplement kidnappés par les agents staliniens –

³⁸ Heinrich August Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung: Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918 bis 1924*, Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1984, p. 263.

³⁹ Klaus-Michael Mallmann, *Kommunisten in der Weimarer Republik: Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1996, p. 64.

⁴⁰ Wilde et Bois, « « Model für den künftigen Umgang mit innerparteilicher Diskussion... » ».

où ils étaient torturés ou assassinés pour avoir désobéi à la discipline du parti⁴¹. Même si, comme démontré au précédent chapitre, Levi a introduit les bolcheviques en Allemagne, et que, à Heidelberg, il ait violé des principes démocratiques internes de base propres à un parti politique, nous ne saurions l'accuser d'avoir « stalinisé » le KPD. Évidemment, le terme est tout d'abord anachronique. Mais surtout, le « stalinisme » fait référence à une terreur criminelle avec laquelle Levi n'est associé d'aucune manière.

« Le jour de la révolution est arrivé » : le putsch de Kapp-Lüttwitz

Une fois le parti purgé de l'opposition hambourgeoise, on pourrait penser que Levi a finalement droit au respect auquel un chef de parti peut s'attendre de ses troupes. Il n'en est rien. Comme l'affirme Pierre Broué, la gauche du parti a certes été affaiblie à Heidelberg, or « comme l'hydre de la légende, le gauchisme, toujours décapité, voit repousser sur lui de nouvelles têtes »⁴². Le conflit, toutefois, n'est pas seulement idéologique. Outre les différends tactiques et stratégiques, il semble que le tempérament arrogant et impulsif de Levi ne fait que nuire davantage à son leadership. Rosa Leviné-Meyer explique, entre autres, que

[t]he Heidelberg Congress of October 1919 was typical of this impatient mood [typical of the KPD politics of the time] [...] It was conducted by Paul Levi, then leader of the Communist Party, perhaps the most impatient of them all. His lordly manner, his haughty disregard for the intellectually inferior, frightened away a great number of people who could have been relied on to become the stalwarts of the revolution, and was the

⁴¹ Carola Tischler, *Flucht in die Verfolgung : deutsche Emigranten im sowjetischen Exil, 1933 bis 1945*, Münster, Lit, 1996.

⁴² Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 143.

*root cause of all the tragic turbulence and the ultimate disintegration of Communism in Germany*⁴³.

Les 7 et 8 février 1920, pour donner un autre exemple, le Comité central du KPD (CC) parle de l'intimidation (*Überrumpelung*) et du traitement brutal de la Centrale lors du dernier congrès⁴⁴. Levi est à nouveau pointé du doigt et personne, mis à part Clara Zetkin – et les dirigeants de Moscou –, ne semble prêt à se porter à sa défense.

Lorsque des événements nationaux d'une grande importance bousculent le KPD, Levi se retrouve donc de nouveau isolé au sein de son parti. Le 13 mars 1920, les troupes du général Walther von Lüttwitz marchent sur Berlin dans le but de mettre fin à la république de Weimar et de restaurer la monarchie. Alors que les soldats de la Reichswehr sont sensés défendre la capitale contre de telles attaques, le général Hans von Seeckt déclare que « les troupes ne tireront pas sur les troupes »⁴⁵. Dépourvu de tout rapport de force, le président de la république, Friedrich Ebert, n'a d'autre choix que de recourir aux forces ouvrières pour déclencher la grève générale. Des travailleurs de toutes les allégeances répondent à l'appel en grand nombre. Dès le 13 mars, les principaux syndicats, dont la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB) et la Confédération générale libre des employés (AfA), ainsi que le SPD et l'USPD, invitent leurs membres à boycotter le gouvernement de Wolfgang Kapp en déclarant une grève générale. Même la haute administration publique refuse de collaborer avec les putschistes. Au bout du compte, seul le KPD refuse de participer au mouvement,

⁴³ Rosa Leviné-Meyer, *Inside German Communism: Memoirs of Party Life in the Weimar Republic*, London, Pluto Press, 1977, p. 15; Ruth Fischer explique quant à elle que Levi avait agi avec « an emotional undercurrent of passionate hatred ». Ruth Fischer, *Stalin and German Communism: a Study in the Origins of the State Party*, Cambridge, Harvard University Press, 1948, p. 137.

⁴⁴ Voir les minutes de la session du CC du KPD les 7 et 8 février 1920. SAPMO-BArch, RY 1/1 2/1. 2, p. 1-15.

⁴⁵ Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 128; Au sujet du KPD durant le putsch de Kapp-Lüttwitz, voir aussi Willy Brandt et Richard Löwenthal, *Ernst Reuter: ein Leben für die Freiheit: eine politische Biographie*, München, Verlegt Bei Kindler, 1957, p. 133.

en maintenant qu'il ne « remuera pas le petit doigt » pour sauver la république⁴⁶. Le KPD, dont la politique est largement impopulaire, n'a cependant pas d'autre choix que de faire volte-face dès le 14 mars car, en quelques jours, la grève paralyse complètement tous les services publics, comme l'électricité, l'aqueduc, et les transports⁴⁷. Elle atteint donc rapidement son objectif d'étouffer le gouvernement de Kapp qui n'a d'autre choix que de capituler, le 18 mars.

Dans les jours suivant la chute du gouvernement de Kapp, différentes organisations ouvrières amorcent des négociations pour créer un gouvernement ouvrier. Les syndicats, le SPD et l'USPD tiennent, entre autres, des pourparlers dans l'esprit d'une « politique de front ouvrier uni » (*Einheitsfrontpolitik*). Même si le KPD avait dû faire marche arrière au sujet de son boycott de la grève, il refuse obstinément de collaborer avec les autres organisations ouvrières en vue de créer un gouvernement prolétarien. Le 26 mars, près d'une semaine après la chute de Kapp, la Centrale du KPD publie une déclaration à cet effet expliquant que la mise sur pied d'un gouvernement ouvrier demeure impossible car, « au moment présent, les conditions objectives pour la dictature du prolétariat ne sont pas réunies »⁴⁸. Un peu comme Karl Liebknecht l'avait lui-même expliqué lors du congrès fondateur du KPD, à la fin décembre 1918, la décision de fonder ce parti avait précisément été prise pour se séparer des autres partis sociaux-démocrates, considérés comme des « traîtres à la révolution ouvrière ».

C'est dans la foulée des événements liés au putsch de Kapp-Lüttwitz que Levi se retrouve à nouveau au milieu de la controverse. À la fin février 1920, pour des raisons qui demeurent inconnues, il est emprisonné à Moabit⁴⁹. C'est

⁴⁶ Büttner, *Weimar...*, p. 140-141.

⁴⁷ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 131.

⁴⁸ « Erklärung der Zentrale der KPD (Spartakusbund) », *Rote Fahne*, 26 mars 1920.

⁴⁹ S'il nous a été impossible de déterminer la date et les motifs de son arrestation avec précision, nous savons qu'il était déjà emprisonné lors du troisième congrès du KPD, les 25 et 26 février 1920. Levi est finalement sorti de prison le 24 mars 1920. Voir son laissez-passer pour sa remise en liberté de la prison de Moabit. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.1.

donc à partir de sa cellule de prison qu'il apprend la nouvelle du putsch et de la décision de la Centrale de ne pas appuyer la grève. La lettre qu'il envoie à la Centrale de son parti, le 16 mars, est pour le moins révélatrice de son interprétation des événements récents :

J'ai lu le tract tout à l'heure [celui rédigé par la direction du KPD et publié le 13 mars, dans lequel on refuse d'appuyer la grève]. Mon opinion : une banqueroute morale et politique du KPD, à partir de laquelle je vois mal comment il pourra s'en remettre. C'est à mon avis un crime de briser l'action [de grève] de cette manière en écrivant : « Le prolétariat ne remuera pas le petit doigt pour la république démocratique ». Vous rendez-vous compte de ce que cela veut dire? [...] J'ai toujours pensé qu'il était clair et que nous étions d'accord à ce sujet : lorsque surgit une action, aussi bête que son objectif puisse paraître, il est nécessaire de se joindre à cette action, et, par notre parole, de lui donner un sens allant au-delà de cet objectif bête; de contribuer à l'action en indiquant aux masses son vrai objectif [...] Nous devons désormais [...] dans tous les cas écraser le putsch [...] si nécessaire en collaboration avec le SPD [...] ⁵⁰.

Levi est catégorique : la grève ouvrière de masses en réponse au putsch de Kapp-Lüttwitz est le signe d'un retour en force de l'élan révolutionnaire en Allemagne. Dans une telle situation, une politique offensive devient absolument nécessaire.

Levi comprend très bien qu'en adoptant cette position, il s'oppose directement au reste du parti, incluant la Centrale. C'est sans doute pour cette raison qu'il envoie une copie de la lettre à Moscou, qui est désormais sa seule véritable alliée⁵¹. Pour Levi, l'heure est trop grave pour garder le silence. Le reste de la lettre illustre bien qu'il est convaincu que le prolétariat est en voie d'accéder

⁵⁰ Lettre de Levi à la Centrale du KPD du 16 mars 1920. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/2. 29, p. 480-482.

⁵¹ Lettre de Wilhelm Pieck et Hugo Eberlein au Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) du 1^{er} octobre 1920. Archives russes d'État pour l'histoire sociale-politique (Российский государственный архив социально-политической истории) (RGASPI), F. 495, Op. 293, D. 4, p. 82; Levi confirme également qu'il a envoyé une copie de la lettre à Moscou. Lettre de Levi à l'Internationale communiste du 2 avril 1920. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /2. 29, p. 487-488b.

au pouvoir. La grève, explique-t-il, doit viser des objectifs concrets, tels l'armement du prolétariat et la capitulation sans compromis de Kapp-Lüttwitz. Le KPD doit utiliser de la propagande qui cible chaque groupe susceptible d'être solidaire de la cause ouvrière : brochures prônant la solidarité avec les victimes de guerre destinées aux soldats, d'autres destinées aux ouvriers au sujet des conditions de travail, ou encore des brochures moins radicales pour attirer les sympathisants du SPD⁵². Cette lettre témoigne de l'esprit pragmatique et organisationnel de Levi. Il se montre aussi plus flexible qu'à l'habitude afin de s'assurer du plus large appui populaire possible. En temps révolutionnaire, comme il l'écrit, il importe d'abord et avant tout de s'emparer du pouvoir.

Les débats lors du quatrième congrès du KPD, qui se tient à Berlin les 14 et 15 avril 1920, fournissent davantage d'explications sur l'épreuve de force qui sévit à l'intérieur du KPD après le putsch de Kapp-Lüttwitz. Fidèle à son style provocateur, Levi – qui est sorti de prison – commence son discours en déclarant que « [l]a situation dans laquelle nous nous trouvons est révolutionnaire dans tous les sens du mot [...] Le jour de la révolution est arrivé »⁵³. Contrairement à son habitude, toutefois, il se montre par la suite plus conciliant et évite d'aborder directement les prises de position du KPD durant le putsch. Il se contente plutôt d'expliquer la nécessité de préparer les ouvriers à la révolution en infiltrant toutes les institutions politiques existantes : les syndicats, le parlement et les conseils. Il faut aussi travailler à armer le prolétariat⁵⁴.

Les opposants à Levi sont toutefois peu complaisants envers lui pendant le congrès. Au sujet du refus du parti à sanctionner la grève, le 13 mars, on concède à Levi qu'il aurait été nécessaire d'aller de l'avant. On estime cependant que la faute revient surtout à la section berlinoise du parti menée entre autres par Ernst

⁵² Lettre de Levi à la Centrale du KPD du 16 mars 1920. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/2. 29, p. 481-482.

⁵³ *Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 4.

⁵⁴ Voir le discours de Levi. *Ibid.*, p. 4-27.

Reuter-Friesland⁵⁵. Quant à la participation à un gouvernement ouvrier, Wilhelm Pieck explique que lui et les autres membres du KPD, dont August Thalheimer et Jakob Walcher, qui ont participé aux rencontres du Comité directeur de grève (*Generalstreikleitung*), avaient rencontré les membres de l'USPD le 21 mars⁵⁶. Ces derniers porteraient selon Pieck toute la responsabilité dans l'échec des négociations, car leur aile droite n'aurait fait aucune concession⁵⁷. Et bien évidemment, il n'était pas question de négocier avec le SPD, qui espérait avant tout sauver la démocratie parlementaire. Seule Zetkin prend position en faveur de Levi lors du congrès. Selon elle, la relation que Levi veut entretenir avec l'USPD ne vise pas à adopter ses politiques réformatrices, mais bien à attirer ses membres vers le KPD⁵⁸. En dépit de Zetkin, toutefois, le congrès appuie une motion, par un vote de 37 voix contre 6, qui rejette toute politique de front ouvrier uni. Au contraire, la tâche principale du parti sera dorénavant de lutter sans pitié contre le SPD et l'USPD, qui sont toujours perçus comme des traîtres et des ennemis du prolétariat⁵⁹.

Les événements entourant le putsch de Kapp-Lüttwitz prouvent hors de tout doute que Levi est de plus en plus isolé à l'intérieur de son propre parti. Sans doute en est-il conscient, car après les attaques répétées contre lui, provenant de Pieck, Thalheimer, et autres, Levi adopte un discours plus nuancé et tente de minimiser le contentieux. Durant l'été 1920, une aile anti-Levi commence néanmoins à s'organiser au sein du KPD. Selon un rapport de police, de nombreux membres du parti participent à une conférence secrète le 24 juin, à Steglitz, qui a pour but d'amorcer des négociations préliminaires avec le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD)⁶⁰, composé en majeure partie des

⁵⁵ *Ibid.*, p. 31-32.

⁵⁶ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 134.

⁵⁷ *Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 38.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 57.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 53.

⁶⁰ Rapport de police du 26 juin 1920, avec comme nom de code « Aus der deutschen Wirtschaftshilfe ». AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 186.

expulsés d'Heidelberg. La nécessité de remplacer Levi à la tête du KPD est l'un des sujets abordés au cours de la rencontre. Toujours selon le rapport de police, Hugo Eberlein et Fritz Heckert, membres de la Centrale, auraient eu pour mandat de miner l'autorité de Levi et ils jouiraient d'ailleurs de l'appui de nombreux sympathisants partout sur le territoire du Reich⁶¹. Durant la seconde moitié de 1920, cette faction anti-Levi permettra à la Comintern de s'immiscer au KPD et, ultimement, d'écarter Levi de la direction du parti.

Conclusion

L'opposition de Levi aux militants de Brême et de Hambourg dès la fondation du KPD est plutôt étonnante. Sans doute croyait-il Spartakus capable de contenir leur radicalisme au tout début de 1919. Or, entre janvier et mars, les meurtres de Luxemburg, Liebknecht et Jogisches font en sorte que le clan auquel appartient Levi est fragilisé et doit faire face à une opposition déterminée. Le principal point d'achoppement avec l'aile « anarcho-syndicaliste » est la participation au parlement et aux syndicats, que Levi juge nécessaire à ce stade-ci de la révolution. Tout au long de l'année 1919, il s'oppose aussi aux grèves locales organisées par la gauche du parti, se contentant de déclarer que la « révolution est morte » en Allemagne. Quelques semaines avant le putsch de Kapp-Lüttwitz, il publie d'ailleurs un article expliquant que la révolution est impensable pour le moment, car les masses allemandes demeurent toujours nationalistes⁶². Levi, néanmoins, n'est pas intrinsèquement opposé à une stratégie offensive. Quelques semaines plus tard, dans le cadre du putsch de Kapp-Lüttwitz, il est le premier à déclarer que le « jour de la révolution est arrivé » et il dicte une série d'actions révolutionnaires et offensives à son parti⁶³. Quoi qu'il en

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Paul Levi (signé Hartlaub), « O du mein Deutschland », sans référence précise, la date estimée est le 2 février 1920. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 286.

⁶³ *Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 4.

soit, ce revirement aurait normalement dû conduire à une réconciliation avec le reste du parti, du moins sur le plan stratégique. C'est pourtant l'inverse qui se produit, alors qu'une partie des membres radicaux du KPD commencent à préparer son remplacement à la tête du parti. Il est donc permis de croire que Levi n'est guère un chef apprécié. En effet, certains indices laissent croire qu'il est perçu comme un leader entêté et arrogant.

Contrairement à l'opposition anarcho-syndicaliste, Levi cherche indéniablement à agir selon la volonté des masses, tout comme le préconisait Luxemburg. Tous deux voyaient la révolution du 9 novembre comme n'étant rien de plus qu'un premier pas vers la dictature du prolétariat. La lutte sera encore longue. Contrairement à Luxemburg, toutefois, qui comprenait mal les exigences disciplinaires et organisationnelles nécessaires pour mener un parti politique⁶⁴, Levi s'inspire plutôt de Lénine pour construire son leadership au KPD. Ursula Büttner écrit qu'« [a]u moment du 2^e congrès [...] le KPD avait été transformé en un parti organisé d'une manière centraliste, fortement hiérarchisé », comme en Russie⁶⁵. Levi travaille de fait en étroite collaboration avec les bolcheviques tout au long de l'année 1919. Ses amis, Radek et Lénine, qu'il avait connus en Suisse, le tiennent d'ailleurs toujours en très haute estime.

⁶⁴ Netti, *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg...*, p. 479.

⁶⁵ Büttner, *Weimar...*, p. 77.

Chapitre 5

Levi, Lénine et l'Internationale communiste

Les 18 premiers mois que passe Levi à la barre du KPD ont été particulièrement tumultueux. Un regard rapide sur la seconde moitié de 1920 pourrait laisser croire qu'il parvient finalement à remodeler son parti selon sa volonté. Tout d'abord, Clara Zetkin et lui sont les deux premiers communistes élus au Reichstag en juin¹, ce qui rehausse la crédibilité du KPD sur la scène nationale. Ensuite, comme souhaité par Moscou, Levi réussit la fusion de son parti avec l'USPD à la fin de l'année pour ainsi former le Parti communiste unifié d'Allemagne (VKPD). Levi partage désormais la direction de ce parti qui compte plus de 300 000 membres avec Ernst Däumig. Mais ces faits sont toutefois trompeurs car, en 1920, deux facteurs minent le leadership de Levi. Le premier, dont nous avons déjà brossé à grands traits la genèse au chapitre précédent, est l'opposition de l'aile gauche à l'intérieur du (V)KPD, qui demeure vivace malgré la victoire de Levi au congrès d'Heidelberg. Les Laufenberg et les Wolfheim sont remplacés par les Pieck, Meyer et Reuter-Friesland, tout aussi déterminés à chasser Levi de la présidence de la Centrale.

Mais 1920 marque surtout le début d'un conflit grave entre Levi et l'Internationale communiste. Durant l'été, celle-ci procède à une première mise au pas des partis communistes ouest-européens afin d'y inculquer une discipline bolchevique quasi militaire, pour se débarrasser de l'« opportunisme » qui contamine le mouvement. Levi tolère mal cette ingérence. Mais ce sont surtout des conflits personnels avec Radek et Zinoviev, des acteurs importants de la Comintern, mais aussi au sein de l'État bolchevique, qui n'aiment pas la manière

¹ Levi, jusqu'en 1924, n'est affilié à aucun district local. Il ne sera seulement attaché à un district électoral (n. 30, Chemnitz-Zwickau) qu'à partir de mai 1924.

de faire de Levi en Allemagne qui fragilisent le statut de celui-ci comme chef du VKPD. En mars 1921, l'IC organise un putsch en Saxe lors duquel des centaines d'ouvriers, dont de nombreux membres du VKPD, perdent la vie. Dans sa célèbre brochure *Notre voie : contre le putschisme*, Levi dénonce cette action comme « le plus grand putsch bakouniniste de l'histoire », ce qui est un affront direct à la Comintern. Contrairement à l'historiographie traditionnelle, ce chapitre montre néanmoins que *Notre voie* ne représente guère un désaveu envers le bolchevisme, mais bien un avertissement à Lénine des effets néfastes de la politique aventuriste des Radek et Zinoviev en Allemagne. Dans un excès de confiance, Levi tente même d'opposer ceux-ci à Lénine, pensant que son vieil ami le protégerait coûte que coûte. Or, à une époque où les changements de politiques sont fréquents et imprévisibles à Moscou, un tel pari s'avère particulièrement risqué.

La dualité de la politique allemande de la Russie soviétique

Avant d'aborder le conflit entre Levi et la Comintern, il est nécessaire d'apporter quelques éclaircissements sur les forces antagonistes qui influencent la politique étrangère soviétique. En mars 1919, Lénine fonde l'Internationale communiste, une organisation internationale qui a pour mandat de diffuser la révolution partout dans le monde. Même si des représentants de plusieurs pays y siègent, la Comintern est *de facto* contrôlée par les bolcheviques, à partir de Moscou². Sa fondation est certes une décision idéologique, mais son existence est également essentielle à la survie du jeune État soviétique qui, selon la croyance à l'époque, ne peut guère survivre sans l'appui d'une révolution ouest-européenne. Comme l'avait expliqué Karl Marx, le socialisme ne peut être implanté que dans une société industriellement avancée où, après une longue phase capitaliste, le

² Alexander Vatlin, *Die Komintern: Gründung, Programmatik, Akteure*, Berlin, Dietz, 2009, p. 35-39.

capital a pu se concentrer aux mains de la bourgeoisie et le prolétariat a pu développer une conscience de classe. Visiblement, la Russie ne répond guère à ces conditions et Lénine et Trotski en sont conscients. Encore en 1917, au-delà de 90% de la population travaille la terre et ce n'est que depuis quelques années que certaines villes ont entrepris leur industrialisation, informe et rudimentaire. L'ensemble des pouvoirs gouvernementaux, qui plus est, demeure entre les mains du tsar, ce qui laisse peu de place pour l'émergence d'une classe bourgeoise. Bref, en 1917-1918, Lénine pense que seule une révolution ouest-européenne peut secourir la Révolution russe. L'Allemagne, en raison de son secteur industriel en pleine effervescence, de sa population ouvrière importante et, enfin, de sa proximité géographique, représente à ses yeux le « tremplin de la révolution mondiale ».

Par le biais de la Comintern, Moscou dépêche donc plusieurs émissaires et révolutionnaires professionnels en Allemagne dès mars 1919 afin d'y construire un réseau et d'y organiser éventuellement un putsch qui porterait les communistes au pouvoir. L'année 1919 s'avère toutefois particulièrement décevante en raison de l'écrasement brutal de la république des conseils de Bavière en mai – sans oublier celui de la république des conseils en Hongrie en août. En 1920, l'incapacité du KPD à tirer profit du putsch de Kapp-Lüttwitz force d'autant plus Lénine à repenser le rôle de la Comintern qui, de toute évidence, n'est jusqu'ici guère parvenu à faire éclater la révolution en Allemagne. Lénine songe à adopter une politique plus agressive pouvant *forcer* la révolution en dépit de la volonté des masses. Il croit nécessaire de mettre au pas les partis communistes européens et d'en évacuer les tendances « opportunistes » de manière à mieux se préparer pour la prochaine vague révolutionnaire. À l'été 1920, Grigori Zinoviev, président du Conseil exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), explique :

Nous sommes à la croisée des chemins. L'Internationale communiste doit maintenant accomplir son travail à un rythme tout nouveau [...] Jusqu'à maintenant l'Internationale

communiste a été essentiellement un organe de *propagande* et d'*agitation*. Elle devient maintenant une *organisation de combat* à laquelle incombe de diriger directement le mouvement dans les différents pays [...] Elle devient également l'*organisateur pratique* de ce grandiose combat mondial sans précédent dans l'histoire³.

En coulisse, les bolcheviques redoublent d'ardeur en formant des émissaires politiques qui sont envoyés aux quatre coins de l'Europe et principalement en Allemagne.

Un autre événement important favorise l'adoption de la « théorie de l'offensive » au printemps 1920, le même qui, quelques mois plus tard, forcera Moscou à se rétracter et à adopter une politique d'entente avec les gouvernements européens : la guerre russo-polonaise. Au lendemain du traité de Versailles, au milieu de l'année 1919, l'Allemagne perd de vastes territoires en Prusse orientale, au profit d'une Pologne élargie. Ces territoires sont immédiatement convoités par Lénine qui y envoie l'Armée rouge. La lutte pour les territoires situés entre Varsovie et la frontière soviétique s'inscrit dans le cadre de la Guerre civile russe qui oppose les Rouges aux Blancs. Les bolcheviques y concentrent plusieurs centaines de milliers de troupes menées, entre autres, par le général Mikhaïl Toukhatchevsky, l'étoile montante de l'Armée rouge, ainsi que par Léon Trotski, Joseph Staline et Félix Dzerjinski. Les Russes visent une grande offensive qui est finalement lancée le 4 juillet 1920. Toukhatchevsky avance si rapidement en direction de Varsovie, gagnant Vilnius le 14 juillet et Brest-Litovsk le 1^{er} août, que lors du second congrès de l'Internationale communiste, qui se déroule à Moscou du 17 juillet au 7 août 1920, plus rien ne semble pouvoir arrêter l'Armée rouge.

³ Cité dans Broué, dir. *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste...*, p. 464.

Y voyant l'occasion rêvée pour diffuser la révolution en Europe de l'Ouest, surtout en Allemagne, Lénine énonce une série de 21 conditions auxquelles l'adhésion des partis communistes ouest-européens à la Comintern devient conditionnelle⁴. Ces conditions, dévoilées à la fin juillet lors du second congrès de l'IC à Moscou, visent surtout à assujettir les partis communistes au contrôle bolchevique qui, le moment venu, aura besoin d'une discipline militaire de la part de ses « sections » nationales pour imposer la dictature du prolétariat en Europe de l'Ouest. Les 21 conditions imposent donc aux partis communistes d'adhérer à une lutte implacable contre les « opportunistes » qui contaminent leurs rangs, au moyen de « nettoyages » réguliers. Seuls des communistes chevronnés ayant fait leurs preuves dans la lutte contre le SPD et contre la guerre bourgeoise – la Première Guerre mondiale – peuvent désormais demeurer à la tête des partis communistes. Il est ensuite nécessaire pour chacun d'entre eux de créer une organisation illégale parallèle capable d'agir en coulisse et qui aura comme mandat de favoriser un travail plus efficace sur les plans de la propagande, de l'agitation, et de l'infiltration des autres organisations ouvrières : les conseils et les syndicats, entre autres. Enfin, chaque parti doit adhérer au concept du « centralisme démocratique », selon lequel des pouvoirs étendus sont attribués à l'agence exécutive du parti – la Centrale dans le cas de l'Allemagne –, qui peut prendre ses décisions sans aucun processus consultatif avec la base du parti. En retour, les comités centraux nationaux doivent se soumettre aux ordres de la Comintern qui chapeaute l'ensemble des « sections nationales » du mouvement communiste. Ceux qui rejettent les 21 conditions, ce qui n'est pas sans rappeler les *Leitsätze* de Levi à Heidelberg, devront être expulsés des partis communistes.

L'adoption de ces 21 conditions, comme noté plus haut, se déroule lors du second congrès de l'IC, à Moscou. L'atmosphère y est d'ailleurs euphorique alors

⁴ Les informations de ce paragraphe sont tirées du texte original des 21 conditions de Lénine. *Lenins 21 Punkte: der II. Kongress der III. Internationale in Moskau: Reden und Beschlüsse der Delegierten Lenin, Radek, Dr. Levi, Serrati*, Berlin-Fichtenau, Verlag Gesellschaft und Erziehung, 1920, p. 1-39.

que les organisateurs du congrès communiquent régulièrement les plus récents développements provenant du front polonais⁵. Zinoviev et Lénine sont très optimistes. À leurs yeux, la conquête de Varsovie est imminente et elle ouvrira la voie vers Berlin où il sera possible, avec l'aide des forces ouvrières allemandes, de s'emparer du pouvoir et d'assurer la survie de la révolution et de l'État soviétique. Le 19 juillet, même Levi termine un discours par un « Vive la Russie soviétique! Vive l'Armée rouge des ouvriers et paysans russes! À bas la Pologne blanche! À bas l'intervention! Vive la Pologne soviétique! »⁶.

Au grand désarroi des participants du congrès, toutefois, la situation s'envenime au cours de l'été 1920 et il est de nouveau nécessaire de réviser les stratégies à l'échelle européenne. Tout d'abord, les troupes du général polonais Joseph Pilsudski réussissent à bloquer l'Armée rouge lors des deux dernières semaines d'août 1920 et forcent Toukhatchevsky à battre en retraite. Le « miracle de la Vistule » vient anéantir tout espoir pour l'Armée rouge d'atteindre rapidement la frontière allemande. L'armistice du 12 octobre 1920 et la subséquente Paix de Riga symbolisent un revers extrêmement significatif pour la révolution mondiale⁷.

Quant à l'urgence de secourir l'État soviétique, la défaite de Toukhatchevsky ne change pourtant rien au fait que les conditions de vie continuent à se détériorer en Russie. Trouver une solution de rechange à la révolution mondiale devient désormais la priorité pour Lénine car le mécontentement populaire – un peu comme au début 1918, avant Brest-Litovsk –

⁵ Selon Angelica Balabanoff, Lénine aurait insisté auprès de l'armée pour que l'avancée vers Varsovie coïncide avec le congrès tenu à Moscou. Il aurait ensuite falsifié plusieurs rapports qui étaient à son avis trop négatifs et risquaient de miner l'atmosphère euphorique du congrès. Angelica Balabanoff, *Impressions of Lenin*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1965, p. 109.

⁶ Discours de Levi devant le second congrès de l'Internationale communiste, le 19 juillet 1920. *Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale...*, p. 56.

⁷ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 178.

exerce une pression sur son régime. En guerre depuis plus de six ans, les institutions sociales russes sont loin de fonctionner à pleine capacité. La révolution a liquidé la bureaucratie ancienne qui jouissait d'une machine de production et de distribution fonctionnelle. En campagne, la redistribution sommaire des terres a démantelé des fermes productives, remises à des paysans sans expérience et sans moyens financiers. Cette situation exerce une pression extrême sur l'industrie agroalimentaire, si bien qu'à la fin de 1920, la Russie se dirige tout droit vers une famine généralisée⁸. Pour le régime bolchevique, la crise se traduit par des révoltes internes et de la turbulence sociale. La révolte paysanne dans la région de Tambov, au milieu de 1920, et surtout, la rébellion de Kronstadt, en mars 1921, qui est brutalement réprimée par l'Armée rouge, en sont des exemples notoires⁹. En l'absence de mesures économiques et commerciales d'urgence pour nourrir la population, le régime communiste bolchevique risque de s'écrouler sous le mécontentement populaire.

Lénine conclut donc qu'il n'a plus le choix. La Nouvelle politique économique (NEP) de mars 1921 décrète, ce qui est tout à fait contraire à toute théorie marxiste, qu'une économie de marché à petite échelle sera désormais tolérée en Russie¹⁰. Cette politique vise en premier lieu à stimuler la production agricole. En politique étrangère, la NEP se décline en un relâchement de la politique de la révolution à tout prix, encore une fois, afin de stimuler l'économie russe¹¹. Par le biais du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères – l'équivalent du ministère des Affaires étrangères –, mené par Georgi Tchitcherine, Lénine sollicite, entre autres, la France, l'Angleterre¹², et

⁸ Richard Pipes, *A Concise History of the Russian Revolution*, New York, First Vintage Books, 1995, p. 344-346 et 356-359.

⁹ *Ibid.*, p. 346-351.

¹⁰ *Ibid.*, p. 356-364.

¹¹ Lévesque, *L'U.R.S.S. et sa politique internationale...*, p. 60.

¹² Michael Jabara Carley, « Episodes from the Early Cold War : Franco-Soviet Relations, 1917-1927 », *Europe-Asia Studies*, 52, 7 (2000), p. 1275-1305.

l'Allemagne¹³, pour des prêts en argent. Pour convaincre les gouvernements occidentaux de répondre favorablement à sa requête, Lénine doit évidemment promettre de museler l'Internationale communiste dont l'objectif premier est justement de déstabiliser ces gouvernements afin de les remplacer par des dictatures du prolétariat. Au début de 1921, la « théorie de l'offensive », à tout le moins c'est ce que souhaitent Lénine et le Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, est donc remplacée par une politique de front ouvrier uni par laquelle les partis communistes ouest-européens sont priés de collaborer avec les autres organisations ouvrières et de limiter au minimum leurs activités illégales dans leurs pays respectifs.

Le problème, toutefois, est que la Comintern n'accepte pas de remettre à plus tard la révolution en Allemagne. Contrairement aux directives de Lénine, Radek et Zinoviev continuent de croire que la révolution y est imminente et ils maintiennent une politique agressive visant la prise du pouvoir à court terme. Cette philosophie de l'offensive se solde toutefois par une tentative de putsch raté en mars 1921 qui a des conséquences très nuisibles pour le KPD. En plus des changements de cap fréquents émanant de Moscou, il existe donc également une dualité dans la politique allemande de la Russie soviétique – Comintern contre Commissariat du peuple aux Affaires étrangères¹⁴. Cela a un impact grave sur la carrière de Levi.

¹³ Au sujet des négociations secrètes entre la Russie soviétique et l'Allemagne avant Rappalo, voir Vasilis Vourkoutiotis, *Making Common Cause : German-Soviet Secret Relations, 1919-1922*, London, Palgrave MacMillan, 2007.

¹⁴ Lévesque, *L'U.R.S.S. et sa politique internationale...*, p. 60.

Levi et la Comintern partagent un objectif commun : l'USPD

Depuis 1917, Radek est le spécialiste dans les questions allemandes chez les bolcheviques et comme noté précédemment, Levi demeure son homme de confiance. Certes, Radek et Lénine n'ont pas apprécié la brutalité avec laquelle Levi s'est débarrassé de l'aile gauche du parti à Heidelberg, en octobre 1919. Lénine lui écrit d'ailleurs que « [s]i la scission était inévitable, il faut vous efforcer de ne pas l'aggraver »¹⁵. Les liens personnels demeurent néanmoins très forts entre Levi et Moscou en 1920. « Pour les Russes, [Levi] est loin d'être un inconnu »¹⁶. Une autre raison explique aussi pourquoi Levi demeure l'homme de confiance pour Moscou. Après l'année tumultueuse que représente 1919, dont le KPD a passé la majeure partie du temps dans l'illégalité, il semble désormais possible, en début 1920, de passer à la phase suivante en Allemagne, soit la conquête des masses ouvrières¹⁷. Cela signifie qu'il faut arracher des membres aux autres partis ouvriers, surtout à l'USPD qui, idéologiquement, s'apparente le plus aux communistes. Aux yeux des Indépendants, seul Levi jouit d'une réputation de modéré à l'intérieur du KPD, en plus de posséder des liens privilégiés avec Walter Stoecker et Curt Geyer, qui en sont deux importants membres¹⁸. L'élection de Levi au Reichstag, en juin 1920, ne fait qu'accroître cette crédibilité. Levi demeure donc un atout très important pour séduire les sociaux-démocrates indépendants. Lénine, Radek et Zinoviev en sont bien conscients.

¹⁵ Tel que cité par Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 126.

¹⁶ *Ibid.*, p. 120.

¹⁷ Jean-François Fayet, biographe de Radek, écrit que « [l]a constitution d'un parti de masse en Allemagne avait été l'objectif premier de toutes les interventions de Radek au cours de l'année 1919. Sur ce point, et malgré les séquelles du congrès d'Heidelberg, l'unanimité régnait entre Levi, le président du parti, et Radek, le spécialiste de l'Allemagne au sein de l'exécutif [de l'Internationale communiste] ». Fayet, *Karl Radek...*, p. 350.

¹⁸ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 124.

Moscou a deux raisons de courtiser l'aile gauche de l'USPD. Tout d'abord, depuis le début de 1919, les masses derrière l'USPD sont passées de 300 000 à 750 000 membres, ce qui est près de huit fois le nombre de membres du KPD¹⁹. Ensuite, la Comintern estime qu'une importante partie de ces Indépendants de gauche sont des communistes de cœur²⁰. Une nouvelle génération, opposée au « kautskysme » réformiste, voit la Russie soviétique comme l'exemple à suivre pour parachever la révolution en Allemagne. Le 13 décembre 1919, l'USPD avait d'ailleurs envoyé une lettre au CEIC lui faisant part de sa volonté d'adhérer à l'Internationale communiste. L'éventualité d'une rencontre avec la Comintern afin d'officialiser le lien avec leur organisation y était même évoquée²¹. Lors de son congrès tenu à Leipzig, à la fin de 1919, l'USPD avait de plus adopté un programme qui était en faveur de la dictature du prolétariat²². Le CEIC y avait d'ailleurs délégué Levi avec comme mandat de gagner Stoecker à la nécessité d'une unification entre l'USPD et le KPD²³.

En février 1920, Levi agit donc de concert avec la Comintern lorsqu'il publie un article exprimant l'intérêt du KPD de fusionner avec l'aile gauche de l'USPD :

Sur le plan organisationnel, les masses appartenant à l'USP[D] sont demeurées immobiles. Leur processus d'évolution intellectuelle (*geistiger*) n'est toutefois pas resté immobile, mais s'est plutôt clairement orienté en direction du communisme. Cette évolution est d'autant plus logique lorsqu'on constate le conflit entre ces masses et leurs leaders [...] Dans cette lutte, notre rôle est : premièrement, de dire aux masses indépendantes qu'elles doivent absolument se séparer de leurs chefs de droite; deuxièmement, leur dire pourquoi elles

¹⁹ Ces chiffres sont donnés dans Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 124.

²⁰ Voir le chapitre « Der Drang der Parteibasis nach Moskau » dans Robert F. Wheeler, *USPD und Internationale: sozialistischer Internationalismus in der Zeit der Revolution*, Frankfurt/Berlin, Ullstein, 1975, p. 132-161.

²¹ AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 167.

²² Wheeler, *USPD und Internationale...*, p. 163 et 171.

²³ *Ibid.*, p. 167.

doivent le faire et, troisièmement, de demeurer à leurs côtés dans la mesure où nous le pouvons²⁴.

Il y a donc une condition très importante à remplir avant que Levi et la Comintern n'acceptent la fusion du KPD avec l'USPD. Ce dernier doit se séparer de ses chefs de droite qui aux yeux des communistes sont des « traîtres » et des « opportunistes ».

Discrètement, Levi et ses associés bolcheviques exercent une grande pression sur l'aile gauche de l'USPD lors des premières semaines de l'année 1920²⁵. Lorsqu'elle manifeste son intention de s'unir au KPD, Levi, qui œuvre alors comme représentant allemand au Secrétariat ouest-européen de la Comintern (WES), à Berlin, répond en expliquant que l'IC a comme politique de ne pas se réunir avec des partis ouvriers qui ont agi comme des traîtres entre 1914 et 1918. Il réitère la nécessité pour l'USPD de se débarrasser de ses chefs de droite²⁶. Zinoviev répond, quant à lui, aux Indépendants de gauche d'une manière plus directe. Il accuse sans retenue Kautsky et Rudolf Hilferding d'avoir trahi le prolétariat en ayant saboté la révolution en Allemagne, faisant référence au congrès des conseils de décembre 1918. Ceux-ci auraient de surcroît institué une culture « défaitiste » dans le mouvement ouvrier allemand en renonçant à l'usage de la force et de la terreur. La Comintern n'acceptera de négocier avec l'USPD que lorsqu'il aura purgé ses rangs de ses chefs opportunistes²⁷. Jusqu'au mois de juin 1920, Levi et la Comintern ont comme objectif commun de faire éclater l'USPD, ce qui assure leur bonne entente.

²⁴ Paul Levi, « Zur kommunistischen Taktik : der Weg nach Nirwana », *Spartakusbund* (en remplacement du *Rote Fahne*), 7 février 1920. Article trouvé à AdsD, Nachlass Levi, Mappe 286.

²⁵ Selon les dirigeants de l'USPD, la Comintern aurait commencé dès l'automne 1919 à fomenter une division entre eux et les membres de leur parti. Wheeler, *USPD und Internationale...*, p. 138.

²⁶ Lettre de Levi à l'USPD du 7 janvier 1920. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 167.

²⁷ Lettre du CEIC – écrite par Zinoviev – à tous les ouvriers allemands, du 5 février 1920. AdsD, Nachlass de Paul Levi, Mappe 167.

Premières frictions avec Radek

La dynamique « putschiste » au CEIC se heurte toutefois rapidement au caractère farouche de Levi qui tolère difficilement la critique. Ayant passé toute l'année 1919 en Allemagne, et ayant vécu lui-même l'ère Noske, Radek était l'un des seuls à la Comintern qui s'était exprimé contre la possibilité d'une révolution rapide en Allemagne en 1919²⁸. Lorsqu'il retourne à Moscou, à la fin de 1919, il est rapidement confronté à la philosophie de l'offensive de Zinoviev, chef du CEIC, et à l'esprit putschiste téméraire de Bela Kun, responsable de la prise du pouvoir ratée en Hongrie. Ceux-ci accusent donc Radek de « pessimisme révolutionnaire ». Espérant se défaire de cette réputation, Radek voit l'année 1920 comme une occasion de se faire valoir comme l'un des plus fervents partisans de la « théorie de l'offensive ». À la fin de juin, il publie conséquemment un texte dans *Die Internationale*, dans lequel il loue le travail de Bela Kun dans le cadre de la république des conseils d'Hongrie et également celui d'Eugène Léviné dans la république des conseils de Bavière²⁹. Ces deux tentatives de putsch, faut-il le rappeler, ne s'étaient appuyées que sur de très minces minorités radicales au sein des masses ouvrières qui ont été massacrées par les forces contre-révolutionnaires. Radek croit néanmoins que le KPD devrait davantage tenter d'imiter les initiatives de Kun et Léviné. Il évoque même la « doctrine de la passivité » actuelle du KPD, en guise de mauvais exemple. Selon lui, l'attentisme de Levi freine toute action révolutionnaire³⁰.

Levi réplique aussitôt aux attaques de Radek en publiant à son tour un article dans *Die Internationale*, dans lequel il réfute point par point l'analyse de Radek au sujet des révolutions hongroise et bavaroise. Levi y dénonce âprement les aventures de Kun et Léviné qui selon lui ne correspondaient aucunement au

²⁸ Fayet, *Radek...*, p. 311-312.

²⁹ Karl Radek, « Die Lehren der ungarischen Revolution », *Die Internationale*, 21 (1920), p. 57-60.

³⁰ Fayet, *Karl Radek...*, p. 252.

désir des masses. Certes, le mouvement communiste sera appelé à connaître des défaites. Or, Levi juge que lancer des camarades dans des batailles perdues d'avance équivaut à leur mentir et ne contribue qu'à l'aliénation du mouvement communiste au sein des masses ouvrières³¹. Comme à la suite de l'échec de la révolution allemande entre novembre 1918 et janvier 1919, celles des républiques des conseils de Bavière et de Hongrie ont ébranlé sa confiance en une révolution rapide menée par un parti communiste fort. Levi croit que la révolution mettra encore beaucoup de temps à se concrétiser en Allemagne, car justement, comme Luxemburg, il souhaite que celle-ci soit le résultat de la volonté spontanée des masses ouvrières.

Le second congrès de la Comintern

C'est donc dans un climat tendu que Levi arrive à Petrograd, le 18 juillet 1920, en vue du second congrès de l'Internationale communiste. Son article contre Radek au sujet des républiques de conseils d'Hongrie et de Bavière vient à peine d'être publié. Il faut cependant dire que Levi jouit toujours d'un lien privilégié avec Lénine. Dans son discours inaugural, le chef de l'État soviétique louange l'évaluation de la situation révolutionnaire mondiale faite par Levi lors du quatrième congrès du KPD. À cette occasion, Levi avait souligné qu'après le putsch de Kapp-Lüttwitz, la situation en Allemagne était « révolutionnaire dans tous les sens du mot »³². Levi fait même partie du présidium du congrès de l'IC, en compagnie de Giacinto Serrati d'Italie, ainsi que de Zinoviev et Lénine³³, et est invité à prononcer un discours lors des cérémonies d'ouverture à Petrograd³⁴. Le 20 juillet, le congrès se déplace vers Moscou où auront lieu les négociations au cours des deux prochaines semaines.

³¹ Paul Levi, « Die Lehren der ungarischen Revolution », *Die Internationale*, 24 (1920), p. 32-41.

³² *Der zweite Kongress der Komunistischen Internationale...*, p. 23.

³³ *Lenins 21 Punkte...*, p. 6.

³⁴ *Der zweite Kongress der Komunistischen Internationale...*, p. 51-56.

À Moscou, le principal point d'achoppement ne sont pas les 21 conditions de la Comintern telles qu'énoncées lors des semaines précédentes ni même l'évaluation des républiques de conseils de Bavière et de Hongrie, mais plutôt le futur statut du KAPD. Les 4 et 5 avril 1920, les anarcho-syndicalistes expulsés à Heidelberg avaient fondé leur propre parti politique, le Parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD). Ce dernier avait immédiatement pris contact avec la Comintern avec l'objectif avoué d'y être accepté le plus rapidement possible³⁵. C'était toutefois Lénine, dès la fin mai 1920, qui avait décliné l'offre dans sa célèbre brochure *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* :

Les « gauches » d'Allemagne se plaignent des mauvais « chefs » de leur parti et se laissent aller au désespoir [...] La critique la plus violente, la plus implacable, la plus intransigeante, doit être dirigée non point contre le parlementarisme ou l'action parlementaire, mais contre les chefs qui ne savent pas – et, plus encore, contre ceux qui ne veulent pas – tirer parti des élections au parlement et de la tribune parlementaire [...] ³⁶.

La question de la participation au parlement, on s'en souvient, avait été à l'origine du conflit opposant Levi aux anarcho-syndicalistes en 1919. Lénine est donc catégorique. En même temps qu'il réitère son appui à Levi, il repousse la requête du KAPD de se joindre à la Comintern. Devant ce constant, cette dernière est forcée d'envoyer une lettre au KAPD le 2 juin 1920 qui stipule qu'on ne peut pas appuyer un parti abritant les Laufenberg et les Wolfheim – du KAPD –, qui « piétinent les principes mêmes du communisme »³⁷.

Mais comme c'est souvent le cas, en 1920, la Comintern fait volte-face et change d'avis au sujet du KAPD. Seulement quelques jours avant l'ouverture du

³⁵ Voir les nombreuses correspondances entre le KAPD et la Comintern. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 5.

³⁶ Lénine, *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, Paris, Union générale d'éditions, 1962 [1920], p. 91-92.

³⁷ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 148.

congrès à Moscou, Zinoviev écrit qu' « [i]l y a dans les rangs du K.A.P.D. beaucoup de prolétaires honnêtes et dévoués que l'opportunisme et la maladresse de la majorité du comité central du K.P.D. (S[partacus]) avait empêchés de se joindre à nous »³⁸. Un peu comme Radek venait de le faire avec ses articles au sujet des républiques de conseils de Bavière et de Hongrie, Zinoviev cherche à provoquer Levi.

À peine deux jours après l'ouverture des négociations, alors même que le congrès de la Comintern manifeste son intérêt à donner une « voix consultative » au KAPD à titre de « parti sympathisant », Levi envoie une lettre à la Centrale du Parti communiste russe. Il y explique que si la Comintern ne retire pas son offre au KAPD, « [n]ous [la délégation du KPD à Moscou] déclarons que nous quitterons le congrès et retournerons en Allemagne »³⁹. Selon Curt Geyer, représentant de l'USPD présent au congrès, des échanges musclés ont ensuite lieu en coulisse entre Levi d'une part et Radek et Zinoviev de l'autre⁴⁰. Seul le fait que le KAPD ait lui-même décliné l'invitation de l'IC à participer au congrès aurait convaincu Levi de ne pas repartir immédiatement pour Berlin⁴¹.

Bien entendu, Zinoviev comprend parfaitement que le KAPD regroupe les expulsés d'Heidelberg, c'est-à-dire les ennemis jurés de Levi. Willy Brandt et Richard Löwenthal, deux historiens sociaux-démocrates allemands, écrivent que

³⁸ Pierre Broué, dir. *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste...*, p. 475. Dans une lettre du KPD – probablement écrite par Ernst Meyer – à l'endroit du CEIC, du 17 juillet 1920, il est déjà question de donner une voix consultative au KAPD. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3.207, p. 8-9.

³⁹ Lettre de la délégation du KPD au Parti communiste russe le 22 juillet 1920, écrite de Moscou. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.19, p. 231.

⁴⁰ Curt Geyer, *Die revolutionäre Illusion : zur Geschichte des linken Flügels der USPD : Erinnerungen von Curt Geyer*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1976, p. 202.

⁴¹ Zinoviev semble d'ailleurs regretter que le KAPD n'ait pas envoyé de membres au congrès. *Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale...*, p. 382-383; Selon Ernst Meyer, ce serait Jakob Walcher du KPD qui serait parvenu à convaincre Levi de ne pas quitter Moscou. *Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands...*, p. 27.

cela faisait partie d'une tactique plus vaste de la Comintern avec comme objectif d'isoler Levi :

Radek et les autres principaux fonctionnaires professionnels de la Comintern, dont Zinoviev et Boukharine, ont tenté de bâtir une « aile gauche » autour d'Ernst Meyer lors du congrès; tout à fait, ils ont rencontré certains membres de l'USP[D] individuellement afin de s'assurer de leur loyauté et ainsi acquérir, avant même la fusion [du KPD avec l'USPD], une influence accrue contre Levi⁴².

Se doutant qu'on tente de l'écartier, Levi, ce qui est surprenant, tente de projeter une image de bonne entente et de collaboration pour le reste du congrès, non seulement avec Lénine, mais aussi avec la Comintern. Lors des négociations, il n'aborde plus la question du KAPD et se contente plutôt de plaider sa cause en privé auprès de Lénine. Selon l'historien allemand, Werner Angress, Levi serait d'ailleurs parvenu à convaincre Lénine que les anarcho-syndicalistes n'avaient pas leur place dans l'IC⁴³.

En ce qui concerne l'entérinement des 21 conditions, Levi y soumet le VKPD sans aucune retenue. Un rapport des services secrets allemands affirme même que Levi s'y serait plié avec enthousiasme⁴⁴, ce qui transcende d'ailleurs

⁴² Brandt et Löwenthal, *Ernst Reuter: ein Leben für die Freiheit...*, p. 138-139.

⁴³ Werner T. Angress, *Stillborn Revolution: The Communist Bid for Power in Germany, 1921-1923*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 66; Angelica Balabanoff relate toutefois des faits qui contestent l'idée d'une bonne entente entre Levi et Lénine à Moscou. Elle écrit ceci dans ses mémoires: « *We were hardly seated when Lenin, who apparently had not ceased to ponder the question foremost in his mind, asked Levi point-blank: "After the victorious entry of the Russian troops in Warsaw, how long will it take before the revolution breaks out in Germany?" Levi replied calmly: "Three months, or three weeks; perhaps the revolution won't break out at all". The "at all" put an end to the conversation. Lenin got up and left with a mere nod of the head. This nod put the seal on Levi's political destiny. He, who had been declared by the leaders in Moscow in indisputable authority and proclaimed "infallible" was immediately removed from all his offices and subjected to denigration and slander* ». Ce témoignage subjectif a donné naissance à l'idée que Lénine aurait souhaité se débarrasser de Levi dès l'été 1920. Comme nous le montrerons au prochain chapitre de cette thèse, Lénine tentera au contraire de maintenir Levi à la tête du KPD au moins jusqu'en août 1921. Angelica Balabanoff, *Impressions of Lenin...*, p. 111.

⁴⁴ Voir le rapport du *Reichskommissar für Überwachung der öffentlichen Ordnung und Nachrichtensammelstelle im Reichsministerium des Innern (RKO)* du 1^{er} mars 1921. SAPMO-BArch, R 1507/ 2006, p. 144.

des procès-verbaux des négociations à Moscou. Le 30 juillet, Lénine explique que les chefs de l'USPD sont des opportunistes, car ils n'appuient pas la terreur politique :

Contre des gens qui se sont comportés comme les officiers allemands responsables de la mort de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, contre des personnes telles que Stinnes et Krupp, qui ont acheté la presse, contre de telles gens, on se voit obligé d'utiliser la force et la terreur [...] Non seulement Kautsky, mais également Ledebour et Crispin parlent de la terreur et de [l'utilisation] de la force d'une manière tout à fait antirévolutionnaire [...] ⁴⁵.

Dans cet élan de dénonciation et d'accusation, Levi enchaîne en critiquant lui aussi les prises de position de Ledebour et d'Hilferding contre l'utilisation de la terreur au nom d'une « haute morale politique » (*höhere politische Moral*) ⁴⁶. Il explique que Dittmann et Crispin ont aussi agi comme des traîtres durant la Révolution allemande. Se cacher derrière le désir des masses constitue une violation des principes de base du parti communiste :

Car tout comme il est vrai qu'un parti ne peut mener la lutte révolutionnaire sans les masses, il est tout aussi fatal pour un parti de se limiter à toujours chercher à obéir à la question : que veulent les masses? [...] Où les masses font défaut, les Indépendants ont également fait défaut, où les masses n'ont pas su reconnaître leur force, les Indépendants n'ont pas été en mesure de la leur montrer [...] ⁴⁷.

Selon Levi, c'est le parti qui doit guider le prolétariat, et non l'inverse. Son discours devant le congrès indique qu'il appuie la nouvelle politique offensive telle que dictée par Lénine. Le KPD entérine conséquemment les 21 conditions sans aucune retenue.

⁴⁵ *Der zweite Kongress der Komunistischen Internationale...*, p. 348-351.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 359-360.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 354.

En fin de compte, la Comintern choisit de ne pas affronter Levi à l'été 1920, car elle est consciente que lui seul peut faire le pont avec les membres de l'USPD⁴⁸. Jusqu'à la fusion des deux partis en décembre 1920, Radek et Zinoviev choisissent plutôt de tisser discrètement des liens avec l'opposition à l'intérieur du KPD, afin de se préparer à un éventuel duel avec Levi⁴⁹. En tant que représentant allemand à Moscou, Ernst Meyer joue ici un rôle très important. Les directives que lui achemine la Comintern suggèrent qu'il a comme mandat de convaincre la Centrale de l'incompétence de Levi. Dans ses correspondances, Meyer rappelle constamment à celle-ci que Levi s'est opposé à la majorité du parti sur bon nombre de questions stratégiques lors de la dernière année : le putsch de Kapp-Lüttwitz, mais aussi la question de la république des conseils hongroise⁵⁰. En parallèle, Radek construit, tout au long de l'automne 1920, une aile gauchiste à Berlin par l'entremise d'Ernst Reuter-Friesland qui, formé à Moscou, est l'un des principaux adversaires de Levi au KPD⁵¹.

Enfin, le processus d'unification du KPD et de l'USPD suit quant à lui son cours. À son congrès de Halle, tenu entre les 12 et 17 octobre 1920, les

⁴⁸ Radek mentionne quant à lui que Moscou avait également besoin de représentation au Reichstag, ce qui explique pourquoi elle évite de confronter Levi en 1920. Radek, « Der Fall Levi... », p. 104.

⁴⁹ Les nombreux rapports de Guralski, agent bolchevique présent à Berlin, montrent bien comment la Comintern cherchait à construire une aile gauchiste autour d'Ernst Meyer au VKPD. Voir par exemple son rapport du 24 novembre 1920, RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 7, p. 106-116; Voir également l'article d'Alexander Vatlin, qui décrit les tensions entre Levi et les représentants russes à Moscou au cours de l'automne 1920. Alexander Vatlin, « « Comrade Thomas » and the Secret Activity of the Comintern in Germany 1919-1925 », *Revolutionary History*, 9, 2 (2006), p. 3-26.

⁵⁰ Dans un rapport datant du 2 septembre 1920, rédigé à Moscou, Meyer explique que Levi aurait tenté de minimiser la portée des courants d'opposition à l'intérieur du VKPD en se disant en faveur d'une stratégie révolutionnaire plus agressive. Or, Meyer répète aux membres de la Centrale que Levi, tout spécialement lors du putsch de Kapp-Lüttwitz, s'était positionné contre la majorité du parti lorsqu'il avait sanctionné une alliance avec l'USPD. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3.207, p. 29-33. Il est aussi intéressant de noter qu'environ une semaine plus tard, la Centrale du VKPD envoie une lettre au CEIC exigeant qu'Ernst Meyer, ainsi que Jakob Walcher et Rosi Wolfstein, soient immédiatement repatriés en Allemagne. Il est donc très probable que Levi ait été au courant des actions de Meyer et souhaitait le remplacer au plus vite par un de ses alliés. La Centrale fait d'ailleurs la requête que Clara Zetkin soit désormais la représentante du VKPD à Moscou. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 4, p. 77.

⁵¹ Brandt et Löwenthal, *Ernst Reuter: ein Leben für die Freiheit...*, p. 129-133.

membres de l'USPD se positionnent en faveur de l'acceptation des 21 conditions de la Comintern, ce qui force l'aile droite, menée, entre autres, par George Ledebour et Arthur Crispian, à quitter le congrès et à se séparer définitivement du parti. Pour la gauche restante, il est immédiatement question de fusionner avec le KPD⁵². Le congrès unificateur de décembre 1920 officialise finalement l'union. Levi y prononce d'ailleurs un discours où il dépeint une image héroïque et glorieuse de l'État soviétique, qui incarne le seul espoir pour des millions de gens partout dans le monde⁵³. Il conclut en disant que la naissance du nouveau Parti communiste unifié d'Allemagne n'est pas un événement allemand, mais bien le résultat d'une tendance mondiale bien orchestrée par l'Internationale communiste. Ces paroles semblent sincères, car dans ses correspondances privées, Levi fait preuve d'un optimisme inhabituel à ce sujet⁵⁴. Il ne semble guère se douter, cependant, qu'une fois l'unification complétée, la Comintern choisirait ensuite de se débarrasser de lui.

L'« affaire italienne » : le conflit éclate

Quelques jours seulement avant le congrès de décembre 1920, la Comintern annonce qu'elle songe à nouveau donner une « voix consultative » au KAPD⁵⁵. Lorsque Levi apprend la nouvelle dans la presse, il déplore aussitôt cette décision en s'efforçant néanmoins de s'exprimer sur un ton conciliant⁵⁶, et ce, même si le KAPD lui déclare ouvertement son hostilité. « [N]ous [membres

⁵² Wheeler, *USPD und Internationale...*, p. 259-262.

⁵³ *Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der USPD (Linke) und der KPD...*, p. 37.

⁵⁴ Lettre de Levi à Fernand Loriot du 23 novembre 1920. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, 8^e chemise.

⁵⁵ Selon les services secrets allemands, deux représentants du KAPD s'étaient rendus à Moscou avant à la mi-décembre pour négocier avec la Comintern. SAPMO-BArch, R 1507/ 2004, p. 43-44.

⁵⁶ Paul Levi, « Eine unhaltbare Situation », *Rote Fahne*, 24 décembre 1920. Il signe ensuite, avec Ernst Däumig l'article « Die Zulassung der KAPD zur kommunistischen Internationale », *Rote Fahne*, 28 décembre 1920.

du KAPD] ferons tout en notre pouvoir, à l'intérieur de la 3^e Internationale, pour faire disparaître dans la brume (*in blauen Dunst aufzulösen*) les derniers restants d'autorité des Levi et Däumig »⁵⁷. À la fin de 1920, à moins d'un changement de politique à la Comintern, un conflit avec Levi paraît inévitable.

En janvier 1921, à la suite de la cuisante défaite de Toukhatchevsky survenue quelques mois auparavant, Lénine tente pour une énième fois de réaligner les politiques de l'État soviétique. De toute évidence, la défaite de l'Armée rouge rend impossible une révolution à court terme en Europe de l'Ouest. Il faut donc miser, pour un certain temps, sur la coexistence avec les gouvernements européens. De fait, dans le cadre de la NEP, Lénine espère même obtenir d'eux des prêts en argent, afin de mettre fin le plus rapidement possible à la famine et au tumulte social en Russie. Ce repli idéologique en Europe de l'Ouest nécessite que les partis communistes, comme noté plus haut, adoptent des politiques de front ouvrier uni afin d'assainir leur image de « bolcheviques téméraires ».

Levi en profite aussitôt pour signaler son appui à ce nouveau virage en publiant une « lettre ouverte » dans la *Rote Fahne*, le 9 janvier 1921⁵⁸. Celle-ci, qui s'inscrit très clairement dans une politique de front ouvrier uni, invite toutes les organisations ouvrières allemandes – c'est-à-dire l'USPD, le SPD, les syndicats et même le KAPD – à se joindre au VKPD dans sa lutte pour l'amélioration des conditions de travail en Allemagne. La lettre contient plusieurs revendications à saveur syndicale comme l'augmentation des salaires, du montant

⁵⁷ « Paul Levi - der mutige Kritiker », *Kommunistische Arbeiter-Zeitung*, décembre 1920. Article trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 323.

⁵⁸ Copie de la lettre ouverte de la centrale du VKPD avant sa publication dans la *Rote Fahne*, le 9 janvier 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /2. 2, p. 20-20b; À peine quelques jours plus tard, le VKPD publie une deuxième lettre, s'adressant cette fois directement aux masses ouvrières. On y explique que toutes les autres organisations ouvrières ont refusé l'offre de la lettre ouverte. Le VKPD accuse celles-ci d'exacerber la division du prolétariat, car elles préfèrent s'unir à la bourgeoisie. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /2. 2, p. 20b-21b.

des pensions pour les retraités et les victimes de la guerre, ainsi que l'uniformisation des prestations de chômage et la régulation des prix de la nourriture et des logements. Il y est aussi fait mention des objectifs révolutionnaires plus traditionnels, comme le désarmement de la bourgeoisie. La « lettre ouverte » réclame enfin la reprise des relations diplomatiques entre le gouvernement allemand et la Russie soviétique.

Dans l'historiographie communiste, l'épisode de la « lettre ouverte » serait symptomatique de l'engagement de la Comintern dans une politique de front ouvrier uni. On y martèle surtout le fait que Radek ait participé à sa publication⁵⁹. Plusieurs documents indiquent cependant que le CEIC fait tout pour en empêcher la publication. Zinoviev critique d'ailleurs vivement l'appui de Radek au texte⁶⁰. Finalement, seule l'intervention personnelle de Lénine aurait permis d'éviter que le CEIC n'en interdise la publication⁶¹. La « lettre ouverte », conséquemment, n'incarne guère une quelconque volonté de la Comintern d'agir selon une politique de front ouvrier uni. Elle est plutôt la conséquence des politiques de la NEP à l'extérieur de la Russie soviétique telles qu'imposées par Lénine.

Zinoviev n'a cependant pas l'intention d'abandonner sa politique d'offensive en Allemagne. Et pour cela, il conclut qu'il doit rapidement se débarrasser de Levi. Le Congrès du Parti socialiste italien (PSI) de Livourne, se déroulant du 15 au 21 janvier 1921, où Levi est invité en tant qu'observateur externe, présente justement une opportunité pour l'affronter. À l'époque, le mouvement ouvrier italien est composé de trois groupes : les communistes

⁵⁹ Dans l'historiographie est-allemande, la « lettre ouverte » du VKPD aurait été le premier pas d'une politique de « front ouvrier uni » élaborée simultanément par la Comintern et le VKPD. Arnold Reisberg, *An den Quellen der Einheitsfrontpolitik. Der Kampf der KPD um die Aktionseinheit in Deutschland 1921-1922*, Berlin, Dietz, 1971.

⁶⁰ Rapports de Curt Geyer – écrits de Moscou – au VKPD les 21 et 22 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 141-156.

⁶¹ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 205.

regroupant environ 50 000 membres représentés par Nicola Bombacci et Amadeo Bordiga, les socialistes de Giacinto Serrati, groupe le plus important avec plus de 100 000 membres, et les sociaux-démocrates de Filippo Turati avec moins de 15 000 membres⁶². Lors du second congrès de l'IC, à Moscou, Serrati s'était déclaré en faveur des 21 conditions de la Comintern. Il avait malgré tout demandé une période de grâce afin de lui permettre de choisir le moment opportun pour expulser les « opportunistes » de son parti qui sont principalement les sympathisants de Turati. Au début de 1921, Serrati n'a cependant toujours pas rempli sa promesse, ce que Zinoviev considère comme un affront. Selon Brandt et Löwenthal, Matyas Rakosi et Khristo Kabaktchiev sont envoyés à Livourne justement avec le mandat clair de diviser le PSI et pour en faire exclure non seulement le groupe social-démocrate de Turati, mais aussi Serrati lui-même⁶³.

Avant son départ pour l'Italie, Levi explique à Clara Zetkin qu'il souhaite intervenir auprès des représentants de l'IC afin d'arriver à un compromis raisonnable au sujet de Serrati pour s'assurer que le PSI ne s'aliène pas ses fidèles qui sont de « bons communistes »⁶⁴. À son arrivée à Livourne, il constate que cette mission est toutefois impossible à réaliser. Il s'indigne d'abord de la manière avec laquelle Rakosy et Kabaktchiev mènent les négociations. Ces derniers refusent catégoriquement de négocier avec Serrati et souhaitent plutôt le faire expulser immédiatement de la Comintern. Levi explique qu'il est effectivement nécessaire de confronter Serrati afin qu'il purge rapidement son

⁶² Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 206-207.

⁶³ Brandt et Löwenthal, *Ernst Reuter: ein Leben für die Freiheit...*, p. 145; Le discours de Kabaktchiev du 16 janvier 1921 à Livourne est publié sous le titre *Die Gründung der Kommunistischen Partei Italiens*, Verlag der Kommunistischen Internationale, Hamburg, 1921. Brochure trouvée à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 220.

⁶⁴ Broué écrit qu'« [i]l est tout à fait possible que Paul Levi, qui se rendit à Livourne pour y représenter le VKPD, ait pensé que le feu vert finalement donné à la « lettre ouverte » était un signe qu'on trouverait avec le PSI un accommodement. Après tout, on en avait trouvé un avec les centristes français [à Tours] [...]. Or il n'en fut rien ». Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 206.

parti des éléments « opportunistes »⁶⁵. Il explique néanmoins que la déclaration de Kabaktchiev a été formulée de manière à rendre l'expulsion de Serrati inévitable⁶⁶. Levi estime qu'un tel dénouement conduirait à la perte d'un nombre important de communistes au sein de l'IC, les offrant sur un plateau d'argent à l'Internationale socialiste – la Seconde Internationale⁶⁷.

Le CEIC voit toutefois les choses d'un autre œil et décide d'exploiter la prise de position trop conciliante de Levi. Ayant lu le rapport de Levi au sujet de Livourne, Radek – sous le pseudonyme de P.B. – fait encore une fois volte-face en rompant avec sa politique de la « lettre ouverte ». Dans une série de trois articles publiés dans la *Rote Fahne* et intitulée « La division du Parti socialiste italien et l'Internationale communiste », il attaque Levi d'une manière très agressive⁶⁸. Selon lui, les décisions prises par les représentants de l'exécutif de l'IC à Livourne sont justifiées, car Serrati était trop enclin à accepter l'« opportunisme » dans son parti. Il insinue qu'une certaine complicité existe entre Serrati et Levi qui, selon lui, est tout à fait compromettante. Pour Fayet, « [e]n “sacrifiant” Levi, en se posant en défenseur rigide de l'autorité de l'exécutif contre les “tendances centristes” de Levi, Radek pouvait espérer [encore une fois] se refaire une réputation d'intransigeance qui lui permettrait, du moins l'espérait-il, de retrouver une position de force à Moscou »⁶⁹. Quoique médiocre et vacillant, Levi vient de perdre l'appui de Radek, qui était son dernier allié à l'IC.

⁶⁵ Rapport de Levi à l'exécutif de la Comintern du 20 janvier 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.8, p. 109.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 108-113.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Karl Radek (P.B.), « Die Spaltung der italienischen sozialistischen Partei und die kommunistische Internationale ». Les deux premières parties sont publiées dans les éditions matin et soir de la *Rote Fahne* le 26 janvier 1921, et la dernière dans l'édition unique de la *Rote Fahne* du 27 janvier 1921.

⁶⁹ Fayet, *Karl Radek...*, p. 368.

Fidèle à lui-même, Levi choisit de confronter la Comintern. Il envoie une lettre au CEIC : « Est-ce que l'exécutif, ou son représentant allemand [Radek], estiment nécessaire ou même souhaitable ma démission du poste de président du parti? »⁷⁰. La lettre n'a cependant guère l'effet escompté. De passage à Berlin, Radek accuse de nouveau Levi d'avoir menti au sujet de Serrati, que l'IC souhaite toujours exclure de ses rangs⁷¹. Devant la Centrale, Levi répond en répétant que son opinion ne diffère en rien de celle de l'exécutif de la Comintern :

Je répète : je n'ai aucune intention de m'identifier à ou de me solidariser avec Serrati. Je lui ai dit très clairement qu'il lui était nécessaire de procéder immédiatement à l'expulsion [des réformistes à l'intérieur de son parti] [...] Je suis convaincu que le noyau que représente la gauche de l'USP[D] en Allemagne équivaut au groupe Serrati [en Italie]. J'estime que ce serait une erreur grave de la part de l'Internationale communiste que de repousser ce noyau vers la droite, par l'entêtement et la force⁷².

Insensible à ces critiques, Radek envoie une lettre à un groupe d'opposition à l'intérieur de la Centrale, expliquant que Levi « cherche une lutte ouverte contre l'exécutif [de la Comintern] »⁷³. Levi aurait comploté contre ses représentants à Livourne en acceptant entre autres de rencontrer Serrati en privé. Au nom de la Comintern, Radek force enfin les représentants du VKPD à prendre position soit en faveur de Levi, soit en faveur de l'IC :

L'action de Levi après mon départ, au sujet de la question italienne, prouve que Levi cherche la lutte contre l'exécutif [...] Prenant cela en considération, les camarades qui souhaitent éviter de voir le VKPD se transformer en un parti à la Serrati doivent prendre position ouvertement et clairement contre Levi et contre les lévites (*Leviten*)⁷⁴.

⁷⁰ Lettre de Levi à l'exécutif de la Comintern du 27 janvier 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, RY 1/I 2 /1. 5, p. 309-310.

⁷¹ Radek y emprunte le pseudonyme « Max ». Procès-verbal de la réunion de la centrale du VKPD du 21 janvier 1921. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 182.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Il est fort possible que cette lettre, sans date, ait été envoyée à August Thalheimer, grand ami de Radek et partisan de la « théorie de l'offensive ». AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 185.

⁷⁴ *Ibid.*

Faisant pour la première fois référence aux « lévites » en tant qu'ennemis du mouvement communiste, Radek ajoute que la lettre citée ici est non seulement appuyée par Zinoviev et Boukharine du CEIC, mais aussi par Lénine – ce dont il est permis de douter, étant donné la suite des événements⁷⁵.

Levi et Zetkin démissionnent

Le VKPD résiste d'abord aux tentatives de division du parti de Radek. Le 1^{er} février 1921, la Centrale appuie Levi et déclare que celui-ci a agi correctement à Livourne⁷⁶. Ce soutien semble lui redonner confiance. Quelques jours plus tard, il réaffirme sa position :

La scission avec le groupe Serrati était une erreur! On aurait dû, en faisant usage de plus de pression, le forcer à se séparer du groupe Turati, au lieu de forcer à tout prix la scission du groupe Serrati [...] Nous réclamons une intransigeance complète en ce qui a trait à Turati et à son groupe, mais à l'inverse, une certaine souplesse (*Entgegenkommen*) envers le groupe Serrati⁷⁷.

La vulnérabilité de Levi amène toutefois les groupes d'opposition à l'intérieur du VKPD à se manifester, ce qui, le moment venu, affaiblira Levi encore davantage. Une anecdote illustre bien notre propos. Entre le 24 et le 29 janvier 1921, les pays victorieux de la Première Guerre mondiale concluent un accord sur les montants que doit payer l'Allemagne. Le gouvernement allemand est ensuite convoqué par les Alliés à Londres afin de prendre connaissance du plan de paiements qui lui est imposé⁷⁸. En Allemagne, cette nouvelle attise les

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Il en est question lors d'une rencontre du CC du VKPD le 24 février 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/1.5, p. 311-312.

⁷⁷ Paul Levi, « Wir und die Exekutive. Teil II », *Rote Fahne*, 6 février 1921.

⁷⁸ Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924) : histoire d'une occupation*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1998, p. 54.

sentiments nationaux de certains cercles ouvriers. Dans un discours prononcé devant le Reichstag, le 2 février, Levi s'indigne du traitement imposé à l'Allemagne et somme le gouvernement allemand de contracter une alliance avec la Russie soviétique (*Bündnis mit Sowjetrußland*)⁷⁹. Une telle politique, évidemment, vise à assainir l'image du VKPD, mais aussi à faciliter la conclusion d'une entente entre le gouvernement allemand et la Russie, ce qui, tout en répondant aux exigences de la NEP, correspond paradoxalement à la volonté de nombreux cercles nationalistes en Allemagne.

Il n'en faut pas plus pour que le groupe de gauche de Berlin, mené surtout par Ruth Fischer et Ernst Reuter-Friesland, publie une série d'articles accusant Levi de « national-bolchevisme » dans la *Rote Fahne*⁸⁰. Selon Fischer, l'idée même de reconnaître le gouvernement allemand comme défenseur légitime du prolétariat tire sa source d'une conception bourgeoise de l'histoire qui nie l'existence d'une classe prolétarienne internationale. Avec son discours, Levi aurait, selon elle, contribué à exacerber le nationalisme allemand et à miner par le fait même le mouvement communiste.

Malgré l'appui de Lénine envers Levi, au sujet de la nécessité d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie soviétique, Levi se trouve néanmoins dans une position précaire lorsque le représentant de la Comintern, Mathyas Rakosi, que Broué décrit comme « l'un des plus bornés et des plus brutaux individus qu'ait jamais produit le mouvement communiste »⁸¹, arrive à Berlin le 16 février 1921. Nous reviendrons sur le discours de Levi au Reichstag qui est critiqué par

⁷⁹ *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 2 février 1921, p. 2316-2319. Le 12 mars 1921, Levi réitère l'importance de s'unir avec la Russie soviétique, pour donner un espace de manœuvre à l'Allemagne vis-à-vis des alliés occidentaux. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 12 mars 1921, p. 2881.

⁸⁰ Voir les articles de Ruth Fischer à la *Rote Fahne* les 11, 12 et 15 février 1921; Au sujet du national-bolchevisme, voir l'ouvrage de Louis Dupeux, *National bolchevisme : stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Madison, H. Champion, 1979.

⁸¹ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 207.

Ruth Fischer. Pour l'instant, il suffit d'expliquer que pour Rakosi, la prise de position du parti au sujet de l'« affaire italienne » est beaucoup trop ambiguë. Le VKPD doit clairement prendre position contre Levi. En faisant référence à la résolution du 1^{er} février, favorable à l'appréciation de Levi du congrès de Livourne, Rakosi estime inacceptable de donner une deuxième chance à Serrati en rouvrant les négociations avec lui⁸². Il parvient finalement à convaincre la Centrale d'émettre une nouvelle résolution, dont la rédaction est assurée par Ernst Thalheimer et Walter Stoecker⁸³.

La Comintern obtient finalement ce qu'elle souhaite lors des séances du Comité central du VKPD, tenues entre les 22 et 24 février⁸⁴. Lors de ces réunions d'une grande importance, Levi prononce d'abord un discours, dans lequel il réduit le conflit actuel entre le VKPD et la Comintern à un choix simple : soit le parti approuve la décision des représentants de l'IC à Livourne et accepte de se voir dicter une politique de Moscou, soit il refuse de se plier aux exigences russes et continue de mener le parti selon les spécificités de la voie allemande en respectant le choix des masses ouvrières⁸⁵. Or, c'est précisément à ce moment que

⁸² Il est à noter que dans le texte, Rakosi emprunte le pseudonyme de Rakotschin. Voir texte du discours de Rakosi devant la Centrale du VKPD le 16 février 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 27-47; La lecture des procès-verbaux des sessions du CEIC des jours suivants montre que Rakosi a agi selon la volonté de ses supérieurs. « Radek : “Je dois dire à ce sujet que nous serions beaucoup plus à gauche si ce n'était de la grande influence des tendances opportunistes au VKPD, et à cet égard, j'aimerais dire ouvertement que l'exposant de cette tendance opportuniste est le camarade Levi” ». Guralski rajoute quant à lui que « le parti est en santé, mais sa direction est malade [...] Il existe une aile gauche au parti [...] [or] Levi est en train de la tuer selon les mêmes motifs avec lesquels il souhaite tuer le KAPD [...] L'antiputschisme doit être liquidé, l'aile gauche doit être bien protégée, et les personnes dans la direction qui ont fait des erreurs graves doivent être impitoyablement éliminées ». Procès-verbal de la rencontre du CEIC du 22 février 1921 à Moscou. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 220.

⁸³ Cette partie de la discussion a lieu dans une deuxième séance, plus tard dans la journée. Voir le procès-verbal de cette session le 16 février 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/2. 13, p. 92-94.

⁸⁴ Selon un rapport de la Centrale du VKPD destiné au CEIC, la visite de Rakosi à Berlin aurait eu l'effet recherché. La Centrale se dit en effet heureuse que Rakosi ait pu lui expliquer ce qui s'était réellement passé à Livourne. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3.207, p. 76-82.

⁸⁵ Le discours de Levi devant le CC, le 22 février 1921, a été publié sous la forme d'une brochure. *Der Beginn der Krise in der Kommunistischen Partei und Internationale*. Nos citations sont toutefois tirées du rapport sténographique original qui comprend le discours de Levi et le compte-rendu des négociations tenues entre les 22 et 24 février 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /1. 5.

Ruth Fischer lui reproche à nouveau d'avoir « fait de la politique étrangère » avec son discours au Reichstag du début février avec sa formule en faveur d'une « alliance avec la Russie soviétique »⁸⁶. Paul Fröhlich et Ernst Reuter-Friesland emboîtent ensuite le pas en s'en prenant à Levi pour son manque d'initiative sur la question relative au KAPD⁸⁷. Enfin, tous semblent alors converger contre Levi, souvent, sur des sujets qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. Il s'agit surtout pour les membres du KPD de montrer à Rakosi qu'ils se sont rangés derrière la Comintern.

Alors que les esprits s'échauffent, l'audience passe finalement au vote sur la nouvelle résolution préparée par Thalheimer et Stoecker. Celle-ci stipule que non seulement le VKPD appuie les agissements de l'IC à Livourne, mais que, comme elle, il souhaite que Serrati soit immédiatement exclu du PSI. Après une autre ronde d'échanges musclés durant lesquels Levi va jusqu'à dire que l'IC souhaite modeler les partis européens selon une « théorie de la division » (*Spaltungstheorie*), le comité central du VKPD approuve la résolution Thalheimer/Stoecker par 28 voix contre 23⁸⁸. Aussitôt le résultat du vote dévoilé, Zetkin annonce qu'elle et Levi renoncent à leur poste au sein de la Centrale : « [I]l nous est désormais impossible [...] de justifier et de défendre notre solidarité à l'égard de cette façon de voir »⁸⁹. Elle demande donc à ce que le CC leur vote immédiatement des remplaçants. L'« affaire italienne » est enfin réglée.

En 2008, Fayet écrit que :

In voting for Rakosi's resolution [celle de Thalheimer et de Stoecker], the new German leadership recognized that it had no difference in principle with Levi, but stated its intention of cooperating loyally with the ECCI. It hence confirmed the fact of the German party's submission to the decisions of the

⁸⁶ *Ibid.*, p. 113-117.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 143-177.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 251.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 252.

*Comintern. No future German leadership ever succeeded in reversing this. There was to be no way out of the web in which it was now caught*⁹⁰.

La mise à l'écart de Levi marque certes un tournant dans l'histoire du (V)KPD. Comme nous le verrons plus loin, ceux qui le remplaceront à la tête du parti ne posséderont ni le leadership ni les capacités intellectuelles nécessaires pour résister à une quelconque ingérence. Cela dit, Levi ne cherchait pas à résister à l'ingérence russe à proprement parler. Outre la discorde avec la Comintern, il a toujours tenté d'aligner son parti sur une politique qui correspondait à celle de Lénine. Il ne se révolte pas contre Moscou, mais plutôt contre l'ingérence hostile de l'Internationale communiste qui, de toute évidence, cherchait à l'éloigner de la direction du parti. La suite des événements montrera que ses rapports difficiles avec Radek et Zinoviev, entre autres, ne font qu'exacerber cette situation défavorable.

L'action de mars

Dans les jours qui suivent la démission de Levi et Zetkin de la Centrale, quelques membres du parti se déclarent solidaires de leur cause, dont Otto Brass, Ernst Däumig, Adolf Hoffmann et Curt Geyer⁹¹. Selon eux, la politique actuelle de la Comintern et du VKPD mènera à l'aliénation des masses et à la chute du communisme européen. Ces démarches n'impressionnent cependant guère le CEIC. Maintenant que les « lévites » sont écartés de la tête du parti, il est désormais possible de déployer une stratégie axée sur l'offensive. L'historienne allemande Sigrig Koch-Baumgarten écrit que :

⁹⁰ Fayet, « Paul Levi and the Turning Point of 1921... », p. 114-115.

⁹¹ Voir la déclaration du groupe autour de Levi expliquant pourquoi il a choisi de quitter la Centrale. RY 1/I 2 /1 5, p. 309-311; Selon une lettre de Radek du 1^{er} avril 1921, Geyer, alors à Moscou, en apprenant la démission de Levi, serait immédiatement allé voir Radek pour lui demander d'envoyer un télégramme à Berlin confirmant qu'il se retirait lui aussi de la Centrale. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3.207, p. 106-109.

En dépit des – importantes – différences à l'égard de certaines questions individuelles et tactiques, les principaux membres de l'exécutif [de la Comintern] avaient comme objectif commun [...] d'accélérer la révolution allemande. Puisqu'il était clair qu'on ne pourrait désormais plus compter sur des événements spontanés, on se contentera plutôt de réfléchir aux moyens *artificiels* avec lesquels on pourrait provoquer la révolution⁹².

C'est donc dans cet esprit de *faire* la révolution que l'exécutif envoie ses meilleurs « putschistes » à Berlin au début de mars 1921, soit Bela Kun, Joseph Pogany et August Guralsky⁹³. Une fois sur place, Kun réussit avec une efficacité déconcertante à convaincre la nouvelle Centrale de la nécessité de mettre tout en œuvre pour agiter le prolétariat et forcer la prise du pouvoir par les communistes⁹⁴. Bien qu'aucune date ne soit fixée pour le putsch, toute turbulence publique pourra désormais servir de prétexte pour déclencher une « action ».

Dans les premiers mois de 1921, Lénine s'oppose toujours à l'idée de forcer la révolution en Allemagne en raison de la nécessité d'obtenir de l'argent des gouvernements ouest-européens pour stabiliser le régime soviétique. Or, en Russie, les révoltes populaires menacent sérieusement le régime, ce qui détourne son attention de ce qui se déroule en Allemagne. Dans une lettre à Levi, Lénine écrit qu'il n'a même plus le temps de lire les journaux allemands⁹⁵. Cela explique en partie pourquoi il n'est guère en mesure d'intervenir en sa faveur.

Ayant eu vent de la dynamique putschiste qui se développe au VKPD, ce sont plutôt les autorités du gouvernement prussien qui décident d'intervenir. Carl Severing et Otto Hörsing, deux éminents membres du SPD du gouvernement

⁹² Sigrid Koch-Baumgarten, *Aufstand der Avantgarde : die Märzaktion der KPD 1921*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1986, p. 116; Des rapports soviétiques confirment que le CEIC a joué un rôle très important dans l'introduction d'un tel programme au VKPD. Voir une lettre de Radek du 1^{er} février 1921. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 15, p. 10.

⁹³ Koch-Baumgarten, *Aufstand der Avantgarde...*, p. 122.

⁹⁴ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 212.

⁹⁵ Lettre de Lénine à Levi du 16 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.14, p. 12.

social-démocrate de la Prusse décident de déployer des forces policières additionnelles sur le territoire saxon à partir du 16 mars 1921. Lorsque le VKPD apprend la nouvelle, en pleine session du CC, la machine à propagande se met aussitôt en marche. Entre les 17 et 21 mars, la *Rote Fahne* publie une série d'articles provocateurs sommant le prolétariat de prendre les armes et de s'emparer du pouvoir. Kun participe à la rédaction des articles et écrit que « chaque ouvrier ignorera simplement la loi et doit empoigner un fusil là où il pourra en prendre un »⁹⁶. Entre-temps, alors que les masses ne répondent que partiellement à l'appel du parti, la Centrale ordonne au district de Halle de provoquer la révolution⁹⁷. Parmi les agitateurs, Max Hölz se distingue particulièrement en menant un groupe d'insurgés à des victoires partielles sur la police. Entre le 18 et le 21 mars, la révolte gagne l'Allemagne centrale, Hambourg, ainsi qu'une partie de la Rhénanie et de la Westphalie. Elle entraîne la mort de plusieurs policiers ainsi que celle de nombreux militants communistes. L'historien Werner Angress résume le fiasco engendré par l'action de mars de cette façon :

*From the moment of its conception until the final call for retreat on April 1, the entire operation with its grandiose scheme of capturing the power of state, was conducted by a few Communist leaders who approached it in a spirit of recklessness and irresponsibility [...] Impulsive, ignorant of the true political situation, and without a clear conception of the risks involved, the Communist leaders plunged the party into a disastrous adventure*⁹⁸.

Lorsque la Centrale décide enfin de mettre fin à l'insurrection, le 1^{er} avril 1921, l'action a engendré plus de 150 morts, sans qu'aucun gain politique n'ait été réalisé.

⁹⁶ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 216.

⁹⁷ Angress, *Stillborn Revolution...*, p. 142.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 164.

Même s'ils sont bien connus, les faits relatifs à l'action de mars font encore l'objet d'une certaine controverse. La ligne historiographique officielle de la République démocratique allemande les a longtemps expliqués comme une simple réaction défensive à la provocation policière saxonne⁹⁹. La version actuelle communément acceptée des événements blâme cependant principalement la Comintern, mais aussi la Centrale du VKPD : « Assurément, le CEIC ne porte guère l'unique responsabilité pour le développement d'une stratégie d'offensive en lien avec l'action de mars. N'eût été du développement de prises de position semblables chez un courant du KPD, l'initiative du CEIC se serait avéré être un coup dans le vide [...] »¹⁰⁰. Selon Koch-Baumgarten, après le retrait de Levi et Zetkin de la Centrale, celle-ci était dépourvue de ses principaux éléments modérés qui ont été remplacés par des partisans de la « théorie de l'offensive », tels August Thalheimer, Heinrich Brandler, Ernst Reuter-Friessland, Fritz Heckert, et Wilhelm Pieck. Brandler, en tant que nouveau président du parti, n'inspirait par ailleurs que très peu de respect auprès de ses camarades¹⁰¹.

« *Notre voie : contre le putschisme* »

À la suite de son retrait de la Centrale, Levi juge qu'il a besoin de repos et décide de se rendre à Vienne pour des vacances. Le 24 mars, ayant sans doute appris la nouvelle de l'action de mars dans les journaux, il écrit à sa secrétaire et amie personnelle, Mathilde Jacob, lui exprimant sa désolation face aux

⁹⁹ Encore une fois, le travail de Reisberg en offre un exemple notoire. Arnold Reisberg, *An den Quellen der Einheitsfrontpolitik...*; Lors de nos recherches, nous sommes aussi tombés par hasard sur un discours de Bernhard Koenen prononcé en 1951 devant une assemblée composée de membres du Parti socialiste unifié (SED) de la RDA et portant sur l'action de mars. Le discours incarne parfaitement la version est-allemande des événements. Koenen explique que le VKPD a dû réagir à l'agression de la police de Merseburg, entre autres. En 1951, le régime est-allemand interprétait toujours l'action de mars comme un « pas en avant » dans la lutte du mouvement ouvrier allemand. SAPMO-BArch, Nachlass Bernhard Koenen, NY 4091.64, p. 2-130.

¹⁰⁰ Sigrid Koch-Baumgarten, *Aufstand der Avantgarde...*, p. 123.

¹⁰¹ Angress, *Stillborn Revolution...*, p. 111.

événements récents¹⁰². Dans ses mémoires, Zetkin dépeint une image encore plus triste de Levi à la suite de l'action de mars :

Il a été remué jusqu'au tréfonds par cette malheureuse action de mars. Il était convaincu qu'elle avait étourdiment mis en péril l'existence du parti et gaspillé ce pour quoi Rosa [Luxemburg], Karl [Liebknecht] et Leo [Jogisches], et tant d'autres, avaient donné leur vie. Il a pleuré, littéralement pleuré de douleur à l'idée que le parti était perdu¹⁰³.

Le 27 mars 1921, Levi écrit une nouvelle lettre à Lénine pour lui demander d'intervenir en sa faveur en Allemagne. Il y est clairement illustré comment Levi tente d'opposer la politique offensive de la Comintern aux intérêts de l'Union soviétique. Il explique d'abord que si rien n'est fait, les dirigeants actuels du VKPD et de l'Internationale communiste mèneront le communisme allemand à sa perte, et ce, à l'intérieur des six prochains mois¹⁰⁴. L'IC s'est insérée dans son parti depuis le mois de mars, en tentant d'y inculquer la « théorie de l'offensive » sous prétexte de vouloir soulager la Russie soviétique. Or, en cette période de stagnation révolutionnaire, forcer les masses à des initiatives révolutionnaires ne contribue qu'à isoler davantage le VKPD qui, d'ailleurs, n'a qu'une très faible emprise sur les masses ouvrières¹⁰⁵. Levi réitère surtout la nécessité d'une alliance diplomatique entre le gouvernement allemand et la Russie soviétique qui serait l'unique moyen pour favoriser un retour des masses vers le communisme¹⁰⁶. Levi termine sa missive en priant Lénine d'intervenir rapidement en disciplinant la Comintern et, par le fait même le VKPD. De son côté, il écrit qu'il ne s'en prendra guère à ses adversaires au parti, se contentant plutôt de publier une brochure exposant son point de vue¹⁰⁷.

¹⁰² Lettre de Levi à Mathilde Jacob du 24 mars 1921. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 43.

¹⁰³ Tel que cité par Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 222.

¹⁰⁴ Lettre de Levi à Lénine du 27 mars 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, p. 55-62.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

Cette simple brochure, pourtant, trouvera écho à travers le monde et secouera le VKPD comme jamais auparavant. Entre le 3 et le 4 avril 1921, Levi rédige *Notre voie : contre le putschisme (Unser Weg : wider den Putschismus)*. Il en remet une copie à Clara Zetkin, qui le met aussitôt en garde :

Cher camarade Paul. J'ai lu avec beaucoup d'attention votre brochure, du premier au dernier mot. Elle est tout simplement excellente. Cependant, je ne me trompe guère à propos de ses conséquences : vous serez exclu pour [l'avoir écrite]. « Le Juif doit être brûlé (*Der Jude muss verbrannt werden*) ». Le bûcher est déjà érigé. Il vous appartient désormais de ne pas allumer l'étincelle qui y mettra feu. Je vous supplie donc expressément [...] de mettre votre âme de côté quelque peu [...] et de retirer ou de changer les passages que j'ai barrés¹⁰⁸.

Surtout, Zetkin lui suggère de retirer les attaques personnelles contre Radek : « [L]e moins vous parlez de lui, le mieux ce sera, car il n'en vaut pas la peine »¹⁰⁹. Même si tout ce que Levi relate dans la brochure est juste, il vaudrait mieux atténuer les critiques à l'endroit de l'exécutif¹¹⁰.

Levi n'en a cependant aucune intention et il publie sa brochure le 12 avril 1921. Dans *Notre voie*, il dénonce en bonne et due forme la responsabilité que porte la Centrale du VKPD et le CEIC dans le bain de sang que s'est avérée être l'action de mars. Après son retrait de la Centrale, Levi affirme que ses remplaçants ont opté pour la « théorie de l'offensive ». Il cite, entre autres, un discours de Paul Fröhlich devant la Centrale, dans lequel ce dernier aurait réclamé que l'on « rompe complètement avec le passé »¹¹¹. Levi raconte en détail comment les conditions sociales en Allemagne interdisaient toute action de la part

¹⁰⁸ Lettre de Clara Zetkin à Levi du 11 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.3, p. 25-26.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Paul Levi, *Unser Weg : wider den putschismus*. Références et citations tirées de la traduction anglaise faite par David Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 126; Pour le discours de Fröhlich, voir le procès-verbal des séances du CC des 16 et 17 mars 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 90-118.

du VKPD. Non seulement la bourgeoisie est mieux organisée que jamais auparavant, mais les masses ouvrières ne s'associent plus au communisme. Il estime que moins de 20% du prolétariat épouse la cause. Dans de telles conditions, comment la direction du parti a-t-elle pu conclure que la révolution était prête à éclater à tout moment? Le VKPD a plutôt fait le choix d'imposer la révolution aux masses par le mensonge. Levi traite la Centrale du VKPD de bakouninisme pour avoir déclaré à la *Rote Fahne* que « [q]uiconque n'est pas avec nous est conséquemment contre nous »¹¹². En s'exprimant de la sorte, non seulement a-t-elle déclaré la guerre aux institutions bourgeoises, mais aussi à plus de 80% du prolétariat¹¹³ : « *All this characterises the March movement as the greatest Bakuninist putsch in history to date* »¹¹⁴. La Centrale du VKPD est donc directement responsable de la mort de centaines de travailleurs et de membres du parti.

Levi s'attaque ensuite au Comité exécutif de l'Internationale communiste. Il accuse Radek d'avoir eu recours à des brigands, des anarchistes déclassés et des prolétaires non ouvriers (*Lumpenproletariat*) pour faire lever l'insurrection¹¹⁵. Il poursuit en expliquant que depuis sa création, la Comintern a constamment cherché à prendre le contrôle des partis communistes ouest-européens par l'entremise d'émissaires politiques : « *They never work with the Zentrale of the country in question, always behind its back and often even against it [...] The ECCI works more or less like a Cheka projected beyond the Russian frontiers – an impossible state of affairs* »¹¹⁶. Après Livourne, Rakosi et Bela Kun se sont donnés comme mandat de débarrasser le VKPD de l'« opportunisme », c'est-à-dire de Levi lui-même et de ses sympathisants. Ils auraient appuyé fermement le

¹¹² *Rote Fahne*, 20 mars 1921.

¹¹³ Version anglaise d'*Unser Weg : wider den putschismus*, dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 131.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 132.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 135-137.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 143.

courant putschiste au sein du parti et, pour cette raison, ils portent une part importante de la responsabilité dans le fiasco de l'action de mars. Levi termine en expliquant que celle-ci a causé un tort irréparable à la cause communiste et que le seul moyen de le surmonter est de reconnaître qu'elle a été une erreur monumentale. Il faut désormais rompre avec le présent : « *Down with the putschists* »¹¹⁷. *Notre voie*, selon Levi, est un premier pas dans cette direction.

La publication du texte a l'effet d'une bombe en Allemagne et à l'étranger¹¹⁸. Évidemment, la presse sociale-démocrate jubile. Après tout, Levi y dénonce tout ce que le SPD a toujours prétendu au sujet du (V)KPD : qu'il n'est qu'un parti aventuriste ne souhaitant accéder au pouvoir qu'au moyen d'actions criminelles et ne se souciant guère de la volonté des travailleurs. Certains cercles sociaux-démocrates tentent ensuite de faire de Levi l'un des leurs. Karl Kautsky parle de « la voie Paul Levi », expliquant que ce dernier est sans contredit le seul représentant du communisme allemand avec un peu de bon sens et capable de tenir tête à Moscou¹¹⁹. Les sociaux-démocrates cultivent de la même manière l'idée que le bolchevisme, étranger à la tradition démocratique allemande et enclin à la dictature et à la terreur, est bien présent au sein du VKPD. La brochure de Levi prouve, selon eux, que Moscou est bel et bien responsable du dénouement malheureux de l'action de mars.

Dans le clan communiste, le VKPD réagit en excluant immédiatement Levi de ses rangs, dès le 15 avril 1921, pour « bris de discipline », et également pour « avoir causé un tort irréparable au parti »¹²⁰. Avec sa brochure, qui n'avait

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 138 et 140.

¹¹⁸ Voir les dizaines d'articles provenant de toutes les orientations politiques allemandes, et aussi de l'étranger – France, Angleterre, Suède, Tchécoslovaquie, et autres – recueillis dans le fonds Levi. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 198, 199, 200, 201 et 202.

¹¹⁹ Karl Kautsky, « Paul Levis Weg », *Arbeiter-Zeitung: Zentralorgan der Sozialdemokratie Seutschössterreichs*, 13 mai 1921. Article trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 201.

¹²⁰ Communiqué émis par le VKPD le 15 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 140-141.

été communiquée à personne – sauf Zetkin –, Levi aurait, entre autres, aidé la police à faire arrêter certains camarades impliqués dans l'action de mars, dont Heinrich Brandler¹²¹. La Comintern expulse à son tour Levi de ses rangs au début de mai et le qualifie de « traître »¹²². Zinoviev le traite, quant à lui, d'« infâme menteur »¹²³.

Notre voie est un texte d'une grande valeur, qui est fondamental dans l'interprétation de la pensée politique de Levi. Pour la majorité des historiens, elle prouve qu'il était l'« héritier politique de Rosa Luxemburg », ou encore un « socialiste démocrate »¹²⁴. Historiens et hommes politiques s'en sont également servi pour montrer comment Levi n'aurait pas hésité à rompre avec le bolchevisme¹²⁵. Sans aucun doute, *Notre voie* renvoie à une interprétation luxemburgiste de la révolution. Comme Luxemburg, Levi croit en la spontanéité de la révolution et, comme elle, il s'oppose à l'idée de remplacer la volonté populaire par un parti communiste avant-gardiste.

L'interprétation que nous faisons de *Notre voie* est toutefois différente. Surtout, elle ne représente aucunement une rupture avec le bolchevisme. Tout au long de sa brochure, Levi s'assure de faire une distinction très nette entre le Comité exécutif de la Comintern et le pouvoir bolchevique à Moscou. Le passage suivant est particulièrement révélateur : « *How did the action come about? [...] It became more frequent for emissaries of the ECCI to exceed their plenipotential*

¹²¹ Communiqué de la Centrale du VKPD du 15 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 140-141; Voir aussi l'article « Genosse Brandler verhaftet », *Rote Fahne*, 19 avril 1921. Trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 200.

¹²² « Der Moskauer Bannfluch gegen Paul Levi », *Hamburger Echo*, 5 mai 1921. Article provenant de AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 201; L'article de Radek « Levi als sein eigener Historiker », *Rote Fahne*, le 16 avril 1921, est également intéressant. Il y accuse Levi d'avoir fait un usage de méthodes judiciaires subversives dans *Notre voie*, qui sont normalement réservées aux avocats devant les tribunaux. Son expulsion du VKPD est selon lui tout à fait justifiée.

¹²³ C'est à tout le moins ce qu'affirme Levi dans une déclaration devant la presse. Paul Levi, « Aus der Partei: Erklärung », *Hamburger Volkszeitung*, 10 mai 1921.

¹²⁴ C'est avant tout la thèse de Sibylle Quack, dans *Geistig frei und niemandes Knecht...*; David Fernbach a également repris cette idée. Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*

¹²⁵ Schütrumpf, « Paul Levi unter den „Doppelzünglern“... ».

authority, i.e. for it subsequently to emerge that these emissaries did not in fact have such authority »¹²⁶. Si les Bela Kun, Karl Radek et Grigori Zinoviev sont coupables, Levi se garde bien de toute critique contre Lénine et le PCR, ce qui est particulièrement évident à la lecture de la brochure où Levi juxtapose constamment les actions du Comité exécutif à des textes classiques de Lénine. Lors des mois suivant la publication de *Notre voie*, comme nous le verrons au prochain chapitre, Levi plaidera de nouveau sa cause auprès de Lénine et du PCR qui, d'ailleurs, s'avéreront réceptifs.

Conclusion

En 1919, Levi s'est brouillé avec plusieurs importants membres de son parti à tendance anarcho-syndicaliste. Même s'il réussit finalement à les faire exclure du parti lors du congrès d'Heidelberg, le répit s'avère cependant bien court pour lui. Levi se retrouve à nouveau isolé, sans appui, sauf peut-être celui de Zetkin. Il estime alors qu'il n'a qu'un seul véritable allié capable de le maintenir en place : il s'agit de Lénine. Quand celui-ci envisage une révolution rapide à l'été 1920, Levi accepte donc contre toute attente de se soumettre à un programme axé sur l'offensive. Au second congrès de l'IC, il entérine les 21 conditions pour l'adhésion à la Comintern. Et lorsque Lénine fait de nouveau volte-face, dans le cadre de la NEP, Levi publie immédiatement sa fameuse « lettre ouverte » qui est suivie d'une déclaration en faveur d'une alliance du gouvernement allemand avec la Russie soviétique. Comme demandé par Lénine, Levi se soumet alors à une politique de front ouvrier uni en Allemagne.

Notre voie s'interprète également selon la volonté de Levi d'arrimer ses politiques avec celles de l'État bolchevique. Alors que Lénine travaille à faire entériner la NEP, la Comintern continue son travail aventuriste, axé sur

¹²⁶ Paul Levi, *Unser Weg...*, dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 124.

l'offensive. Levi croit alors qu'il est à son avantage de dénoncer une telle approche, afin de se faire un capital politique auprès de Lénine. Voilà pourquoi il juxtapose sans cesse les politiques de la Comintern à celles de l'État soviétique qui sont, selon lui, contradictoires. Tout bien considéré, *Notre voie* ne témoigne guère d'une quelconque vision « démocratique » de Levi ou encore de sa volonté d'abandonner le bolchevisme. Elle fait plutôt foi de son sens politique aiguisé. Lénine jugera effectivement nécessaire de réhabiliter Levi le plus rapidement possible lors des semaines suivant son expulsion du VKPD. Son expulsion définitive du mouvement communiste, comme nous le verrons au prochain chapitre, sera plutôt due à son caractère arrogant et à son tempérament impulsif.

Chapitre 6

La rupture forcée avec le bolchevisme

L'historiographie laisse croire que *Notre voie* représente une rupture définitive de Levi avec le bolchevisme. Levi aurait été trop « luxemburgiste » ou « démocrate » pour accepter l'ingérence russe à l'intérieur de son parti¹. Ce chapitre montre en effet que Levi n'a aucunement abandonné l'idée de faire un retour au VKPD après son expulsion en avril 1921. Non seulement cherche-t-il à réintégrer le parti, mais il espère également que Lénine puisse lui permettre de faire un retour selon ses propres conditions, quoi qu'en pensent les communistes allemands et la Comintern. Plusieurs lettres manuscrites, ignorées par les historiens auparavant, montrent que Levi est convaincu que Moscou sera éventuellement obligée de lui donner « tout ce qu'[il] demande et encore davantage », car même le CEIC sait que, sans lui, « le parti est perdu »².

Ces ambitions sont certes démesurées, mais Levi a en partie raison d'espérer un sauvetage. Lénine, même après *Notre voie*, estime qu'il ne peut se permettre de perdre Levi, car aucun autre membre du VKPD ne possède le

¹ Seule l'historienne américaine Arnita Ament Jones soulève l'idée que Levi, en dépit de son expulsion du mouvement communiste, a tenté un subséquent rapprochement avec Moscou. Selon elle, Levi aurait été disposé à rencontrer des représentants bolcheviques à la toute fin 1921 afin de négocier sa réintégration au KPD. Jones cite notamment une lettre d'Adolf Warski à Levi, datée du 9 décembre 1921, dans laquelle Warski mentionne que Levi aurait été intéressé à rencontrer certains dirigeants russes. Cette lettre se trouve à SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.15, 50^e chemise. Jones néglige toutefois de mentionner la réponse de Levi, le 16 décembre 1921, où il nie catégoriquement les propos de Warski. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, 27^e petite chemise. Notre étude explique que Levi a certes voulu se rapprocher de Moscou après *Notre voie*, mais contrairement à Jones, nous montrons que le congrès d'Iéna, tenu en août 1921, avait définitivement mis fin à tous ses espoirs d'y arriver. Voir Arnita Ament Jones, « Paul Levi and the Comintern: a Postscript », *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 11, 4 (1975), p. 437-451.

² Voir entre autres la lettre de Levi à Mathilde Jacob du 5 août 1921. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 44. D'autres correspondances appuyant cette thèse sont citées dans ce chapitre.

leadership nécessaire pour le remplacer. Mais c'est encore une fois le caractère arrogant et impulsif de Levi qui freine sa réhabilitation. Durant l'été 1921, en dépit des avertissements répétés de Zetkin d'atténuer sa critique à l'endroit de ses adversaires, Levi publie une série d'articles visant à ridiculiser les Thalheimer, Fröhlich, et Radek, entre autres, en mettant de l'avant leurs divergences théoriques avec celles de Lénine. Les attaques vont cependant trop loin et, malgré toute la volonté de Lénine à vouloir protéger Levi, il n'a finalement d'autre choix que de se séparer de lui au congrès d'Iéna, en août 1921.

Le VKPD et la Comintern tournent le dos à Levi

Alors qu'il se trouve chez sa sœur, à Heilbronn, Levi apprend dans les journaux qu'il a été exclu du KPD, le 16 avril 1921³. Il envoie immédiatement une lettre à la Centrale, expliquant qu'il n'accepte pas cette récente décision et qu'il entend la contester devant le comité central (CC) lors de sa prochaine rencontre. Cette requête lui est accordée⁴. Entre le 3 et le 5 mai, il est justement question de l'action de mars à la réunion du CC. Étonnamment, plusieurs membres sont d'accord avec Levi sur le fait que le parti s'y est comporté d'une manière inacceptable. Ils croient que la critique de Levi était juste, mais c'est la méthode qui pose problème⁵. Le 4 mai, Levi plaide sa cause et réitère qu'une critique de l'action de mars était absolument nécessaire compte tenu des décisions prises par la Centrale. Levi est outré qu'on ait pu l'expulser du parti alors qu'il n'a fait que son devoir en tant que communiste, c'est-à-dire dénoncer les erreurs du parti. Levi demande : « quel est le crime? l'action de mars ou la critique qu'il

³ Lettre de Levi à Mathilde Jacob du 16 avril 1921. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mapped 43.

⁴ Lettre de Levi à la Centrale du VKPD du 16 avril 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /2 29, p. 505.

⁵ Voir notamment les commentaires de Curt Geyer devant le CC. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /1. 8, p. 104 et 137-142.

en a faite »?⁶ À la fin de la session, le CC vote néanmoins à nouveau son expulsion du parti par 34 voix contre 7⁷.

Levi refuse toutefois de se plier à ce vote et menace de s'adresser directement à Moscou⁸. Du côté de la Comintern, pourtant, on a depuis longtemps tiré un trait sur Levi. À la fin d'avril 1921, Radek publie une brochure dénonçant la tendance centriste des sympathisants de Levi⁹. La deuxième édition contient d'ailleurs une postface, « Le cas Levi » (*Der Fall Levi*), qui n'est rien d'autre qu'une série de calomnies contre l'ancien chef du VKPD¹⁰. Selon Radek, en dépit de ses remarquables capacités intellectuelles, Levi n'a jamais eu l'étoffe d'un vrai bolchevique. Avec *Notre voie*, il a poignardé le prolétariat dans le dos; il a trahi la révolution. Au début de mai 1921, le CEIC vote à son tour en faveur de l'expulsion de Levi du mouvement communiste¹¹.

Un sauvetage inespéré : Lénine et Trotski

Levi porte donc sa cause à l'attention du PCR. Il envoie une longue lettre à Moscou à la fin du mois de mai pour que la décision de le bannir du mouvement communiste soit renversée¹². Il réitère que *Notre voie* n'avait rien d'anticommuniste. Au contraire, il est du devoir de tout communiste de critiquer

⁶ Voir le long discours de Levi devant le CC, le 4 mai 1921. *Ibid.*, p. 244-286. Ce discours a par ailleurs été publié plus tard sous le titre « Was ist das Verbrechen – Die Märzaktion oder die Kritik daran? ». Le texte a récemment été traduit en anglais dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 166-205.

⁷ Voir le résultat du vote du CC, le 4 mai 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /1. 8, p. 327.

⁸ Lettre de Levi à la Centrale du VKPD du 5 mai 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, p. 156.

⁹ Radek, *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands...*

¹⁰ Radek, « Der Fall Levi... », p. 89-116.

¹¹ « Der Moskauer Bannfluch gegen Paul Levi », *Hamburger Echo*, 5 mai 1921. Article trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mapped 201.

¹² Lettre de Levi au présidium de la Comintern du 31 mai 1921. SAPMO-BArch, NY 4126.16, p. 90-99; Cette lettre se trouve aussi dans les archives de la Comintern. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 9, p. 53-60.

son parti lorsque celui-ci agit contre l'intérêt des masses ouvrières¹³. La lettre de Levi est également intéressante, car elle tend de façon surprenante la main à la Comintern :

Je maintiens [m]es propos au sujet de l'influence de l'Exécutif, même si, au bénéfice de l'Exécutif, il m'est possible de mentionner, ce que je n'ai d'ailleurs pas suffisamment souligné en public, qu'il ne s'agissait en réalité que de suggestions [pour provoquer un putsch]¹⁴ [...] L'Exécutif s'attendait à ce qu'en Allemagne, elles soient vérifiées par des personnes indépendantes et capables qui, si nécessaire, pourraient les modifier, voire les décliner¹⁵.

Levi semble donc rediriger le tir et rejeter le blâme, cette fois, exclusivement sur la Centrale du VKPD.

Au début de l'été 1921, le pari de Levi semble s'avérer gagnant. Tout d'abord, le 16 avril, avant *Notre voie*, Lénine répond à la lettre que Levi lui avait envoyée à la fin du mois de mars¹⁶. Lénine explique, en faisant référence à la rébellion de Kronstadt et aux autres révoltes, qu'il a été extrêmement occupé lors des derniers mois¹⁷. Même s'il réprimande Levi et Zetkin pour avoir quitté la Centrale, il les appuie et prend position contre les politiques trop à gauche de la Comintern : « [Je] vois la lettre ouverte et sa tactique comme tout à fait correctes. L'opinion opposée de notre "gauche", qui s'était positionnée contre cette lettre, je m'en suis chargé »¹⁸. Il continue au sujet de l'action de mars et condamne les agissements de Bela Kun :

¹³ *Ibid.*, p. 91.

¹⁴ Souligné dans le texte original.

¹⁵ Lettre de Levi au présidium de la Comintern du 31 mai 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, p. 95-96.

¹⁶ Levi semble n'avoir jamais reçu cette lettre qui, probablement, lui avait été envoyée par le biais du VKPD. Levi sait néanmoins que Lénine lui a écrit, et il comprend que ce dernier se positionne en sa faveur contre la nouvelle centrale du VKPD et la Comintern. Levi envoie d'ailleurs une lettre à la Centrale du VKPD le 27 mai 1921, demandant pourquoi on ne lui a toujours pas remis la lettre de Lénine. SAPMO-BArch, RY 1/I 2 /2. 29, p. 492.

¹⁷ Lettre de Lénine à Levi et Zetkin du 16 avril 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.14, p. 12.

¹⁸ Le surlignage est dans le texte original. *Ibid.*

Qu'un représentant de l'Exécutif se soit positionné pour une politique stupide [...], c'est-à-dire pour une action immédiate, « pour aider les Russes », je n'en doute pas : celui-ci [Kun] est souvent trop à gauche. Vous, selon m[on] o[pinion], ne devez pas fléchir dans de tels cas, mais plutôt protester et évoquer officiellement la question auprès du plénum du bureau exécutif [...]¹⁹.

Enfin, Lénine demande à Levi et Zetkin de mettre de côté tout contentieux pour quelque temps, sans polémique publique et sans défection²⁰. Sur le plan stratégique, en avril 1921, il ne fait donc aucun doute que Lénine s'associe davantage aux conceptions de Levi qu'à celles de la Comintern.

Cet appui est d'ailleurs maintenu après la publication de *Notre voie*. Au début de juin 1921, Lénine déclare que les thèses de Kun et de Thalheimer sur l'action de mars sont totalement fausses²¹. La politique d'offensive est une erreur et il faut la dénoncer. Selon lui, Radek a eu tort de critiquer Levi de la sorte, ce dernier ayant eu tout à fait raison au sujet de l'action de mars. Lénine indique même à Zinoviev qu'il faut baliser l'exclusion de Levi : « On doit à mon avis *limiter* l'exclusion à une demi-année. On pourra ensuite l'autoriser à faire la requête d'une réintégration au parti. L'Internationale communiste recommandera également qu'on l'accueille de nouveau, si entre-temps, il s'est comporté d'une manière loyale »²². Peu avant le troisième congrès de la Comintern, tenu à la fin de juin, le VKPD commence d'ailleurs à pressentir que Moscou prend ses distances de ses récents déboires. Fröhlich, Thalheimer et Koenen, qui en sont les représentants à Moscou, envoient une lettre au CEIC et au PCR réitérant le fait qu'il sera essentiel de ne rien concéder aux « lévites » lors du prochain congrès.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Lettre de Lénine à Zinoviev. Lenin, *Werke...*, Ergänzungsband II 1917-1923, p. 327-331.

²² *Ibid.*, p. 330.

Ils croient d'ailleurs que Zetkin travaille à contre-courant dans le parti, soit en faveur de Levi²³.

La délégation du VKPD est cependant accueillie froidement par Lénine lors du troisième congrès de la Comintern qui se déroule à Moscou du 22 juin au 12 juillet 1921²⁴. Lénine, Trotski et Zetkin prononcent des discours qui dénoncent d'une manière acerbe la « théorie de l'offensive » et le gauchisme du VKPD qui sont jugés responsables de la débâcle de l'action de mars²⁵. Trotski va jusqu'à dire que

lorsque nous déclarons maintenant que nous jetons Paul Levi par la fenêtre, et que nous parlons de l'action de mars avec des tournures de phrases confuses, que nous disons qu'elle a été un pas en avant, en un mot, que nous masquons la critique d'une manière phraséologique, alors nous n'avons pas accompli notre devoir. Nous devons dire aux travailleurs allemands, en des termes clairs, que nous voyons la théorie de l'offensive comme un grand danger et que son utilisation, dans la pratique, représente le plus grand crime politique²⁶.

Même Radek est contraint par les hauts dirigeants du PCR à critiquer la théorie de l'offensive et, jusqu'à un certain degré, l'action de mars²⁷! Les délégués allemands tentent en vain de répliquer afin d'expliquer comment le VKPD n'a fait que son devoir²⁸. Mais comme l'écrit l'historien Werner T. Angress, « *[w]hen it was all over, the German delegates could not help but agree that the Kremlin*

²³ Lettre de Paul Fröhlich, Wilhelm Koenen et August Thalheimer au CEIC et au PCR, le 10 juin 1921. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 8, p. 71-72.

²⁴ Broué, *Histoire de l'Internationale communiste...*, p. 230.

²⁵ Voir le discours de Lénine lors de la onzième session du congrès, le 1^{er} juillet 1921, *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale...*, p. 508-518.

²⁶ Trotski est sans doute celui qui critique le plus vivement la théorie de l'offensive qui, selon lui, va à l'encontre de toute théorie marxiste. Il juge aussi dangereuses les prises de décisions de la Centrale du VKPD durant l'action de mars. *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale...*, p. 644-646.

²⁷ *Ibid.*, p. 660-661. Or, il faut également dire que Radek demeure l'ennemi juré de Levi à Moscou.

²⁸ *Ibid.*, p. 650-652.

knew best [...] Essentially, then, strong Russian influence over the affairs of the KPD dates from the Third Congress rather than from a later date »²⁹.

Le problème, cependant, n'est pas tant de savoir si le PCR avait l'autorité de renverser la politique du VKPD et de la Comintern, mais plutôt de voir comment il pouvait justifier sa nouvelle politique sans que ces instances ne perdent toute crédibilité. Fayet résume particulièrement bien le problème auquel sont confrontés les dirigeants russes :

Comment en effet expliquer aux militants que Levi, qui avait été le principal opposant à l'action de mars, action désormais condamnée par l'IC et les principaux dirigeants russes, ait été exclu du parti alors que les dirigeants qui avaient accompagné l'offensive, sans même parler de Kun qui en avait été l'initiateur, se retrouvaient à la tête du parti et de l'Internationale?³⁰

La Comintern, qui n'est rien de plus que la marionnette de la politique étrangère soviétique, est très peu crédible lorsqu'elle sermonne les délégués allemands. Radek clôt le débat en expliquant que même si l'action de mars était louable, car elle a incarné une lutte contre la bourgeoisie, la philosophie dont elle s'inspire était fautive et doit être condamnée³¹. En d'autres mots, les décès d'ouvriers valeureux n'auraient servi finalement qu'à démontrer que la politique offensive était foncièrement mauvaise.

Alors qu'elle se trouve à Moscou, Zetkin envoie une lettre à Levi pour lui transmettre les résultats des négociations :

Tr[otski] et L[énine], en ce qui concerne l'action de mars [...], partagent notre point de vue, or sur le plan de la discipline [...] ils rejettent catégoriquement votre brochure [...] L[énine] et Tr[otski] vous tiennent en très haute estime et sont convaincus

²⁹ Angress, *Stillborn Revolution...*, p. 195-196.

³⁰ Fayet, *Karl Radek...*, p. 391.

³¹ Voir le mot de la fin de Radek suivant la discussion au sujet de l'action de mars, *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale...*, p. 652-668.

qu'on devrait vous laisser la porte ouverte, et, dès que possible, vous laisser retourner à votre poste de chef du parti³².

Zetkin répète les paroles favorables de Trotski envers Levi. Elle termine en lui suggérant de rester tranquille pour ainsi faciliter la tâche à Lénine en vue de le réhabiliter.

Levi jubile lorsqu'il reçoit la lettre, car il est convaincu que la lutte contre les « putschistes », tant au VKPD qu'à la Comintern, est gagnée. Une lettre à Mathilde Jacob en fait foi :

En pratique, le congrès représente une grande victoire pour moi et c'est également la manière dont il est perçu. Sur le plan du K.A.P.D., de l'action de mars et de l'affaire italienne, on se rapproche toujours davantage de mon point de vue. Trotski s'est exprimé tout aussi catégoriquement que moi; il a parlé de la fameuse [théorie de l'] offensive comme « du plus grand crime politique ». Lénine n'était pas moins résolu. Du coup, même Zinoviev a flanché [...] Fröhlich et Thalheimer sont demeurés inébranlables dans leur non-sens. Ces garçons ont joué un rôle lamentable. Personne ne les a pris au sérieux, les prenant plutôt pour des fous (*Narren*)³³.

Penser que Levi puisse se taire pendant une période de six mois, toutefois, est illusoire. Fidèle à lui-même, il entend exploiter cette récente victoire pour prendre sa revanche sur ses adversaires. Non seulement n'a-t-il pas l'intention de se taire, mais il compte aussi forcer Zetkin à prendre position dans le conflit qui déchire le VKPD. Le 5 août 1921, il envoie une nouvelle lettre à Jacob : « Sa spéculation [de Clara Zetkin] est que je mourrai dans le silence, qu'elle n'aura guère à me désavouer publiquement; car elle sait ce que cela signifierait. Je ne le lui épargnerai pas d'avoir à se [positionner] publiquement, avec ou contre

³² Lettre de Clara Zetkin à Levi du 29 juin 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.17, p. 37-40.

³³ Lettre de Levi à Mathilde Jacob. Sans date. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 44.

moi [...] »³⁴. Il fait ici référence au fait que Zetkin, elle aussi, risque d'être exclue du VKPD.

Il ne fait aucun doute que Levi surestime son rapport de force au début août 1921. Protégé par Lénine, il se considère en quelque sorte comme le sauveur du communisme allemand. Anticipant une rencontre entre Ernst Däumig et Adolf Brass, des lévites, et l'IC, Levi émet les commentaires suivants :

J'en suis convaincu : s'ils [Däumig et Brass] demeurent fermes, le C[omité]. e[xécutif]. nous donnera tout³⁵ ce qu'on demande et encore davantage, car ils [représentants du CEIC] commencent à comprendre que sans mon groupe, le parti est perdu [...] Le prochain numéro de la revue [*Unser Weg (Sowjet)*] sera publié et portera ma signature. Qui se positionne avec nous demeurera avec nous, et qui se positionne contre nous [demeurera contre nous]³⁶. J'espère de cette manière faire avancer davantage les choses qu'avec des lettres d'indulgences et des repentirs³⁷.

Levi cherche désormais à provoquer un dénouement à la crise qui, il en est convaincu, lui sera favorable.

Le prochain numéro de la revue *Unser Weg (Sowjet)*, dont Levi est désormais l'éditeur en chef, porte en effet sa signature. Les trois longs articles qu'il y publie constituent des exemples éloquents de son arrogance et de sa plume au ton ironique. Levi ridiculise d'abord la délégation du VKPD qui, lors du dernier congrès à Moscou, a été réprimandée tel un enfant :

Arrivés à Moscou, ils oublièrent la vieille théorie, et en tant que théoriciens, ils émirent de nouvelles théories, avec lesquelles ils « prouvèrent » qu'on les avait mal compris, qu'ils avaient voulu dire quelque chose de tout à fait différent [...] Aucun des prestigieux théoriciens [du VKPD] n'eut le courage

³⁴ Lettre de Levi à Mathilde Jacob du 5 août 1921. *Ibid.*

³⁵ Souligné dans la lettre.

³⁶ Cette partie de la lettre est illisible et nous l'avons donc complétée en respectant le propos et le contexte.

³⁷ Lettre de Levi à Mathilde Jacob du 5 août 1921. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 44.

de revendiquer les sottises débitées en Allemagne. Le « meilleur économiste de Europe de l'Ouest » [August Thalheimer] se tut, tout comme le fit le « plus vieux communiste d'Allemagne » [Paul Fröhlich]. Et on se souvient combien ces héros théoriques, au moment de leur pénitence de Canossa, avaient auparavant déclaré que quiconque s'opposait à eux, et donc, à la philosophie de l'offensive, n'était qu'un contre-révolutionnaire honteux (*Vermaledeiter*), un saboteur du mouvement ouvrier, un jeune Hilferding, un Noske (*Noskide*) [...]³⁸.

Poursuivant sur sa lancée, Levi traite Radek de bouffon (*Hofnarr*) qui, il n'y a pas très longtemps, se faisait le promoteur de la plus agressive politique d'offensive en Allemagne.

Dans ce fameux numéro d'*Unser Weg (Sowjet)*, Levi n'hésite pas à souligner que la politique qu'il a toujours défendue au VKPD est la même que celle prônée désormais par Lénine et Trotski. Il rappelle d'ailleurs les paroles de ce dernier lors du troisième congrès de l'IC, citées précédemment :

[L]orsque nous déclarons maintenant que nous jetons Paul Levi par la fenêtre, et que nous parlons de l'action de mars avec des tournures de phrases confuses, que nous disons qu'elle a été une première tentative d'un pas en avant, en un mot, que nous masquons la critique d'une manière phraséologique, alors nous n'avons pas accompli notre devoir³⁹.

Seuls Lénine et Trotski sont parvenus à rétablir une politique sensée et réfléchie à la Comintern⁴⁰. Levi déplore cependant que « malheureusement, l'Internationale n'est guère composée de milliers de Lénine et de Trotski »⁴¹. Au début du mois d'août 1921, Levi, appuyé par Lénine et Trotski, prévoit faire un retour au VKPD, n'en déplaise ou non aux « putschistes ».

³⁸ Paul Levi, « Die Offensivtheorie und der Weltkongress... ».

³⁹ *Ibid.*, p. 211.

⁴⁰ Paul Levi, « Der dritte Weltkongress und die kommunistische Internationale... ».

⁴¹ Levi, « Die Offensivtheorie und der Weltkongress... », p. 210.

Les grandes déceptions: le congrès d'Iéna

Le septième congrès du KPD⁴² – deuxième en tant que section de l'Internationale communiste –, tenu à Iéna entre le 22 et le 26 août 1921, s'avère une grande déception pour Levi. Même si le KPD s'y dit en plein accord avec l'IC au sujet de l'action de mars et du besoin d'éliminer la « théorie de l'offensive », la résolution qui est adoptée ne concorde que partiellement aux directives données à Moscou. Fritz Heckert s'oppose aux propos de Trotski. Même si des erreurs ont été commises durant l'action de mars, l'action en soi n'était pas une erreur. Il est, selon lui, scandaleux que le KPD doive condamner sa propre politique d'offensive et, par le fait même, donner raison à Levi⁴³. Après une discussion animée, le congrès déclare que « l'action de mars [doit] être reconnue comme une lutte défensive nécessaire et justifiée, et comme un pas en avant » pour le prolétariat allemand⁴⁴. Le congrès juge même nécessaire de préciser que, contrairement à l'évaluation faite par Trotski, l'action de mars n'était pas uniquement le fruit de la théorie de l'offensive, mais aussi celui de la passivité de certains membres du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les autres partis représentant la classe ouvrière qui ont refusé de prendre les armes lors de l'action.

Ayant fait le voyage à Iéna, au grand désarroi des membres du congrès⁴⁵, Levi s'indigne de la déclaration du congrès du KPD. Il ajoute sur un ton ironique qu'un deuxième pas en cette même direction – en référence au pas en avant que représente l'action de mars – pourrait provoquer la mort du mouvement

⁴² À Iéna, le Parti communiste allemand unifié change à nouveau de nom, laissant tomber le mot « unifié » pour redevenir le Parti communiste allemand (KPD).

⁴³ *Bericht über die Verhandlungen des 2. Parteitag des Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale)...*, p. 186-195.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 408-409.

⁴⁵ Voir le rapport d'un agent soviétique anonyme présent à Iéna qui explique comment Levi y est survenu, tentant par tous les moyens de diviser le congrès. Le rapport est daté du 22 et du 23 août 1921. RGASPI, F. 495, Op. 293, D, 7, p. 171-173.

communiste⁴⁶. Levi croit que la confusion au sujet de l'action de mars est le résultat d'un chaos politique au sein de l'Internationale. Notamment, Radek et Kun mènent une politique dissidente qui va à l'encontre de la volonté de Luxemburg et de Trotski⁴⁷. Levi ironise sur la situation actuelle :

Lénine, du comité exécutif, lutte contre Radek, du comité exécutif, car Radek, du comité exécutif, lutte contre Lénine, du comité exécutif, en jouant un vilain tour à Clara Zetkin. Lénine, du comité exécutif, lutte contre Paul Levi, qu'on a mis dehors, car celui-ci a eu la prétention d'avoir eu raison au sujet de l'action de mars. Lénine contre exécutif, exécutif contre la Centrale, la Centrale contre la droite, la gauche contre le centre, Berlin contre Moscou, Moscou contre Moscou, et aussi Berlin, et ainsi de suite [...] [P]ersonne n'a le courage d'appeler la chose par son nom. Nommer la chose par son nom reviendrait pourtant à dire que l'action de mars a été une erreur catastrophique⁴⁸.

Levi tente le tout pour le tout à Iéna en distribuant notamment lui-même un numéro spécial d'*Unser Weg (Sowjet)*. Selon un rapport soviétique, « [t]out le monde était dans un état d'agitation. Levi était sur toutes les tribunes [...] »⁴⁹. Jusque tard dans la nuit du 22 au 23 août, il s'affaire à convaincre des membres du KPD de la nécessité de condamner l'action de mars.

Ultimement, toutefois, Iéna s'avère être une grande déception pour Levi, car il y est renié par ses deux principaux alliés, Lénine et Zetkin. Juste après la déclaration du congrès au sujet de l'action de mars, Ernst Reuter-Friesland lit une lettre de Lénine à l'endroit du KPD dans laquelle Lénine ordonne au parti de renoncer définitivement à Levi. Lénine explique qu'il avait par le passé défendu

⁴⁶ Paul Levi, « Der Parteitag der VKPD », *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 8/9 (1921), p. 239.

⁴⁷ Paul Levi, « Vereinigungs-Zerreinigungs Parteitag », *Unser Weg: Zeitschrift für kommunistische Politik (Extra-Ausgabe)*, 23 août 1921. Exemplaire trouvé dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Nachlieferungen Box « Sienna + M. Jakob + Fotos ».

⁴⁸ Levi, « Vereinigungs-Zerreinigungs Parteitag... ».

⁴⁹ Voir le rapport d'un agent soviétique anonyme daté du 22 et du 23 août 1921. RGASPI, F. 495, Op. 293, D, 7. p. 171-173.

Levi à propos de sa prise de position au troisième congrès de la Comintern seulement parce qu'il croyait qu'il avait toujours été un vrai bolchevique, tel qu'il l'avait été en Suisse. Or, il est indéniable que Levi s'est conduit comme un véritable menchévique depuis l'action de mars; le dernier numéro d'*Unser Weg (Sowjet)* en est la preuve irréfutable :

J'aimerais recommander aux camarades allemands d'interdire toute polémique avec Levi et avec son feuilleton [*Unser Weg (Sowjet)*]. On doit cesser de lui faire de la publicité. On doit l'empêcher de détourner l'attention du parti combattant [KPD] de l'essentiel vers l'accessoire [...] Les communistes allemands doivent à tout prix mettre fin à la querelle interne [et] oublier Paul Levi [...] ⁵⁰.

Levi réalise bien qu'après une telle déclaration, il serait extrêmement difficile pour Lénine de le réhabiliter.

Zetkin renie également Levi à Iéna, d'une manière presque aussi spectaculaire. Devant le congrès, elle insiste sur le fait qu'il faille adhérer à l'interprétation de l'action de mars donnée par Moscou, incluant le discours de Trotski, qui rend explicite la nécessité d'abandonner la « théorie de l'offensive ». On se souvient que Levi avait auparavant incité Zetkin à prendre position. C'est ce qu'elle fait à Iéna en votant en faveur de la résolution énoncée au sujet de l'action de mars :

J'estime qu'il s'agit d'une décision illogique de la part du congrès mondial, après avoir approuvé les grandes lignes de la politique de Paul Levi, qu'on l'ait exclu, en raison d'une infraction formelle. Or, car je suis membre du Parti communiste et membre de la Troisième Internationale, je respecte cette décision, aussi malhabile et injuste soit-elle. Je ne m'exprime guère ainsi en raison de mon amitié envers Paul Levi, mais pour le bien du parti [...] [J]e regrette qu'une force

⁵⁰ *Bericht über die Verhandlungen des 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale)...*, p. 160.

et qu'un homme aussi uniquement valable que Levi soit exclu du parti⁵¹.

La volte-face de Zetkin fait très mal à Levi. Dans le numéro de septembre d'*Unser Weg (Sowjet)*, Levi explique que la manière dont celle-ci sanctionne l'action de mars n'est guère différente de la façon dont Thalheimer et Fröhlich ont défendu la politique d'offensive au printemps 1921⁵². Il écrit à Mathilde Jacob, le 23 août 1921 : « Chère Mathilde, alors Clara a finalement flanché. Non seulement nous a-t-elle trahis, elle a aussi procédé de manière conséquente en trahissant aussi Trotski [...] Je lui souhaite bon voyage [...]»⁵³. À Iéna, Levi perd ses deux principaux alliés et, bien malgré lui, sa carrière comme communiste est terminée.

Le KPD et le « lévitisme »

Avant de poursuivre le récit des événements de l'automne 1921, il est nécessaire de faire un retour en arrière pour expliquer comment Levi, depuis son exclusion du (V)KPD, avait conservé des liens solides avec des sympathisants à l'intérieur du parti. Le 27 mai 1921, les services secrets allemands croient qu'une « cellule politique d'opposition » s'est créée autour de Levi⁵⁴. Le lendemain de l'expulsion de ce dernier, quelques membres du CC, essentiellement les mêmes qui avaient appuyé Levi au sujet de l'affaire italienne, émettent une résolution dans laquelle ils se déclarent solidaires de lui⁵⁵. Elle est signée par Otto Brass,

⁵¹ *Ibid.*, p. 257.

⁵² Paul Levi, « Das Ergebnis des Parteitage der VKPD », *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 10, (1921), p. 265-268.

⁵³ Lettre de Levi à Mathilde Jacob du 23 août 1921. SAPMO- BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.16, p. 26.

⁵⁴ Voir le rapport RKO du 27 mai 1921. SAPMO-BArch, R 1507/ 2010, p. 16.

⁵⁵ Dans une déclaration ultérieure aux rencontres du CC des 4 et 5 mai 1921, un groupe de membres solidaires de Levi conteste de nouveau le fait qu'on interdise toute critique contre l'implication du VKPD dans l'action de mars. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.20, p. 139.

Paul Heckert, Ernst Däumig, Curt Geyer, Adolf Hoffmann, Heinrich Malzahn, Paul Neumann et Clara Zetkin. Le groupe explique que la prise de position du parti au sujet de l'action de mars est inacceptable et qu'il est toujours du devoir d'un communiste de critiquer son parti lorsque celui-ci commet de telles erreurs stratégiques. C'est donc autour de ce noyau que Levi fondera le « Groupe de travail communiste » (*Die kommunistische Arbeitsgemeinschaft*) (KAG) à l'automne 1921⁵⁶. En dépit de la rhétorique de Levi, selon laquelle la KAG n'aspire guère à devenir un parti politique et que son objectif est plutôt d'unifier le prolétariat allemand au sein d'un grand parti ouvrier, la KAG tente par tous les moyens de diviser le KPD durant la deuxième moitié de 1921. Le « lévisme », qui se propage partout en Allemagne, menace très sérieusement l'intégrité du (V)KPD et force la Comintern à intervenir.

En mai 1921, Levi devient l'éditeur en chef de la revue mensuelle *Sowjet*, dont il change le nom pour *Unser Weg (Sowjet)* à partir de juillet 1921⁵⁷. La revue est avant tout le carrefour théorique des militants de l'éventuelle KAG. Dans le premier numéro, Levi explique qu'il a choisi de critiquer le parti afin de sauver celui-ci de la dérive putschiste qui s'en empare⁵⁸. Jusqu'au troisième congrès de la Comintern, qui commence le 22 juin 1921, Levi a cependant tendance à y publier des articles généraux, qui évitent de confronter la Comintern et la nouvelle Centrale du VKPD⁵⁹. Levi souligne plutôt la justesse des politiques de Lénine en citant, par exemple, son discours lors du dixième congrès du PCR

⁵⁶ Le groupe politique deviendra officiel au début d'octobre 1921 avec la fondation de son propre organe politique, le *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*. Bernd Dieter Fritz, *Die kommunistische Arbeitsgemeinschaft (KAG) im Vergleich mit der KPO und SAP*, Bonn, Rheinischen Friedrich-Wilhelm-Universität, 1966, p. 91-92.

⁵⁷ Le premier numéro dont Levi est l'éditeur en chef est *Sowjet. Kommunistische Monatsschrift*, 3, 1 (1921).

⁵⁸ Mot de l'éditeur, Paul Levi. *Ibid.*

⁵⁹ Par exemple, Levi réfléchit dans un article sur les racines russes de la Révolution d'octobre. Sans utiliser de propos agressifs, il explique que le bolchevisme possède bel et bien des racines blanquistes. Il critique entre autres l'absence de démocratie dans l'État soviétique, mais aussi les concessions faites par Lénine aux entrepreneurs dans le cadre de la NEP. Levi reconnaît néanmoins la contribution de Lénine à la cause prolétarienne depuis 1917. Paul Levi, « Was weiter in Russland? », *Sowjet. Kommunistische Monatsschrift*, 3, 4 (1921), p. 105-118.

où il affirme que l'élan révolutionnaire avait beaucoup ralenti depuis le début de l'année et qu'il fallait, conséquemment, cesser de planifier une révolution à court terme⁶⁰.

La KAG prend progressivement des forces tout au long de l'été 1921, ce qui inquiète particulièrement le CEIC. En juillet, les services secrets allemands indiquent que la KAG est solidement ancrée dans plusieurs districts du Reich, dont la Rhénanie, la Westphalie, Berlin, le Brandebourg et Hanau. À plusieurs endroits, elle contrôle la presse communiste locale⁶¹. Levi reçoit quant à lui des dizaines de lettres de la part de sympathisants d'un peu partout sur le territoire du Reich. Le terme « lévítisme » (*Levitismus*) fait alors progressivement son apparition dans les correspondances entre le VKPD et l'IC. Le terme fait surtout référence à une absence de ténacité pour la cause communiste, au même titre que « menchevisme » ou « opportunisme ». Le 2 juillet, le groupe du Reichstag du VKPD explique qu'il faut absolument punir ceux qui appuient Levi, particulièrement ceux qui siègent au Reichstag⁶². À la mi-juillet, le parti communiste exclut d'ailleurs de ses rangs quiconque est suspecté de complicité avec la KAG⁶³. La Centrale du (V)KPD menace aussi d'expulsion ceux qui pensent publier des textes dans la revue *Unser Weg (Sowjet)*⁶⁴.

Après Iéna, alors que Levi n'a plus aucun espoir de réintégrer le KPD, le travail de la KAG s'accroît. Max Sievers, ancien membre de l'USPD et militant communiste depuis 1921, devient un personnage clé dans l'établissement du

⁶⁰ Paul Levi, « Die Aufgabe der Kommunisten », *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 5 (1921), p. 138.

⁶¹ Selon un rapport du RKO du 18 juillet 1921, le groupe de Levi est très influent dans plusieurs districts à la grandeur de l'Allemagne. Il s'est emparé de plusieurs journaux locaux. SAPMO-BArch, R 1507/ 2012, p. 72-73.

⁶² Il s'agit en premier lieu de Däumig, Düwell, Geyer et Hoffmann. Voir la lettre du groupe du Reichstag du VKPD du 2 juillet 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/703. 28, p. 3-4.

⁶³ Voir le procès-verbal de la session de la Centrale du 15 juillet 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/2. 13, p. 228.

⁶⁴ Voir les minutes de la rencontre de la Centrale du 1^{er} août 1921. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/2. 13, p. 222-224, 226 et 228.

groupe des lévites⁶⁵. Il a lui aussi été expulsé du (V)KPD à la mi-juillet 1921⁶⁶. Occupant à l'époque un poste important à la maison d'édition *Internationale Verlagsanstalt GmbH* à Berlin, il participe activement, depuis le début, à la publication d'*Unser Weg (Sowjet)*. Il correspond également avec plusieurs chefs locaux du (V)KPD, répétant qu'après le congrès de Iéna, « il n'y a aucun doute que la crise au parti va se prolonger, et que nous avons le devoir de poursuivre [notre travail] en tant qu'opposition »⁶⁷.

Le groupe politique de Levi se dote donc d'un nouvel hebdomadaire, le *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft* pour diffuser son message. Le caractère purement politique de la publication en fait une source particulièrement riche pour comprendre l'épreuve de force entre Levi et le KPD. Dans le premier numéro du journal, publié en octobre 1921, Däumig et Hoffmann lancent un appel aux communistes allemands qui souhaiteraient contester le virage pris par les communistes depuis l'action de mars :

Afin de fournir une attache commune aux camarades qui, lors des derniers mois, aigris et déçus, se sont retirés [du KPD] afin de préserver la cause communiste, afin d'assurer la guérison du mouvement communiste, nous avons décidé de publier ce feuillet d'informations. Nous demandons à tous les camarades qui souhaitent servir avec nous la cause du socialisme révolutionnaire et du renforcement du prolétariat international de nous appuyer⁶⁸.

⁶⁵ Durant l'été et l'automne 1921, Sievers envoie en effet d'innombrables lettres à divers membres du (V)KPD, qu'il tente par tous les moyens de rallier à la KAG. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappen 44, 45 et 46.

⁶⁶ Voir une lettre de Sievers à Fritz Habermeyer et Hermann Lindemann du 6 août 1921. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 44.

⁶⁷ Extrait tiré d'une lettre de Sievers à Paul Weyer, le 1^{er} septembre 1921. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 45.

⁶⁸ Ernst Däumig et Adolf Hoffmann, « Erklärung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 1er octobre 1921.

La KAG soutient qu'elle n'a d'autre objectif que de remettre le communisme allemand en contact avec les masses et de l'éloigner de la politique putschiste de la Comintern⁶⁹.

Progressivement, la KAG se transforme en une puissante organisation. Levi, chef incontesté du groupe, multiplie les discours et les apparitions publiques un peu partout en Allemagne⁷⁰. La KAG organise également plusieurs conférences dans les nombreux districts où se trouvent des membres solidaires. En octobre 1921, sept des membres de la KAG sont des députés au Reichstag, tandis que le KPD n'en compte plus que 12⁷¹. Le 19 octobre, 17 communistes déclarent qu'ils quittent le KPD à cause de l'atmosphère radicale qui y règne, et surtout, en raison du contrôle exercé par Moscou⁷². Au début de novembre, la KAG ne réclame rien de moins que la démission des chefs actuels du KPD ainsi que la fin de l'emprise russe sur celui-ci⁷³.

De son côté, Levi fait tout en son possible pour diviser le KPD. Lors du premier congrès officiel de la KAG⁷⁴, tenu le 20 novembre, il n'y énonce rien de moins qu'une série de conditions à l'endroit des communistes qui doivent être remplies avant que les membres de la KAG n'acceptent d'y retourner. Le KPD

⁶⁹ « Was wollen wir? » *Ibid.*

⁷⁰ Lettre de Sievers à un certain Weisse du 29 septembre 1921. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 203; Voir également une lettre de Felix Wolff écrite de Moscou le 10 octobre 1921, RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 12, p. 45; Enfin, voir aussi le rapport du RKO du 8 novembre 1921. SAPMO-BArch, R 1507/ 2016, p. 22.

⁷¹ Rapport du RKO du 4 octobre 1921. SAPMO-BArch, R 1507/ 2015, p. 62-63.

⁷² « Erklärung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 19 octobre 1921. Les 17 signataires expliquent qu'ils quittent le KPD, car ce dernier est désormais dominé par des éléments radicaux partisans de la « théorie de l'offensive ».

⁷³ Voir par exemple l'article « Was will die Kommunistische Arbeitsgemeinschaft? », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 5 novembre 1921.

⁷⁴ Selon la KAG, des membres représentant les régions suivantes auraient été présents : Prusse orientale, Saxe orientale, Erzgebirge-Vogtland, Hanau, Kiel, Silésie, Wurtemberg, Rhénanie-Westfalie, Hambourg, Berlin-Brandenburg, Leusitz, Halle, Merseburg et Thuringe. « Die erste Reichskonferenz der KAG », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 25 novembre 1921.

doit entre autres renoncer à tout soutien matériel et financier provenant de la Comintern :

Nous ne pourrions seulement penser à cette mesure [entrer au KPD] que lorsqu'on nous fournira des garanties absolument fermes et sérieuses [...], car sans cela, nous ne ferions que nous passer le nœud coulant autour du cou, dont le comité exécutif à Moscou tient la corde entre ses mains. Je suis d'ailleurs convaincu qu'il tirait dessus⁷⁵.

En second lieu, le KPD doit réviser son interprétation de l'action de mars et renoncer au putschisme afin de rendre possible la collaboration entre tous les « travailleurs révolutionnaires » d'Allemagne⁷⁶. Levi, bien entendu, est conscient qu'un retour chez les communistes est impossible. Il vise plutôt à diviser le parti et à en récupérer les membres au sein de la KAG – un peu comme il avait souhaité scinder l'USPD en 1920.

À la fin de novembre 1921, un nouveau scandale redonne espoir à Levi. En effet, l'organe central du SPD, *Vorwärts*, publie une série de documents révélant les agissements incriminants du KPD durant l'action de mars. Ces « révélations » prouvent, entre autres, qu'Hugo Eberlein aurait été impliqué dans l'orchestration d'attentats à la bombe dans la région de Halle. Levi accuse Zetkin d'avoir été au courant des faits incriminants contre Eberlein et d'avoir tout de même à nouveau choisi de se taire⁷⁷. La KAG croit de son côté tirer profit de ce nouveau scandale. Sievers écrit que ces révélations

ont eu l'effet d'une bombe à la Centrale. Friesland a réclamé, presque en hurlant, que la Centrale devrait rompre immédiatement avec ceux qui s'y étaient compromis, et il a déclaré : on nous a menti, on nous a dupés [...] L'objectif doit

⁷⁵ Le discours de Levi à la première conférence de la KAG est publié sous le titre « Die politische Lage und die Aufgaben der kommunistischen Arbeitsgemeinschaft », *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 15 (1921), p. 405-414.

⁷⁶ Paul Levi, « Forderungen der KAG », dans Beradt, dir. *Paul Levi : Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 162-163.

⁷⁷ Paul Levi, « Erklärung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 9 décembre 1921.

être l'élimination de la Centrale et la convocation d'un congrès extraordinaire [...] Jamais la situation ne nous a été aussi avantageuse [...] ⁷⁸.

Le 2 décembre 1921, la KAG somme une ultime fois le KPD de reconnaître que l'action de mars était une erreur ⁷⁹.

Sievers semble pourtant oublier que, pendant ce temps, Moscou n'a guère l'intention d'abandonner les communistes allemands aux mains de Levi ⁸⁰. Tout au long de l'automne, le KPD procède conséquemment à des expulsions sommaires de « lévites » et le scandale des « révélations » ne fait qu'accélérer le processus. Même Ernst Reuter-Friesland, président de la Centrale, est accusé de collaboration avec la KAG à la fin décembre ⁸¹. Le 23 janvier 1922, lui et 27 autres membres sont exclus du parti ⁸². Comme l'explique Sievers, cela marque la rupture de tous les liens entre la KAG et les communistes ⁸³.

⁷⁸ Lettre de Max Sievers à Richard Bellmann du 3 décembre 1921. Sievers répète le même message dans plusieurs lettres envoyées cette même journée. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 46.

⁷⁹ « Erklärung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 2 décembre 1921. Il s'agit à nouveau du scandale des « révélations ». La déclaration est signée par Levi, Ernst Däumig, Adolf Hoffmann, Curt Geyer, Otto Kunz, Max Sievers et Georg Handke.

⁸⁰ Rapport du KPD du 26 novembre 1921, probablement adressé à Moscou. SAPMO-BArch, RY 1/I 2/3.207, p. 161-162.

⁸¹ Lettre de Wilhelm Koenen à Radek du 21 décembre 1921. Il explique qu'il est désormais clair que Reuter-Friesland se positionne avec le groupe de Levi. Koenen indique qu'il faut sévir au plus vite contre lui. RGASPI, F. 495, Op. 293, D. 8, p. 197. Voir aussi les lettres d'Hermann Remmele, représentant du KPD à Moscou, qui expliquent la réaction des membres de la Comintern aux agissements de Reuter-Friesland. SAPMO-BArch, Nachlass Wilhelm Pieck, NY 4036.520, p. 8-11.

⁸² « Entscheidungsvolle Tage », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 27 janvier 1922.

⁸³ Le 23 janvier 1922, Sievers écrit que tous les liens entre la KAG et le KPD ont été rompus. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 47.

Levi commet l'irréparable au nom de Luxemburg

En même temps que Levi tente de faire éclater le KPD par des tractations politiques, il prépare aussi un nouveau coup d'éclat qui, quoique moins cité que *Notre voie* par les historiens, ébranle tout autant les communistes. Dès la fin de septembre 1921, Levi fait part à Zetkin de son intention de publier le texte de Rosa Luxemburg, *La révolution russe*⁸⁴. Il s'agit en effet de la critique contre les bolcheviques que Luxemburg avait souhaité publier à l'automne 1918 et à laquelle elle n'avait renoncé qu'à la suite de l'intervention personnelle de Levi. Selon Levi, il est maintenant nécessaire de faire paraître ce texte, afin d'opposer la tradition luxemburgiste aux bolcheviques qui sont en train de détruire le communisme allemand. Faisant fi des objections, il explique que de toute manière, Luxemburg avait toujours souhaité publier sa fameuse brochure. Il écrit à Zetkin que

se taire, à l'heure actuelle, n'aurait aucun effet sur la Russie, et serait un péché mortel à l'endroit du communisme. En effet, chère Clara, je le dis ouvertement : le poids que les Russes sont en train de poser sur les épaules du communisme serait impossible à porter, pour nous, communistes allemands [...]⁸⁵.

Un peu comme il l'avait fait au lendemain de la publication de *Notre voie*, Levi se considère en quelque sorte comme le sauveur du communisme allemand.

Levi, par ailleurs, est bien conscient des dommages que pourrait causer la critique de Luxemburg au KPD. Même si Lénine et Luxemburg avaient eu leurs différends au fil des années, les bolcheviques avaient fait d'elle, depuis sa mort, une martyre de la classe ouvrière allemande. Lénine a dit que malgré ses errances,

⁸⁴ Dans une lettre à Mathilde Jacob, écrite vers la mi-septembre 1921, Levi explique qu'il a déjà fait part à Zetkin de ses intentions de faire publier le texte de Luxemburg. AdSD, Nachlass Paul Levi, Mappe 45; Levi réitère ensuite ses intentions dans une nouvelle lettre à Zetkin, écrite vers le 23 septembre. Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 136-138.

⁸⁵ *Ibid.*

« elle a été et demeure un aigle [...] » de la révolution⁸⁶. La réaction de Zetkin est révélatrice de l'importance du geste que Levi s'apprête à poser :

En tout cas, je serais prête à pardonner à Levi sa lutte personnelle et haineuse contre moi [...] Or, Levi a commis bien pire. Il a publié une critique de Rosa [Luxemburg] contre les bolcheviques, qu'elle lui avait écrite au moyen de lettres lorsqu'elle était en détention préventive. Rosa n'a jamais souhaité voir cette critique publiée, car elle avait changé d'idée en raison de faits importants. Leo [Jogisches] s'était également prononcé sans équivoque contre la publication de cette critique [...] J'ai eu une longue correspondance, hautement désagréable, avec Levi et Mathilde [Jacob]. Levi a fini par garantir qu'il ne songeait pas à attaquer les bolcheviques [...] Et voilà qu'il fait publier [les articles de Luxemburg] au moyen d'une brochure et se donne même le titre de « maître à penser de Rosa L[uxemburg] » (*geistigen Lehrer Rosa L's*). Voilà une profanation double de [son] cadavre, qui m'a profondément blessée. Pour moi, Levi, en tant que personne, n'existe plus⁸⁷.

À la fin de 1921, la publication de la brochure cause un scandale dans les journaux et fait le tour du monde⁸⁸. Encore une fois, Zetkin, cette fois accompagnée d'Adolf Warski, communiste polonais de longue date, explique dans la *Rote Fahne* que jamais Luxemburg n'avait voulu publier sa brochure⁸⁹ :

Ses articles, ses notes, sa prise de position au moyen du programme de Spartakus [publié le 10 novembre 1918], sa critique envers la sociale-démocratie etc. prouvent [que] Rosa Luxemburg avait considérablement changé d'idée au sujet de l'assemblée constituante, de la démocratie, du système soviétique, de la terreur. Cela était d'ailleurs la raison pour

⁸⁶ Lenin, *Werke...*, Bd. 33, p. 195.

⁸⁷ Lettre de Zetkin à son fils Maxim du 10 décembre 1921. SAPMO-BArch, Nachlass Clara Zetkin, NY 4005.64, p. 42.

⁸⁸ Voir les nombreux articles de journaux allemands et internationaux regroupés dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 323.

⁸⁹ Pour Zetkin, comme ce sera le cas pour les autorités est-allemandes après 1945, Luxemburg aurait décidé d'écrire la brochure car elle n'était pas au courant des plus récents développements en Russie. De sa cellule de prison, à Breslau, elle n'aurait eu accès à aucune source d'information fiable et, par conséquent, n'aurait pas pu bien comprendre pourquoi Lénine avait fait usage de la terreur. Or, Levi explique quant à lui que Luxemburg était parfaitement à l'affût des événements en Russie. Mathilde Jacob faisait régulièrement l'aller-retour Berlin-Breslau et lui fournissait des journaux et informations diverses. Voir entre autres Mathilde Jacob, « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden... », p. 472-487.

laquelle elle n'avait pas terminé son travail et ne l'avait pas publié. Paul Levi est conscient de tout cela. Il a eu le manuscrit de la brochure en sa possession pendant trois ans, sans jamais le rendre public, tant et aussi longtemps qu'il était membre et chef du Parti communiste. Sortir la brochure d'un tiroir, maintenant, accompagnée d'une longue, stérile et pédante (*unfruchtbar-schulmeisterliche*) introduction, prouve surtout qu'il est prêt à utiliser l'œuvre de Rosa Luxemburg à des fins qui n'ont rien à voir avec la critique révolutionnaire⁹⁰.

Levi réplique en maintenant que Zetkin et Warski n'étaient plus en contact avec Luxemburg depuis au moins un an lorsqu'elle est décédée, en janvier 1919 : « Non : Rosa Luxemburg n'a jamais de son vivant changé son point de vue sur les tactiques bolcheviques, Leo Jogisches non plus [...] L'allégation selon laquelle Rosa Luxemburg aurait changé d'idée est née cet été [1921], après le congrès de l'Internationale communiste »⁹¹. Levi, néanmoins, ne précise guère le rôle qu'il a joué pour empêcher la publication de la brochure trois ans auparavant.

Cette publication érige aussitôt Levi au titre d'un des plus grands « traîtres à la révolution » aux yeux des communistes. Trotski, alors que des rumeurs circulent voulant qu'il ait lui-même fait partie de la KAG, tient à se séparer définitivement de Levi. Il explique avoir lui aussi voté pour l'expulsion de Levi lors du troisième congrès de la Comintern et que son opinion à ce sujet n'a pas changé⁹². Comme cela avait été le cas après la publication de *Notre voie*, le coup d'éclat de Levi fournit des munitions inespérées aux détracteurs du KPD. Ces derniers, dans un journal de l'USPD, font valoir que toute l'affaire au sujet de la brochure prouve la dérive intellectuelle et théorique du KPD qui est inféodé à Moscou⁹³. Ils louangent désormais Levi pour avoir dénoncé l'emprise

⁹⁰ Clara Zetkin et Adolf Warski, « Erklärung », *Rote Fahne*, 22 décembre 1921.

⁹¹ Paul Levi, « Zur Klarstellung », *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 6 janvier 1922.

⁹² Léon Trotski, « Paul Levi und einige « Linke » », *Rote Fahne*, 13 janvier 1921.

⁹³ « Die Schwurzeugen: ein Verlegenheitsmanöver der KPD », *Freiheit Abend-Ausgabe*, 22 décembre 1921.

bolchevique sur le communisme allemand et estiment avoir désormais la preuve que le KPD, marionnette bolchevique, ne s'inscrit plus dans la tradition ouvrière allemande. Si Levi a compromis son futur en tant que communiste, il a fait un grand pas en direction des partis sociaux-démocrates, qui l'accueilleront à bras ouverts en 1922.

Conclusion

Avec *Notre voie*, Levi avait déclenché un conflit avec les « putschistes » qu'il estimait dangereux pour le mouvement communiste. Tout au long de l'été 1921, son objectif est de montrer à Lénine que les rangs du mouvement communiste en sont contaminés et que lui seul est capable de l'assainir en Allemagne. Levi est convaincu que sa politique de front ouvrier uni correspond davantage avec la NEP, c'est-à-dire le compromis entériné par Lénine en mars 1921. Sur ce point, il n'a pas tort car Lénine, effectivement, aimerait pouvoir réhabiliter Levi.

C'est cependant l'excès de confiance et l'arrogance de Levi qui compromettent son avenir en tant que communiste. Ses correspondances privées le montrent : il croit que sans lui, le mouvement n'a aucune chance de survie en Allemagne. Contrairement à ce que Levi pense, cependant, Lénine se range plutôt avec la Comintern. Il préfère sacrifier Levi que d'avoir à se départir des Zinoviev, Radek et Boukharine. Ce n'est donc point Levi qui a rompu avec le bolchevisme, mais bien l'inverse. Enfin, la publication de la critique de Luxemburg envers les bolcheviques n'est qu'un autre exemple du tempérament sensible et impulsif de Levi. Il s'agit là d'une revanche personnelle à l'endroit d'un mouvement qui, au fond, n'a jamais vraiment voulu de lui, pour des motifs idéologiques, certes, mais également parce que Levi est indomptable et qu'il a toujours fait à sa tête, selon sa propre interprétation de la situation.

Chapitre 7

À contre-sens au SPD :

Le monde marxiste de Levi

L'année 1922 amène avec elle des changements majeurs pour Levi, tant sur le plan professionnel que personnel. Il quitte notamment sa résidence de Francfort pour s'établir à Berlin¹. Son nouvel appartement en penthouse se situe au 37 de la rue Lützowufer, sur le Landwehrkanal, à moins de deux cents mètres de l'endroit où le corps de Rosa Luxemburg avait été jeté trois ans auparavant. C'est d'ailleurs d'une des fenêtres de ce même immeuble que Levi basculera et mourra le 9 février 1930. En 1922, Levi reprend également ses activités en tant qu'avocat, qu'il avait délaissées en 1918. Il loue un local à cette fin au cœur de Berlin, tout juste sous la célèbre Unter den Linden, au coin des rues Behren et Friedrich.

En 1922, il est nécessaire pour Levi de se redéfinir sur le plan politique. En avril, il accepte la fusion de la KAG avec l'USPD, avant de suivre ce dernier au SPD lorsque les deux partis fusionnent en septembre. Cette transition n'est guère naturelle cependant. Après avoir quitté le SPD, au début de 1918, Levi s'est adonné à des campagnes de diffamation abusives contre les chefs sociaux-démocrates, dont Ebert, Scheidemann et Noske, pour ne nommer que ceux-là. Les retrouvailles sont donc froides et sans artifices. De surcroît, les conceptions marxistes radicales de Levi cadrent mal avec celles de la majorité des membres de son nouveau parti à l'intérieur duquel le réformisme s'est cristallisé depuis 1914. À titre de membre de l'opposition radicale, Levi est pratiquement réduit au silence dans les institutions du SPD. En huit ans, il ne s'adresse au congrès qu'à

¹ Voir les nombreuses lettres entre Levi et Mathilde Jacob à ce sujet. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 47.

quelques reprises, où il est souvent interrompu². Levi se voit également interdire de publier dans le *Vorwärts*, principal organe du parti.

En 1923, pour se donner une voix indépendante, Levi fonde conséquemment son propre journal, la *Sozialistische Politik und Wirtschaft* (SPW) – communément appelée les « Correspondances-Levi ». Ce chapitre thématique vise à exposer les principaux thèmes qu’y traite Levi. Ces textes permettent de déceler un observateur original et très clairvoyant. Ils témoignent toutefois aussi d’une pensée marxiste anachronique, incapable de saisir plusieurs réalités politiques de l’entre-deux-guerres. Tant sur le plan de la politique nationale qu’internationale, Levi y exprime habituellement son opposition aux politiques officielles de son parti. Par exemple, il se prononce contre la volonté du SPD de participer à des coalitions avec les partis bourgeois. Le SPW est également un outil permettant à Levi de commenter l’actualité de l’entre-deux-guerres, tout particulièrement au sujet de la diplomatie, de la guerre et de la paix. Levi dépeint en effet une Europe décadente où la bourgeoisie, responsable de tous les maux, s’est inexorablement imposée comme la classe dominante. Pour Levi, le prolétariat européen est coincé entre les volontés impérialistes des alliés occidentaux – dont le principal outil est la Société des Nations (SDN) –, la politique revanchiste de Stresemann et la terreur de Staline. Levi croit également qu’il ne s’agit que d’une question de temps avant qu’une nouvelle guerre éclate en Europe. Il est à ce sujet beaucoup plus pessimiste que ses collègues sociaux-démocrates qui voient justement en Stresemann le garant d’une certaine stabilité européenne.

² Voir les discours de Levi lors des congrès de 1924, 1925 et 1929. *Sozialdemokratischer Parteitag 1924...*, p. 180-182; *Sozialdemokratischer Parteitag 1925...*, p. 215-217 et 285-287; *Protokoll sozialdemokratischer Parteitag Magdeburg 1929...*, p. 120. Il faut aussi noter que Levi est absent au congrès de Kiel, en 1927, lors duquel a lieu le plus violent affrontement entre la majorité du parti et l’opposition de gauche. Richard Crisler, *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party: the Left Opposition in the Weimar SPD*, Ph.D. Thesis, Georgetown University, 1973, p. 250.

Meneur d'une aile radicale au SPD

Le 23 janvier 1922, Max Sievers écrit que tous les liens entre le KPD et la KAG sont désormais rompus : « Il faut maintenant oublier tout espoir d'accomplir la tâche que nous nous étions fixée, soit de renverser le Parti communiste [...] »³. Il se questionne aussi au sujet de l'avenir de la KAG :

En même temps émerge naturellement l'autre question : à quel futur la KAG est-elle vouée[?] Le pont vers le KPD est irrémédiablement coupé et la fondation d'un nouveau parti demeure hors de question [...] Il ne reste plus [que deux alternatives], soit de continuer à agir en tant que groupe, soit de fusionner avec un autre parti, c'est-à-dire l'USP[D]⁴.

Selon Quack⁵, Levi songeait depuis plusieurs mois à fusionner son groupe avec l'USPD. Notre travail a toutefois montré que Levi a toujours été très critique envers les Indépendants. On n'a qu'à se rappeler ses propos haineux tenus à l'endroit des Kautsky, Ledebour et Hilferding lors du second congrès de l'Internationale communiste⁶. À notre avis, le retour de Levi à l'USPD vise plutôt à assurer sa propre survie politique. Le système weimarien, qui fonctionne selon une proportionnelle pure, tend généralement à accorder des pouvoirs étendus aux partis politiques. Les électeurs votent pour des listes de noms qui leur sont associées et non pour un candidat faisant campagne localement. Le parti en tant qu'institution s'en retrouve considérablement renforcé et toute campagne électorale indépendante devient très difficile⁷. En avril 1922, Levi décide finalement de fusionner la KAG avec l'USPD, comme il le dit lui-même, « sans

³ Lettre de Max Sievers à un certain Polenz du 23 janvier 1922. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 47.

⁴ *Ibid.*

⁵ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 173.

⁶ *Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale...*, p. 359-360.

⁷ Möller, *La République de Weimar...*, p. 99-100.

envie de “crier hurra” »⁸. Il est prêt à mettre de côté son orgueil afin d’être en mesure de continuer à œuvrer en politique.

Son séjour chez les Indépendants, néanmoins, n’est que de très courte durée. Créé en 1917, pour dénoncer la politique de guerre du parti social-démocrate majoritaire, l’USPD perd sa raison d’être lorsque l’armistice est signé en novembre 1918⁹. En décembre 1920, il avait également été amputé de son aile gauche qui avait fusionné avec le KPD. C’est cependant l’assassinat de Walther Rathenau, ministre des Affaires étrangères, en juin 1922, qui provoque l’union des deux partis sociaux-démocrates et marque la fin de l’USPD¹⁰. À l’époque, l’ensemble de la gauche – incluant même les communistes – estime qu’il faut se positionner pour défendre la république qui est en proie aux forces réactionnaires. Rathenau n’est pas la seule victime de la droite ultranationaliste allemande. Cette dernière s’attaque, entre autres, aux démocrates partisans d’une « politique d’exécution » (*Erfüllungspolitik*) du traité de Versailles – dont Matthias Erzberger, membre du Zentrum et signataire de l’armistice du 11 novembre 1918 –, mais également à la gauche internationaliste qui priorise la classe ouvrière au détriment de la nation allemande. Ce constat a donc pour effet de rapprocher les deux partis sociaux-démocrates au cours de l’été 1922. Levi est d’ailleurs présent au congrès unificateur de Nuremberg, tenu en septembre, où l’USPD fusionne avec le SPD¹¹.

⁸ Paul Levi, « Die Not der Stunde », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 7 (1922). L’article est également publié dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 163-169.

⁹ Crisler, *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party...*, p. 46.

¹⁰ En fait, l’USPD continuera d’exister, mais avec seulement une infime partie des membres qu’il avait avant 1922. Sur l’échiquier politique, l’USPD devient marginal et insignifiant. Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung...*, p. 486-487.

¹¹ Voir les procès-verbaux des congrès unificateurs d’Augsburg, Gera et Nuremberg, entre les 17 et 24 septembre 1922. *Protokolle der Parteitage der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Glashütten im Taunus, Verlag Detlev Auvermann KG, 1976.

Selon plusieurs historiens, le SPD est passé du statut de « parti de classes » (*Klassenpartei*) à celui de « parti populaire » (*Volkspartei*) durant les années de la république de Weimar¹². À l'intérieur de ce processus d'« embourgeoisement » (*Verbürgerlichung*)¹³, la lutte des classes demeurait certes dans le programme du parti, mais le but premier était désormais de participer au gouvernement, quitte à collaborer avec les partis bourgeois à l'intérieur de « grandes coalitions »¹⁴. Au congrès de Görlitz, en 1921, le parti salue pour la première fois les fonctionnaires, les cadres, les agriculteurs et aussi les petits entrepreneurs, dans une tentative de faire une percée à l'extérieur de la classe ouvrière¹⁵. Après 1918, soit au moment où Levi avait quitté le parti, le SPD s'était assurément déplacé vers la droite sur l'échiquier politique.

Ancien communiste, Levi est immédiatement étiqueté comme un radical lorsqu'il fait son entrée au SPD en septembre 1922. Cette catégorisation est d'ailleurs particulièrement frustrante pour Levi. À l'époque, le SPD est une organisation très disciplinée utilisant différentes méthodes pour bâillonner sa propre opposition¹⁶. La direction du parti, l'« exécutif », est tout d'abord une agence très conservatrice aux pouvoirs très étendus¹⁷. Elle contrôle par exemple la vaste majorité des journaux du parti et décide de la fréquence des congrès,

¹² C'est l'argument de Peter Lösche et Franz Walter, dans *Die SPD : Klassenpartei, Volkspartei, Quotenpartei*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992, p. 27. D'autres historiens notent toutefois que la tentative de devenir un parti de classes a échoué sur le long terme, surtout après le congrès d'Heidelberg, en 1925. Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung...*, p. 434-467; C'est tout particulièrement l'opinion de la politologue américaine Sheri Berman, *The Social Democratic Moment...*, p. 176-200.

¹³ Richard N. Hunt, *German Social Democracy, 1918-1933*, New Haven, Yale University Press, 1964, p. 142-148.

¹⁴ Le terme « grande coalition » a plusieurs significations. Dans le contexte de la république de Weimar, il fait référence aux alliances gouvernementales entre le SPD et les partis bourgeois.

¹⁵ En 1921, le SPD déclare représenter non plus seulement la classe ouvrière, mais aussi le « peuple travaillant des villes et villages ». Benno Fischer, *Theoriediskussion der SPD in der Weimarer Republik*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1987, p. 56.

¹⁶ Les explications suivantes au sujet de l'exécutif du SPD se trouvent dans Richard Hunt, *German Social Democracy...*, p. 64-73.

¹⁷ Hunt évoque le concept de la « bossification » (*Verbonzung*) du parti, faisant référence à la tendance à l'oligarchie de l'exécutif. *Ibid.*, p. 241-243.

instance suprême du parti, qui n'ont lieu généralement qu'une fois aux deux ans, autre moyen de limiter toute motion dissidente. Elle a même un pouvoir de discrétion sur le temps de parole alloué aux membres de l'opposition lors des congrès.

Jusqu'à sa mort, Levi est donc réduit au silence à l'intérieur des institutions traditionnelles du SPD, à tout le moins sur la majorité des sujets. Ses interventions lors des congrès sont également limitées au minimum. Même devant le Reichstag, Levi est tenu de s'en tenir aux politiques déterminées à l'avance par l'exécutif au risque de se voir expulsé du parti¹⁸. C'est donc pour remédier à cette situation intenable que Levi décide, en février 1923, de fonder le SPW¹⁹. Financièrement indépendant²⁰, celui-ci devient rapidement la principale tribune de l'opposition gauchiste du parti, dont Levi devient *de facto* le chef spirituel²¹.

Coalition contre opposition

Dès février 1919, au lendemain des premières élections de l'assemblée constituante, le SPD choisit de participer au gouvernement en faisant une alliance avec le Zentrum et le Parti démocratique d'Allemagne (DDP)²². La « Coalition de Weimar » formera les trois premiers cabinets de la république jusqu'en juin 1920, et elle sera reformée entre mai et octobre 1921. Comme l'explique l'historien

¹⁸ L'exécutif du parti s'était doté, lors du congrès du SPD de 1924, du droit d'expulsion. Crisler, *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party...*, p. 248.

¹⁹ À la fin de 1922, Levi avait renoncé à la publication de la revue à caractère plus théorique *Unser Weg (Sowjet)*, soi-disant pour des raisons financières. Il est toutefois possible que certains membres du SPD ne souhaitent pas publier dans une revue à tendance communiste.

²⁰ Voir Crisler, *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party...*, p. 171-173.

²¹ Levi explique d'ailleurs, dans le premier numéro paru en février 1923, que les membres de la gauche du parti se voient souvent interdire de publier dans les journaux du SPD. Voir le mot d'introduction de Levi à la *Sozialistische Politik und Wirtschaft (SPW)*, 15 février 1923.

²² Les informations suivantes au sujet des différents cabinets gouvernementaux de la république de Weimar sont tirées de Hans Mommsen, *Aufstieg und Untergang der Republik von Weimar, 1918-1933*, Berlin/München, Ullstein, 2004 [1989], p. 645-649.

Richard Hunt, la politique de coalition du SPD découle de son acceptation à œuvrer à l'intérieur d'un système démocratique où les décisions sont prises par les partis ayant reçu le plus grand nombre de voix au suffrage universel²³. Malgré le fait que le SPD soit le plus grand parti au Reichstag en terme de députés, il n'obtient jamais plus du tiers des suffrages. Participer au gouvernement dans le cadre de « grandes coalitions » devient donc le meilleur moyen de défendre les intérêts ouvriers et d'avoir une influence directe sur les décisions prises au gouvernement.

Lorsque Levi arrive au SPD, ce dernier fait à nouveau partie d'une coalition dont le cabinet contient des représentants du DDP, du Zentrum, en plus d'un membre du Parti populaire bavarois (BVP). Le SPD choisit cependant de quitter le gouvernement, car il ne souhaite justement pas s'aliéner les anciens membres de l'USPD²⁴. En décembre 1922, soit quelques semaines après la tenue d'un vote contre la participation du SPD à une coalition avec le Zentrum, le DDP et aussi le DVP – le 14 novembre –, Levi ressent le besoin d'expliquer pourquoi une coalition avec la bourgeoisie est insensée. Il écrit qu'il est impossible pour tout parti socialiste d'influencer les politiques à l'intérieur d'un État capitaliste, car après tout, « l'essence du socialisme est de supprimer l'exploitation capitaliste. Et la possibilité d'“influencer” les plans de l'État [capitaliste] n'annule en rien cette exploitation »²⁵. En d'autres mots, même au sein du gouvernement, le prolétariat demeure dans l'opposition dans la république de Weimar qui est foncièrement contrôlée par des intérêts capitalistes. Le seul véritable moyen de sortir de l'opposition est de renverser l'État bourgeois et de le remplacer par un État ouvrier, c'est-à-dire par la dictature du prolétariat.

²³ Hunt, *German Social Democracy...*, p. 222.

²⁴ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 373.

²⁵ Paul Levi, « Opposition », *Unser Weg (Sowjet)*, 4, 40 (1922), publié dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 184-186.

Quoi qu'il en soit, à l'échelle européenne, malgré la théorie de Levi, l'absence d'une grande coalition républicaine désireuse de s'entendre avec les Alliés a des conséquences désastreuses sur l'ensemble de la population allemande. Dès novembre 1922, Wilhelm Cuno, homme catholique indépendant, forme un gouvernement très conservateur, beaucoup moins conciliant que la grande alliance à laquelle appartenait le SPD. Les Français voient d'ailleurs ce changement de gouvernement comme un prétexte pour envahir la Ruhr, ce qui a des conséquences néfastes sur l'économie allemande. Cuno, obéissant en grande partie à la volonté des grands industriels de la région de la Ruhr, mais aussi à la volonté populaire²⁶, s'engage alors dans une politique de « résistance passive » qui a certes comme effet d'empêcher la France de s'emparer de « gages productifs ». Or, l'utilisation à outrance de la planche à billets fait plonger le mark, avant qu'une hyperinflation sans précédent ne survienne à l'automne 1923²⁷. En effet, durant l'invasion française, Cuno avait décidé de garantir les salaires des travailleurs au moyen de prêts aux entreprises de la Ruhr²⁸. C'est justement à cause de cette politique de plus en plus impopulaire que le gouvernement Cuno est remplacé par celui de Stresemann (DVP), en coalition avec le Zentrum, le DDP et le SPD, en août 1923²⁹.

À pareille date, Levi se retrouve donc, pour la première fois, dans un parti qui fait alliance avec la bourgeoisie. À peine quelques semaines plus tard, Levi dénonce l'absence de résultats concrets pour le prolétariat :

Cela fait maintenant trois semaines que le gouvernement Stresemann est entré en fonction. Il n'a jusqu'à maintenant obtenu aucun succès : le dollar lui glisse entre les mains (*ist ihr unter den Händen davongelaufen*), les taxes ont été largement abolies [...] comme jamais auparavant (*die Steuern wurden*

²⁶ À l'époque, seuls les communistes, avec leur mot d'ordre « battez Poincaré et Cuno dans la Ruhr et sur la Spree » et les nazis contestent la politique de résistance passive de Cuno. Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 366-367.

²⁷ Voir les chiffres donnés par Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung...*, p. 609.

²⁸ *Ibid...*, p. 608.

²⁹ Mommsen, *Aufstieg und Untergang der Republik von Weimar...*, p. 646.

*unter ihrem Regiment grundleglicher sabotiert denn je zuvor), l'état général du Reich ressemble de plus en plus à ce qu'un médecin décrirait comme de l'agonie. Nous souhaiterions certes voir les ministres sociaux-démocrates obtenir du succès dans le cabinet, un succès qui n'est cependant guère au rendez-vous et que nous ne sommes plus en mesure d'espérer. Nous, qui avons depuis le début rejeté la coalition, voyons son échec non comme la fin, mais bien comme le début du socialisme [...]*³⁰.

Levi conclut que le SPD devrait sérieusement réfléchir à remplacer cette « dictature de la médiocrité » par la dictature du prolétariat. En effet, la place naturelle d'un parti socialiste, dans un État capitaliste, se trouve au sein de l'opposition où il peut tout aussi bien défendre les intérêts de la classe ouvrière³¹.

À la fin de novembre 1923, le second cabinet de Stresemann tombe et le SPD est de nouveau exclu du gouvernement. Il en demeurera écarté jusqu'en 1928. Le débat coalition/opposition, quoique relégué à l'arrière-plan, demeure néanmoins présent au SPD. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des membres changer d'opinion sur le sujet selon le contexte et les gains possibles pour la classe ouvrière. Ceux qui votent habituellement avec la majorité se positionnent parfois contre la politique de coalition, tandis que des membres de l'aile radicale du SPW votent en sa faveur³². Jusqu'à sa mort, Levi s'oppose pour sa part systématiquement à toute politique de coalition³³. En août 1928, peu après l'entrée du SPD au gouvernement, Levi écrit que « [l]es partisans de la politique de coalition ont toujours fièrement associé la coalition [...] à l'art du possible. La

³⁰ Paul Levi, « Über die gegenwärtigen Aufgaben der Partei », *SPW*, 7 septembre 1923.

³¹ Paul Levi, « Was die einen wollen – was die andern können », *SPW*, 29 novembre 1923.

³² Fischer, *Theoriediskussion der SPD...*, p. 139-143.

³³ Paul Levi, « Das Tipfelchen auf dem « i » », *SPW*, 31 août 1928. Voir aussi ces articles, après 1927, dans lesquels Levi nie la possibilité de faire des gains politiques à l'intérieur de coalitions : « Die erste Station », *Der Klassenkampf*, 15 juillet 1928; « Draussen oder drinnen? », *Der Klassenkampf*, 1^{er} février 1929; « Wieder einmal eine Krise », *Der Klassenkampf*, 15 avril 1929; « Zum Magdeburger Parteitag », *Der Klassenkampf*, 1^{er} juin 1929; « Die Fortsetzung », *Der Klassenkampf*, 1er juillet 1929.

coalition n'est franchement rien d'autre que l'art de l'impossible »³⁴. Selon lui, jamais une coalition avec les partis bourgeois n'a donné des résultats concrets pour la classe ouvrière, incluant les cabinets de Stresemann de 1923³⁵. Il oublie pourtant que Stresemann, en quelques semaines, avait ramené une certaine stabilité en Allemagne à partir de la fin septembre 1923, en mettant fin à l'hyperinflation et en obtenant l'évacuation française de la Ruhr.

L'autre coalition

Entre 1922 et 1930, fidèle à sa pensée marxiste radicale, Levi prône plutôt une alliance de toutes les forces ouvrières³⁶. Malgré l'isolement progressif du KPD, ouvertement hostile à la démocratie allemande, Levi n'abandonne guère l'idée d'une coalition avec les communistes. Sa réaction aux événements se déroulant en Saxe en 1923 en est un bon exemple. En mars 1923, le Landtag saxon élit Erich Zeigner comme président. Celui-ci, membre local du SPD, aux tendances clairement gauchistes, s'oppose à toute coalition avec les partis bourgeois, tel que le demande l'exécutif à l'échelle nationale³⁷. Zeigner défend plutôt l'idée d'un gouvernement socialiste qui inclurait les communistes. À l'époque, Levi jubile et y voit un grand pas en avant pour la prise de conscience des masses allemandes :

Pour éveiller le sentiment prolétaire de classes et la conscience de soi, rien n'égalerait un gouvernement socialiste [...] Nous croyons [...] que le gouvernement socialiste du land [de Saxe] rendra en ce sens un grand service au Reich, au parti et au socialisme³⁸.

³⁴ Levi, « Das Tipfelchen auf dem « i »... ».

³⁵ Paul Levi, « Voraussetzungen einer Koalition », *SPW*, 15 juin 1928.

³⁶ Levi était toutefois conscient de l'influence négative qu'avait Moscou sur le KPD. « Zur sächsischen Regierungsfrage », *SPW*, 5 juillet 1923.

³⁷ Richard Hunt, *German Social Democracy...*, p. 212-214.

³⁸ Paul Levi, « Die sächsische Regierung », *SPW*, 4 septembre 1923.

Dans un autre article, Levi écrit que « [d]ans cette situation de détresse et dans cette situation où le mouvement se remet en marche, les deux partis [SPD et KPD] ont le devoir de se consulter mutuellement et de réfléchir. Seul, ni l'un ni l'autre ne peut réaliser l'œuvre que représente la révolution »³⁹.

Les événements en Saxe ne se déroulent toutefois guère selon les plans de Zeigner et les espoirs de Levi. Le chaos politique et économique qui règne en Allemagne en 1923 fait craindre à Friedrich Ebert, avec raison, que les communistes n'en profitent pour planifier un putsch en Saxe⁴⁰. Lorsque Zeigner décide finalement d'inclure trois communistes dans son cabinet, le 10 octobre, Ebert déploie des troupes de la Reichswehr – décret possible selon l'article 48 de la constitution de Weimar, connue dans l'historiographie allemande comme la *Reichsexekution* – dans la majorité des grandes villes de Saxe et de Thuringe. La force de l'intervention est cependant encore une fois démesurée. En effet, les troupes qui affrontent les communistes font des dizaines de morts. Ebert dissout ensuite par la force le gouvernement Zeigner, qui avait pourtant été élu démocratiquement, avant de constituer un nouveau cabinet duquel sont exclus les communistes⁴¹. Dans un article où ses émotions sont à fleur de peau, Levi tient Ebert et le gouvernement responsables de la mort de dizaines d'ouvriers, des « enfants de la république »⁴². Levi y voit une nouvelle trahison du SPD à l'endroit des masses ouvrières, trahison semblable à celle de 1918.

³⁹ Paul Levi, « Die neue Welt », *SPW*, 18 août 1923; Levi explique à plusieurs reprises que l'objectif à long terme demeure la dictature du prolétariat. Voir à titre d'exemple l'article « Über die gegenwärtigen Aufgaben der Partei », *SPW*, 7 septembre 1923.

⁴⁰ De nombreux documents prouvent aujourd'hui qu'Ebert avait raison de s'inquiéter. Au début de l'automne 1923, Moscou avait stationné sur la frontière polonaise des milliers de soldats soviétiques prêts à appuyer une éventuelle révolte communiste en Saxe. Bernhard H. Bayerlein, Leonid G. Babicenکو, Fridrich I. Firsov et Aleksandr Ju. Vatlin, dirs. *Deutscher Oktober 1923: Ein Revolutionsplan und sein Scheitern*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2003, p. 26; Voir aussi le dossier spécial « Die Welt erobern », *Der Spiegel*, 30 octobre 1995.

⁴¹ Crisler, *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party...*, p. 71, note 19.

⁴² Paul Levi, « Die Verteidiger der Republik », *SPW*, 30 octobre 1923, également publié dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 193-197.

Il serait néanmoins faux d'affirmer que Levi, surtout après 1925, revendique une alliance aveugle avec le KPD. Il espère plutôt pouvoir unir la classe ouvrière à l'extérieur des partis politiques. Quant au KPD, il faut s'allier avec ses membres les plus à droite⁴³. Levi voit en eux des ouvriers conscients de la nécessité de faire la révolution dont le mouvement ouvrier ne peut se passer. Levi dénonce en même temps les politiques aventuristes et criminelles des dirigeants du KPD qui ne sont désormais rien de plus que des marionnettes staliniennes⁴⁴. Souhaitant toujours unir tous les ouvriers à l'extérieur du cadre des partis politiques, Levi se dit même prêt à travailler avec ceux appartenant à des partis bourgeois, notamment avec le Zentrum⁴⁵. En 1928, il écrit que :

Il s'agit d'une grande coalition du travail (*Koalition der Arbeit*) [...] [,] la grande coalition du futur allemand. Même si, dans la crise de cabinet [...] qui sévit actuellement, on ne l'a toujours pas comprise, il s'agit pourtant de la seule coalition possédant une base [légitime] et qui est encore capable de sauver la démocratie allemande⁴⁶.

Une telle coalition devrait avoir comme objectif de renverser la bourgeoisie, peu importe dans quel parti elle se trouve, pour installer au pouvoir la dictature du prolétariat.

L'Europe, la lutte des classes et la guerre

En plus de critiquer la politique de coalition de son parti, le SPW souligne régulièrement les abus de pouvoir de l'exécutif du SPD, par exemple lorsque celui-ci avait soudainement décidé d'approuver la construction de croiseurs

⁴³ Voir entre autres les articles de Levi : « Bei den Kommunisten », *SPW*, 17 avril 1924 et « Um Halle », *SPW*, 27 mars 1925.

⁴⁴ Paul Levi, « Der neueste Kommunistendreh », *SPW*, 18 juin 1925.

⁴⁵ Paul Levi, « Wir und das Zentrum », *SPW*, 6 mai 1927 et « Heraus aus dem Zentrumsturm! », *SPW*, 20 mai 1927.

⁴⁶ Paul Levi, « Die andere Koalition », *SPW*, 29 juin 1928.

cuirassés (*Panzerkreuzer*) en 1928⁴⁷. Levi, figure de proue du SPW, ne manque jamais l'opportunité de dénoncer l'absence de « démocratie interne » de son parti⁴⁸. Cela dit, le SPW est également un moyen pour lui de commenter la politique européenne d'une manière plus théorique, tout particulièrement en lien avec le sort de la classe ouvrière. À partir de 1922, Levi croit que, partout en Europe, tant chez les Alliés occidentaux, qu'en Allemagne et en Union soviétique, le prolétariat est en train de perdre la lutte contre une bourgeoisie de plus en plus dominante. Considérant la nature foncièrement belliqueuse de celle-ci, Levi évoque constamment l'imminence d'une guerre en Europe. Cette interprétation de la politique européenne contraste de nouveau avec celle de la majorité du SPD qui se veut davantage optimiste.

Un *Diktat* bourgeois

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne est à genoux devant les Alliés qui, contrairement à leur habitude, s'étaient unis pour la vaincre. À Versailles, Clemenceau parvient à faire imposer de lourdes sanctions à l'Allemagne, dont une réduction des effectifs de l'armée à 100 000 soldats et l'amputation d'une portion considérable de son territoire⁴⁹. Ce sont cependant les réparations financières qui minent plus que toute autre chose les relations franco-allemandes durant l'ère weimarienne. En signant le traité de Versailles, l'Allemagne s'est engagée à rembourser aux Alliés – principalement à la France – tous les coûts matériels de quatre années de guerre.

⁴⁷ Voir les deux articles de Levi sur le sujet : « Der Panzerkreuzer », *SPW*, 17 août 1928 et « Nochmals Panzerkreuzer », *SPW*, 24 août 1928.

⁴⁸ Paul Levi, « Von der Parteidemokratie », *SPW*, 8 mars 1924.

⁴⁹ Voir par exemple Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première-Guerre mondiale : 10 novembre 1918-10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*, Paris, Éditions Pedone, 1977, p. 753.

Comme l'explique Winkler, « [q]uant à savoir par quels moyens il fallait obtenir la révision du traité de Versailles, les opinions divergeaient. Mais dès le jour où le traité fut signé, un consensus régna en Allemagne : il devait être révisé »⁵⁰. Outre le fait que les gouvernements se succèdent à Berlin, le Reich prend immédiatement du retard dans ses paiements monétaires envers la France, mais aussi dans ses livraisons de charbon et autres matières premières⁵¹. En mai 1921, à la suite d'une rencontre alliée à Londres, les pays victorieux de la Première Guerre mondiale parviennent momentanément à obtenir l'accord du gouvernement de Joseph Wirth (Zentrum). Ce dernier était d'ailleurs à la tête d'une alliance formée avec le SPD et le DDP, qui sont les seuls à être favorables à l'ultimatum de Londres. De fait, Walther Rathenau (DDP), à l'époque ministre des Réparations, croit en la nécessité de remplir les conditions du traité de Versailles⁵². Cette « politique d'exécution » (*Erfüllungspolitik*) est toutefois de courte durée. D'abord, l'entente germano-soviétique à Rapallo, en avril 1922, mine sérieusement la confiance de la France envers l'Allemagne⁵³. Mais, plus que toute autre chose, l'assassinat de Rathenau, devenu ministre des Affaires étrangères, en juin de cette même année, met fin aux chances de faire coopérer la population allemande. Wilhelm Cuno (DVP) remplace Wirth à la chancellerie. Tel que noté plus haut, il incarne une tendance davantage nationaliste, beaucoup moins encline à remplir les conditions de Versailles⁵⁴. Après l'échec d'une nouvelle conférence alliée à Londres, en août 1922, Raymond Poincaré, président du Conseil français, décide d'envahir la Ruhr en guise de réplique au non-

⁵⁰ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 340. Peter Krüger explique quant à lui que les clauses du traité de Versailles, révélées en mai 1919, ont scandalisé l'opinion publique allemande. Peter Krüger, *Versailles : deutsche Aussenpolitik zwischen Revisionismus und Friedenssicherung*, München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1986, p. 11.

⁵¹ Walter A. McDougall, *France's Rhineland Diplomacy, 1914-1924 : the Last Bid for a Balance of Power in Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1978, p. 106.

⁵² Krüger, *Versailles : deutsche Aussenpolitik...*, p. 103.

⁵³ Au sujet des craintes françaises engendrées par Rapallo, voir Stanislas Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr, 1922-1924 : histoire d'une occupation*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1998, p. 54.

⁵⁴ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 366.

paiement allemand⁵⁵. Encore une fois, les conséquences économiques sont catastrophiques pour la vaste majorité des Allemands, ce qui exacerbe les sentiments nationalistes et revanchistes⁵⁶.

Avant son arrivée au SPD, Levi s'était à quelques reprises exprimé au sujet de la politique européenne. Selon lui, la guerre avait dérégulé l'économie capitaliste mondiale, principalement au profit des États-Unis, grand créancier des gouvernements européens⁵⁷. En 1924, Levi commente pour la première fois le traité de Versailles qu'il juge tout à fait ridicule : « Les Alliés auraient pu tout aussi bien écrire qu'ils portent à eux seuls la responsabilité dans le déclenchement de la guerre et que malgré cela, ou en raison de, ils souhaitent assujettir l'Allemagne à de lourdes conditions [...] [L]es Alliés auraient pu tout aussi bien écrire, comme prétexte à leur volonté : *Tel est mon plaisir*⁵⁸ »⁵⁹.

Selon Levi, Versailles n'est guère seulement un *Diktat* des puissances victorieuses sur une Allemagne vaincue. Son interprétation de la Société des Nations (SDN), l'« enfant de Versailles »⁶⁰, reflète bien sa lecture marxiste du règlement de Versailles :

La Société des Nations n'est guère devenue ce que ses pères s'étaient promis à son sujet. Elle n'est guère une confédération (*Bund*) des peuples, mais bien une confédération de quelques peuples [...] À cela, on peut ajouter que ce ne sont guère des peuples, ni des représentants qui siègent côté à côté à la Société des Nations, mais bien des peuples et des représentants qui sont soigneusement choisis selon des rapports de force étrangers à la Société des Nations. En fait, selon ces rapports de force

⁵⁵ Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr...*, p. 110.

⁵⁶ Il est important de noter que les Alliés portent également une part de responsabilité dans la volonté de la population allemande de réviser le traité de Versailles, notamment, en abandonnant les démocrates allemands. Voir à ce sujet les articles du numéro de la *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 38, 2 (avril-juin 2006).

⁵⁷ Voir une série de présentations faites par Levi lors d'une campagne de recrutement du KPD en octobre 1920. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.8, 1^{ère} chemise.

⁵⁸ En français dans le texte original.

⁵⁹ Paul Levi, *Sachverständigengutachten und was dann?*, Berlin, Abtig. Verlag, 1924, p. 26.

⁶⁰ Paul Levi, « Nach Marseille – zu Heidelberg », *SPW*, 3 septembre 1925.

externes, la Société des Nations, avec la paix qu'elle impose, n'est rien d'autre que la garante de l'hégémonie mondiale anglo-saxonne⁶¹.

Donc, la SDN sert tout d'abord les intérêts impérialistes et capitalistes de l'Angleterre.

Pour illustrer son propos, Levi utilise à titre d'exemple le contentieux au sujet de la ville irakienne de Mossoul, stratégique pour l'exploitation du pétrole qui, à l'époque, est convoitée par la Russie et la Turquie – deux pays qui ne font pas partie de la SDN. Levi explique avec ironie que selon le « droit international », la SDN a tranché en faveur de l'intégration de Mossoul à l'Irak qui est sous domination anglaise⁶². Cela n'est que le reflet de la domination d'une puissante classe bourgeoise anglaise. « [L]a Société des Nations est en train de façonner l'Europe d'une manière à répondre aux besoins de la besogne de la bourgeoisie européenne »⁶³. Versailles, aux yeux de Levi, est avant tout un outil aux mains des plus grandes puissances capitalistes pour exploiter la faiblesse des plus démunis, en Europe comme à l'étranger.

La révision du traité de Versailles s'explique également en termes de lutte des classes selon Levi. Au lendemain de la guerre, il est évident que la France souhaite venger sa défaite. Les réparations, que Levi considère comme du vol, ne sont qu'un autre outil pour y parvenir⁶⁴. Or, Levi estime que la classe bourgeoise allemande n'a aucunement l'intention de les payer. Le remplacement de l'*Erfüllungspolitik* par une politique de résistance passive du gouvernement Cuno l'illustre clairement :

⁶¹ Levi, *Sachverständigenutachten und was dann? ...*, p. 36-37.

⁶² Paul Levi, « Mossulfrage und Völkerbund », *SPW*, 21 janvier 1926.

⁶³ Paul Levi, « Genf – und dann weiter? », *SPW*, 16 septembre 1926.

⁶⁴ Texte non publié de Levi, « Zum Ruhrgelderskandal », SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.5, 10^{ème} chemise; Voir également un discours de Levi devant le Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle...*, 21 juin 1922, p. 7932.

La bourgeoisie allemande était cependant pleinement consciente des répercussions extérieures de sa lutte. Elles étaient évidentes. Il n'est pas difficile de prévoir que les Français, qui peuvent constater à la fois la défaillance des paiements allemands et la situation économique de la bourgeoisie allemande, passeraient à l'utilisation d'un quelconque moyen de pression, contre lequel la bourgeoisie allemande s'était jusque-là montrée sans défense : le militaire. Ils ont donc envahi la Ruhr. La bourgeoisie avait pourtant prévu cette invasion. Elle ne l'a pas évitée, car elle était voulue. Devant l'alternative : paiement ou invasion, elle a consciemment opté pour la seconde option⁶⁵.

Selon ce calcul, il était préférable de risquer l'attaque française que de livrer les paiements à la France comme prévu à Versailles.

L'objectif de la bourgeoisie allemande est justement, selon Levi, de faire payer les réparations par le prolétariat. La politique d'inflation du gouvernement Cuno vise justement à épargner les grandes industries de la Ruhr qui ne possèdent plus les liquidités pour couvrir leurs dettes⁶⁶. Il en va de même pour le délai des paiements allemands en matières premières : « Du point de vue de la politique interne, la guerre de la Ruhr n'est pas aussi bête qu'elle ne le laisse paraître en termes purement diplomatiques : en fin de compte, la bourgeoisie est en train d'organiser sa victoire »⁶⁷. Car ultimement, c'est le prolétariat qui devra en assumer les conséquences : « Au sujet des conséquences du dernier stade de la guerre mondiale, la guerre de la Ruhr [...] [,] [l]e résultat est l'effondrement (*Erschütterung*) des structures économiques allemandes [...] [et] la paupérisation du prolétariat »⁶⁸.

⁶⁵ Levi, *Sachverständigenutachten und was dann?...*, p. 27-28; Levi parle également de la « guerre de la Ruhr » dans « Kriegsziele », *SPW*, 22 février 1923.

⁶⁶ Paul Levi, « Womit? Wozu? », *SPW*, 10 juillet 1924.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Paul Levi, « Tun wir alles? », *SPW*, 5 février 1924.

À plusieurs reprises, Levi somme donc le SPD d'affronter Cuno afin que ce dernier remplisse les conditions de Versailles⁶⁹. L'historien allemand Dietmar Klenke croit toutefois que Levi était l'un des seuls au SPD, même au sein de l'aile gauche, à critiquer la politique de résistance passive de Cuno⁷⁰. La majorité du SPD, menée entre autres par Hilferding, croyait plus utile de faire du lobbying auprès des organisations ouvrières françaises qui à leur tour pourraient exercer une pression sur Poincaré et ainsi mettre fin à l'invasion de la Ruhr⁷¹.

Stresemann et les espoirs de la majorité du SPD

L'année 1923 est terrible pour la république de Weimar qui connaît l'occupation de la Ruhr, l'hyperinflation galopante et les innombrables tentatives de putsch, tant de la part de la gauche que de la droite⁷². Hitler, rappelons-le, tente lui aussi sa chance à Munich dans la nuit du 8 au 9 novembre. Or, l'année 1924 ouvre enfin sur une ère de « stabilité relative »⁷³. Gustave Stresemann, d'abord chancelier, entre août et octobre 1923, prend ensuite les rênes du ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1929. L'insécurité permanente fait alors place à un apaisement général, tout particulièrement chez les gens les plus démunis. L'intervention alliée contribue aussi à la stabilité politique. En avril 1924, la commission chargée d'évaluer la capacité de paiement réelle de l'Allemagne, menée par le banquier américain Charles G. Dawes, dévoile ses résultats. Le nouveau plan de paiements permet à l'Allemagne de reprendre son souffle,

⁶⁹ Paul Levi, « Wie lange noch? », *SPW*, 20 mars 1923. Levi y demande au groupe parlementaire du SPD d'affronter Cuno pour qu'il mette fin à la « guerre de la Ruhr ».

⁷⁰ Dietmar Klenke, *Die SPD-Linke in der Weimarer Republik : eine Untersuchung zu den regionalen organisatorischen Grundlagen und zur politischen Praxis und Theoriebildung des linken Flügels der SPD in den Jahren 1922-1932*. Münster, Selbstverlag, 1989 [1983], p. 66-67.

⁷¹ Stefan Feucht, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zur Aussenpolitik während der Weimarer Republik (1918-1933)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1998, p. 222 et 276-277.

⁷² Au sujet de l'année 1923, voir le numéro spécial « Krisenjahr 1923 », dans *Praxis Geschichte*, 2 (1992), qui contient une série d'articles sur les différentes révoltes et tentatives de putsch.

⁷³ Expression utilisée par Eberhard Kolb, éminent spécialiste de l'histoire de la république de Weimar. Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik*, München, R. Oldenburg Verlag, 2002, p. 57.

surtout grâce à un prêt américain de 800 millions de marks et de la promesse française d'évacuer la Ruhr. La situation économique de toutes les classes sociales, incluant le prolétariat, s'améliore lentement, mais sûrement entre 1924 et 1929. Sur le plan de la diplomatie européenne, Stresemann personnifie donc la perspective d'une paix à long terme en Europe⁷⁴. L'« esprit de Locarno » est intimement associé à ses prouesses diplomatiques⁷⁵. En 1926, on lui accorde d'ailleurs le prix Nobel de la paix.

La majorité du SPD voit également le travail de Stresemann d'un œil favorable. Depuis 1918, le SPD dit adhérer à une « politique étrangère démocratique » – ou « républicaine ». Il s'agit d'une politique visant à servir les intérêts du prolétariat sans toutefois nier l'intérêt national allemand et la nécessité de la diplomatie pour le maintien de la paix⁷⁶. Stefan Feucht, spécialiste de la politique étrangère du SPD, argue qu'il n'existait qu'une mince marge de manœuvre pour qu'une telle politique puisse réussir. Elle est coincée entre celle des marxistes radicaux, tels Levi, et celle des ultranationalistes revanchistes proche des cercles militaires, par exemple celle du Parti populaire national-allemand (DNVP) et plus tard du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP)⁷⁷. C'est pourquoi la « politique d'entente » (*Verständigungspolitik*) de Stresemann incarne aux yeux de la majorité sociale-démocrate le *modus vivendi* par excellence qui offre au prolétariat un

⁷⁴ Les interprétations de la politique de Stresemann sont nombreuses. Certains historiens ont écrit que Stresemann avait comme objectif premier de ramener l'Allemagne au statut de grande puissance européenne, si nécessaire au moyen de la guerre. Klaus Hildebrand, *Das vergangene Reich : deutsche Aussenpolitik von Bismarck bis Hitler, 1871-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1996 [1995], p. 439. Or, la majeure partie des historiens ont souligné sa volonté de s'entendre avec les Alliés, afin de ramener l'Allemagne sur le chemin de la stabilité économique et politique. Christian Baechler a écrit à son sujet : « [I] symbolise à juste titre, "l'âge d'or" de la république de Weimar, car il a très largement contribué à la relative stabilité du régime entre 1923 et 1929 par son action intérieure et sa politique extérieure ». Christian Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p. 902.

⁷⁵ Krüger, *Versailles : deutsche Aussenpolitik...*, p. 147.

⁷⁶ Feucht, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands...*, p. 12.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 67-68.

environnement économique plus stable, tout en calmant le revanchisme de droite et donc la possibilité de voir l'Allemagne provoquer une nouvelle guerre⁷⁸.

Le SPD a par ailleurs d'autres raisons de croire en la possibilité d'une paix à long terme en Europe. En 1924, se basant sur les théories de Bernstein et Kautsky qui croyaient que le système capitaliste n'était pas condamné à l'autodestruction, Rudolf Hilferding tente une percée théorique en introduisant son concept du « pacifisme réaliste »⁷⁹. Selon lui, la Grande Guerre a certes contribué à concentrer les capitaux aux mains des Anglo-Saxons. Il estime toutefois qu'il demeure réaliste d'éviter une nouvelle guerre, car plus le système capitaliste est avancé, plus il en coûte cher aux antagonistes de s'engager dans des conflits armés. La paix profiterait donc aussi à certaines couches de la classe bourgeoise qui partagent désormais des intérêts en commun avec les travailleurs. Hilferding explique enfin que la mécanisation de la guerre, qui s'est révélée dans toute sa brutalité entre 1914 et 1918, a profondément marqué les imaginaires en Europe, tant chez les ouvriers que chez ceux qui bénéficient du système capitaliste mondial. Il existe donc un sentiment de dégoût généralisé qui empêchera un nouveau conflit de se matérialiser. Pour Hilferding, sans doute le théoricien le plus en vue au SPD en 1924, le système capitaliste n'est donc pas nécessairement incompatible avec la paix.

La politique belliqueuse de la bourgeoisie allemande

Levi voit évidemment les choses d'un autre œil. Au sujet des théories d'Hilferding, qu'il qualifie de « rêverie socialiste par une nuit d'été »

⁷⁸ Voir la section « Die Ära-Stresemann: « republikanische Aussenpolitik » par excellence? », *Ibid.*, p. 135-138.

⁷⁹ Voir les deux articles de Rudolf Hilferding: « Probleme der Zeit », *Die Gesellschaft*, 1 (1924), p. 1-17 et « Realistischer Pazifismus », *Die Gesellschaft*, 2 (1924), p. 97-114. Les informations suivantes ont toutefois été tirées du livre de Stefan Feucht, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands...*, p. 105-109.

(*sozialistischen Sommernachtstraum*), Levi ne se leurre guère au sujet de l'existence d'une quelconque solidarité entre les classes bourgeoise et ouvrière. Dans l'article « Au sujet du pacifisme réaliste », Levi explique plutôt comment procèdent les cartels de l'industrie lourde en Allemagne dont les capitaux sont sans cesse concentrés entre les mains d'une poignée d'investisseurs. Ceux-ci ne se soucient aucunement de la population ouvrière. L'épisode de la Ruhr en a été un exemple accablant. Levi explique que, très bientôt, ces investisseurs souhaiteront prendre de l'expansion à l'étranger, à la recherche de conquêtes étrangères, ce qui rendra les conflits et la guerre inévitables : « [L]es objectifs cachés que s'est fixés [cette] partie de la bourgeoisie, qui s'est emparée du pouvoir de la république, ne sont en rien insignifiants (*fürwahr nicht klein*) »⁸⁰. Levi cite le chancelier Wilhelm Marx (Zentrum), représentant de cette bourgeoisie privilégiée, qui réclame « une grande Allemagne [...] [,] une Allemagne avec des colonies, afin que cette Allemagne puisse posséder un secteur commercial et d'échanges pour ses matières premières et sa marchandise »⁸¹. Cela n'a, selon Levi, rien à voir avec une quelconque communauté d'intérêts entre ouvriers et bourgeois.

Entre 1924 et 1929, conséquemment, Levi s'acharne sur Stresemann, ministre des Affaires étrangères allemand. En 1925, il écrit :

La situation actuelle nous révèle d'une manière claire et nette [...] que la politique du [gouvernement] Luther-Stresemann n'a rien, absolument rien de notre politique [SPD], ou plutôt de celle qui devrait être la nôtre. Il s'agit plutôt de la politique étrangère réactionnaire, impérialiste et belliqueuse de la nouvelle bourgeoisie allemande⁸².

Levi croit que le projet révisionniste de Stresemann dépasse largement la politique qu'il laisse voir aux Alliés et au peuple allemand :

⁸⁰ Paul Levi, « Über realistischen Pazifismus (Schluss) », *SPW*, 21 novembre 1924.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Paul Levi, « Unsere Politik », *SPW*, 1^{er} octobre 1925; Levi tient des propos semblables quelques semaines plus tard dans « Wieder Einmal », *SPW*, 29 octobre 1925.

[Stresemann] est retourné à ses positions de 1914 et de 1918. Son escapade pacifique est terminée. Lorsqu'il s'engage maintenant dans un discours pacifique, ce n'est seulement que la bouche qui s'active [...] Nous craignons néanmoins que l'insondable malhonnêteté de cet homme causera un tort irréparable à l'Allemagne, à l'instar de celui causé par la stupidité d'un Ludendorff⁸³.

Levi se moque de la même manière du discours de Stresemann selon lequel l'Allemagne souhaite se plier aux clauses militaires du traité de Versailles⁸⁴. Malgré son armée limitée à 100 000 soldats, l'Allemagne est redevenue une puissance militaire européenne au même titre que les autres pays de la SDN, ce que Stresemann entend exploiter pleinement pour servir la classe bourgeoise allemande⁸⁵. En 1927, Levi écrit que « les coûts [d'une telle politique] auront à être assumés par le prolétariat. En effet, ce n'est pas le dernier Kaiser qui a eu à assumer les coûts de 1914 »⁸⁶.

Tandis que la majorité du SPD évalue les accords de Locarno et l'entrée de l'Allemagne à la SDN comme des facteurs stabilisateurs favorables à une paix européenne⁸⁷, Levi pense que sans accord au sujet de la frontière polonaise, il sera facile pour l'Allemagne de violer les territoires à l'Est :

La bourgeoisie allemande, telle que nous l'avons toujours dépeinte, c'est-à-dire belliqueuse, expansionniste, cruelle et « toujours prête », voit maintenant [...] s'ouvrir à l'Est un vaste espace pour manœuvrer. Nous ne doutons point qu'elle s'en servira [...] La bourgeoisie allemande se sent désormais à nouveau dans son élément. *Vogue la galère*⁸⁸ [...] Nous sommes convaincus que ce traité [de Locarno], ce système

⁸³ Paul Levi, « Nach der Abstimmung », *SPW*, 2 septembre 1924. Texte trouvé et cité à partir de SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.9, p. 98.

⁸⁴ Paul Levi, « Zur auswärtigen Politik », *SPW*, 1er juillet 1927.

⁸⁵ Paul Levi, « Die Genfer Tagung », *SPW*, 16 septembre 1927; voir également « Wieder Einmal... » et « Was weiter? », *SPW*, 4 février 1927.

⁸⁶ Levi, « Zur auswärtigen Politik... ».

⁸⁷ Feucht, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands...*, p. 330 et 427-428.

⁸⁸ En français dans le texte original.

d'alliances, n'est guère en mesure de freiner les dangers impérialistes. [Au contraire], il va les renforcer [...]⁸⁹.

À Locarno, les Alliés et la bourgeoisie allemande trouvent leur compte, tandis que le prolétariat européen et la Russie soviétique sont les grands perdants, selon Levi. L'admission de l'Allemagne à la SDN est de la même manière un événement triste pour lui :

Frontière orientale, frontière occidentale, colonies : voilà le programme minimal vers lequel l'Allemagne cherche à s'orienter à l'intérieur de la Société des Nations [...] La paix éternelle de Genève a commencé : nous en attendons le premier krach⁹⁰.

Pour revenir à 1924, toujours en guise de réponse aux théories d'Hilferding, Levi avait également expliqué l'incapacité du « pacifisme bourgeois » à contrer les militaires allemands. Avant 1914, ceux-ci avaient misé sur de grandes armées qui, avec leurs millions d'hommes, gagneraient assurément la guerre⁹¹. Or, selon Levi, la mécanisation de la guerre a montré qu'une telle stratégie n'était plus actuelle. Entre 1914 et 1918 sont, entre autres, apparus la mitrailleuse, les obus à fragmentation et les gaz asphyxiants, contre lesquels le simple soldat n'avait aucune chance de survie. Cela n'était pourtant qu'un début. Depuis 1918, c'est désormais aussi tous les secteurs physique et chimique de l'industrie qui sont voués à la production d'armements. Le « potentiel de guerre » d'une nation, que Levi appelle aussi l'« armement latent » (*latente Rüstung*)⁹², est désormais intimement lié à ces « avancées technologiques ». Il ne dépend plus du nombre de soldats disponibles, mais plutôt de son potentiel industriel national.

⁸⁹ Paul Levi, « Nochmals Locarno », *SPW*, 22 octobre 1925; Au sujet de la révision de la frontière polonaise, voir aussi l'article de Levi, « Zur auswärtigen Politik Deutschlands », *SPW*, 2 décembre 1926; Levi s'exprime enfin à plusieurs autres reprises au sujet de Locarno : « Über den Sicherheitspakt », *SPW*, 2 juillet 1925; « Locarno », *SPW*, 15 octobre 1925.

⁹⁰ Paul Levi, « Genf – und dann weiter? », *SPW*, 16 septembre 1926.

⁹¹ Paul Levi, « Über realistischen Pazifismus », *SPW*, 13 novembre 1924.

⁹² Cette expression lui viendra plus tard. Levi ne semble faire aucune distinction entre « potentiel de guerre » et « armement latent ». Paul Levi, « Zur Abrüstungsfrage », *SPW*, 6 janvier 1928.

Selon cette analyse, le désarmement tel qu'évoqué à la SDN perd tout son sens selon Levi: « Ce processus vers des moyens de destruction de plus en plus technologiques pour faire la guerre a eu comme effet de déplacer le cœur du réarmement dans la patrie », c'est-à-dire dans les usines, loin du front⁹³. Ce ne sont plus uniquement les soldats sur le champ de bataille qui comptent, mais bien la force ouvrière dans les usines qui produit et manufacture la technologie de guerre :

Que signifie donc l'abaissement du service militaire de 2 ans à 1 an et demi, et prochainement, à un an en France? Cet abaissement signifie-t-il l'élimination des conditions favorables à la guerre? [...] Ces « désarmements » signifient en réalité non pas l'annihilation des conditions favorables à la guerre [...] mais bien au contraire plutôt la restauration [des] conditions nécessaires à la guerre, c'est-à-dire la restitution d'une proportion adéquate [des forces humaines] entre l'armée et la patrie [...]⁹⁴.

En d'autres mots, la guerre se gagne désormais en grande partie par la capacité des usines à produire les nouvelles technologies de guerre, et non uniquement par les fantassins au front. Le « désarmement bourgeois » devient donc un concept fondamentalement irréalisable, selon Levi, à moins d'accepter d'abandonner le progrès technologique et d'ordonner la fermeture des usines partout dans le monde : « Procéder au désarmement au moyen de lois est malheureusement la même plaisanterie (*Quacksalberei*) que celle du tisseur silésien réclamant l'interdiction légale du métier à tisser, ou des saboteurs de machines anglais qui voyaient en la destruction des machines une mesure économique »⁹⁵. Levi se moque tout particulièrement de ceux qui croient en la capacité de la SDN de museler le potentiel militaire allemand : « Celui qui se fie à l'idée d'une "petite armée" allemande, avec seulement "100 000 hommes", ou

⁹³ Levi, « Über realistischen Pazifismus... ».

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Paul Levi, *Wehrhaftigkeit und Sozialdemokratie*, Berlin, Internationale Verlagsanstalt G.m.b.H, 1928, p. 20.

aux plaintes de nos militaires au sujet de leur vie misérable, pourrait bien un jour se réveiller de ce joli rêve et se trouver face à une réalité effroyable »⁹⁶.

Malgré tout, Levi, qui ne se considère non pas comme un pacifiste, mais bien comme un socialiste, voit dans les plus récents développements technologiques l'opportunité pour le prolétariat – allemand et étranger – de paralyser les armées et ainsi mettre fin définitivement à la guerre⁹⁷. Avant 1914, il était possible pour les officiers de discipliner l'armée en punissant individuellement quiconque désobéissait aux ordres :

Il en va désormais autrement [...] Comment l'on parviendra à discipliner l'armée professionnelle [celle de 100 000 hommes] tout au long de la prochaine guerre n'inquiète point les généraux [...] La grande inquiétude est plutôt de savoir comment on parviendra à maintenir un esprit nécessaire à la conduite de la guerre auprès des masses non militaires [...] qui, pourtant, sont aujourd'hui tout aussi importantes⁹⁸.

Certes, les autorités tenteront d'instrumentaliser les partis politiques ouvriers pour contrôler les travailleurs et faire fonctionner les usines mais, au bout du compte, ce sont les ouvriers qui possèdent désormais le pouvoir de mettre fin à la guerre, tout simplement, en refusant de travailler à la production d'armements. En s'adressant aux ouvriers, Levi écrit que le « choix entre la guerre et la paix est entre leurs mains »⁹⁹.

L'absence de lueur à l'Est

En 1917, la révolution russe avait été une grande source d'espoir pour Levi. Il écrit en 1924 qu'« octobre » avait été un premier pas vers la paix

⁹⁶ Levi, « Über realistischen Pazifismus... ».

⁹⁷ Levi, *Sachverständigenutachten und was denn?...*, p. 38-41.

⁹⁸ Levi, « Über realistischen Pazifismus (Schluss)... ».

⁹⁹ *Ibid.*

universelle¹⁰⁰. Lorsque Lénine meurt, à la fin de janvier 1924, Levi lui rend d'ailleurs hommage : « [Lénine] vivra pour toujours dans la mémoire des prolétaires ». Malgré ses erreurs, « il a néanmoins été le premier à avoir accompli la tâche historique de la prise du pouvoir par le prolétariat [...] »¹⁰¹. Comme Lénine, Levi croyait que les ouvriers russes viendraient libérer leurs frères ouest-européens en 1918-1919, en les libérant du joug capitaliste. Après 1924, toutefois, Levi se transforme en un détracteur tranchant du système soviétique. Son interprétation de l'Union soviétique, quoique pour des raisons différentes, cadre d'ailleurs avec celle de la majorité au sein du SPD, qui y voit un État totalitaire et criminel et qui se conduit en politique étrangère d'une façon semblable à celle de n'importe quel autre empire impérialiste. En 1927, Levi écrit que si « Lénine a[vait] gagné la bataille [en 1917], ses successeurs ont définitivement perdu la campagne. Il est triste de voir [...] comment un si grand mouvement révolutionnaire a pu s'essouffler »¹⁰². Comment expliquer ce changement d'interprétation si soudain vis-à-vis de la « patrie de la révolution »?

Tout d'abord, malgré toute son admiration pour Lénine et le fait qu'il s'en soit inspiré, Levi estime que le « léninisme » est à l'origine de la transformation progressive de la Russie soviétique en un État capitaliste. Cela découle surtout de la politique agraire de Lénine. Selon Levi, il est clair que les conditions sociales en Russie étaient peu propices à une révolution ouvrière en 1917. Le prolétariat y était d'abord très minoritaire, mais surtout, contrairement à celui en Europe de l'Ouest, le prolétariat russe n'avait jamais pu s'organiser en tant que classe puisqu'il était victime du système féodal et autocratique tsariste¹⁰³. Lénine en avait également pris conscience dès 1918. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il avait misé, dans un premier temps, sur l'espoir de voir la révolution se propager

¹⁰⁰ Levi, *Sachverständigengutachten und was dann?...*, p. 17.

¹⁰¹ Paul Levi, « Lenin », *SPW*, 24 janvier 1924.

¹⁰² Paul Levi, « Lenin », *SPW*, 3 juin 1927. Il s'agit cette fois d'une critique du nouveau livre d'Angelica Balabanoff, *Erinnerungen und Erlebnisse*, au sujet de Lénine.

¹⁰³ Levi, *Sachverständigengutachten und was dann?...*, p. 18.

en Allemagne et en Europe de l'Ouest. Or, Lénine aurait commis l'irréparable en redonnant la terre aux paysans – qui forment une classe sociale possédante – dans une tentative de constituer une sorte d'alliance contre-nature avec le prolétariat.

Croire qu'il existe une solidarité entre des paysans propriétaires et des travailleurs d'usine sans propriété rendrait l'histoire de l'Europe des trois cents dernières années tout à fait incompréhensible. Les bolcheviques ont cru être en mesure de passer outre cette disharmonie entre les deux classes, de pouvoir la surmonter, en quelque sorte, en les mélangeant ensemble dans un alambic. Cet alambic, ils l'ont nommé soviétique : c'est là que les forces antagonistes ont été réunies, à l'image du catholique croyant en l'union de l'esprit et du corps lorsqu'il avale l'hostie. Cette erreur, pour le politicien issu de l'école de Karl Marx, est cependant tout à fait incompréhensible [...] Cette « solidarité » entre travailleurs et paysans est en réalité le cœur dudit léninisme; c'est ce à travers quoi le léninisme croyait pouvoir dépasser le marxisme [...]¹⁰⁴.

Ensuite, et malgré le fait qu'en 1921, il n'avait jamais prononcé un seul mot sur le sujet, Levi écrit en 1927 que la NEP a été la démonstration claire que Lénine était prêt à tout pour demeurer au pouvoir¹⁰⁵. Car une économie de marché, même à petite échelle, entraîne en contradiction avec les fondations mêmes du socialisme marxiste. Bref, l'union avec la paysannerie en 1917 et la NEP en 1921 sont selon Levi les deux péchés originels de Lénine.

Conséquemment, au fur et à mesure qu'a grandi le mensonge au sujet de ces contradictions idéologiques, les masses ouvrières se sont progressivement détournées du régime de Lénine. Ce désaveu populaire aurait donc forcé Lénine à adopter la terreur comme moyen politique, « car une dictature qui ne fait guère usage de la démocratie n'a d'autre choix que de recourir à la terreur »¹⁰⁶. Ce que Levi perçoit comme le « Thermidor de la Révolution russe », c'est-à-dire

¹⁰⁴ Paul Levi, « Zurück vom Leninismus », *SPW*, 8 juillet 1927.

¹⁰⁵ Paul Levi, « Dem Ende zu », *SPW*, 18 novembre 1927. Cet article est également publié dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 153-157.

¹⁰⁶ Paul Levi, « Der Terror in Russland », *Der Klassenkampf*, 1^{er} novembre 1927. Citation tirée d'une copie manuscrite. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 309.

l'écrasement brutal de la rébellion à Kronstadt en mars 1921, en a été le premier exemple¹⁰⁷. Levi continue en soulignant qu'avec l'arrivée de Staline, la terreur n'a fait que s'accroître en Russie, éliminant progressivement toute opposition au régime¹⁰⁸ :

[C]'est l'esprit d'une dictature irréaliste [qui règne désormais en Russie], celui d'une clique qui s'est depuis longtemps séparée des masses, se nichant derrière les tours armées du Kremlin, d'où tout ce qui bouge est déshabillé et fouetté [...] Aujourd'hui, lorsque les bonzes russes pêchent, quelques « saboteurs » sont fusillés, ce qui a pour effet de légitimer ces mêmes bonzes¹⁰⁹.

Levi donne Trotski en exemple. Le fait que ce dernier jouisse toujours de l'appui de centaines de milliers d'ouvriers russes ne fait plus la moindre différence car le pouvoir terroriste n'a plus besoin des masses pour régner¹¹⁰. La déportation de Trotski en Sibérie, au début de 1928, ne fait qu'indigner Levi davantage. Il conclut que l'emprise totalitaire du pouvoir soviétique ressemble drôlement à celle exercée par le Tsar quelque 20 ans auparavant : « [V]oilà la terrible tragédie d'une révolution qui a mal tourné »¹¹¹. Après 1924, Levi croit que le pouvoir soviétique ne représente plus la volonté des masses ouvrières russes. Il est cependant trop tard pour faire marche arrière, car « [t]ous se sont aventurés trop loin avec Staline », dont l'appareil terroriste est maintenant solidement ancré en Russie¹¹².

Dans ses écrits, Levi tient néanmoins à préciser que la transformation de la Révolution d'octobre en un régime terroriste n'est aucunement révélatrice de l'échec de la théorie marxiste ou encore de celle de la dictature du prolétariat :

¹⁰⁷ Paul Levi, « Ihre Gefängnisse », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 10 (1922), p. 226.

¹⁰⁸ Paul Levi, « Zur Entwicklung in Russland », *SPW*, 14 janvier 1926.

¹⁰⁹ Paul Levi, « Das Ende eines Schwindels », *SPW*, 6 juillet 1928.

¹¹⁰ Levi, « Dem Ende zu... ».

¹¹¹ Paul Levi, « Wiederkunft », *SPW*, 13 janvier 1928. Cet article est aussi publié dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 160.

¹¹² Levi, « Dem Ende zu... ».

On a tenté de jeter tout le blâme sur la notion de la « dictature du prolétariat ». S'être limités à la dictature du prolétariat, les bolcheviques n'en seraient jamais arrivés là où ils en sont aujourd'hui. Ce qu'ils ont fait est tout autre. Ils n'ont pas fait usage de la dictature du prolétariat contre une classe ennemie, mais plutôt contre le prolétariat [...] À l'intérieur de cette théorie complètement fausse et insensée au sujet du « rôle du parti », celle d'un comité central tout puissant, et celle de quelques bonzes dont les pouvoirs s'apparentent à ceux de Dieu, on trouve le début et la fin de ce qui se déroule actuellement en Russie [...] Le prolétariat représente un corps grand et fort, plus puissant que n'importe quelle autre classe. Pour régner, ce corps n'a besoin que d'une seule chose, *la volonté* de prendre le pouvoir, ce que personne ne peut lui donner. Il doit l'acquérir lui-même [...] Voilà le sens de la *démocratie* à l'intérieur de la classe ouvrière et à l'intérieur du parti : construire cette volonté. Les bolcheviques ont cru, avec la sagesse et les pouvoirs d'un « comité central », pouvoir montrer la voie au ciel, qui cependant, n'a pas mené au ciel, mais bien dans la toundra sibérienne¹¹³.

Il est intéressant de noter que pour Levi, dictature et démocratie ne sont aucunement contradictoires¹¹⁴. Il croit plutôt que tous les régimes politiques sont des dictatures. En Europe de l'Ouest, ce sont des dictatures bourgeoises, tout comme il s'agissait de dictatures monarchistes dans l'Ancien régime. Sa conception de la démocratie fait davantage référence à une démocratie interne à la dictature, sujet sur lequel, malheureusement, il ne s'attarde que très rarement.

Levi estime enfin que l'économie de marché russe, protégée par une terreur d'État, fait en sorte que « le capitalisme s'est imposé d'une manière illimitée en Russie »¹¹⁵. La politique étrangère de l'État soviétique s'apparente donc à celle de n'importe quelle autre nation dominée par la bourgeoisie¹¹⁶. Rapallo, en avril 1922, a été, selon Levi, un premier symptôme d'une politique

¹¹³ Levi, « Wiederkunft... ».

¹¹⁴ Levi, « Der Terror in Russland... ».

¹¹⁵ Paul Levi, « Die Wendung: Zum 11. Kongress der Russischen Kommunistischen Partei », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 8 (1922), p. 181.

¹¹⁶ Paul Levi, « England – Russland », *SPW*, 4 mars 1927.

étrangère soviétique impérialiste¹¹⁷. Outre le fait que les paysans mourraient par millions en Russie, et qu'à Gênes, George Tchitcherine avait désespérément besoin d'aide financièrement, conclure une entente avec le gouvernement bourgeois allemand incarnait une contradiction inhérente au marxisme¹¹⁸. Il est intéressant de noter que Levi prend cette fois le temps d'expliquer que sa politique d'« alliance avec la Russie soviétique » était, malgré tout, légitime en 1921, car le gouvernement soviétique représentait véritablement le prolétariat à l'époque¹¹⁹. En 1922 – sans doute veut-il dire après la NEP –, les bolcheviques ne défendent plus les intérêts du prolétariat, mais bien ceux du Parti communiste russe.

Levi conclut que la présence de la puissance impérialiste soviétique à l'Est ne peut qu'augmenter les probabilités qu'une guerre éclate en Europe : « [L]'énorme énergie économique de ce pays [Union soviétique], une fois développée créera un nationalisme auprès des habitants pouvant servir de véritable substrat. Cela marquera le début d'un nouveau chapitre impérialiste sanglant pour l'Europe et le monde entier [...] »¹²⁰. À titre d'exemple, la Russie espère de plus en plus élargir sa sphère d'influence à certains secteurs de la Chine qui, à l'époque, fait partie de la SDN. L'Union soviétique est donc appelée à entrer en concurrence directe avec l'Angleterre¹²¹. Un tel affrontement inter-impérialiste entraînera malheureusement une guerre sanglante sans précédent : « Voilà ce que peut offrir le capitalisme au processus de paix européen et au bonheur de l'humanité. Quiconque souhaite bâtir une hutte paisible dans cette vallée devrait sans doute réfléchir à la munir de panneaux blindés »¹²².

¹¹⁷ Paul Levi, « Genua », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 9 (1922), p. 202-209.

¹¹⁸ Levi, « Zur sozialdemokratischen Innen- und Aussenpolitik », *SPW*, 12 novembre 1925.

¹¹⁹ Levi, « Genua... ».

¹²⁰ Levi, *Sachverständigengutachten und was dann?...*, p. 22-23.

¹²¹ Levi, « England – Russland... ».

¹²² Levi, *Sachverständigengutachten und was dann?...*, p. 22-23.

Conclusion

Lorsqu'il retourne au SPD, en 1922, Levi réintègre un parti qui s'est développé à sens contraire à ses idées marxistes radicales. Depuis 1918, le SPD s'est « embourgeoisé » - ou à tout le moins, en a-t-il entamé le processus -, et il aspire désormais avant tout à participer au gouvernement dans le cadre des institutions weimariennes. Coincé dans un marxisme radical et anachronique, Levi y est immédiatement censuré et relégué dans l'opposition gauchiste. Il parvient néanmoins à se faire entendre, au moyen de son journal, le SPW. Ce chapitre a tenté d'en dégager quelques-uns des grands thèmes. Sur le plan de la politique nationale, Levi critique surtout la volonté du SPD de s'unir aux partis bourgeois à l'intérieur de grandes coalitions. La majorité du parti y voyait l'unique moyen d'influencer les décisions gouvernementales en faveur du prolétariat. Or, comme l'explique Hunt, Levi croyait au contraire que « *[s]haring power with bourgeois parties at best permitted only the most limited reforms; at worst it forced the party to take responsibility for oppressive measures and provide a popular cover for the reactionary forces that still held decisive state power* »¹²³. Selon Levi, ce n'est qu'après le renversement de la république bourgeoise que le parti socialiste pourra participer au gouvernement, à l'intérieur de la dictature. Levi ne précise toutefois guère ses idées sur la nature d'une telle « démocratie socialiste ».

Sur le plan de la politique étrangère, Levi s'oppose également à la majorité au SPD. En se basant sur la théorie de la lutte des classes, il dépeint une Europe décadente où la bourgeoisie s'est imposée comme la classe dominante et où la guerre est omniprésente. À l'Ouest, le système de Versailles – représenté par la SDN – est au service des visées impérialistes anglo-saxonnes et malgré la présence des populations ouvrières, ce sont des groupes de grands capitalistes

¹²³ Richard Hunt, *German Social Democracy...*, p. 222.

bourgeois qui en ont le contrôle. Le cas de l'Allemagne est également très clair pour Levi. La bourgeoisie, servie par Stresemann, y est déterminée à refiler la facture de la guerre, c'est-à-dire les réparations, au prolétariat. Contrairement au SPD, Levi ne voit aucun espoir dans les accords de Locarno et l'entrée de l'Allemagne à la SDN. Enfin, ce n'est qu'au sujet de la Russie soviétique que Levi et le SPD semblent s'entendre. À tout le moins, tous deux y voient un État totalitaire terroriste qui, en politique étrangère, mise sur l'élargissement de sa sphère d'influence. Au plus tard en 1926-1927, l'URSS est devenue une puissance capitaliste au même titre que n'importe quel autre État européen, ce qui ne fait qu'exacerber le risque de guerre en Europe.

En rétrospective, Levi semble avoir eu raison sur plusieurs points. En quelques années, les nations européennes procéderont à un réarmement sans précédent. Le moment venu, la SDN et le « pacifisme bourgeois » s'avèreront tout à fait incapables de freiner Hitler et la guerre. Levi a aussi raison quant à la nature du conflit à venir. Malgré les 10 millions de morts recensés entre 1914 et 1918, la Seconde Guerre mondiale sera encore plus meurtrière en raison des nouvelles technologies développées dans les diverses usines nationales, loin du front. Le problème, cependant, est que Levi, pendant toute la période qu'il a passée au SPD, n'offre guère de solution de rechange réaliste. À ses yeux, seules la révolution et la dictature du prolétariat sont en mesure de freiner la guerre. Or, mis à part les communistes, et quelques collègues radicaux, personne ne voulait d'une révolution ouvrière en Allemagne. Richard Crisler a donc raison lorsqu'il cite les propos d'Arthur Crispin du SPD : « *Comrade Levi [was] engaged in such lofty theoretical-philosophical arguments [...] that he lost all touch and recognition of the actual current political situation* »¹²⁴. Trop radical, Levi s'est

¹²⁴ Citation d'un brouillon de Richard Crisler, « The Theory and Practice of Radical Marxism: Paul Levi, 1919-1930 ». Trouvé à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 34.

enlisé dans un discours à forte teneur idéologique et, ultimement, il n'a rien pu faire pour stabiliser son parti et la politique de Weimar.

Chapitre 8

La lutte contre la « justice de classes », le mouvement *völkisch* et Hitler

La lecture du SPW laisse croire que Levi passe tout son temps à critiquer le SPD, son propre parti, entre 1922 et 1930. Levi rend pourtant de fiers services aux sociaux-démocrates qui expliquent pourquoi ils le tolèrent dans leurs rangs. Tout d'abord, Levi attire vers lui de nombreux partisans radicaux. Lors des élections de mai 1924, le SPD se rappelle du piètre résultat de juin 1920, où il avait perdu près du tiers de ses votes aux mains de l'USPD, un parti se trouvant à sa gauche immédiate sur l'échiquier politique¹. Au « Royaume rouge de Saxe », qui jouit d'une tradition ouvrière militante, Levi est l'un des candidats favoris². En l'incluant dans sa liste électorale de Chemnitz-Zwickau, en 1924, le SPD s'assure donc d'intéresser une partie importante de l'électorat saxon du sud-ouest. Le pari porte ses fruits puisque Levi y sera élu lors de chacune des élections du Reichstag tenues entre 1924 et sa mort, en février 1930³.

Une autre raison assure également une place à Levi au SPD. En 1914, sa victoire en cour contre Falkenhayn avait fait de lui l'un des avocats les plus

¹ En 1920, le SPD ne recueille que 21,7% des votes à l'échelle nationale alors qu'il en avait obtenu 37,9% en 1919. L'USPD passe pour sa part de 7,6% en 1919 à 17,9% en 1920. Hunt, *German Social Democracy...*, p. 112-113.

² L'historien Ladislav Singer explique que la population saxonne avait clairement indiqué à l'exécutif du SPD que Levi figurait parmi ses candidats favoris pour l'élection de mai 1924. Voir le chapitre, « Paul Levi: Rosa Luxemburgs vergessener Anwalt », dans Ladislav Singer, *Marxisten im Widerstreit : Sechs Portraits*, Stuttgart-Degerloch, Seewald, 1979, p. 49-72.

³ Pour le district No. 30 (Chemnitz-Zwickau), lors de l'élection de mai 1924, voici la liste de noms pour le SPD : 1. Ströbel, Heinrich 2. Seydewitz, Max 3. Kuhnt, Bernhard 4. Dr. Levi, Paul 5. Stücklen, Daniel 6. Sender, Frau Tony 7. Molkenbuhr, Hermann 8. Lischke, Emil 9. Graupe, Georg 10. Bieligg, Fritz. Parmi ceux-ci, les six premiers sont élus en 1924. Ces informations ont été trouvées aux archives municipales de Chemnitz. *Stadtarchiv Chemnitz, Verzeichnis der für die Reichstagswahlen am 4. Mai 1924 zugelassenen Kreis- und Reichswahlvorschläge, der in den Wahlkreisverbänden zugelassenen Verbindungserklärungen sowie der Anschlussklärungen an die Reichswahlvorschläge*, p. 50.

connus en Allemagne, en tant que spécialiste de la justice d'État. À partir de 1921, Levi s'en prend à nouveau au système judiciaire allemand, cette fois en Bavière, là où le système judiciaire s'acharne sur la gauche communiste. Levi évoque fréquemment l'idée d'une « justice de classes », selon laquelle l'État bavarois ferme les yeux à l'endroit d'une droite ultranationaliste criminelle. Contrairement à la majorité des députés au Reichstag, il ne se gêne guère pour évoquer certains meurtres commis par des organisations dites *völkisch*.

L'assassinat du ministre des Affaires étrangères, Walther Rathenau, en juin 1922, joue un rôle important dans la réintégration de Levi au sein du SPD. C'est à ce moment que le parti croit nécessaire de lutter contre le mouvement *völkisch* qui semble de plus en plus mettre en danger la survie de la république de Weimar. C'est donc à titre d'avocat spécialiste de la « justice de classes », contre cette droite nationaliste et criminelle, que Levi se fait une niche au SPD. Entre 1923 et 1930, lui et l'exécutif en viennent à un *modus vivendi* : Levi respecte la discipline du parti, votant avec la fraction et acceptant de conserver le silence sur la majorité des sujets au Reichstag – il en va évidemment autrement au SPW –, et il obtient en retour carte blanche sur tout ce qui concerne la justice et la « protection de la république ». Dans cette lutte, où il se heurte à des nationalistes antisémites et à des nazis, Levi fait preuve d'un courage hors du commun. En l'espace de quelques mois, il devient la bête noire du NSDAP et l'ennemi numéro un de ses plus importants idéologues, sans jamais céder à leur intimidation.

Le mouvement völkisch bavarois

Avant même que la révolution n'atteigne Berlin, le 9 novembre 1918, la Bavière est déjà entre les mains des révolutionnaires depuis le 7 novembre. Le roi Ludwig III de la famille royale des Wittelsbach n'a d'autre choix que d'abdiquer face à la révolte. Contrairement au changement de régime à Berlin, c'est toutefois

l'aile radicale du mouvement ouvrier, menée par Kurt Eisner (USPD) qui parvient à s'installer au pouvoir à Munich⁴. Le gouvernement d'Eisner, utopique et sans conception réaliste du pouvoir, fait toutefois très rapidement face à des problèmes économiques graves. En seulement quelques mois, l'État socialiste bavarois se dirige tout droit vers la banqueroute financière.

En plus des difficultés économiques, la tradition conservatrice régionale mine aussi l'autorité d'Eisner. Au fur et à mesure que les soldats reviennent du front en 1918-1919, plusieurs d'entre eux se retrouvent sans emploi en raison des clauses du traité de Versailles qui limitent la *Reichswehr* à quelque 100 000 soldats⁵. Ceux-ci s'organisent au sein d'« associations patriotiques » (*völkische Verbände*) diverses ou encore dans des corps francs (*Freikorps*) qui sont dirigés par d'anciens officiers, des « héros de guerre ». Le terme « *völkisch* » renvoie à une conception ultranationaliste de la société teintée d'antisémitisme et de particularités bavaroises. Ces associations sont aussi radicalement opposées à toute forme de gouvernement socialiste. Ils croient enfin que l'armée allemande n'a pas été vaincue au front, mais a plutôt été poignardée dans le dos par les révolutionnaires allemands qu'ils appellent les « criminels de novembre »⁶. Ceux-ci, en plus d'avoir provoqué l'agitation antiguerre entre 1914 et 1918, ont signé le *Diktat* de Versailles. On assiste alors à la naissance de la « légende du coup de poignard dans le dos ».

Le 21 février 1919, le jeune comte Arco-Valley assassine Eisner en lui tirant deux balles dans la tête. Apparemment, cet « acte de bravoure » aurait été une sorte de test d'entrée dans la Société Thule, une organisation antisémite en lien avec les « organisations patriotiques ». Le même jour, Alois Lindner, un jeune boucher, pénètre au *Landtag* de Munich et tire à bout portant sur le député

⁴ Klaus P. Fischer, *Nazi Germany : a New History*, New York, Continuum, 1995, p. 103.

⁵ *Ibid.*, p. 105.

⁶ Jardin, *Aux racines du mal...*, p. 12.

du SPD, Erich Auer, devant les autres membres de la chambre qui sont horrifiés. La confusion est totale au *Landtag* et, dans les rues de Munich, l'ordre et la loi sont remplacés par le chaos et la violence⁷. Dénonçant les attentats comme un complot de la droite réactionnaire visant à s'emparer du gouvernement, la gauche déclare l'état d'urgence en Bavière. Sans doute inspiré par le succès des bolcheviques de Bela Kun en Hongrie, le groupe russe au sein du mouvement de gauche de Bavière parvient à se hisser au pouvoir au début d'avril 1919⁸. Menée par Max Levien, Eugen Leviné et Towia Axelrod, qui entretiennent tous des liens très étroits avec Moscou, la nouvelle république des conseils de Bavière se transforme en un régime qui, pendant trois semaines, terrorise les populations locales⁹ : « *In their eagerness to set up a dictatorship of the proletariat, the Munich reds rounded up scores of middle-class hostages and incarcerated the mat Stadelheim Prison, closed schools, instituted censorship, confiscated houses and personal valuables, and withheld food from the middle-class families* »¹⁰. Pour une large portion de la population bavaroise, l'expérience de la république des conseils est absolument terrifiante.

Face au régime de type bolchevique et criminel en place à Munich, le gouvernement du Reich n'a d'autre choix que d'intervenir. Le 1^{er} mai 1919, Noske y disperse plusieurs contingents armés, dont des corps francs de renom, tel que celui du commandant Franz Ritter von Epp. En moins de trois jours, les forces blanches s'emparent de Munich dans une campagne tout aussi sanglante que celle menée par les communistes lors des semaines précédentes. Ces événements ont des conséquences graves sur la politique bavaroise. Le SPD, malgré le fait qu'il puisse par la suite regagner le parlement, a perdu presque toutes ses assises en Bavière. Les sociaux-démocrates de gauche l'accusent

⁷ Fischer, *Nazi Germany...*, p. 110.

⁸ *Ibid.*

⁹ Hans Fenske, *Konservatismus und Rechtsradikalismus in Bayern nach 1918*, Berlin, Verlag Gehlen, 1969, p. 44.

¹⁰ Fischer, *Nazi Germany...*, p. 112.

d'avoir trahi la révolution, tandis qu'à droite, on ne fait pas nécessairement la différence entre le bolchevisme, responsable de la terreur rouge, et le SPD. Le mouvement ultranationaliste est donc le grand gagnant, car la majeure partie de la population croit désormais davantage en sa capacité de maintenir l'ordre en Bavière : « *Radicals on the left were condemned as vicious agents of international Communism and world Jewry, while the radicals on the right were celebrated as patriotic heroes who were motivated by a pure love of the fatherland* »¹¹.

Après le putsch de Kapp, en mars 1920, Gustav von Kahr, homme politique ultraconservateur, remplace Johannes Hoffmann du SPD comme premier ministre de Bavière. Entre mars 1920 et septembre 1921, Kahr assure la protection de plusieurs « associations patriotiques » contre le gouvernement national¹². Parmi ces organisations, on compte le corps franc de von Epp, mais aussi l'Organisation Escherisch (*Orgesch*) menée par Georg Escherisch qui a des liens très étroits avec le futur chef de la SA, Ernst Röhm. On y retrouve également de nombreux membres du DNVP, et surtout, du NSDAP, dont Adolf Hitler est le chef. Il y a enfin l'Organisation Consul, fondée par le capitaine Hermann Ehrhardt. En 1918-1919, ces groupes paramilitaires avaient défendu le gouvernement national contre la menace spartakiste. Ils formaient la « garde nationale » (*Einwohnerwehr*) qui s'était donné comme mandat de maintenir l'ordre sur le territoire du Reich. Or, lorsque Berlin tente de freiner celle-ci, surtout après le putsch de Kapp, elle se bute constamment au gouvernement Kahr. En accordant des privilèges aux « organisations patriotiques », Kahr contribue en effet au développement de ladite « cellule d'ordre » (*Ordnungszelle*) bavaroise. À partir de 1921, la Bavière est en quelque sorte devenue l'Eldorado des ultranationalistes, des antisémites et des antimarxistes.

¹¹ *Ibid.*, p. 113.

¹² Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 371.

Enfin, il existe à l'intérieur de plusieurs organisations *völkisch* des sections criminelles qui ont comme fonction d'éliminer les « traîtres à la nation » allemande. En Bavière, ce sont diverses cellules à l'intérieur de la « garde nationale » qui procèdent aux meurtres politiques – connus aussi comme les meurtres *Feme*¹³. Elles sont associées soit à des corps francs, soit à des « associations patriotiques »¹⁴. Parmi leurs meurtres les plus célèbres, on compte ceux de Matthias Erzberger et de Walther Rathenau qui, respectivement, en tant que signataire du traité de Versailles, et en tant que Juif et partisan d'une politique d'exécution, participaient à la reconstruction d'une Allemagne démocratique et libérale. Ils sont perçus comme des « traîtres » par le mouvement *völkisch* qui espère voir renaître une Allemagne monarchique puissante. Les organisations *Feme* bavaroises, comme on leur fera également référence, ne se contentent pas que d'éliminer leurs adversaires politiques. Elles n'hésitent guère à assassiner leurs anciens membres qui, par exemple, auraient décidé de témoigner contre elles.

La « justice de classes » et la république

Levi se prononce pour la défense de la république avant même l'assassinat de Rathenau. À la fin août 1921, un groupe de corps francs mené par le capitaine Hermann Ehrhardt de l'« Organisation Consul » assassine Matthias Erzberger

¹³ L'expression « *Feme* », ou « Sainte-Vehme » en français, fait référence à une société moyenâgeuse allemande et chrétienne reconnue pour ses procédés judiciaires brutaux et expéditifs. Elle aurait agi au nom du pape en Allemagne. Durant la république de Weimar, les « meurtres *Feme* » sont associés à une justice proprement allemande faite par les cercles *völkisch*, à l'extérieur de l'appareil judiciaire étatique et contre la république qui aurait été imposée à l'Allemagne par les puissances alliées. Le terme « *Feme* » a été repris par la presse allemande en 1919 et éventuellement utilisé lors des négociations au Reichstag.

¹⁴ Ailleurs en Allemagne, c'est surtout la Reichswehr noire, la section illégale de l'armée allemande, qui organise des meurtres-*Feme*. Le groupe commandé par Gerhard Rossbach est sans aucun doute l'une de ses sections criminelles les plus célèbres. Irmela Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse in der Weimarer Republik*, Köln, Böhlau Verlag, 1991, p. 24-29.

qui, comme noté plus haut, avait mené les négociations à Compiègne¹⁵. Le 1^{er} octobre 1921, Levi explique devant le Reichstag que la république en soi

n'est guère une forme de gouvernement qui, pour nous [communistes], a une quelconque valeur sur le long terme. Nous sommes toutefois convaincus qu'il est seulement possible de remédier aux souffrances sociales actuelles au moyen d'une forme de gouvernement laissant une marge de manœuvre aux vertus productrices du prolétariat, ce que permet la république bourgeoise [...] Selon cette perspective, sans cependant renier notre objectif à long terme [la dictature du prolétariat], nous insistons sur la nécessité de protéger la république démocratique, dans la forme sous laquelle elle se présente aujourd'hui¹⁶.

Selon Levi, même si la bourgeoisie en a le contrôle, la république de Weimar est l'œuvre du prolétariat, de la « demi-révolution » de novembre 1918 qui a été trahie par le SPD. Levi parlera subséquemment de la « république au cœur rouge »¹⁷, en faisant référence à la classe ouvrière. Elle est une première étape vers la dictature du prolétariat et, par conséquent, mérite d'être défendue contre les forces réactionnaires.

Après l'assassinat de Rathenau, Levi joue un rôle important sur la 22^e commission du Reichstag, responsable de la création d'une loi sur la protection de la république¹⁸. Lors des audiences, il accuse le gouvernement bavarois d'avoir contribué à créer une atmosphère favorisant l'émergence de certaines organisations qui menacent la survie de la république en offrant refuge aux

¹⁵ Winkler, *Histoire de l'Allemagne...*, p. 345.

¹⁶ Discours de Levi au Reichstag le 1^{er} octobre 1921. Le discours est transcrit dans Beradt, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 226-232.

¹⁷ Paul Levi, « Die Verteidiger der Republik », *SPW*, 30 octobre 1923. Ce texte est également publié dans Beradt, *Ibid.*, p. 193-197.

¹⁸ Le 11 juillet 1922, Levi avait également déploré avec émotion la mort de Rathenau dans un discours prononcé au Reichstag. Discours publié sous le titre de « Zur Ermordung Rathenaus », *Ibid.*, p. 233-237.

meurtriers *Feme*¹⁹. Il y attaque également sans répit les forces nationalistes présentes au Reichstag, dont le DNVP, soupçonné d'avoir participé à certains meurtres *Feme* :

Vous (en s'adressant au nationaux-allemands) [DNVP] êtes responsables d'abriter dans votre parti ceux qui ont commis des meurtres. Et plus grave encore, il y a derrière les meurtriers des organisations aux ramifications très étendues qui sont intriquées, inféodés et cramponnées aux nationaux-allemands²⁰.

Une nouvelle loi sur la protection de la république est finalement entérinée par la chambre le 18 juillet 1922 et plusieurs points portent la signature de Levi.

Lorsque l'USPD accepte de fusionner avec le SPD, à l'automne 1922, Levi justifie le geste, justement, en réitérant la nécessité de défendre la république « contre la réaction, contre ces généraux enrégés [...], contre la folie d'une caste militaire battue sur le champ de bataille [...] »²¹. L'extrait suivant explique bien comment il craint une Allemagne aux mains de ces forces réactionnaires :

L'abandon de la république démocratique n'implique guère pour le prolétariat un retour à l'ancien statut étatique, mais à quelque chose de bien pire : il implique une réaction au sens le plus sanglant du mot et la destruction totale des fondations sur lesquelles la classe ouvrière peut s'appuyer politiquement et légalement. À notre avis, cela fait l'unanimité [au sein du mouvement ouvrier], même au KPD. Seule la manière dont on doit procéder à la défense [de la république] demeure controversée²².

¹⁹ Procès verbal de la 22^e commission du Reichstag, le 7 juillet 1922. *Verhandlungen des ständigen Ausschusses für Rechtsangelegenheiten, 22. Ausschuss 1920-1932*. SAPMO-BArch, R 101 / 5204, p. 230.

²⁰ Discours de Levi devant le Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 12 juillet 1922, p. 8493.

²¹ Paul Levi, « Warum gehen wir zur VSPD? », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 16 (1922). Cet article est publié dans Beradt, dir. *Paul Levi: zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 169-182.

²² Paul Levi, « Die Einigung », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 14 (1922), p. 296-300.

Il est intéressant de noter que Levi, même s'il juge nécessaire de protéger la république contre la droite ultranationaliste, ne se porte guère à sa défense contre la gauche communiste, voire même contre le danger d'un putsch organisé par Moscou. Sa lutte pour la « protection de la république » s'inscrit donc dans sa lutte pour la libération du prolétariat. Levi réitérera à plusieurs reprises que les objectifs à long terme demeurent la révolution ouvrière et le renversement de Weimar par une dictature du prolétariat.

Entre 1923 et 1925, Levi s'investit davantage dans la lutte contre la « justice de classes ». Il dénonce, entre autres, les « cours du peuple » (*Volksgerichte*) bavaroises qui sont trop clémentes envers les criminels provenant d'organisations *völkisch*²³. Ces « cours du peuple » avaient d'abord été créées par le gouvernement Eisner, en 1919, afin de faire régner l'ordre le plus rapidement possible au lendemain de la révolution. Il s'agissait de cours où les accusés disposaient de moyens limités pour se défendre. En l'absence de jury, ils étaient habituellement jugés et condamnés très rapidement et les sentences étaient sévères. Après la chute de la république des conseils de Bavière, la réaction avait recyclé ces « cours du peuple » pour y traduire en justice des centaines de communistes accusés de « trahison nationale ». Ceux-ci étaient souvent jugés et condamnés à de longs châtiments, souvent sans la moindre preuve. À l'inverse, les membres de mouvements *völkisch*, même dans des cas de meurtres, y recevaient des sentences clémentes, voire risibles. Ces cours, en quelque sorte, étaient devenues un outil aux mains de la réaction *völkisch* et ultranationaliste.

C'est, entre autres, en dénonçant ces injustices que Levi devient l'un des plus grands « défenseurs de la république » chez le SPD. L'exécutif tient d'ailleurs ses efforts en haute estime²⁴ et lui permet désormais de s'adresser au

²³ Les *Volksgerichte* ne sont pas à confondre avec le *Volksgerichtshof* instauré par Hitler en 1934.

²⁴ Voir le rapport publié par le SPD, *Die Sozialdemokratie im Reichstag 1924: Bericht über die Tätigkeit der sozialdemokratischen Reichstagsfraktion von Mai bis August 1924*, Herausgegeben

Reichstag lorsqu'il s'agit de procès pour « trahison nationale » en lien avec le mouvement *völkisch*. Levi s'y exprime ainsi au nom du parti :

Nous croyons fermement que tous ces procès pour trahison au pays (*Landesverratsprozesse*) servent la cause de certaines organisations [...] qui, quoiqu'ils n'ont aucune incidence sur la politique étrangère, ont une importance singulière sur le plan de la politique domestique. [Ces procès] visent à garantir l'existence secrète de celles-ci [...] et à cultiver en Allemagne des forces qui en fin de compte sont hostiles à la république, et surtout, aux ouvriers²⁵.

Levi donne comme exemple le procès du communiste Félix Fechenbach²⁶ qui, en 1922, avait été condamné à 11 ans de prison par une cour du peuple munichoise, soi-disant pour avoir diffusé de l'information susceptible de nuire à la nation allemande, alors qu'il œuvrait au sein de la république des conseils de Munich :

Nous ignorons si le cas Fechenbach fait figure d'exception. Je peux seulement dire qu'il s'agirait d'un miracle, de quelque chose d'humainement impossible, dans une justice expéditive telle que celle produite en Bavière, de ne pas trouver des douzaines d'autres cas où règne une telle injustice [...]²⁷.

Levi relèvera de nombreux autres cas d'abus de pouvoir contre les communistes en Bavière²⁸.

Au Reichstag, Levi est l'un des premiers à briser le silence au sujet des meurtres politiques bavarois²⁹, ce qui l'oppose rapidement aux nazis. Le 4 juin 1924, Wilhelm Henning, membre du Parti national-socialiste libre

von Parteivorstand der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, Berlin, Vorwärts Buchdruckerei [o.J.], 1924, p. 47-49.

²⁵ Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 10 mars 1925, p. 985.

²⁶ Même si, en 1924, Fechenbach avait été libéré, il sera assassiné par les nazis en 1933.

²⁷ Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 10 mars 1925, p. 986.

²⁸ Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 25 juillet 1924, p. 657-658; Voir aussi deux articles de Levi portant sur ce même sujet: « Richter Hass », *SPW*, 13 août 1924 et « Ernährungsgenossenschaften », *SPW*, 30 octobre 1924.

²⁹ Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 87.

(*Nationalsozialistische Freiheitspartei*) (NF)³⁰ s'en prend aux communistes qu'il accuse de mener un complot juif mondial contre la nation allemande, complot que seul le mouvement *völkisch* peut stopper³¹. Henning réclame, entre autres, l'emprisonnement d'Hugo Urbahns, un communiste, qu'on soupçonne d'avoir trahi la nation allemande. À cela, Levi réplique que ce sont surtout les membres des autorités bavaroises qui devraient être emprisonnés :

Mesdames et messieurs, nous avons en Allemagne non seulement une organisation [Levi fait référence à l'Organisation Consul] dont les membres, on peut le prouver, ont organisé et commis des meurtres. Nous savons également que cette même organisation est à l'origine du meurtre de Rathenau, du meurtre d'Erzberger et de la tentative de meurtre contre notre camarade Scheidemann. Dans cette même organisation, on opère au moyen de poignards, de poison et de grenades [...] Le gouvernement bavarois, pour protéger la justice en Allemagne, a fait du leader de cette organisation le chef de la police auxiliaire et, par le fait même, le plus haut gardien des droits des assassins³².

Levi fait ici référence à Ernst Pöhner, président de la police munichoise entre 1919 et 1922. Celui-ci travaillait en effet en liens étroits avec Wilhelm Frick, membre du Parti nazi qui, à titre de directeur de la « section politique » de la police de Munich, était responsable d'appuyer l'Organisation Consul. En 1923, Pöhner avait d'ailleurs participé activement à la préparation du putsch d'Hitler³³. Levi, progressivement, est en train de s'attirer les foudres non seulement du mouvement *völkisch*, mais aussi celles du gouvernement bavarois.

³⁰ Le NF a été fondé après que le NSDAP ait été banni du Reichstag après le putsch d'Hitler en novembre 1923. Le NF s'est ensuite joint au Mouvement national-socialiste libre (*Nationalsozialistische Freiheitsbewegung*) (NSFB), pour enfin fusionner à nouveau avec le NSDAP après 1926.

³¹ Discours de Henning au Reichstag, *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 4 juin 1924, p. 87.

³² Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 4 juin 1924, p. 90-91.

³³ *Ibid.*, p. 89.

Levi et le fascisme

Avant même de s'être mesuré aux députés nazis au Reichstag, Levi avait dénoncé publiquement le danger que représentait le fascisme pour le mouvement ouvrier. Contrairement à l'opinion publique de l'époque, il estime que le fascisme italien n'est pas qu'un groupe de bandits marginaux, mais bien un mouvement populaire qui profite de la division du mouvement ouvrier italien. Dès décembre 1922, Levi écrit qu'il s'agit d'un « mouvement populaire grand et fort qui s'est emparé du cœur de millions [de gens] qui souhaitent y trouver – ils ignorent pourquoi – leur salut en participant à de grands défilés et en chantant leurs chansons au sujet de la liberté et de la patrie »³⁴. Selon Levi, le fascisme est particulier, étant donné ses valeurs intrinsèquement monarchiques et militaristes, qui pourtant, séduisent les masses ouvrières grâce à un discours à la fois nationaliste et socialiste. Levi s'inquiète car « ceux qui forment le fondement populaire du fascisme, des millions de gens, chérissaient hier le socialisme, dans leur cœur et en paroles »³⁵. Pour Levi, c'est la stagnation de l'idée socialiste italienne, déchirée entre les sociaux-démocrates et les communistes, qui fait fuir les masses vers Mussolini.

En Allemagne, Levi constate également que la gauche éprouve des difficultés à présenter un front uni contre la réaction. En fait, la « république au cœur rouge », fruit de la révolution ouvrière du 9 novembre 1918, est selon lui en train de « se suicider »³⁶. Le meilleur exemple est sans aucun doute l'échec du gouvernement Zeigner, en octobre 1923, qui, comme nous l'avons expliqué au précédent chapitre, était composé de sociaux-démocrates et de communistes. Au lendemain de la dissolution forcée du gouvernement Zeigner par l'envoi de l'armée du Reich en Saxe et en Thuringe, Levi crie au meurtre au SPW. Il y

³⁴ Paul Levi, « Il fascio », *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 20 (1922), p. 392-396.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Levi, « Die Verteidiger der Republik... ».

accuse Ebert d'avoir collaboré à l'assassinat de plusieurs ouvriers saxons et donc, de saper la république à sa base :

La république procède incessamment à des putschs contre elle-même, et elle a réussi son putsch contre elle-même en Saxe [...] La contre-révolution se développe en Allemagne selon un programme bien défini sans même avoir à se salir les mains, ce dont se chargent d'autres pour elle [...] La réaction grandit au même rythme que la république se castre, comme harakiri, un suicide après l'autre. Pire, la république tue ses enfants, les laissant sombrer dans le désespoir, ou encore, comme en Saxe, en les abattant comme si des prolétaires affamés étaient les seuls ennemis du pays³⁷.

Les conséquences d'un tel comportement de la part des « représentants du peuple » sont visibles, selon Levi, avant tout dans le désillusionnement des masses ouvrières allemandes qui, comme en Italie, fuient inévitablement chez les fascistes. La réaction populaire au putsch d'Hitler, dans la nuit du 8 au 9 novembre 1923, est particulièrement révélatrice selon lui :

Cela serait en effet très amusant si, derrière cette plaisanterie, ne se cachait pas la plus grave des tragédies. Assurément, ce putsch, la manière dont il a été tenté, est plus grotesque et ridicule que tous les précédents attentats contre la république. Or, jamais les retombées n'ont été aussi lourdes. Et quelle différence! Lorsque Kapp, il y a trois ans, a tenté un putsch, le prolétariat n'a eu qu'à remuer l'épaule pour que le terroriste se retrouve couché au sol. Lorsqu'Erzberger est tombé, lorsque Rathenau est mort, l'émoi s'est aussitôt emparé des masses qui ont réagi en se transformant en un puissant mouvement. Or, devant ce dangereux attentat dirigé contre la république allemande, même les poules n'ont pas remué la queue : placides, sans courage et dans l'indifférence, les masses ont bien vu ce qui s'est passé, sans pour autant réagir [...] [C]ette république, qui n'a rien offert de concret aux ouvriers, en plus de les avoir dépossédés, s'est aliéné la seule classe capable de la soutenir. Et voilà pourquoi les masses ouvrières, sans courage et indécises, restent immobiles devant le plus dangereux des attentats [...] C'est le premier mouvement [celui d'Hitler], aussi grotesque qu'il puisse en avoir l'air, qui prenne

³⁷ *Ibid.*

racine dans un mouvement social profond, ce qu'il faut à tout prix reconnaître³⁸.

Le fascisme est, selon Levi, le pire ennemi du mouvement ouvrier en Allemagne. Il incarne la réaction nationaliste bavaroise, mais surtout, il semble également capable de séduire les masses ouvrières allemandes, coupant l'herbe sous le pied des autres partis à caractère socialiste.

La commission Feme et l'affrontement avec les nazis

Jusqu'en 1925, les débats sur les meurtres politiques demeurent habituellement tabous en Allemagne. Même les députés au Reichstag craignent d'aborder le sujet car ils sont souvent menacés par des groupes *völkisch* ou encore par la section illégale de l'armée, la « Reichswehr noire » (*schwarze Reichswehr*)³⁹. À partir de l'été 1925, cependant, le Reichstag ne peut plus ignorer les innombrables dénonciations de certains journaux pacifistes berlinois. En mars 1925, Berthold Jacob, journaliste au *Das andere Deutschland*, dénonce un accident militaire grave qui, lors d'un exercice maritime, aurait coûté la vie à quelque 80 soldats. La nouvelle choque l'opinion publique, car la majorité des victimes ne sont même pas enrôlées dans l'armée. Ils sont plutôt des membres de la Reichswehr noire qui, quoique connue de tous, demeure illégale⁴⁰. Au cours de l'année 1925, le journal du célèbre pacifiste Carl von Ossietzky⁴¹, *Die Weltbühne*, enchaîne avec une série d'articles dénonçant les crimes de la Reichswehr noire et des « organisations patriotiques »⁴², notamment au moyen de la publication d'une série de documents incriminants. La presse sociale-démocrate emboîte finalement

³⁸ Paul Levi, « Unter Kavalieren », *SPW*, 19 novembre 1923.

³⁹ Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 87.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 89-95.

⁴¹ Ossietzky est lui aussi emprisonné par les nazis après 1935. Il mourra en 1938 de la tuberculose, contractée dans un camp alors qu'il est toujours en détention aux mains de la Gestapo.

⁴² Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 102-113.

le pas et les crimes politiques deviennent un sujet d'actualité de plus en plus populaire à la fin 1925⁴³.

Devant l'indignation populaire, le Reichstag décide enfin, le 23 janvier 1926, de créer une commission d'enquête publique dont le mandat est de faire la lumière sur certains meurtres politiques commis lors des premières années de la république de Weimar⁴⁴. Cette commission doit entre autres investiguer pour voir s'il existe une organisation mère qui sanctionne les crimes – présumément la Reichswehr noire – ou encore s'il existe des liens entre les meurtres et certaines institutions étatiques⁴⁵. Si nécessaire, des enquêtes pourront par la suite être menées auprès des autorités locales concernées, ou encore, à l'échelle du Reich.

Levi, véritable chien de garde du SPD contre le mouvement *völkisch*, fait partie de cette 27^e commission du Reichstag – La commission du Reichstag allemand pour l'enquête sur les meurtres et organisations Feme (*Ausschuss des Deutschen Reichstages zur Untersuchung von Fememorden und Femeorganisationen*). Constituée de membres des différents partis du Reichstag, elle est présidée par le Dr. Rudolf Schetter, membre du Zentrum⁴⁶. Levi y occupe quant à lui un poste influent, celui de membre-rapporteur (*Berichterstatter*), qu'il partage avec son principal ennemi à l'intérieur de la commission, le Dr. Walter Schaeffer, du DNVP. Ayant un accès privilégié à certains dossiers et documents relatifs à l'enquête⁴⁷, Levi est chargé de rédiger un des deux rapports de la commission et d'en présenter un résumé devant la commission une fois l'enquête publique terminée.

⁴³ Le 3 décembre 1925, le SPD exige la mise sur pied d'une commission sur les meurtres *Feme* par le Reichstag. Seuls les partis *völkisch* votent contre cette requête. Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 310.

⁴⁴ *Akten über die Verhandlungen über die Untersuchung der Feme-Organisationen u. Feme-Morde (27. Ausschuss)*, SAPMO-BArch, R 101/ 1645, p. 3

⁴⁵ Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 302.

⁴⁶ La commission est constituée le 28 janvier 1926. *Akten über die Verhandlungen über die Untersuchung der Feme-Organisationen u. Feme-Morde (27. Ausschuss)*, SAPMO-BArch, R 101/ 1645, p. 22.

⁴⁷ Procès-verbaux des rencontres de la commission du 20 avril 1926. *Ibid.*, p. 78-81.

Le travail de la commission s'amorce en mars 1926. On s'entend d'abord pour définir le terme « meurtres *Feme* » (*Fememorde*) comme un meurtre commis dans le cadre d'une organisation qui a comme objectif d'éliminer les « traîtres à la nation allemande » ou encore les « ennemis de la communauté » allemande⁴⁸. Le 20 avril 1926, après avoir rigoureusement étudié des centaines de dossiers provenant de diverses « organisations *Feme* », Levi explique qu'il existe bel et bien une structure panallemande qui coordonne une vaste campagne de meurtres politiques et dont les racines se trouvent en Bavière : « Il existe un pont entre l'O[rganisation] C[onsul], du sud de l'Allemagne, et le nord de l'Allemagne, sous la Reichswehr noire »⁴⁹. Levi dénonce entre autres l'importance de la « garde nationale » et de l'Organisation Consul, qui seraient associées de près aux meurtres les plus communément connus, dont ceux d'Erzberger et de Rathenau⁵⁰.

Malgré les contestations provenant de Schaeffer (DNVP) et de Karl Troitzmann (BVP), qui tentent de faire avorter une enquête approfondie, Levi parvient à convaincre la commission de se pencher sur les meurtres bavarois au moyen d'interrogatoires. Durant le mois de mai 1926, la commission débute avec une enquête sur le meurtre de Karl Baur. Lui-même membre de la *Blücherbund*, une section de l'*Einwohnerwehr* bavaroise, Baur s'était brouillé avec le Dr Arnold Ruge, chef de section, pour une histoire d'argent⁵¹. Son corps avait ensuite été retrouvé non loin de Freising, le 27 mars 1923. À l'époque, la police de Munich avait mené une enquête qui avait conduit à la mise en accusation d'un certain August Zwengauer⁵². Elle avait également démontré que le Dr. Ruge était complice du meurtre puisque, en tant que leader de la *Blücherbund*, il incitait à la violence et à la vengeance contre des « traîtres ». Zwengauer, d'abord condamné

⁴⁸ Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 307-308.

⁴⁹ *Akten über die Verhandlungen über die Untersuchung der Feme-Organisationen u. Feme-Morde (27. Ausschuss)*, 20 avril 1926. SAPMO-BArch, R 101/ 1645, p. 96.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 97-98.

⁵¹ Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse*..., p. 80-81.

⁵² Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 276-280.

à la peine de mort, avait été transféré dans un hôpital d'où il avait facilement pu s'échapper avant de fuir le pays⁵³.

Convaincu que cette fuite avait été orchestrée grâce au concours des autorités bavaroises, Levi interroge donc avec beaucoup d'agressivité de nombreux témoins entre le 19 mai et le 6 juin 1926⁵⁴. Malgré toute son ardeur cependant, il ne peut faire la preuve d'une quelconque complicité entre ceux qui sont inculpés du meurtre en 1923 et les autorités locales, c'est-à-dire tant la police de Munich que l'État du Land de Bavière.

Alors que l'enquête sur le meurtre de Baur piétine, les dossiers au sujet d'autres enquêtes policières sont désormais disponibles pour les membres de la commission. Celle-ci décide alors d'examiner les meurtres de Maria Sandmayer, Hans Dobner, Hans Hartung et Karl Gareis. Ces quatre cas étaient habituellement regroupés à l'époque à titre d'exemples très clairs de meurtres *Feme* bavarois. Maria Sandmayer, serveuse dans un bar, avait été étranglée à Munich en octobre 1920 après avoir dénoncé l'emplacement d'un entrepôt d'armes illégales qui, selon le traité de Versailles, devait être signalé aux autorités. Dobner, un jeune soldat de 21 ans, avait quant à lui été battu et étranglé à mort en octobre 1920, encore une fois, après avoir donné l'emplacement d'armes et de munitions aux autorités responsables d'assurer le désarmement de l'Allemagne⁵⁵. Hartung, communiste de carrière ayant offert ses services d'espion à la *Garde-Kavallerie-Schutzendivision* de Berlin et par la suite à diverses « organisations patriotiques » bavaroises, avait été assassiné en mars 1921⁵⁶. Gareis, enfin, en tant que membre de l'USPD et de député du parlement bavarois, avait exercé une grande pression

⁵³ *Ibid.*, p. 285-291.

⁵⁴ *Akten über die Verhandlungen über die Untersuchung der Feme-Organisationen u. Feme-Morde (27. Ausschuss)*, 19 mai au 6 juin 1926. SAPMO-Barch, R 101/ 1645, p. 222-296.

⁵⁵ Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 50-56.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 56-61.

sur le gouvernement du Reich en 1921 afin qu'on fasse la lumière sur les activités de l'*Einwohnerwehr* bavaroise. Gareis avait été tué par balle le 9 juin 1921⁵⁷.

Levi est à nouveau l'élément moteur dans l'investigation portant sur ces quatre cas. Entre 1921 et 1923, la police avait tenté d'identifier l'auteur du meurtre de Gareis, soupçonnant au préalable des membres de l'extrême-gauche⁵⁸. Une piste avait semblé mener à l'étudiant Hans Schweighart, également soupçonné du meurtre de Sandmayer. Or, après deux ans d'enquête, la police, incapable de recueillir des preuves, avait mis l'enquête de côté. Le 6 juin 1926, contrairement aux résultats dévoilés par l'enquête préliminaire, Levi déclare que l'assassin de Gareis est bel et bien Hans Schweighart⁵⁹. Après avoir déclaré à la commission qu'il existe des preuves à ce sujet, Levi se rend lui-même en Bavière pour poursuivre l'enquête. Il parvient alors à convaincre le procureur général de la Cour bavaroise, Hans Johann Appelman, que Schweighart représentait bel et bien un suspect sérieux. Le 14 juin 1926, Appelman décide donc de garder Schweighart en détention préventive⁶⁰. Levi insiste entre autres sur le fait que Schweighart aurait été en possession d'un faux passeport à l'époque, ce que la police avait d'ailleurs reconnu lors de l'enquête préliminaire. Cet élément serait la preuve d'une complicité avec les autorités locales qui étaient les seules pouvant délivrer un tel passeport. Levi émet l'hypothèse que Wilhelm Frick (NSDAP), de la police de Munich, aurait fourni à Schweighart le fameux passeport⁶¹. Forcé de s'expliquer devant la commission, Frick accuse cependant immédiatement Levi d'agitation partisane et réfute les accusations portées contre lui. Ces explications auraient apparemment été satisfaisantes pour le procureur de la cour bavaroise qui se résigne par la suite à libérer Schweighart.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 61-63.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 253.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 255-256.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 261-262.

⁶¹ *Ibid.*, p. 263.

Malgré ces insuccès, Levi fait preuve de résilience. Il est déterminé à mettre en évidence les liens entre les « organisations patriotiques » criminelles et les autorités bavaroises, ce qui mène inévitablement à des accrochages avec les cercles *völkisch*. Dès le mois de mai 1926, Levi est la cible d'antisémitisme de la part du leader de la *Blücherbund*, Dr Ruge, qui envoie une lettre au Reichstag :

Le membre-rapporteur (*Berichterstatter*) Levi ne s'est même pas donné la peine de survoler les dossiers disponibles pour à tout le moins identifier correctement les noms qu'il avait donnés auparavant. Cela montre à quel point toute l'enquête est inadéquatement menée, ou tout simplement, comment il [Levi] agit au service de sa clientèle juive de manière préméditée, avec comme objectif de tromper le Reichstag⁶².

Ruge poursuit en expliquant que Levi a mentionné son nom à plusieurs reprises dans son enquête au sujet du meurtre de Baur et que de telles accusations font partie d'un complot juif ayant comme but la destruction du peuple allemand :

[M]ensonges, empoisonnements, procès, etc [...] Voilà pourquoi il n'est point approprié pour un Juif d'agir à titre de juge ou de préposé judiciaire lorsqu'il s'agit d'une affaire en lien avec la germanité (*Deutschtum*). C'est pourquoi je dois m'opposer au fait de voir des Juifs occuper une quelconque fonction judiciaire sur la commission d'enquête *Feme*⁶³.

Les allégations de Levi dans l'affaire Gareis lui valent également d'être ciblé par une campagne de diffamation dans la presse nationaliste bavaroise. Après que le journal social-démocrate la *Münchner Post* eut présenté l'arrestation de Schweighart comme une victoire pour Levi, qui aurait réussi à « prouver » la culpabilité de celui-ci, les journaux de droite tentent par tous les moyens de le discréditer. On y raconte, entre autres, que Levi a lui-même poignardé la nation allemande dans le dos durant la Première Guerre mondiale. Revenant sur les accusations portées par Alfred Rosenberg, important membre du NSDAP, ce sur

⁶² Lettre du Dr. Arnold Ruge au Reichstag le 5 mai 1926. SAPMO-BArch, R 101/ 1645, p. 150. Ruge envoie d'ailleurs une nouvelle lettre au Reichstag aux propos antisémites le 5 juillet 1926. *Ibid.*, p. 353-355.

⁶³ *Ibid.*, p. 150.

quoi nous reviendrons plus loin, Levi aurait notamment transmis de l'information secrète à des agents anglais durant la guerre⁶⁴. Le 19 juillet 1926, Levi répond aux accusations faites par Gottfried Traub (DNVP), rédacteur en chef de la *München-Augsburger Abendzeitung*, en maintenant qu'il est fier d'avoir « agi conformément au socialisme révolutionnaire pendant la guerre »⁶⁵. Il rejette toutefois toute association avec le gouvernement anglais.

En juillet 1926, il faut noter que l'indignation de la presse bavaroise est également liée à la venue de la commission *Feme* à Munich. Le 7 juillet, prenant note de la grande quantité de témoins qui doivent être interrogés au sujet des meurtres de Gareis, Dobner, Sandmayer et Hartung, la commission choisit de se déplacer à Munich afin d'y mener des interrogatoires⁶⁶. La presse de droite – mais aussi parfois celle du centre démocratique – explique que la venue de la commission n'est rien de moins qu'une mise en scène du SPD, qui vise à ridiculiser la Bavière et son gouvernement⁶⁷. On parle désormais de la « Commission-Levi » qui vient se mettre le nez dans les affaires de la Bavière. On ignore cependant que Levi avait, par tous les moyens, tenté d'éviter que la commission ne se déplace à Munich. En effet, compte tenu des allégations qui pesaient contre la police de Munich, soupçonnée de complaisance avec les responsables des meurtres en cause, Levi estimait que la vie des membres de la commission aurait pu être menacée⁶⁸. Il faut aussi dire qu'en 1923, sa tête, et celle de plusieurs autres sociaux-démocrates, était déjà mise à prix⁶⁹.

⁶⁴ *München-Augsburger Abendzeitung*, 11 juillet 1926. Voir également à ce sujet, Paul Hoser, *Die politischen, wirtschaftlichen und sozialen Hintergründe der Münchner Tagespresse zwischen 1914 und 1934 : Methoden der Pressebeeinflussung*, Frankfurt am Main/New York, P. Lang, 1990, p. 718.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ « « Feme-Ausschuss » in München », *Münchner Neueste Nachrichten*, 7 juillet 1926.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ Procès-verbaux de la commission. SAPMO-BArch, R 101/ 1645, p. 363.

⁶⁹ Dans son livre sur le putsch d'Hitler de 1923, John Dornberg explique que Pöhner et Frick, responsables de la police de Munich, avaient à l'époque fait paraître des affiches sur lesquelles on pouvait lire : « Every German who sees or knows the whereabouts of Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann, Oskar Cohn, Paul Levi, Theodor Wolff, Georg Bernhard, and their helpers is herewith informed of his patriotic obligation to deliver the above-named, either dead or alive, into

Cela dit, après que la décision d'aller en Bavière ait été entérinée, Levi ne cède aucunement à l'intimidation. Les 27 et 29 juillet 1926, dans deux articles parus dans *Vorwärts*, il accuse Franz Gürtner (DNVP), ministre de la Justice de Bavière depuis 1922⁷⁰, d'avoir contribué à protéger les assassins de Hartung et de Gareis⁷¹. Levi l'accuse, entre autres, d'avoir arrangé la fuite de Schweighart à l'étranger : « [L]e ministre de la Justice, Gürtner, est intervenu dans le processus au moyen de fâcheuses interventions judiciaires, pour ordonner la libération du détenu Schweighart, ce qui a eu comme effet d'éliminer des preuves incriminantes contre le contrevenant »⁷². Trois jours plus tard, Gürtner poursuit Levi pour diffamation personnelle devant la Cour du Reich⁷³. Seule l'immunité dont jouit Levi en tant que député au Reichstag obligera Gürtner à abandonner les charges contre lui en 1927⁷⁴.

Les procès contre Rosenberg et Hitler

Les querelles judiciaires ne s'arrêtent pourtant pas là. Avant même la venue de la commission à Munich, prévue pour octobre 1926, Levi s'en prend aux deux principaux idéologues du Parti nazi, Alfred Rosenberg et Hitler lui-même. En 1926, Rosenberg est déjà considéré comme l'« âme sœur » d'Hitler⁷⁵. Il a développé ses propres thèses nationalistes et antisémites, sujet sur lequel il publie abondamment⁷⁶. Rosenberg a aussi une très grande influence sur la presse

the hands of the new Nationalist Government ». John Dornberg, *Munich 1923: the Story of Hitler's First Grab for Power*, New York, Harper & Row, 1982, p. 159.

⁷⁰ Entre 1933 et 1941, Gürtner agira à titre de ministre de la Justice sous le Troisième Reich.

⁷¹ « Bayerische Justizverwaltung », *Vorwärts*, 27 et 29 juillet 1926.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Copie de la plainte de Gürter entraînant une poursuite pénale, le 30 juillet 1926. *Geheimes Staatsarchiv preussischer Kulturbesitz*, I. HA Rep. 84a Justizministerium Nr. 52578, p. 8.

⁷⁴ Il faut cependant dire que Levi a tout fait pour faire lever son immunité afin de pouvoir affronter Gürtner devant la justice. C'est finalement le ministère de la Justice de Prusse qui a refusé de la faire lever. La poursuite de Gürtner a par conséquent dû être abandonnée. *Ibid.*, p. 39.

⁷⁵ Fischer, *Nazi Germany...*, p. 119.

⁷⁶ Ernst Piper, *Alfred Rosenberg : Hitlers Chefideologe*, München, Pantheon, 2007, p. 63-75.

du parti, entre autres, à titre de rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*. C'est justement à ce titre que Levi le poursuit au printemps 1926. En avril, Rosenberg avait accusé Levi de collaboration avec le gouvernement anglais durant la guerre, ce qui constitue le point de départ de toutes sortes de rumeurs :

Nous souhaitons à nouveau signaler au public que ce « rapporteur », Levi, est le même qui [...] a accepté de l'argent d'un espion anglais [durant la guerre], qui a donc été payé par l'ennemi! Ce traître au pays de la pire espèce est membre [...] du Reichstag allemand et orateur (*Referent*) sur la Commission-*Feme*. Il obtient [...] donc accès aux rapports politiques internes les plus secrets des organisations patriotiques! [...] Qui peut nous garantir, toutefois, que ce leader social-démocrate n'agit pas toujours en tant que traître au pays et ne siège pas au Reichstag à titre d'espion anglais⁷⁷.

Levi aurait, selon Rosenberg, poignardé la nation allemande dans le dos durant la guerre en distribuant notamment des brochures incitant à la désertion dans l'armée allemande.

Dès la mi-mai 1926, Levi décide de poursuivre Rosenberg pour diffamation personnelle⁷⁸. Devant l'intransigeance du ministère de la Justice du Reich, qui refuse de faire annuler les charges, Rosenberg accepte finalement de comparaître devant la cour de Berlin-Schöneberg, à la fin septembre 1926, à peine deux semaines avant la venue de la commission *Feme* à Munich. Il tente en vain de convaincre le juge des activités d'espionnage de Levi, faisant référence à ses nombreux voyages en Suisse durant la guerre. Rosenberg mentionne que Levi aurait entretenu des liens avec un certain Trebitsch-Lincoln, espion anglais œuvrant en Allemagne entre 1914 et 1918. Il explique que ces allégations ne proviennent pas de lui, mais bien d'un article publié en 1920 par Wolffheim et

⁷⁷ *Völkischer Beobachter*, 30 avril 1926.

⁷⁸ Levi décide rapidement de poursuivre Rosenberg. Il en annonce son intention lors d'une querelle avec Frick au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 18 mai 1926, p. 7312.

Laufenberg, membres du KAPD⁷⁹. Contre toute attente cependant, Wolffheim qui, rappelons-le, était l'un des plus importants ennemis de Levi à l'intérieur du KPD, accepte de témoigner en sa faveur. Il explique que s'il est vrai que Levi a accepté de l'argent anglais durant la guerre, cela s'était produit à son insu. L'argent aurait été remis par erreur à des représentants du mouvement communiste d'Hambourg, dont Levi, croyant que l'argent provenait de Moscou, l'aurait ensuite obtenu. Wolffheim témoigne qu'en aucun cas Levi n'agissait en tant qu'espion pour l'Entente, tout comme il n'a jamais révélé de secrets d'État à l'ennemi⁸⁰. Rosenberg est finalement déclaré coupable et est condamné, soit à payer 300 marks, soit à purger une peine de 30 jours en prison⁸¹.

Le procès intenté contre Rosenberg a de graves conséquences pour Levi. Tout au long de l'été, alors qu'il tente de faire annuler les charges contre lui, Rosenberg fait publier toute une série d'articles diffamatoires à l'endroit de Levi qui, ultimement, mineront gravement le déroulement des audiences à venir en Bavière : « Paul Levi, le Judas de la révolution "allemande" », « Le coup de poignard de Paul Levi », « L'espionnage "Feme" de Paul Levi » sont autant de titres d'articles figurant en première page du *Völkischer Beobachter*⁸². Au fil des

⁷⁹ *Geheimes Staatsarchiv preussischer Kulturbesitz*, I. HA Rep. 84a Justizministerium Nr. 54654, p. 4-5.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 11.

⁸¹ Voir le rapport du procureur général du *Landgericht II* de Moabit du 29 Mars 1927. *Ibid.*, p. 13.

⁸² En tout, Levi est la cible de plus de 20 publications au *Völkischer Beobachter*, entre le 20 mai et le 16 octobre 1926 : « Die Erledigung der Sozialdemokratie im Reichstagsausschuss », 21 mai 1926; « "Genosse" Levi als deutscher Volksvertreter », 27 mai 1926; « Paul Levi beschuldigt die Münchner Polizeidirektion des Mordes », 13 juillet 1926; « Wie Paul Levi aussieht », 14 juillet 1926; Alfred Rosenberg, « Der klagende Levi », 5 août 1926; Wilhelm Frick, « Paul Levi, der Judas der "deutschen" Revolution : der Dolchstoß des Paul Levi », 11 et 12 août 1926; Wilhelm Frick, « Die Wahrheitsliebe des Paul Levi », 14 août 1926; « Paul Levi in der Patsche », 15 et 16 août 1926; « Der Levi-Ausschuss tagt weiter », 30 septembre 1926; « Rosenberg gegen Levi », 1^{er} octobre 1926; « Paul Levi vor Gericht », 2 octobre 1926; « Was der "Femerichter" Levi seit 6 Jahren ohne Klage eingesteckt hat : der angeprangerte Paul Levi », 4 octobre 1926; « "Das ruhmvollste Verdienst" des Scheidemann-Genossen Levi » et « Der "Feme"-Schnüffel-Ausschuss », 7 octobre 1926; « Paul Levis' "Feme" Schnüffelei », 8 octobre 1926; « Dr. Frick vor dem "Feme"-Ausschuss : Feme-und Schnüffelausschuss: Wie lange noch? », 12 octobre 1926; « Epp und Röhm vor dem "Feme"-Schnüffelausschuss », 13 octobre 1926; « Levi fühlt sich bespuckt und besudelt : Ein Zuchthäusler als Levis Kronzeuge », 14 octobre 1926; « Levis

semaines, au fur et à mesure qu’approchent les audiences de la commission à Munich, les attaques envers Levi deviennent de plus en plus vicieuses et antisémites :

C’est une véritable honte pour tout Allemand conscient de s’imaginer une commission officieuse – ladite Commission-« Feme » du Reichstag berlinois correspond certainement à une telle description – sur laquelle une personne de race étrangère occupe une position déterminante, contre laquelle, de surcroît, pèsent depuis près d’une décennie les plus ignobles accusations de trahison au pays, contre le peuple hôte (*Wirtsvolke*) allemand, et qui demeure insensible aux innombrables flatteries (*Schmeicheleien*) telles qu’ « agent provocateur » (*Lockspitzel*), « Judas de la Révolution allemande », « proxénète du capital international » [...] Ce Méphisto-Levi personnifie en effet un spécimen splendide de sa race [et également] de la « justice » juive typique⁸³.

Selon les nazis, la « Commission-Levi » n’est rien de plus qu’un complot d’espionnage juif à saveur bolchevique, avec comme objectif d’humilier la Bavière. Habituellement écrits par Wilhelm Frick, ou Rosenberg lui-même, les textes font toujours référence au coup de poignard dans le dos que Levi aurait asséné à la nation allemande entre 1914 et 1918, réitérant ses supposés liens avec l’espion anglais Trebitsch-Lincoln. Non seulement on cherche à miner la crédibilité de Levi, mais le message vise aussi à l’intimider. Selon Rosenberg, « [i]l est grand temps que des types comme Paul Levi disparaissent de l’espace public »⁸⁴.

Toujours à l’été 1926, Levi est finalement impliqué dans un procès contre Adolf Hitler à titre, cette fois-ci, d’avocat pour Eugen Fritsch, membre du SPD saxon. Le 24 août 1925, lors d’un débat impliquant les députés du SPD et du NSDAP au parlement municipal de Plauen, Fritsch accuse Hitler d’avoir en partie

kläglichem Rückzug im “Feme“- Schnüffelausschuss » et « Levi und “Genossen” sollen zahlen », 15 octobre 1926; « Die Bilanz des “Feme”-Schnüffelausschusses : der blamierte Levi-Ausschuss », 16 octobre 1926.

⁸³ *Völkischer Beobachter*, « Paul Levis’ « Feme » Schnüffelei... ».

⁸⁴ Rosenberg, « Der klagende Levi... ».

été financé par des deniers étrangers, en ayant notamment reçu 32 000 francs de la France⁸⁵. Pour Hitler, à la tête d'un mouvement ultranationaliste, se faire accuser d'avoir reçu des fonds étrangers est un affront scandaleux auquel il doit réagir. Dès novembre 1925, il décide de poursuivre Fritsch en justice pour diffamation personnelle⁸⁶. Refusant de s'excuser, Fritsch embauche Levi comme son avocat, ce que ce dernier accepte immédiatement⁸⁷.

Le procès a lieu à Plauen, le 9 juillet 1926, où une foule s'entasse pour entendre parler Hitler. Devant ce dernier, Levi explique qu'il était coutume pour le NSDAP d'être financé par la France à l'époque de l'invasion de la Ruhr. L'Entente aurait eu intérêt à appuyer le mouvement d'Hitler afin de déstabiliser la politique allemande. Levi explique qu'un certain capitaine Richert, de l'armée française, aurait donné de l'argent à diverses « associations patriotiques » allemandes, parmi lesquels le mouvement hitlérien⁸⁸. Selon Levi, Hitler aurait également envoyé un représentant de son mouvement à Rome et en Suisse afin d'obtenir du financement pour ses troupes SA : « À l'époque, l'organisation d'Hitler payait ses agents en devises étrangères »⁸⁹. Levi, sur un ton ironique, fait ensuite quelques rares remarques en référence à l'antisémitisme de son adversaire : « Si Hitler ne possède guère de grandes connaissances talmudiques, il a très certainement un talent naturel pour les questions de devises [étrangères], lesquelles normalement, on ne saurait habituellement attribuer qu'aux Juifs »⁹⁰.

Hitler prend ensuite la parole, dans un long discours animé et agressif. Il y évoque le travail des nationaux-socialistes contre la France, dans la Ruhr

⁸⁵ Au sujet des circonstances entourant le procès Hitler/Fritsch, voir le mémoire de maîtrise d'Alexander O. Müller, *Der Strafprozess Hitler-Fritsch*, Mémoire de maîtrise, Technische Universität, Chemnitz, 2009.

⁸⁶ Lettre de Lorenz Roder, avocat d'Hitler, du 9 novembre 1925. *Sächsisches Staatsarchiv Chemnitz*, Akte 30131, Nr. 5242, p. 1.

⁸⁷ Lettre de Levi au tribunal municipal de Plauen du 23 mars 1926. *Ibid.*, p. 18.

⁸⁸ Procès-verbaux des échanges lors du procès du 9 juillet 1926. *Ibid.*, p. 60-68; Voir aussi l'article « Der Hitler-Prozess in Plauen », *Berliner Tagesblatt*, 10 juillet 1926.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

justement, se permettant au passage des commentaires antisémites contre Levi et les Juifs de Francfort⁹¹. Il explique que le seul argent français étant entré en Allemagne après la guerre était celui destiné aux communistes bavarois. L'objectif de la France était notamment de voir la Bavière séparée du reste du Reich, par le biais d'une république socialiste, ce contre quoi Hitler s'est positionné, et ce pour quoi il a été emprisonné en 1924. Au sujet de la Ruhr, Hitler explique qu'il est ridicule de dire que les nationaux-socialistes étaient financés par les Français :

Une telle affirmation est tout à fait grotesque, car à l'époque, Schlageter⁹², accompagné de nombreux hitlériens, menait une lutte contre les Français au moyen de grenades, en faisant exploser des ponts et en menant des activités de sabotage. Il serait donc absurde de croire que la France paierait pour un tel mouvement⁹³.

Au bout du compte, malgré un « brillant plaidoyer » de la part de Levi, Fritsch est condamné à payer 150 marks à Hitler, en plus de devoir dédommager ce dernier pour les frais relatifs au procès⁹⁴. Le procès contre Hitler n'a peut-être duré qu'une journée, mais il est néanmoins important, car il symbolise la lutte tenace de Levi contre le nazisme. D'une autre part, il n'a pu qu'envenimer davantage la haine que lui vouaient les nazis, surtout, à la veille de la venue de la commission *Feme* en Bavière.

⁹¹ *Ibid.*

⁹² En avril 1923, le chef d'unité d'un commando national-socialiste, Albert Leo Schlageter, qui participait à des activités de sabotage contre les Français dans la Ruhr, a été arrêté et exécuté par les autorités françaises. Schlageter était alors devenu un martyr du mouvement nazi. Or, curieusement, les bolcheviques lui ont également rendu hommage. Le 20 juin 1923, Karl Radek avait prononcé son célèbre « discours de Schlageter », à Moscou, dans lequel il avait loué la vaillante lutte du militant national-socialiste. Son discours, surtout, voulait faire ressortir le fait que de nombreux jeunes allemands avaient choisi la mauvaise cause révolutionnaire et qu'avec un peu d'effort, il serait possible pour les communistes de les recruter au sein de leur mouvement. Ce fameux discours fut également associé au concept du « national-bolchevisme », qui lie l'extrême droite allemande aux bolcheviques, dans l'espoir de libérer l'Allemagne du joug occidental. Au sujet du « discours de Schlageter » et du national-bolchevisme, voir Dupeux, *National bolchevisme : stratégie communiste et dynamique conservatrice...*

⁹³ Procès-verbaux des échanges lors du procès du 9 juillet 1926. *Sächsisches Staatsarchiv Chemnitz*, Akte 30131, Nr. 5242, p. 60-68; Voir aussi l'article « Der Hitler-Prozess in Plauen », *Berliner Tagesblatt*, 10 juillet 1926.

⁹⁴ *Ibid.*

Antisémitisme et menace de mort à Munich

La commission arrive à Munich au début d'octobre 1926 pour mener une série d'interrogatoires qui devrait durer environ une semaine. Selon l'historienne allemande, Ulrike Claudia Hofmann,

[I]'ambiance entourant la commission, et tout particulièrement contre le député Levi, était particulièrement tendue. L'homme politique du SPD fut victime de violentes menaces. La police prit celles-ci au sérieux et dut renforcer la protection personnelle de Levi qui, depuis le début de son séjour à Munich, était déjà suivi par de nombreux gardes du corps⁹⁵.

Les principaux objectifs de la commission sont de déterminer si la « garde nationale » (*Einwohnerwehr*) bavaroise a été impliquée dans les assassinats de Sandmayer, Dobner, Hartung et Gareis. Les 7 et 8 octobre 1926, la commission interroge des membres du système judiciaire bavarois. Tous les yeux sont tournés vers l'ancien ministre de la Justice, Franz Gürtner, attaqué par Levi quelques mois auparavant. Lors de son interrogatoire, il est surtout question de savoir si son ministère a exercé une pression sur les juges Wilhelm Krick et Hermann Kraus, d'Augsbourg, afin qu'ils mettent fin prématurément à une enquête au sujet d'armements illégaux de la « garde nationale », en 1921. La commission croit qu'une telle enquête, à l'époque, aurait pu facilement mener à des pistes au sujet des meurtres de Sandmayer et de Hartung. Or, malgré toute la volonté de la commission, on ne parvient pas à dépasser les résultats des enquêtes faites par les autorités locales en 1921. Levi interroge lui-même Krick, Kraus, et Gürtner, sans toutefois être en mesure de montrer de manière convaincante que ce dernier aurait

⁹⁵ Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 329.

voulu influencer le travail des juges d'Augsbourg⁹⁶. Il faut dire que la plupart du temps, les témoins ne se souviennent de rien, réduisant à néant tout progrès sérieux dans l'enquête. C'est notamment le cas du prédécesseur de Gürtner au poste de ministre de la Justice de Bavière, Christian Roth, qui refuse de se souvenir de plusieurs détails, lorsqu'interrogé par Levi⁹⁷.

Le travail laborieux de Levi se poursuit entre le 9 et le 12 octobre, alors qu'il interroge des membres de la police de Munich, dont l'ancien chef de son département politique, Wilhelm Frick (NSDAP), ainsi que plusieurs autres influents nazis, membres de la « garde nationale ». C'est lors de ces sessions que l'enquête de la commission se complique. Le 9 octobre, Frick refuse de répondre adéquatement aux questions posées par Levi. Il ne se gêne pas pour dire que les meurtres *Feme* ne sont que la conséquence « de crimes monstrueux [...] qu'ont commis Levi et ses semblables, par le biais de leur politique de coup de poignard au peuple allemand », faisant à nouveau référence au fait que Levi aurait maintenu des liens avec des espions de l'Entente durant la Première Guerre mondiale⁹⁸.

Le 11 octobre, les interrogatoires que mène Levi auprès du général Franz Ritter von Epp (BVP, qui est cependant en collaboration très étroite avec Hitler) et du capitaine Ernst Röhm (NSDAP) marquent le point culminant des sessions à Munich⁹⁹. Avant même d'être interrogé par Levi, von Epp explique qu'il approuve les meurtres commis contre les « traîtres » :

⁹⁶ Procès-verbaux des sessions de la commission-*Feme* les 7 et 8 octobre 1926. SAPMO-BArch, R 101/ 1646, p. 10-28.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 29.

⁹⁸ N'ayant pu consulter les documents originaux pour la journée du 9 octobre 1926, en raison de la mauvaise qualité des microfilms, nous nous rabattons ici sur le travail d'Hofmann qui cite une partie de l'interrogatoire de Frick. Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 326-328; voir aussi l'article au *Völkischer Beobachter*, « Dr. Frick vor dem "Feme"-Ausschuss : Feme-und Schnüffelausschuss: Wie lange noch?... ».

⁹⁹ *Völkischer Beobachter*, « Epp und Röhm vor dem "Feme"-Schnüffelausschuss... ».

Je considère qu'il s'agit d'un acte de nécessité et comme un droit moral pour les cercles patriotiques de s'en prendre aux traîtres qui révèlent les caches d'armes (*Waffenverräter*), ne serait-ce que pour leur faire peur. Les meurtres contre les traîtres révélant les entrepôts d'armements ont à l'époque été approuvés par les cercles patriotiques, et ils le sont toujours aujourd'hui¹⁰⁰.

Pendant son interrogatoire, von Epp agit avec condescendance : il refuse notamment de retirer les mains de ses poches, ce qui indispose les membres de la commission¹⁰¹. Lorsqu'il est enfin temps pour Levi d'interroger Ernst Röhm, celui-ci se tourne vers le président et demande « s'il s'agit de M. Dr. Levi qui [lui] adresse une question? ». Après que le président lui réponde par l'affirmative, Röhm explique qu'il n'est pas disposé à s'entretenir avec Levi avant que ce dernier ne se soit expliqué au sujet des accusations de trahison au pays qui pèsent contre lui¹⁰². Malgré les nombreuses mises en garde, après lesquelles Röhm refuse toujours de répondre, la commission le condamne à une amende de 300 marks¹⁰³.

Les pertes de mémoire des uns, le refus des autres de répondre aux questions et aussi l'hostilité constante des autorités et de la population envers elle rendent le travail de la commission à Munich extrêmement difficile. Lorsque prennent fin les interrogatoires, le 13 octobre 1926, elle n'est aucunement en mesure d'en venir à quelque conclusion unanime. Les résultats devront attendre. Quant à Levi, son séjour à Munich a constitué une expérience traumatisante. Lors de l'une des dernières sessions de la commission, il s'emporte et explique qu'on ne fait que lui « cracher dessus et de le salir depuis les six derniers jours »¹⁰⁴. Cela s'ajoute aux menaces quotidiennes dont il est victime dans la presse

¹⁰⁰ Cité dans E.J. Gumbel, « *Verräter verfallen der Feme* » : *Opfer, Mörder, Richter 1919-1929*, Berlin, Malik-Verlag, 1929, p. 100-101.

¹⁰¹ Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 321.

¹⁰² Procès-verbal des interrogatoires de la commission-*Feme* du 11 octobre 1926. SAPMO-BArch, R 101 / 1646, p. 13-14.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Völkischer Beobachter*, « Levi fühlt sich bespuckt und besudelt... ».

völkisch. Siegfried Jacobson, fondateur de la *Weltbühne*, écrit à l'époque que « cet avocat sans scrupule [...] sera éventuellement assassiné, cela me paraît absolument indiscutable »¹⁰⁵. De plus, Levi ne parvient guère à faire avancer l'enquête de la commission dans aucun dossier.

À l'inverse, le mouvement *völkisch* jubile. Le 16 octobre, le *Völkischer Beobachter* fait valoir que Levi, en venant à Munich, avait comme objectif d'« achever le ministre de la Justice de Bavière, Gürtner, de compromettre la justice bavaroise ainsi que ses autorités policières, d'éliminer les organisations militaires allemandes et, enfin, de mettre en place du matériel électoral contre les "meurtriers-*Feme*", tous non marxistes et non juifs! »¹⁰⁶. Levi aurait, selon le journal, échoué à tous les niveaux. Non seulement a-t-il dû admettre que Gürtner était innocent, mais il a également perdu toute crédibilité comme membre de la commission, avec sa « lecture marxiste » des documents.

De retour à Berlin, la commission délibère et tient plusieurs sessions au sujet des interrogatoires menés en Bavière. À la mi-décembre 1926, les deux membres-rapporteurs, Levi et Schaeffer, livrent deux rapports tout à fait contradictoires qui font preuve de la partisanerie qui régnait au sein de la commission¹⁰⁷. Selon Levi, les meurtres de Maria Sandmayer, Hans Hartung, Hans Dobner et Karl Baur doivent définitivement être considérés comme des meurtres *Feme* planifiés par la « garde nationale » bavaroise. Celle-ci, par conséquent, doit également être considérée comme une organisation *Feme*. Levi souligne ensuite que Gürtner a agi de manière à assurer des procès judiciaires favorables aux personnes accusées de meurtres. La police de Munich, de la même façon, a été complice de l'assassinat de Dobner en fournissant de faux passeports

¹⁰⁵ Richard von Soldenhoff, dir. *Siegfried Jacobson : Briefe an Kurt Tucholsky 1915-1926 : « Der beste Brotherr dem schlechtesten Mitarbeiter »*, München et Hamburg, Albrecht Knaus Verlag, 1989, p. 455-456.

¹⁰⁶ *Völkischer Beobachter*, « Die Bilanz des "Feme"-Schnuffelausschusses... ».

¹⁰⁷ Pour un résumé des rapports de Levi et Schaeffer, voir Hofmann, « *Verräter verfallen der Feme* »..., p. 332-333.

aux personnes soupçonnées du meurtre. Cette appréciation du rôle du ministre de la Justice et de la police munichoise dépasse définitivement ce qui a pu être prouvé à Munich. À l'inverse, Schaeffer, du DNVP, estime qu'il n'existe aucune organisation *Feme* et que les meurtres en question n'ont rien à voir avec ce mouvement. Schaeffer nie également toute collaboration de la part des autorités bavaroises, tant du ministère de la Justice que de la police munichoise. Le dépôt de ces rapports contradictoires fait stagner les travaux de la commission et l'empêche d'arriver à une conclusion unanime¹⁰⁸.

À partir de mars 1927, la commission amorce son enquête au sujet de la Reichswehr noire. Son envergure est toutefois très limitée, compte tenu du fait que le ministère de la Guerre refuse de lui remettre la grande majorité de ses dossiers secrets¹⁰⁹. Quant à Levi, il semble d'abord souhaiter s'impliquer activement dans la nouvelle enquête. Il présente notamment les résultats de son étude préliminaire, le 30 mars 1927, dans laquelle il aborde en détail les activités illégales des troupes de Gerhard Rossbach, qui avait, entre autres, participé au putsch de Kapp-Lüttwitz, en 1920, mais aussi à la tentative de putsch d'Hitler, en 1923¹¹⁰. Même si Levi continue à assister aux sessions, il se décourage et n'intervient plus désormais que très rarement.

En mars 1928, la dissolution du Reichstag entraîne celle de ses commissions parlementaires, y compris celle sur les meurtres *Feme*. Selon l'historienne Irmela Nagel, la commission n'a jamais pu déposer de rapport final au sujet de l'ensemble de son enquête¹¹¹. La commission ne sera d'ailleurs jamais reconstituée. C'est plutôt une sorte de processus contraire qui se met en branle. À

¹⁰⁸ Long rapport de Schetter lu devant la commission-*Feme*, le 16 février 1927. SAPMO-BArch, R 101 / 1647, p. 8-21.

¹⁰⁹ Bernhard Sauer, *Schwarze Reichswehr und Fememorde : eine Milieustudie zum Rechtsradikalismus in der Weimarer Republik*, Berlin, Metropol, 2004, p. 303.

¹¹⁰ Rapport de Levi devant la commission-*Feme* le 30 mars 1927. SAPMO-BArch, R 101/ 1647, p. 1-35.

¹¹¹ Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 323-329.

partir de la fin de 1927, les communistes qui, au préalable, ne réclamaient que la libération des prisonniers politiques ouvriers, décident d'unir leurs forces avec les partis *völkisch* pour solliciter la libération de tous les prisonniers politiques en Allemagne. Le 13 juillet 1928, le Reichstag vote en faveur d'une loi allégeant les peines de plusieurs prisonniers politiques, incluant ceux condamnés pour des meurtres *Feme*. Enfin, le 24 octobre 1930, une nouvelle loi ordonne la fin de tout procès en lien avec les meurtres *Feme*. Ceux qui sont emprisonnés à ce sujet sont également relâchés de prison, y compris de nombreux communistes et nazis¹¹².

La dernière bataille : le « procès Jorns »

Le revers subi aux mains des forces *völkisch* dans le cadre de la commission *Feme* est particulièrement amer pour Levi. Il n'abandonne néanmoins pas pour autant la lutte contre la « justice de classe ». En mars 1927, il dénonce le fait que les procès pour trahison se multiplient à un rythme effarant en Bavière. Selon lui, ceux-ci n'ont plus rien à voir avec la protection de l'État, mais sont plutôt devenus une sorte d'outil politique contre la gauche ouvrière¹¹³. Au Reichstag, il dénonce, à titre d'exemple, le châtement subi par Walther Bullerjahn, un jeune communiste condamné, sans aucune preuve, à 15 ans de prison pour « trahison nationale »¹¹⁴. En novembre 1928, Levi révèle au grand jour le « cas Bullerjahn »¹¹⁵. Plusieurs comparent celui-ci à l'affaire Dreyfus, alors que la réouverture de l'enquête entraîne un procès qui n'aboutira qu'en 1931, lorsque, après sept ans de prison, Bullerjahn est déclaré non coupable. Nouvellement libéré, celui-ci tient à remercier Levi, décédé depuis un an, qui,

¹¹² *Ibid.*, p. 347.

¹¹³ Paul Levi, « Die Landesverraftsseuche », *SPW*, 18 mars 1927.

¹¹⁴ Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 22 février 1927, p. 9172.

¹¹⁵ Paul Levi, « Der Fall Bullerjahn », *Berliner Tagesblatt*, 24 novembre 1928.

selon lui, a été le seul à avoir eu le courage de dénoncer l'injustice faite à son endroit¹¹⁶.

Au cours de l'année 1929, alors que le « cas Bullerjahn » fait son chemin dans l'opinion publique, Levi s'implique dans une ultime cause qui, jusqu'à sa mort, occupera la majeure partie de son temps. Il s'agit d'une poursuite judiciaire relative aux assassinats de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht qui ont été commis dix ans auparavant. Le 24 mars 1928, la revue berlinoise *Das Tagebuch*¹¹⁷ publie un article anonyme intitulé « Kollege Jorns », dans lequel les grandes lignes des procès intentés aux meurtriers de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en 1919 sont récapitulées¹¹⁸. L'auteur souligne surtout le laxisme du principal conseiller du tribunal de division, le juge militaire Paul Jorns, chargé de mener l'enquête. Selon l'article, Jorns aurait tenté de protéger les meurtriers en s'assurant que des sentences clémentes soient données à ceux qui auraient dû être punis : « Comment un tel personnage a pu faire carrière au plus haut tribunal allemand est tout à fait inexplicable »¹¹⁹. L'auteur de l'article, on l'apprendra plus tard, est le militant pacifiste Berthold Jacob. Très critique du système judiciaire allemand, Jacob avait justement publié, à partir de 1925, de nombreux articles sur les meurtres *Feme* dans lesquels il condamnait l'immunité dont jouissaient certains assassins de droite en Allemagne, protégés notamment par la caste militaire prussienne¹²⁰.

¹¹⁶ Voir la déclaration de Walter Bullerjahn dans laquelle il remercie Levi: « Tragödie der Wahrheit: Wie ich unschuldig ins Zuchthaus Kam », *Abendblatt der National-Zeitung*, 17 août 1931. Article trouvé dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 280.

¹¹⁷ Éditée par Joseph Bornstein, cette revue était réputée pour son engagement envers la « républicanisation » du système judiciaire allemand. Robert Kuhn, *Die Vertrauenskrise der Justiz (1926-1928): der Kampf um die « Republikanisierung » der Rechtspflege in der Weimarer Republik*, Köln, Bundesanzeiger, 1983, p. 20.

¹¹⁸ « Kollege Jorns », *Das Tagebuch*, 24 mars 1928, p. 471-473. Il est aussi intéressant de noter que Levi, avant même la publication de « Kollege Jorns », avait émis des doutes quant aux qualifications juridiques de Jorns. « Sacco und Vanzetti », *SPW*, 26 août 1927.

¹¹⁹ « Kollege Jorns... ».

¹²⁰ En 1927, Jacob avait été poursuivi en justice par le ministre de la Guerre, Otto Karl Gessler, pour un article paru à la *Weltbühne*. Nagel, *Fememorde und Fememordprozesse...*, p. 240; Jacob

Jorns, qui en 1928 œuvre toujours comme procureur au tribunal du Reich, souhaite au plus vite faire disparaître de telles allégations contre lui. Comme c'est souvent le cas à l'époque, il réagit en poursuivant Bornstein, le rédacteur en chef de *Das Tagebuch*, pour diffamation personnelle. Bornstein se tourne alors vers Levi, qui accepte immédiatement de le défendre. Ce procès s'inscrit non seulement dans sa lutte contre la « justice de classes », mais c'est également l'opportunité pour Levi d'enfin découvrir et révéler la vérité au sujet du meurtre de Rosa Luxemburg¹²¹.

Comme avocat de la défense, Levi a accès à plusieurs dossiers secrets relatifs à l'enquête faite au lendemain des meurtres en 1919¹²². À l'époque, comme il l'avait appris en prison, les autorités avaient laissé entendre que Luxemburg et Liebknecht avaient été tués par une foule hostile, à proximité de l'Hôtel Eden. Ce n'est qu'à la suite de l'enquête de Levi, en 1929, que les faits suivants deviennent la version historique la plus communément acceptée¹²³. Le 15 janvier 1919, Liebknecht et Luxemburg sont arrêtés par une division de la garde montée avant d'être emmenés à l'Hôtel Eden de Berlin. Aucune foule n'y menace leur vie. Le capitaine Ernst Waldemar Pabst aurait néanmoins donné l'ordre de les faire transférer à la prison de Moabit. Peu avant minuit, on fait d'abord monter Liebknecht dans une voiture conduite par le lieutenant capitaine Pflugk-Harttung. Après avoir quitté l'Hôtel Eden, celui-ci fait un détour par le Tiergarten où, sous prétexte d'une panne de moteur, il demande à Liebknecht de descendre de la voiture pour qu'il puisse continuer à pied. C'est à ce moment qu'un des gardes lui tire dans le dos, expliquant plus tard que Liebknecht aurait tenté de fuir. Quant à Luxemburg, ce n'est qu'après avoir appris que Liebknecht

sera à nouveau poursuivi et condamné pour « trahison nationale » en 1929. Après 1933, en exil, il sera capturé par les services secrets nazis et mourra en détention en 1938.

¹²¹ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 27.

¹²² Une grande quantité de ceux-ci se trouvent à AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 277 et 278.

¹²³ Cette version officielle est résumée dans la préface de la brochure *Der Jorns-Prozess, Rede des Verteidigers Dr. Paul Levi*, Berlin, Internationale Verlagsanstalt G.M.B.H., 1929, p. 3-5.

ait été tué qu'il est décidé de la transporter de l'Hôtel Eden vers Moabit. Un des officiers accompagnateurs, Husar Runge, lui assène au préalable plusieurs coups de crosse de fusil à la tête avant de la jeter dans une voiture alors qu'elle est inconsciente. En route vers Moabit, le lieutenant en chef Kurt Vogel lui tire une balle dans la tête, avant que le convoi ne s'arrête dans le Tiergarten et que son corps ne soit jeté dans le Landwehrkanal.

Le 17 avril 1929, le procès impliquant Bornstein et Jorns s'ouvre à Berlin. Selon Theo Rasehorn, qui s'est penché sur plusieurs grandes poursuites judiciaires durant la période de Weimar, « [l]e procès-Jorns, après le procès-Ebert, est certainement le cas de poursuite pour injure le plus spectaculaire de la république de Weimar »¹²⁴. Les séances sont suivies de très près par la presse allemande, sur une période de cinq jours, lors desquels Levi réussit un nouveau tour de force, en faisant retourner les accusations contre Jorns. Il parvient non seulement à prouver que l'article du *Das Tagebuch* est fondé, comme quoi Jorns a fait preuve de négligence dans l'enquête de 1919, mais que ce dernier a également collaboré avec les assassins. À l'aide de nombreuses citations tirées de documents de l'enquête de 1919, Levi explique que Jorns s'est arrangé pour faire relâcher de prison le lieutenant en chef Vogel, à l'époque un suspect très sérieux dans le meurtre de Luxemburg, sans même l'avoir interrogé, et cela, deux jours seulement après le 15 janvier 1919. Alors que Vogel est finalement emprisonné lors des semaines suivantes, Jorns se serait ensuite arrangé pour qu'il puisse s'évader à la mi-mai 1919¹²⁵.

¹²⁴ Theo Rasehorn, *Justizkritik in der Weimarer Republik: das Beispiel der Zeitschrift « Die Justiz »*, Frankfurt, Campus Verlag, 1985, p. 190; Au sujet du procès d'Ebert, ce dernier avait été accusé de haute trahison en 1924 pour avoir pris position en faveur d'une grève en janvier 1918 alors que l'Allemagne était en guerre.

¹²⁵ *Der Jorns-Prozess...*, p. 7-11.

Dans son plaidoyer final, que Carl von Ossietzky décrit comme l'un des plus émouvants discours prononcés durant la république de Weimar¹²⁶, Levi parle brièvement de l'article paru dans *Das Tagebuch*, avant de reconstruire chronologiquement et dans les moindres détails les manquements et la négligence de Jorns. Levi démontre que lors des mois suivant les meurtres de 1919, Jorns s'est assuré que le chasseur Otto Wilhelm Runge, également soupçonné d'avoir participé aux meurtres, puisse s'enfuir à l'étranger. Lorsque Runge refait surface, en avril, Jorns lui aurait assuré que même en exil, il s'occuperait de lui et de sa famille. Il aurait même expliqué au pauvre Runge qu'il lui était nécessaire d'assumer à lui seul la responsabilité pour les meurtres, l'assurant toutefois que toute l'affaire serait rapidement oubliée et qu'il serait réhabilité¹²⁷. Levi réussit également à convaincre le jury que Jorns n'a jamais jugé bon d'incriminer le capitaine Waldemar Pabst de négligence. Les faits et les témoignages établis en 1919 laissent pourtant clairement voir qu'il savait que Liebknecht avait été assassiné avant de transporter Luxemburg en voiture de l'Hôtel Eden vers Moabit¹²⁸. Levi déclare finalement que si Pabst a planifié et ordonné les meurtres de Luxemburg et de Liebknecht, Jorns s'est, quant à lui, chargé de s'assurer que les coupables ne soient pas punis par la cour¹²⁹.

Levi termine en expliquant que le procès opposant Jorns à Borstein revêt une importance singulière pour le système judiciaire allemand :

Vous, monsieur le président, avez demandé au début de ce procès: pourquoi tout cela après dix ans? Je vous réponds donc, messieurs. Ce procès est une nécessité morale pour l'État et une nécessité pour la justice. Messieurs, le cas Jorns et Liebknecht-Luxemburg a été le *Proton Pseudos*, c'est-à-dire qu'il a été le premier cas où les meurtriers ont tué tout en sachant qu'ils ne seraient pas traduits en justice. Là a commencé une série effroyable de meurtres qui a continué en mars 1919 [date de l'assassinat de Leo Jogisches],

¹²⁶ Carl von Ossietzky, « Als Gast Herr Dr. Paul Levi », *Die Weltbühne*, 4 juin 1929.

¹²⁷ *Der Jorns-Prozess...*, p. 12-14 et 49.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 18

¹²⁹ *Ibid.*, p. 54.

s'échelonnant ensuite sur plusieurs années, assassinat après assassinat. Car on savait, à partir du cas Liebknecht-Luxemburg, [...] et [selon] le juge militaire Jorns, qu'assassiner ne conduisait plus inévitablement au châtement judiciaire. Je retourne donc à la question : qu'y a-t-il d'actuel? Ne s'agit-il pas du plus terrible heurt à l'ensemble de notre système étatique et à nos derniers sentiments de justice ce qui s'est passé lors de ces dernières années? [...] L'homme qui a mené le procès Liebknecht-Luxemburg, en raison de la manière dont il l'a mené, n'est pas digne d'une haute position dans le système de justice allemand! C'est pourquoi je vous demande [membres du jury], de juger et d'acquitter. Il s'agira d'une victoire pour nous tous¹³⁰.

En attente du verdict, l'Allemagne entière retient son souffle. Le 27 avril 1929, la cour de Berlin déclare Bornstein non coupable des accusations pesant contre lui. Elle reconnaît donc en même temps les lourdes allégations portées contre Jorns. Il aurait négligé de considérer des faits susceptibles de faire avancer l'enquête en 1919 et caché des faits importants qui ont profité aux meurtriers¹³¹. La réaction de la presse sociale-démocrate, comme celle de la presse libérale, fait foi de l'ampleur de la victoire :

Les allégations portées contre [ce] haut fonctionnaire sortaient de l'imaginaire. Personne dans la salle [...] n'aurait pu oser croire à un tel scandale, que ce vieil homme, correct, ce vieux monsieur, maintenant dans une redingote noire, mais qui auparavant était toujours apparu en public dans son honorable robe rouge, avait pu à ce point manquer à son devoir. [...] Existe-t-il un précédent dans l'histoire de la jurisprudence allemande? [...] Et pourtant, étape par étape, petit à petit, la responsabilité du poursuivant a été démontrée. Ici et là, celui-ci [Jorns] a tenté de se défendre, or en fin de compte, le défendant a pu prouver bien plus que ce qui était nécessaire. L'acquittement était une évidence [...] Jorns ne pourra plus jamais porter la robe rouge de la plus haute cour allemande¹³².

¹³⁰ *Ibid.*, p. 55.

¹³¹ Kuhn, *Die Vertrauenskrise der Justiz...*, p. 250.

¹³² Rudolf Olden, « Die Rote Robe: Nach dem Prozess Jorns », *Berliner Tageblatt*, 29 avril 1929.

La victoire de Levi dans le cadre du procès Jorns constitue sans doute l'un des moments saillants de sa carrière d'avocat. Quelques semaines après le procès, Levi reçoit les félicitations d'Albert Einstein : « Cher Paul Levi! [...] Vous êtes parvenu, au moyen de votre amour pour la justice et votre perspicacité [...] à nettoyer l'atmosphère [entourant la justice allemande]. Chez les meilleurs d'entre nous, qui sommes juifs, émerge encore parfois cette justice sociale telle qu'elle existe dans l'Ancien Testament »¹³³. Le 13 juin 1929, Levi relate le verdict devant la chambre du Reichstag. Pour l'une des rares fois, il arbore un ton optimiste. Après de nombreuses années de lutte acharnée contre un système judiciaire défavorable à sa cause, il croit « qu'il est aujourd'hui possible d'affirmer que la critique n'a guère été complètement vaine »¹³⁴. La « crise de la justice », selon lui, tire à sa fin, car la justice bourgeoise, parfois, s'avère capable de protéger les ouvriers.

Une mort tragique

La victoire, pourtant, est éphémère. Tout d'abord, lors des semaines suivant le verdict, Jorns décide d'en appeler de la décision rendue en juin. La poursuite se termine à nouveau en faveur de Bornstein à la mi-février 1930 alors que Jorns est toujours reconnu coupable d'avoir nui à l'enquête sur les meurtres de Liebknecht et Luxemburg. Or, lors d'un second appel, le clan Bornstein décide de ne plus se défendre, contre ce qu'il estime être un système judiciaire qui cherche par tous les moyens à laver la réputation d'un de ses protégés. Bornstein est finalement reconnu coupable et condamné à une amende de 500 marks, au

¹³³ Lettre d'Albert Einstein à Levi du 8 août 1929. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.13, 19e chemise.

¹³⁴ Discours de Levi au Reichstag. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 13 juin 1929, p. 2385-2390.

mois de juillet 1930, environ un an après la fin du premier procès¹³⁵. Jorns est, quant à lui, pleinement réhabilité. En 1936, il sera d'ailleurs nommé *Oberreichsanwalt* à la Cour du peuple nazi¹³⁶.

Levi n'assiste cependant pas à ce revirement. Dans les semaines précédant Noël 1929, il se sent de plus en plus faible et n'est plus en mesure de travailler dans le cadre du procès Jorns. Selon sa sœur, Jenny, il ne sort plus de chez lui, ne serait-ce que pour se rendre au Reichstag¹³⁷. Dans les derniers jours de janvier 1930, Levi est atteint d'une grippe virulente, qui est bientôt accompagnée d'une infection pulmonaire. Il se sent si faible qu'il demande à Jenny de venir s'occuper de lui à Berlin. Le 9 février, à cinq heures du matin, Levi demande à son infirmière de lui apporter du thé. Lorsqu'elle revient de la cuisine, cinq minutes plus tard, la chambre où Levi est alité est vide et la fenêtre est entrouverte : Levi vient tout juste de basculer par le cadre de la fenêtre et de faire une chute de cinq étages.

Encore aujourd'hui, comme l'a dit son ami Valeriu Marcu, « [l]'ensemble de sa vie se déploie devant nous, et pourtant, nous ne savons rien des cinq dernières minutes de sa vie »¹³⁸. Au début de 1930, les presses communistes et nazies affirment aussitôt que Levi s'est suicidé. Celles-ci continuent d'ailleurs de traiter Levi d'« ennemi de la révolution ouvrière » ou de « traître à la nation »¹³⁹. Plusieurs contemporains ont néanmoins affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un

¹³⁵ Brochure publiée par le clan Bornstein à la mémoire de Paul Levi. *Der Fall Jorns und das Reichsgericht*, Berlin, Das Tagebuch (Leopold Schwarzschild), 1930, p. 1-12. Trouvé dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 279.

¹³⁶ Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht...*, p. 36.

¹³⁷ « Das Geheimnis um Paul Levis Tod », *8Uhr-Abendblatt-Zeitung*, 10 février 1930. Trouvé dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 26.

¹³⁸ Cité dans Heinz Knobloch, *Die schönen Umwege: Beobachtungen*, Berlin, Transit Buchverlag, 1993, p. 53.

¹³⁹ « Paul Levis Ende : Selbstmord im Fieberwahn », *Rote Fahne*, 11 février 1930; « Selbstmord eines Landesverrätters! », *Deutscher Vorwärts*, 16 février 1930; « So ehrt man heute Landesverräter! », *Deutscher Vorwärts*, 23 février 1930. Articles trouvés dans AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 28a.

suicide, mais plutôt d'un tragique accident. Selon sa sœur, présente la nuit du décès, Levi se serait levé pour ouvrir la fenêtre afin de laisser entrer de l'air frais dans la chambre. Fiévreux, il aurait perdu l'équilibre avant de basculer dans le vide. Dans une entrevue, elle explique que « [l]a joie de vivre de mon frère et sa capacité à profiter de tout ce qu'elle avait à offrir prouvent qu'il ne s'agit guère d'un suicide [...] »¹⁴⁰. Les documents relatifs à sa mort, qui se trouvent en partie au cimetière de Waldfriedhof, à Stahnsdorf, n'évoquent également en rien l'idée qu'il aurait pu s'agir d'un suicide¹⁴¹.

Conclusion

Cette thèse a jusqu'ici montré comment Levi, en tant que marxiste radical, s'est battu à contre-sens dans le système politique weimarien. Sa lutte pour la dictature du prolétariat, comme nous l'expliquons en détail dans la conclusion de cette thèse, a causé un tort important à la démocratie weimarienne. En 1990, pourtant, le Land de Berlin rend hommage à Levi. Il honore son « engagement pour la défense de la constitution de la république de Weimar »¹⁴². Sa pierre tombale, qui avait été abandonnée par les autorités est-allemandes, entre 1945 et 1989, est ajoutée au patrimoine historique du land de Berlin¹⁴³. Ce chapitre a expliqué en détail pourquoi cet honneur lui est pleinement mérité. Même s'il est un marxiste peu flexible, Levi a été un adversaire infatigable faisant preuve d'une intégrité inébranlable contre l'extrême-droite allemande. Envers et contre tous, il a dénoncé des crimes commis par des cercles *völkisch* et qu'on avait tenté d'oublier. À titre de membre de la Commission-*Feme*, Levi a lutté au risque de sa vie dans un système judiciaire qu'il jugeait biaisé et en crise.

¹⁴⁰ « Das Gheimnis um Paul Levis Tod... ».

¹⁴¹ Register Nr. 559, Wilmersdorfer Waldfriedhof, Stahnsdorf.

¹⁴² Tel qu'affiché à l'entrée du cimetière Wilmersdorfer Waldfriedhof, dans le village de Stahnsdorf, à 20 kilomètres au sud de Berlin. Site visité par l'auteur de cette thèse en septembre 2009.

¹⁴³ Knobloch, *Die schönen Umwege...*, p. 59.

Et pourtant, cette lutte contre le mouvement *völkisch* et Hitler s'explique à nouveau en termes de lutte des classes. Elle a débuté au Reichstag, dès 1921, où Levi a dénoncé les sentences trop sévères administrées contre des communistes bavarois accusés, sans preuve, d'avoir « trahi la nation allemande ». Au fond, sa lutte contre la « justice de classes » est identique à celle qu'il avait menée avec Luxemburg contre le militarisme et à celle menée au KPD, contre Ebert et Noske. Toute sa vie, Levi a voulu lutter pour la classe ouvrière qu'il jugeait constamment victime des abus de l'État et de son gouvernement.

Pour terminer, il est également intéressant de noter que, tout au long de sa vie, tant dans ses publications que dans ses correspondances, Levi ne fait presque jamais allusion à ses racines juives. Même lorsqu'il critique le fascisme et le mouvement hitlérien, il n'y fait référence que très superficiellement. Il est impossible, toutefois, qu'il soit demeuré indifférent face à l'antisémitisme surgissant en Allemagne. En 1923, un de ses collaborateurs bavarois l'invite à venir prononcer un discours à Munich. Ce sera l'occasion, explique ce collaborateur dans une lettre, de constater l'ampleur du phénomène nazi qui, à cette époque, inquiète particulièrement les sociaux-démocrates locaux¹⁴⁴. Levi accepte l'invitation et quelques jours plus tard, de retour de Munich, il publie l'un de ses seuls articles au sujet de l'antisémitisme galopant en Allemagne¹⁴⁵. Fidèle à l'image qu'il souhaite projeter dans l'espace public, il explique principalement cette percée de l'antisémitisme comme un phénomène social découlant de l'absence d'une ligne politique claire pour les ouvriers en Allemagne. Confus et désespérés, ceux-ci se cherchent naturellement des boucs émissaires. Le

¹⁴⁴ Voir les quatre lettres d'Alois Holzapfel à Levi entre le 2 mars et le 26 juin 1923. SAPMO-BArch, Nachlass Paul Levi, NY 4126.13.

¹⁴⁵ Levi, « Signale », *SPW*, 26 juil. 1923; Il est à noter que plusieurs de ses collègues au SPW ont toutefois publié des articles sur le sujet. Voir par exemple l'article de Von Argus, « Rasse, Judentum und Nation », *SPW*, 13 mars 1924.

socialisme, selon lui, serait également capable de résoudre ce problème de société.

Il est fort probable, malgré cela, que Levi souffre en silence de la haine contre les Juifs. À partir de 1926, dans le cadre de son enquête sur les meurtres *Feme*, il est lui-même victime d'un antisémitisme organisé, d'une grande violence. Il comprend alors qu'aux yeux du mouvement *völkisch*, il appartient à la « race juive » au même titre que n'importe quel autre homme pratiquant pieusement le judaïsme. Même si, en public, il affiche une image inébranlable, il ne peut qu'être affecté profondément sur le plan personnel et intime car, sans aucun doute, il craint pour sa vie. De plus, Levi s'inquiète fort probablement pour le milieu dans lequel il a grandi et auquel, dans une certaine mesure, il appartient toujours. Tout au long de sa vie, il demeure proche de sa famille, tout particulièrement de son père et de sa sœur, Jenny. Ses amis les plus intimes, Rosa Luxemburg, Mathilde Jacob et Valeriu Marcu sont également d'origine juive. Plusieurs de ses collaborateurs politiques, à l'image du mouvement socialiste allemand et russe, sont juifs de naissance. Contrairement à Levi cependant, ceux-ci évoquent souvent leurs origines juives dans leurs correspondances. Albert Einstein rappelle à Levi, à plus d'une reprise, ses racines juives souabes. Levi, de surcroît, travaille avec Arnold Freymuth au SPW et il entretient des liens avec Berthold Jacob, du *Das Tagebuch* et avec Siegfried Jacobsohn et Kurt Tucholsky, de *Die Weltbühne*, qui ont tous des racines juives.

Malgré le fait que Levi évite systématiquement d'en parler, sa lutte contre le mouvement *völkisch* n'a pu être qu'une grande source d'inquiétude pour sa sécurité personnelle, celle de sa famille, ainsi que celle de ses amis et de ses collaborateurs. Ce qui s'est passé après 1933 donne d'ailleurs une idée du sort que lui auraient réservé les nazis. Mathilde Jacob sera déportée au camp de

concentration de Theresienstadt, en 1942¹⁴⁶, avant de mourir dans une chambre à gaz, probablement à Auschwitz¹⁴⁷. Freymuth se suicidera avec sa femme, alors qu'il est en exil. Tucholsky et Einstein fuiront également à l'étranger. Et Berthold Jacob mourra en détention nazie, en 1944. Cela, bien évidemment, s'ajoute à l'énorme liste de sociaux-démocrates et de communistes d'origine juive qui sont morts dans les camps nazis. En luttant contre Hitler, Rosenberg, Frick, Röhm, et finalement, contre Jorns, Levi songeait fort probablement à son avenir en tant que Juif, et à l'avenir de la communauté juive allemande, à laquelle il était profondément attaché.

¹⁴⁶ Knobloch, *Meine liebste Mathilde...*, p. 311.

¹⁴⁷ Voir une lettre de Trude Winguth à Angelica Balabanoff du 5 mars 1946, dans laquelle elle explique qu'elle a obtenu la confirmation que Jacob avait bel et bien été gazé, sans toutefois spécifier l'endroit. AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 31.

Conclusion générale

Rebelle devant les extrêmes

Entre 1914 et 1930, Paul Levi se hisse aux plus hauts niveaux politiques de la république de Weimar, en tant que chef du KPD et également en tant que député du Reichstag. Il côtoie certains des plus illustres personnages de son époque, participe activement à des procès spectaculaires, en plus d'être un acteur majeur dans d'innombrables événements historiques marquants. Ce parcours tout à fait remarquable est d'abord le produit des grands bouleversements sociopolitiques de son époque. Cela commence avec le déclenchement de la Grande Guerre. Cette thèse montre que celle-ci transforme Levi d'un avocat engagé en 1914 en un militant marxiste de premier plan. La Révolution russe, pour un esprit rebelle comme Levi, est ensuite l'occasion de s'investir dans une cause grandiose, le communisme, qui rêve de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Enfin, en Europe de l'Ouest, une idéologie tout aussi nouvelle que le communisme fait son apparition à partir de 1922, le fascisme. En tant que détracteur du concept de la nation, et surtout, en tant que marxiste, Levi se dresse face à ce fléau ultranationaliste, antisémite et criminel. En rétrospective, le caractère extraordinaire de la carrière de Levi découle de la période mouvementée dans laquelle elle s'est articulée.

Évidemment, le parcours de Levi est aussi le résultat d'idiosyncrasies très prononcées qui ont fait de lui un homme politique d'exception. Il est d'abord un intellectuel particulièrement doué, capable de laisser des impressions profondes sur ses contemporains. Il est à la fois un humaniste passionné, versé en histoire antique et en langues, mais aussi un orateur capable d'émouvoir un auditoire, tant dans un tribunal qu'au Reichstag. Son discours dans le cadre du procès Jorns a touché le cœur de nombreux socialistes, juristes, étudiants et autres intellectuels

libéraux. Un journaliste de l'époque a écrit que Levi était l'un des meilleurs orateurs de son temps et qu'il s'exprimait selon une logique implacable et fascinante : « Chaque phrase est marquée par une culture rhétorique parfaitement réfléchie; il s'agit d'un langage puissant, d'un talent travaillé »¹. Même ses adversaires les plus acerbes lui reconnaissent son grand talent. L'attention que lui porte la presse de toute origine n'est qu'un témoignage additionnel de la marque qu'il laisse sur l'ensemble de la société allemande.

Son sens très aigu de la justice, accompagné d'une combativité à toute épreuve, permet également à Levi de s'imposer dans l'espace public allemand. Toute sa vie, malgré ses nombreux échecs et déceptions, Levi lutte pour une justice sociale, en faveur du prolétariat et des plus démunis. Cela, d'ailleurs, lui vaut de nombreux démêlés avec les autorités. Sa force de caractère se manifeste aussi de manière éclatante dans son enquête contre les crimes *völkisch* en Bavière. Levi s'y dresse contre les fascistes au risque de sa vie. Contre les Frick, Rosenberg et Hitler, il est victime d'une campagne antisémite qui en aurait contraint d'autres que lui à se retirer. Ses batailles contre Falkenhayn et la caste militaire, son acharnement à faire libérer le jeune Bullerjahn, et sa ténacité dans le cadre du procès Jorns, sont autant d'exemples de la qualité de son engagement envers la justice.

Le parcours politique de Levi s'explique enfin par son caractère résolument rebelle. Le premier chapitre de cette thèse a tenté de faire ressortir l'aspect inné de ce trait de personnalité. Très tôt, Levi rejette ses racines familiales. Il renonce au judaïsme en même temps qu'il s'investit dans la lutte marxiste, qui se veut ouvertement hostile envers la classe bourgeoise dont il est issu. Il semble possible de transposer cette propension personnelle à la sphère politique. Dès l'université, Levi conteste l'autorité royale du Kaiser. Il s'investit

¹ Kurt Kaiser-Blüth, « Paul Levi spricht », *Neckar-Echo*, 13 février 1930. Trouvé AdsD, Nachlass Paul Levi, Mappe 26a.

ensuite dans les grandes causes contestatrices de son époque. Avant 1914 et durant la guerre, il lutte contre la société militariste allemande qui, encore une fois, incarne l'autorité du Kaiser. La cause communiste et la nécessité d'une révolution ouvrière mondiale, surtout après la rencontre de Lénine, sont en quelque sorte des causes à la hauteur de sa révolte interne. Elles comblent son besoin de contester une société qu'il juge injuste et, de toute manière, condamnée à la guerre et à la décadence.

Si Levi adhère aux grandes tendances rebelles de son époque, son esprit contestataire se perçoit aussi à travers les relations très difficiles qu'il entretient avec ses collègues, partout où il passe. Cela lui vaut habituellement d'être relégué à l'opposition à l'intérieur même des organisations – rebelles – dont il fait partie. Cela est valable pour ses années passées au KPD, où il se positionne immédiatement contre une aile qu'il considère comme anarcho-syndicaliste. Une fois celle-ci expulsée, une nouvelle opposition, plus forte même, résiste à son leadership, à son caractère arrogant et à ses manières hautaines. Il se retrouve enfin dans une faction marginale lorsqu'il retourne au SPD, en 1922. Tandis que la majorité du parti désire travailler à l'intérieur des institutions politiques weimariennes, Levi continue à mettre de l'avant un discours de lutte des classes qui dénonce farouchement toute politique de compromis. À cela s'ajoute l'aspect impulsif du caractère de Levi. En effet, il cherche délibérément à provoquer ses opposants. Or, les coups d'éclat ne renforcent que très rarement ses assises. À l'inverse, elles enveniment ses relations professionnelles avec de nombreux collègues. Cela est important, car son tempérament indiscipliné explique par exemple son exclusion du mouvement communiste en 1921.

Le 11 février 1930, le Reichstag rend un dernier hommage à Paul Levi, décédé deux jours auparavant. Paul Löbe, président de la chambre, explique que Levi était une force de la nature, une « personnalité tout à fait fascinante » que

tous, au Reichstag, ont pu admirer depuis 1920². Or, avant même que Löbe ne termine sa courte allocution funèbre, deux délégations se lèvent et quittent la salle. Il s'agit des communistes et des nazis³. Au fil des années, Levi était devenu l'un des pires ennemis des deux extrêmes politiques de Weimar. Que la rupture avec les bolcheviques ait été volontaire ou non, ces derniers ont su reconnaître que Levi n'était guère un soldat à l'obéissance aveugle et facilement manipulable. C'est pourquoi ils s'en sont débarrassés. À l'inverse, le sens de la justice et la ténacité de Levi l'ont poussé à faire face aux nazis, alors que plusieurs préféreraient plutôt les ignorer ou encore les tolérer. L'anecdote au sujet de la sortie des nazis et des communistes du Reichstag n'est guère anodine. Malgré le fait qu'il était à l'époque difficile pour Levi de comprendre toute l'ampleur des tragédies humaines qu'allait engendrer les deux idéologies extrêmes présentes en Allemagne, il s'est positionné de toutes ses forces contre elles. Levi, surtout à cause de son caractère rebelle et indomptable, a dénoncé les dérives criminelles des extrêmes politiques de l'entre-deux-guerres.

Entre Luxemburg et Lénine : la démocratie selon Levi

Notre thèse a montré que Levi s'est inspiré à la fois de Luxemburg et de Lénine tout au long de sa carrière pour forger sa pensée politique. L'État ouvrier, tel qu'imaginé par Levi, possède plusieurs caractéristiques similaires à celui fondé par Lénine en Russie : tous les pouvoirs aux conseils, dissolution de toute assemblée constituante et l'armement du prolétariat n'en sont que quelques traits caractéristiques. Sa conception très centralisatrice du parti, qui est selon lui absolument nécessaire pour résister aux bouleversements lors d'une éventuelle révolution, est elle aussi calquée sur celle de Lénine. Jusqu'à sa mort, Levi louange les capacités organisationnelles du leader bolchevique, le premier à avoir été capable de remettre les pouvoirs de l'État au prolétariat.

² *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*, 11 février 1930, p. 3901.

³ À ce sujet, voir l'article de Carl von Ossietzky, « Paul Levi », *Die Weltbühne*, 18 février 1930.

D'autre part, il est vrai que Levi interprète la révolution d'une manière semblable à Luxemburg. Son discours, tout au long de sa carrière, est marqué par la nécessité d'ancrer les partis ouvriers dans les masses. Levi, par exemple, refuse de *forcer* la révolution en mars 1921, car il juge que la conscience ouvrière n'est pas mûre en Allemagne. Il croit plutôt nécessaire de travailler à l'éducation de la classe ouvrière, par la propagande et d'autres moyens non violents, et non à travers des putschs commandés. C'est d'ailleurs au nom de Luxemburg qu'il critique la Comintern.

Aujourd'hui, ces considérations s'inscrivent dans un débat qui divise les historiens et hommes politiques en Allemagne. Entre 1945 et 1989, l'historiographie est-allemande a tenté de minimiser les divergences idéologiques entre Lénine et Luxemburg afin de souder ensemble les traditions ouvrières russes et allemandes. Or, depuis la chute du mur de Berlin, il s'est enclenché un processus inverse. Mis à part quelques exceptions, la majorité des historiens marxistes allemands souhaitent faire ressortir la conception socialiste proprement allemande de Luxemburg. Contrairement à Lénine, qui avait misé sur la force d'un parti avant-gardiste capable de faire à lui seul la révolution, Luxemburg croyait en une révolution spontanée, propulsée par les masses ouvrières⁴. Cela ferait d'elle une démocrate, car elle préconise une structure de parti beaucoup moins rigide, qui reflète mieux la volonté de la classe ouvrière.

Récemment, divers intellectuels allemands, soucieux de dénoncer la continuité entre le Parti socialiste unifié de la défunte Allemagne de l'Est et *Die Linke*, parti socialiste nouvellement unifié en 2007, ont contesté une telle

⁴ Luban, *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept...*, p. 19; Klaus Kinner tient des propos semblables dans « Die Luxemburg-Rezeption in KPD und Komintern », dans Helmut Seidel, dir. *Rosa Luxemburg. Historische und aktuelle Dimensionen ihres theoretischen Werkes*, Berlin, Dietz, 2002, p. 305-317; Voir enfin Jörn Schütrumpf, *Rosa Luxemburg or : The Price of Freedom*, Berlin, Dietz, 2008.

interprétation. Au sujet de Luxemburg, en tout premier lieu, ils maintiennent que sa conception de la démocratie était limitée à la classe ouvrière. Pour Jürgen Lang, il s'agissait d'une « démocratie exclusive », sans égard pour les autres classes sociales qui auraient été – dans l'éventualité de la prise du pouvoir de Spartakus, à titre d'exemple – systématiquement exclues de la gouvernance de l'État socialiste⁵. Michael Dreyer donne en exemple la critique de Luxemburg envers les bolcheviques. Qu'elle ait souhaité la faire publier ou non est, selon lui, hors de propos. Il faut plutôt porter attention à son contenu. Malgré le fait que Luxemburg ait critiqué le centralisme de Lénine à l'intérieur du parti et de l'organisation de la révolution, elle ne se soucie uniquement que de la classe ouvrière. Cela lui était égal si, à l'époque, Lénine liquidait par milliers des membres de la classe bourgeoise en Russie⁶.

Notre thèse conclut également que la conception que Levi se faisait de la démocratie était « exclusive » à la classe ouvrière. Jusqu'à sa mort, la dictature du prolétariat fait partie de son discours. Il explique à de nombreuses reprises qu'une fois au pouvoir, l'État qui en découlerait exclurait systématiquement toutes les autres classes sociales du pouvoir; la bourgeoisie certes, mais également les paysans, les cols blancs, et même certains cercles prolétariens chez qui l'atteinte d'une conscience de classe est impossible, c'est-à-dire le *Lumpenproletariat*⁷. Ajouté à cela, malgré le fait que Levi ait souvent parlé de la nécessité d'orienter les politiques du mouvement ouvrier selon la volonté des masses, il n'a jamais véritablement expliqué comment on doit sonder celles-ci. En 1918-1919, à l'instar de Lénine, il avait misé exclusivement sur les conseils. Or, au fur et à mesure qu'avance sa carrière, il se montre de plus en plus critique envers ceux-ci, surtout devant le fait qu'ils sont inévitablement dominés par une caste

⁵ Jürgen P. Lang, « Heilige Rosa? Die Luxemburg-Rezeption in der Partei « Die Linke » », *Deutschland Archiv*, 5 (2009), p. 900-907.

⁶ Michael Dreyer, « Rosa hätte nicht gefeiert », *Thüringer Landeszeitung*, 11 février 2009.

⁷ Voir entre autres les propos de Levi à l'endroit du *Lumpenproletariat* dans Levi, *Unser Weg : wider den Putschismus*. Nous citons ici la version anglaise dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 153-155.

bourgeoise/paysanne en Union soviétique après 1924. Ultimement, son interprétation de la volonté des masses est basée sur une interprétation très personnelle de certains indicateurs révolutionnaires. On se souvient de sa volte-face très soudaine dans le cadre du putsch de Kapp-Lüttwitz.

Enfin, son opinion au sujet du suffrage universel prouve que Levi n'est pas prêt à sonder l'opinion ouvrière avant de lancer la société dans une lutte révolutionnaire :

I completely agree rather with what Lenin wrote in « The Elections to the Constituent Assembly and the Dictatorship of the Proletariat ». Universal suffrage is an index of the level reached by the various classes in their understanding of their problems. It shows how the various classes are inclined to solve their problems. The actual solution of these problems is not provided by voting, but by the class struggle in all its forms, including civil war⁸.

Dans ce même passage, tiré de son célèbre texte *Notre voie*, Levi explique qu'on ne peut se permettre d'attendre que chaque prolétaire ait fait valoir son vote avant de passer aux actions révolutionnaires⁹. Or, la guerre civile, ultimement, ne se décide aucunement par un quelconque « désir des masses », mais bien par la violence et la terreur. Le suffrage universel, quoique imparfait, nous paraît plus « démocratique ». Bref, s'il est tout à fait légitime pour la gauche militante actuelle d'honorer Levi, pour d'autres raisons, sa pensée politique ne peut en aucun cas être qualifiée de démocratique.

Discussion : Levi et la république

Levi a lutté corps et âme pour la défense de la république de Weimar, à tout le moins contre l'extrême-droite. Dès les assassinats d'Erzberger et de

⁸ *Ibid.*, p. 119-120.

⁹ *Ibid.*, p. 122.

Rathenau, en 1921 et 1922, il reconnaît que la république bourgeoise constitue un progrès pour la cause ouvrière, en comparaison à l'Ancien régime. L'idée de voir la réaction ultranationaliste, qu'il associe à une bande de généraux frustrés ayant perdu la guerre, faire un retour au pouvoir constitue selon lui la plus grande menace pour la classe ouvrière. La réaction s'acharnerait sur les « criminels de novembre », sur les communistes – ce qui se passe déjà en Bavière. Et même s'il ne le dit jamais, Levi craint sans doute pour la population juive. Son expérience traumatisante à Munich, en 1926, ne fait qu'exacerber cette crainte.

Selon d'autres perspectives, toutefois, Levi a contribué à miner les chances de survie de la frêle république allemande. Depuis 1945, les historiens ont tenté de comprendre les facteurs ayant contribué à la chute de Weimar. Les thèses développées sont innombrables¹⁰. Parmi celles-ci, l'historiographie reconnaît entre autres que la division du mouvement ouvrier a été un facteur central dans la « dissolution de la république ». Ursula Büttner, dans son récent travail de synthèse sur Weimar, explique que dès 1924 le KPD ne faisait plus aucune différence entre les partis bourgeois, les partis fascistes et les partis sociaux-démocrates, s'acharnant surtout sur ces derniers, qui étaient ses voisins immédiats sur l'échiquier politique¹¹. Cela n'est d'ailleurs allé qu'en s'accroissant. À partir de 1928, selon cette théorie du « social-fascisme », le KPD a entamé une lutte sans pitié contre les sociaux-démocrates, sur tous les fronts : dans les parlements régionaux, au Reichstag, dans les syndicats, et dans la rue¹². La présence du KPD a donc sans cesse rongé le SPD, « principal pilier » de la démocratie allemande. Les historiens Siegfried Bahne et Hermann Weber ont montré que la tragédie qui se cache derrière ce constat est que le KPD a en même

¹⁰ Voir la section historiographique sur la république de Weimar, « Grundprobleme und Tendenzen der Forschung », dans l'ouvrage de synthèse d'Eberhard Kolb, *Die Weimarer Republik...*, p. 155-251.

¹¹ Büttner, *Weimar...*, p. 81.

¹² *Ibid.*

temps complètement négligé la lutte contre les nazis¹³. Cette politique atteint son apogée en juillet 1931, lorsque le KPD se joint au NSDAP pour faire dissoudre le gouvernement prussien social-démocrate d'Otto Braun¹⁴.

Bien évidemment, on ne peut tenir Levi responsable de la politique anti-SPD du KPD pour l'ensemble de la république de Weimar. Or, il est nécessaire de bien comprendre le rôle qu'il a joué dans la division du mouvement ouvrier allemand, ainsi que dans la subséquente bolchevisation de son aile radicale, c'est-à-dire les communistes. De retour de Suisse, en 1917, c'est lui qui fait le lien entre Luxemburg et les bolcheviques, par l'entremise de Radek. C'est lui qui convainc Luxemburg de ne pas publier sa critique. Après le 9 novembre 1918, il contribue ensuite largement à attiser la haine fratricide entre Spartakus et le SPD. On se rappelle sa campagne vicieuse contre Ebert. Levi participe ensuite activement à la création du KPD, agissant même de manière à permettre à Radek de participer au congrès fondateur. Enfin, après les assassinats de janvier 1919, Levi continue à favoriser l'accroissement du pouvoir bolchevique sur les masses allemandes. C'est sous son sa direction que 200 000 membres de l'USPD se soumettent aux 21 conditions de Lénine qui, ne l'oublions pas, sanctionnent l'illégalité, la centralisation et le « nettoyage » du mouvement communiste ouest-européen. Assurément, Levi s'est exprimé en faveur de l'union de toutes les forces ouvrières lors de ses années au SPD, après 1922. Or, ce discours unificateur avait été précédé par des actions aux effets tout à fait contraires. Qui plus est, était-il réaliste d'espérer reconquérir le KPD après l'arrivée de Staline au pouvoir? À notre avis, il était trop tard.

En terminant, nous souhaitons soumettre Levi à un dernier examen historique, toujours en lien avec l'historiographie sur la république de Weimar.

¹³ Siegfried Bahne, *Die KPD und das Ende von Weimar: Das Scheitern einer Politik 1932-1935*, Frankfurt, Campus Verlag, 1976; voir aussi Weber, *Hauptfeind Sozialdemokratie...*

¹⁴ Kolb, *Die Weimarer Republik...*, p. 135.

Parmi les nombreux ouvrages sur l'apport de la sociale-démocratie à la politique weimarienne, le récent travail de la politologue américaine, Sheri Berman, explique comment l'affaiblissement du SPD a contribué à fragiliser la démocratie allemande. Selon elle, en utilisant un discours marxiste anachronique, certains cercles plus à gauche à l'intérieur du SPD ont empêché ce dernier de répondre à la volonté de la population allemande qui était prête à procéder à la démocratisation des institutions politiques allemandes, à partir de 1918-1919 :

We cannot understand the SPD' failure to break out of its « workers' ghetto » and respond to increasing demands for new political and social relationships simply by looking at the environment the party faced. The reason the SPD rejected such a change lies largely in the party's programmatic beliefs and prewar history. Having so long conceived of itself as the party of the proletariat, the SPD dreaded the loss of its ideological purity and was sceptical of risking the traditional support of industrial workers in an attempt to reap the hypothetical rewards of a cross-class strategy-and so it retained its sectarian focus. The Weimar Republic thus found itself in the unfortunate position of having its most important defender unwilling or unable to reach out explicitly to, or accept direct responsibility for, more than a minority of German society¹⁵.

Au moment du krach boursier, en 1929, le discours sur la lutte des classes et de révolution mondiale n'intéresse plus la population allemande, ni même le prolétariat qui se soucie davantage de gains concrets, entre autres, sur le plan économique. Une partie importante de la classe ouvrière se range ultimement chez les nazis. Ceux-ci offrent certes un programme économique simple et clair, mais surtout, ils répondent au désir de la population allemande de se regrouper autour de la nation, brisant ainsi toute rhétorique de lutte des classes.

Le discours marxiste radical et intransigeant de Levi n'a pu qu'exacerber cette ghettoïsation ouvrière du SPD. Plus que quiconque au sein du parti – même

¹⁵ Berman, *The Social Democratic Moment...*, p. 182-183.

au sein de l'aile gauche –, Levi s'est moqué de l'opportunité démocratique offerte à la nation allemande entre 1919 et 1929. Heinrich-August Winkler croit, par exemple, que son « non inconditionnel » à toute coalition avec les partis bourgeois n'a fait que renforcer l'extrême-droite¹⁶. Levi a également nié toute possibilité d'exploiter les occasions offertes au prolétariat sur le plan de la politique étrangère, à travers la SDN, ou encore par les accords de Locarno. Stresemann personnifiait certes un programme révisionniste, mais il répondait à une volonté bien présente de la nation allemande de s'affirmer en tant que peuple. Levi, au contraire, a continué à marteler un message de dictature du prolétariat qui, après 1923, n'intéressait plus qu'une très mince minorité de la classe ouvrière. Cela a contribué à discréditer le SPD auprès des masses allemandes, à renforcer l'extrême-droite et finalement, à fragiliser la démocratie allemande.

Paul Levi a été et demeure aujourd'hui un personnage controversé. Au fil des années, et à travers les époques politiques ayant suivi la Première Guerre mondiale, nombreux sont ceux qui ont tenté d'associer son nom à diverses tendances politiques, tant passées qu'actuelles. Notre thèse a au contraire essayé de dépeindre un tableau original de Levi en faisant ressortir le fait qu'il était avant tout un homme politique de son époque doté d'un esprit rebelle et aussi de capacités politiques extraordinaires. Levi n'est resté fidèle, au fond, qu'à une philosophie politique dont lui seul connaissait toutes les spécificités. Son acharnement et sa manière de voir la politique, difficiles à saisir pleinement, ont quoi qu'il en soit eu un impact grand sur l'environnement social et politique qui l'entourait.

¹⁶ Winkler, *Der Schein der Normalität...*, p. 334.

Sélection bibliographique

Sources

Archives

Allemagne. Berlin. *Geheimes Staatsarchiv preussischer Kulturbesitz.*

- I. HA Rep. 84a Justizministerium.

Allemagne. Berlin. *Landes Amt für Gesundheit und Soziales, Krankenbuchlager.*

- Fotokopie aus der Sammelurkunde Nr. 30 436.
- Fotokopie aus der Sammelurkunde Nr. 33 014.

Allemagne. Berlin. *Das Bundesarchiv et Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR im Bundesarchiv (SAPMO-BArch).*

- Akte des Ehrengerichtshofes für die deutschen Rechtsanwälte, R 3005/ 989.
- KPD Historisches Archiv, RY 1/I.
- Nachlass Bernhard Koenen, NY 4091.
- Nachlass Clara Zetkin, NY 4005.
- Nachlass Paul Levi, NY 4126.
- Nachlass Wilhelm Pieck, NY 4036.
- Personal-Akten des Justiz-Ministeriums, betreffend: Dr. Paul Levi, R 3001/ 66407.
- Reichskommissar für Überwachung der öffentlichen Ordnung und Nachrichtensammelstelle im Reichsministerium des Innern, R 1507.
- Reichstag Ausschüsse, R 101.

Allemagne. Bonn. *Archiv der sozialen Demokratie (AdsD) in der Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).*

- Nachlass Paul Levi.

Allemagne. Chemnitz. *Sächsisches Staatsarchiv.*

- Amtsgericht Plauen, Privatklage Adolf Hitlers gegen Franz Eugen Fritsch wegen öffentlicher Beleidigung (1925-1927), Akte 30131, Nr. 5242.

Allemagne. Chemnitz. *Stadtarchiv Chemnitz*.

- Verzeichnis der für die Reichstagswahlen am 4. Mai 1924 zugelassenen Kreis- und Reichswahlvorschläge, der in den Wahlkreisverbänden zugelassenen Verbindungserklärungen sowie der Anchlusserklärungen an die Reichswahlvorschläge.

Allemagne. Francfort. *Stadtarchiv Frankfurt (Institut für Stadtgeschichte)*.

- Akten der Stadtverordneten-Versammlung zu Frankfurt am Main, N. 90.
- Magistratsakten, R 1153.
- Sammlung Paul Levi, S 2/6483.

Russie. Moscou. *Archives russes d'État pour l'histoire sociale-politique (Российский государственный архив социально-политической истории) (RGASPI)*

- Fonds de l'Internationale communiste portant sur le KPD, F. 495, Op. 293.

Écrits et discours de Paul Levi

Pour un recensement de tous les écrits et discours de Levi, se référer à :

Quack, Sibylle et Rüdiger Zimmermann. « Personalbibliographie Paul Levi (1883-1930) ». *Internationale wissenschaftlichen Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 22, 1 (1986), p. 20-62.

Textes et discours de Levi cités dans cette thèse :

« Bayerische Justizverwaltung ». *Vorwärts*, 27 et 29 juillet 1926.

« Bei den Kommunisten ». *SPW*, 17 avril 1924.

« Blindenkuh ». *Der Sozialdemokrat: Mitteilungsblatt des sozialdemokratischen Vereins (Stuttgart (USPD))*, 12 janvier 1918.

« Das Ende eines Schwindels ». *SPW*, 6 juillet 1928.

« Das Ergebnis des Parteitages der VKPD ». *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 10 (1921), p. 265-268.

« Das neue Volk ». *Arbeiterpolitik*, 7 avril 1917.

« Das Tipfelchen auf dem "i" ». *SPW*, 31 août 1928.

Das Verhältnis von Verwaltungsbeschwerde und Verwaltungsklage. Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der hohen juristischen Fakultät der Ruprecht-Karls-Universität zu Heidelberg, Heidelberg, Buchdruckerei von Karl Rössler, 1905. 39 p.

« Dem Ende zu ». *SPW*, 18 novembre 1927.

« Der dritte Weltkongress und die kommunistische Internationale ». *Unser Weg (Sowjet)*. *Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 7 (1921), p. 197-204.

« Der Fall Bullerjahn ». *Berliner Tagesblatt*, 24 novembre 1928.

Der Jorns-Prozess, Rede des Verteidigers Dr. Paul Levi. Berlin, Internationale Verlagsanstalt G.M.B.H., 1929. 55 p.

« Der neue Aufmarsch ». *Rote Fahne*, 6 décembre 1918.

« Der neueste Kommunistendreh ». *SPW*, 18 juin 1925.

« Der Panzerkreuzer ». *SPW*, 17 août 1928.

« Der Parteitag der VKPD ». *Unser Weg (Sowjet)*. *Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 8/9 (1921), p. 229-239.

« Der Prozess des Sokrates ». *Nord und Süd, Monatszeitschrift für internationale Zusammenarbeit*, 52, 2 (1929), p. 141-171.

« Der Terror in Russland ». *Der Klassenkampf*, 1^{er} novembre 1927.

« Der Zentralaussschuss und der III. Kongress ». *Unser Weg (Sowjet)*. *Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 7 (1921), p. 212-213.

« Die andere Koalition ». *SPW*, 29 juin 1928.

« Die Aufgabe der Kommunisten ». *Unser Weg (Sowjet)*. *Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 5 (1921), p. 138-143.

« Die Einigung ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 14 (1922), p. 296-300.

« Die erste Station ». *Der Klassenkampf*, 15 juillet 1928.

« Die Fortsetzung ». *Der Klassenkampf*, 1^{er} juillet 1929.

- « Die Genfer Tagung ». *SPW*, 16 septembre 1927.
- « Die Landesverratsseuche ». *SPW*, 18 mars 1927.
- « Die Lehren der ungarischen Revolution ». *Die Internationale*, 24 (1920), p. 32-41.
- « Die neue Welt ». *SPW*, 18 août 1923.
- « Die Not der Stunde ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 7 (1922). Voir dans Beradt, dir. *Paul Levi: Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 164-168.
- « Die Offensivtheorie und der Weltkongress der Kommunistischen Internationale ». *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 7 (1921), p. 205-212.
- « Die Pflicht des deutschen Proletariats », *Jugend-Internationale*, 1^{er} mai 1917, p. 8-9.
- « Die politische Lage und die Aufgaben der kommunistischen Arbeitsgemeinschaft ». *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 3, 15 (1921), p. 405-414.
- « Die sächsische Regierung ». *SPW*, 4 septembre 1923.
- « Die Verschwörung des Catilina ». *Nord und Süd, Monatszeitschrift für internationale Zusammenarbeit*, 52, 8 et 9 (1929), p. 694-723 et 783-800.
- « Die Verteidiger der Republik ». *SPW*, 30 octobre 1923.
- « Die Wendung: Zum 11. Kongress der Russischen Kommunistischen Partei ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 8 (1922), p. 181.
- « Die Zulassung der KAPD zur kommunistischen Internationale ». *Rote Fahne*, 28 décembre 1920. (écrit en collaboration avec Ernst Däumig).
- « Draussen oder drinnen? ». *Der Klassenkampf*, 1^{er} février 1929.
- « Eberts Hochverrat an der Revolution ». *Rote Fahne*, 28 novembre 1918.
- « Eine Parteispaltung ». *SPW*, 23 septembre 1926.
- « Eine unhaltbare Situation ». *Rote Fahne*, 24 décembre 1920.

« England – Russland ». *SPW*, 4 mars 1927.

« Erklärung ». *Sowjet. Kommunistische Monatsschrift*, 3, 2 (1921), p. 1.

« Erklärung ». *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 9 décembre 1921.

« Ernährungsgenossenschaften ». *SPW*, 30 octobre 1924.

Generalstreik und Noske-Blutbad in Berlin (signé Cains). Berlin, Verlag Rote Fahne, 1919. 16 p.

« Genf – und dann weiter? ». *SPW*, 16 septembre 1926.

« Genua ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 9 (1922), p. 202-209.

« Heraus aus dem Zentrumsturm! ». *SPW*, 20 mai 1927.

« Hie Scheidemann – hie Proletariat ». *Rote Fahne*, 23 novembre 1918.

« Ihre Gefängnisse ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 10 (1922), p. 222-229.

« Il fascio ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 20 (1922), p. 392-396.

« Lenin ». *SPW*, 24 janvier 1924.

« Lenin ». *SPW*, 3 juin 1927.

« Locarno ». *SPW*, 15 octobre 1925.

Luxemburg-Prozess und Soldatenmisshandlungen: Rede gehalten am 13. Juli 1914 im Saale des Kaufmännischen Vereins in Frankfurt a.M. von Rechtsanwalt Dr. Paul Levi. Frankfurt a.M., Buchhandlung Volksstimme, 1914. 16 p.

« Mossulfrage und Völkerbund ». *SPW*, 21 janvier 1926.

« Nach der Abstimmung ». *SPW*, 2 septembre 1924.

« Nach Marseille – zu Heidelberg ». *SPW*, 3 septembre 1925.

« Nochmals Locarno ». *SPW*, 22 octobre 1925.

« Nochmals Panzerkreuzer ». *SPW*, 24 août 1928.

« Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zum Gedächtnis ». *Der Klassenkampf*, 15 janvier 1929.

« Sacco und Vanzetti ». *SPW*, 26 août 1927.

Sachverständigengutachten und was dann?. Berlin, Abtig. Verlag, 1924. 64 p.

« Taktische Fragen ». *Unser Weg (Sowjet). Zeitschrift für kommunistische Politik*, 4 (1922), p. 18-33.

« Tun wir alles? ». *SPW*, 5 février 1924.

« Über den Sicherheitspakt ». *SPW*, 2 juillet 1925.

« Über die gegenwärtigen Aufgaben der Partei ». *SPW*, 7 septembre 1923.

« Über realistischen Pazifismus – I und Schluss ». *SPW*, 13 et 21 novembre 1924.

« Und nun? Der Friede? ». *Rote Fahne*, 19 novembre 1918.

« Unsere Politik ». *SPW*, 1^{er} octobre 1925.

Unser Weg: wider den Putschismus. Elle fut publiée pour la première fois en avril 1921. Nous avons cité la version anglaise telle que publiée dans Fernbach, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg...*, p. 119-165.

« Um Halle ». *SPW*, 27 mars 1925.

« Unter Kavalieren ». *SPW*, 19 novembre 1923.

« Vom Anfang der russischen Revolution: Einige Erinnerungen von Paul Levi ». *Sächsisches Volksblatt*, 11 février 1930.

« Von der Parteidemokratie ». *SPW*, 8 mars 1924.

« Voraussetzungen einer Koalition ». *SPW*, 15 juin 1928.

« Warum gehen wir zur VSPD? ». *Unser Weg: Halbmonatsschrift für sozialistische Politik*, 4, 16 (1922). Publié dans Beradt, dir. *Paul Levi: zwischen Spartakus und Sozialdemokratie...*, p. 169-182.

- « Was die einen wollen – was die andern können ». *SPW*, 29 novembre 1923.
- « Was weiter in Russland? ». *Sowjet. Kommunistische Monatschrift*, 3, 4 (1921), p. 105-118.
- « Was weiter? ». *SPW*, 4 février 1927.
- Wehrhaftigkeit und Sozialdemokratie*. Berlin, Internationale Verlagsanstalt G.m.b.H, 1928. 32 p.
- « Wieder einmal eine Krise ». *Der Klassenkampf*, 15 avril 1929.
- « Wieder Einmal ». *SPW*, 29 octobre 1925.
- « Wiederkunft ». *SPW*, 13 janvier 1928.
- « Wie es anfang », *Almanach für die Leser des Sächsischen Volksblattes 1929*, Zwickau, 1928, p. 32-34.
- « Wie ich beinahe ein Held geworden wäre ». *Volksblatt Almanach. Almanach für die Leser des Sächsischen Volksblattes*, 1927, p. 79-81.
- « Wie lange noch? ». *SPW*, 20 mars 1923.
- « Wilson, der Retter der Menschheit ». *Arbeiterpolitik*, 20 janvier 1917.
- « Wir und das Zentrum ». *SPW*, 6 mai 1927.
- « Wir und die andern ». *Arbeiterpolitik*, 3 mars 1917.
- « Wir und die Exekutive. Teil I und II ». *Rote Fahne*, 6 février 1921.
- « Womit? Wozu? ». *SPW*, 10 juillet 1924.
- « Zum Magdeburger Parteitag ». *Der Klassenkampf*, 1^{er} juin 1929.
- « Zur Abrüstungsfrage ». *SPW*, 6 janvier 1928.
- « Zur auswärtigen Politik Deutschlands ». *SPW*, 2 décembre 1926.
- « Zur Entwicklung in Russland ». *SPW*, 14 janvier 1926.

« Zur Klarstellung ». *Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft*, 6 janvier 1922.

« Zur kommunistischen Taktik : der Weg nach Nirwana ». *Spartakusbund* (en remplacement du *Rote Fahne*), 7, février 1920.

« Zur sächsischen Regierungsfrage ». *SPW*, 5 juillet 1923.

« Zur sozialdemokratischen Innen- und Aussenpolitik ». *SPW*, 12 novembre 1925.

« Zurück vom Leninismus ». *SPW*, 8 juillet 1927.

Collections de documents publiés

Adler, Georg, Peter Hudis et Annelies Laschitza, dirs. *The letters of Rosa Luxemburg*. London, New York, Verso, 2011. 609 p.

Beradt, Charlotte, dir. *Paul Levi : zwischen Spartakus und Sozialdemokratie : Schriften, Aufsätze, Reden und Briefe*. Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1969. 335 p.

Broué, Pierre, dir. *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste, mars 1919-juillet 1920*. Paris, Études et documentation internationales, 1979. 510 p.

Der Preussische Wahlrechtskampf und seine Lehnen. Frankfurt a.M., Verlag der Buchhandlung Volkstimme, 1988. Introduction de 15 p. et discours de 16 p.

Drabkin, Iakov Samoïlovich et Leonid Grigorevitch Babichenko, dirs. *Komintern i idei mirovoï revoliutsii : dokumenty* (Коминтерн и идея мировой революции. Документы). Moskva, Nauka, 1998. 947 p.

Fernbach, David, dir. *In the Steps of Rosa Luxemburg: Selected Writings of Paul Levi*. Leiden/Boston, Brill, 2011. 321 p.

Lenins 21 Punkte: der II. Kongress der III. Internationale in Moskau: Reden und Beschlüsse der Delegierten Lenin, Radek, Dr. Levi, Serrati. Berlin-Fichtenau, Verlag Gesellschaft und Erziehung, 1920. 39 p.

Lenin, W.I. *Werke*. Deutsche Ausgabe wird vom Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED besorgt, Berlin, Dietz Verlag, 1961. 42 vols.

Pàkh, Judit, dir. *Frankfurter Arbeiterbewegung in Dokumente 1832-1933*. Frankfurt am Main, Bund Verlag, 1997. 2 vols.

Soldenhoff, Richard von, dir. *Siegfried Jacobsohn : Briefe an Kurt Tucholsky 1915-1926 : « Der beste Brotherr dem schlechtesten Mitarbeiter »*. Munich/Hamburg, Albrecht Knaus Verlag, 1989. 622 p.

Spartakus im Kriege: die illegalen Flugblätter des Spartakusbundes im Kriege. Berlin, Vereinigung Internationaler Verlagsanstalten G.m.b.H., 1927. 232 p.

Procès-verbaux divers

Bayerische Staatsbibliothek. *Verhandlungen des deutschen Reichstags, Reichstagsprotokolle*. <http://www.reichstagsprotokolle.de/index.html> (Site consulté pour la dernière fois le 15 septembre 2011)

Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) vom 20. bis 24. Oktober 1919. Berlin 1919. 68 p.

Bericht über den 3. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 25. u. 26. Februar 1920» in Karlsruhe. Berlin 1920. 90 p.

Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 14. u. 15. April 1920 in Berlin, Berlin 1920. 110 p.

Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale) vom 1. bis 3. November 1920» in Berlin. Berlin 1921. 196 p.

Bericht über die Verhandlungen der Stadtverordneten-Versammlung der Stadt Frankfurt a.M. Herausgegeben von der Kanzlei der Stadtverordneten-Versammlung, 1915, 1916, 1917, 1918.

Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der U.S.P.D. (Linke) und der KPD (Spartakusbund). Abgehalten in Berlin vom 4. bis 7. Dezember 1920. Berlin/Leipzig, 1921. 334 p.

Bericht über die Verhandlungen des 2. Parteitages der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistischen Internationale), Abgehalten in Jena vom 22. bis 26. August 1921. Berlin, 1922. 454 p.

Der zweite Kongress der Kommunistischen Internationale: Protokoll der Verhandlungen von 19. Juli in Petrograd und vom 23. Juli bis 7. August 1920 in Moskau. Verlag der Kommunistischen Internationale (Auslieferung für Deutschland), Carl Hoym Nacht. Louis Cahnbley, Hamburg, 1921. 2 vols.

Lademacher, Horst, dir. *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz.* The Hague, Paris, 1967. 2 vols.

Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale (Moskau, 22. Juni bis 12. Juli 1921). Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1921. 1086 p.

Protokoll sozialdemokratischer Parteitag Magdeburg 1929, vom 26. bis 31. Mai in der Stadthalle. Berlin, J.H.W. Dietz NACHF, 1929. 310 p.

Protokoll über die Verhandlungen des Gründungs-Parteitags der U.S.P.D. vom 6. bis 8. April 1917 in Gotha. Berlin, A. Seehof & Co. Verlag, 1921. 119 p.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands: abgehalten in Magdeburg vom 18. bis 24. September 1910. Berlin, Verlag Buchhandlung Vorwärts, 1910. 504 p.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands: abgehalten in Jena vom 14. bis 20. September 1913. Berlin, Buchhandlung Vorwärts Paul Singer G.m.b.H., 1984. 591 p.

Sozialdemokratischer Parteitag 1924: Protokoll mit dem Bericht der Frauenkonferenz. Glashütten im Taunus, Verlag Detlev Auermann KG, 1974. 247 p.

Sozialdemokratischer Parteitag 1925 in Heidelberg: Protokoll mit dem Bericht der Frauenkonferenz. Berlin, J.H.W. Dietz NACHF, 1925. 376 p.

Weber, Hermann, dir. *Die Gründung der KPD. Protokoll und Materialien des Gründungsparteitages der Kommunistischen Partei Deutschland 1918-1919.* Berlin, Dietz Verlag, 1993. 356 p.

Mémoires et autres écrits de politiciens

Balabanoff, Angelica. *Impressions of Lenin.* Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1965. 152 p.

Fischer, Ruth. *Stalin and German Communism: a Study in the Origins of the State Party*. Cambridge, Harvard University Press, 1948. 687 p.

Geyer, Curt. *Die revolutionäre Illusion : zur Geschichte des linken Flügels der USPD: Erinnerungen von Curt Geyer*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1976. 303 p.

Guilbeaux, Henri, dir. « Histoire d'un Manuscrit historique de Lénine ». *Lénine à Zimmerwald*. Paris, Éditions G. Mignolet & Storz, 1934. pages non numérotées.

Guilbeaux, Henri. *Du Kremlin au cherche-midi*. Paris, Librairie Gallimard, 1933. 270 p.

Haffner, Sebastian. *Die deutsche Revolution 1918/19*. Berlin, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 2004 [1979]. 253 p.

Haupt, Georges et Jean-Jacques Marie, dirs. *Les Bolchéviks par eux-mêmes*. Paris, F. Maspero, 1969. 298 p.

Jacob, Mathilde. « Von Rosa Luxemburg und Ihren Freunden in Krieg und Revolution », présenté par Sibylle Quack et Rudiger Zimmermann, dir. dans *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 24, 4 (1988), p. 435-515.

Lénine, V. *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*. Paris, Union générale d'éditions, 1962 [1920]. 187 p.

Lenin, W.I. « Abschiedsbrief an die Schweizer Arbeiter ». dans *Abschied von der Schweiz*. Zürich, Verlag der Arche Zürich, 1972 [1917]. 48 p.

Leviné-Meyer, Rosa. *Inside German Communism: Memoirs of Party Life in the Weimar Republic*. London, Pluto Press, 1977. 222 p.

Luxemburg, Rosa. *L'accumulation du capital*. Paris, F. Maspero, 1976 [1913]. 2 vols.

Luxemburg, Rosa. *La Révolution russe*. Paris, Maspero, 1964. 80 p.

Luxemburg, Rosa. *Militarismus, Krieg, und Arbeiterklasse : Rosa Luxemburg vor der Frankfurter Strafkammer : ausführlicher Bericht über die Verhandlungen am 20. Februar 1914*. Frankfurt am Main, Buchhandlung Volksstimme, 1914. 16 p.

Pieck, Wilhelm. *Gesammelte Reden und Schriften*. Berlin, Dietz Verlag hgrs. Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 1959. 6 vols.

Platten, Fritz. *Lenins Reise durch Deutschland im plombierten Wagon*. Frankfurt am Main, isp-Verlag, 1985 [1924]. 152 p.

Radek, Karl. « Im plombierten Wagon ». dans *Abschied von der Schweiz*. Zürich, Verlag der Arche Zürich, 1972 [1917]. 48 p.

Radek, Karl. *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionären Aktion oder eine zentristische Partei des Wartens sein?*. Hamburg, Verlag Carl Hoym Nachf. Louis Cahnbley, 1921. p. 89-116.

Rück, Fritz. *November 1918: die Revolution in Württemberg*. 1958. 32 p.

Schulenburg, Tisa von der. *Ich hab's gewagt: Bildhauerin und Ordensfrau – ein unkonventionelles Leben*. Freiburg im Breisgau, Herderbücherei, 1981. 223 p.

Journaux et périodiques consultés

Abendblatt der National-Zeitung

Allgemeine unabhängige jüdische Wochenzeitung

Arbeiter-Zeitung: Zentralorgan der Sozialdemokratie Seutschössterreichs

Augsburger Abendzeitung

Bergische Arbeiterstimme

Berliner Morgenpost

Berliner Tageblatt

Das Tagebuch

Der Spiegel

Deutscher Vorwärts

Die Weltbühne

Frankfurter Allgemeine Zeitung

Frankfurter Zeitung

Freiheit Abend-Ausgabe

Hamburger Echo

Hamburger Volkszeitung

Leipziger Volkszeitung

Mitteilungsblatt der Kommunistischen Arbeitsgemeinschaft

Münchener Neueste Nachrichten

Münchener Post

Neckar-Echo

Rote Fahne

Sächsisches Volksblatt

Sozialistische Politik und Wirtschaft

Thüringer Landeszeitung

Völkischer Beobachter

Volksstimme (édition de Chemnitz)

Volksstimme (édition de Francfort)

Vorwärts Berliner Volksblatt

Vossische Zeitung

8Uhr-Abendblatt-Zeitung

Études

Monographies

Angrss, Werner T. *Stillborn Revolution: The Communist Bid for Power in Germany, 1921-1923*. Princeton, Princeton University Press, 1963. 513 p.

Baechler, Christian. *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996. 926 p.

Bahne, Siegfried. *Die KPD und das Ende von Weimar: Das Scheitern einer Politik 1932-1935*. Frankfurt, Campus Verlag, 1976. 184 p.

Bariéty, Jacques. *Les relations franco-allemandes après la Première-Guerre mondiale : 10 novembre 1918-10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*. Paris, Éditions Pedone, 1977. 797 p.

Bayerlein, Bernhard H., Leonid G. Babicenko, Fridrich I. Firsov et Aleksandr Ju. Vatlin, dirs. *Deutscher Oktober 1923: Ein Revolutionsplan und sein Scheitern*. Berlin, Aufbau-Verlag, 2003. 479 p.

Becker, Jean-Jacques. *La Première Guerre mondiale*. Paris, Belin, 2003. 367 p.

Beradt, Charlotte. *Paul Levi : ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik*. Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. 155 p.

Berghahn, Volker R. et Simone Lässig, *Biography Between Structure and Agency : Central European Lives in International Historiography*. New York, Berghahn Books, 2008. 272 p.

Berman, Sheri. *The Social Democratic Moment: Ideas and Politics in the Making of Interwar Europe*. Cambridge, Harvard University Press, 1998. 308 p.

Brandt, Willy et Richard Löwenthal. *Ernst Reuter: ein Leben für die Freiheit: eine politische Biographie*. München, Verlegt Bei Kindler, 1957. 758 p.

Broué, Pierre. *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*. Paris, Fayard, 1997. 1120 p.

Broué, Pierre. *Révolution en Allemagne, 1917-1923*. Paris, Editions de Minuit, 1971. 988 p.

Bumiller, Casimir. *Geschichte der Schwäbischen Alb: von der Eiszeit bis zur Gegenwart*. Gernsbach, Casimir Katz Verlag, 2008. 467 p.

Bumiller, Casimir. *Juden in Hechingen: Geschichte einer jüdischen Gemeinde in neun Lebensbildern aus fünf Jahrhunderten*. Hechingen, Verlag Glücker, 1991. 71 p.

Büttner, Ursula. *Weimar : die überforderte Republik 1918-1933*. Stuttgart, Klett-Cotta, 2008. 864 p.

Caine, Barbara. *Biography and History*. New York, Palgrave MacMillan, 2010. 196 p.

Cappolani, Antoine et Frédéric Rousseau, dir. *La biographie et l'histoire: jeux et enjeux d'écriture*. Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2007. 133 p.

Dornberg, John. *Munich 1923: the Story of Hitler's First Grab for Power*. New York, Harper & Row, 1982. 385 p.

Dorpalen, Andreas. *German History in Marxist Perspective. The East German Approach*. Detroit, Wayne State University Press, 1985. 542 p.

Dupeux, Louis. *National bolchevisme : stratégie communiste et dynamique conservatrice*. Madison, H. Champion, 1979. 739 p.

Fayet, Jean-François. *Karl Radek (1885-1939): Biographie politique*. Bern, Peter Lang, 2004. 813 p.

Feucht, Stefan. *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zur Aussenpolitik während der Weimarer Republik (1918-1933)*. Frankfurt am Main, Peter Lang, 1998. 565 p.

Fischer, Benno. *Theoriediskussion der SPD in der Weimarer Republik*. Frankfurt am Main, Peter Lang, 1987. 386 p.

Fischer, Klaus P. *Nazi Germany : a New History*. New York, Continuum, 1995. 734 p.

Gautschi, Willi. *Lenin als Emigrant in der Schweiz*. Zürich/Köln, Benziger Verlag, 1973. 353 p.

Grebing, Helga, dir. *Die deutsche Revolution 1918/19*. Berlin, Vorwärts Buch, 2008. 355 p.

Gruppe Arbeiterpolitik, dir. *Die Bremerlinksradikalen : aus der Geschichte der Bremer Arbeiterbewegung bis 1919*. Bremen, 1965. 32 p.

Hildebrand, Klaus. *Das vergangene Reich : deutsche Aussenpolitik von Bismarck bis Hitler, 1871-1945*. Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1996 [1995]. 1054 p.

Hobsbawm, Eric. *L'Âge des extrêmes : histoire du court xx^e siècle*. Bruxelles, Éditions complexe, 1994. 810 p.

Hofmann, Ulrike Claudia. « *Verräter verfallen der Feme* »: *Fememorde in Bayern in der Weimarer Republik*. Köln, Böhlau Verlag, 2000. 534 p.

Hunt, Richard N. *German Social Democracy, 1918-1933*. New Haven, Yale University Press, 1964. 292 p.

Jardin, Pierre. *Aux racines du mal : 1918, le déni de défaite*. Paris, Éditions Tallandier, 2005. 639 p.

Jeannesson, Stanislas. *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924) : histoire d'une occupation*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1998. 432 p.

Kallenberg, Fritz. *Hohenzollern*. Stuttgart, W. Kohlhammer GmbH, 1996. 526 p.

Klenke, Dietmar. *Die SPD-Linke in der Weimarer Republik : eine Untersuchung zu den regionalen organisatorischen Grundlagen und zur politischen Praxis und Theoriebildung des linken Flügels der SPD in den Jahren 1922-1932*. Münster, Selbstverlag, 1989 [1983]. 626 p.

Knabe, Hubertus. *Honeckers Erben : die Wahrheit über Die Linke*. Berlin, Propyläen, 2009. 447 p.

Knobloch, Heinz. *Die schönen Umwege: Beobachtungen*. Berlin, Transit Buchverlag, 1993. 143 p.

Knobloch, Heinz. *Meine liebste Mathilde: die beste Freundin der Rosa Luxemburg*. Berlin, Morgenbuch Verlag, 1994. 372 p.

Koch-Baumgarten, Sigrid. *Aufstand der Avantgarde : die Märzaktion der KPD 1921*. Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1986. 576 p.

Kolb, Eberhard. *Die Weimarer Republik*. München, R. Oldenbourg Verlag, 2002. 335 p.

Krüger, Peter. *Versailles : deutsche Aussenpolitik zwischen Revisionismus und Friedenssicherung*. München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1986. 225 p.

Kuhn, Robert. *Die Vertrauenskrise der Justiz (1926-1928): der Kampf um die « Republikanisierung » der Rechtspflege in der Weimarer Republik*. Köln, Bundesanzeiger, 1983. 298 p.

- Laporte, Norman, Kevin Morgan et Matthew Worley, dir. *Bolshevism, Stalinism and the Comintern: Perspectives on Stalinization*. 1917-53, New York, Palgrave, 2008. 319 p.
- Laschitzka, Annelies. *Rosa Luxemburg : Im Lebensrausch, trotz alledem : eine Biographie*. Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2002 [2000]. 688 p.
- Lévesque, Jacques. *L'U.R.S.S. et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*. Paris, Armand Colin, 1987 [1980]. 404 p.
- Lösche, Peter et Franz Walter. *Die SPD: Klassenpartei, Volkspartei, Quotenpartei*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992. 434 p.
- Luban, Ottokar. *Rosa Luxemburgs Demokratiekonzept: Ihre Kritik an Lenin und ihr politisches Wirken 1913-1919*. Leipzig, Rosa-Luxemburg-Stiftung Sachsen, 2008. 314 p.
- Mallmann, Klaus-Michael. *Kommunisten in der Weimarer Republik : Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1996. 552 p.
- Maly, Karl. *Das Regiment der Parteien: Geschichte der Frankfurter Stadtverordnetenversammlung Band II 1900-1933*. Frankfurt am Main, Waldemar Kramer, 1995. 681 p.
- McDougall, Walter A. *France's Rhineland Diplomacy, 1914-1924 : the Last Bid for a Balance of Power in Europe*. Princeton, Princeton University Press, 1978. 420 p.
- Mommsen, Hans. *Aufstieg und Untergang der Republik von Weimar, 1918-1933*. Berlin/München, Ullstein, 2004 [1989]. 742 p.
- Möller, Horst. *La République de Weimar*. Paris, Tallandier, 2005. 367 p.
- Nagel, Irmela. *Fememorde und Fememordprozesse in der Weimarer Republik*. Köln, Böhlau Verlag, 1991. 380 p.
- Nation, R. Craig. *War on War : Lenin, the Zimmerwald Left, and the Origins of Communist Internationalism*. Durham and London, Duke University Press, 1989. 313 p.
- Nettl, Petr. *La vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg*. Paris, Librairie François Maspero, 1972 [1966]. 2 vols.

Nolte, Ernst. *Die Weimarer Republik : Demokratie zwischen Lenin und Hitler*. Munich, Herbig, 2006. 427 p.

Otfrid, Arnold. *Paul Levi : Sozialdemokrat – KPD – Vorsitzender – Sozialdemokrat*. Berlin, Grundsatzkommission der PDS, 1996. 31 p.

Piper, Ernst. *Alfred Rosenberg : Hitlers Chefideologe*. München, Pantheon, 2007. 831 p.

Pipes, Richard. *A Concise History of the Russian Revolution*. New York, First Vintage Books, 1995. 431 p.

Plener, Ulla. *Rosa Luxemburg und Lenin: Gemeinsamkeiten und Kontroversen*. Berlin, Nora, 2009. 304 p.

Quack, Sibylle. *Geistig frei und niemandes Knecht : Paul Levi und Rosa Luxemburg politische Arbeit und persönliche Beziehung*. Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1983. 295 p.

Rasehorn, Theo. *Justizkritik in der Weimarer Republik: das Beispiel der Zeitschrift « Die Justiz »*. Frankfurt, Campus Verlag, 1985. 294 p.

Reisberg, Arnold. *An den Quellen der Einheitsfrontpolitik. Der Kampf der KPD um die Aktionseinheit in Deutschland 1921-1922*. Berlin, Dietz, 1971. 2 vols.

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande, 38, 2 (avril-juin 2006).

Rosa Luxemburg im Kampf gegen Militarismus und Krieg. Berlin, Militärverlag der Deutschen Demokratischen Republik, année de publication inconnue. 62 p.

Sauer, Bernhard. *Schwarze Reichswehr und Fememorde : eine Milieustudie zum Rechtsradikalismus in der Weimarer Republik*. Berlin, Metropol, 2004. 359 p.

Schorske, Carl E. *German Social Democracy, 1905-1917 : the Development of the Great Schism*. New York, Russell & Russell, 1955 [1950]. 358 p.

Schütrumpf, Jörn. *Rosa Luxemburg or : The Price of Freedom*. Berlin, Dietz, 2008. 103 p.

Singer, Ladislav. *Marxisten im Widerstreit : Sechs Portraits*. Stuttgart-Degerloch, Seewald, 1979. 179 p.

Tischler, Carola. *Flucht in die Verfolgung : deutsche Emigranten im sowjetischen Exil, 1933 bis 1945*. Münster, Lit, 1996. 277 p.

- Toury, Jacob. *Jüdische Textilunternehmer in Baden-Württemberg, 1683-1938*. Tübingen, J.C.B. Mohr, 1984. 294 p.
- Trott, Jan von. *80 Jahre SPD - Stadtverordnetenfraktion Frankfurt am Main 1904-1984*. Frankfurt am Main, SPD Stadtfraktion, 1984. 64 p.
- Vatlin, Alexander. *Die Komintern: Gründung, Programmatik, Akteure*. Berlin, Dietz, 2009. 366 p.
- Vees, Adolf. *Das Hechinger Heimweh: Begegnungen mit Juden*. Tübingen, Silberburg-Verlag, 1997. 192 p.
- Vourkoutiotis, Vasilis. *Making Common Cause: German-Soviet Secret Relations, 1919-1922*. London, Palgrave MacMillan, 2007. 200 p.
- Waldman, Eric. *The Spartacist Uprising of 1919 and the Crisis of the German Socialist Movement : a Study of the Relation of Political Theory and Party Practice*. Milwaukee, Marquette University Press, 1958. 248 p.
- Weber, Hermann. *Die Wandlung des deutschen Kommunismus; die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*. Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. 2 vols.
- Weber, Hermann. *Hauptfeind Sozialdemokratie: Strategie und Taktik der KPD 1929-1933*. Düsseldorf, Droste, 1982. 130 p.
- Weitz, Eric D. *Creating German Communism, 1890-1990 : from Popular Protests to Socialist State*. Princeton, Princeton University Press, 1997. 445 p.
- Werth, Nicolas. *Histoire de l'Union soviétique*. Paris, PUF, 2001 [1990]. 586 p.
- Wheeler, Robert F. *USPD und Internationale: sozialistischer Internationalismus in der Zeit der Revolution*. Frankfurt/Berlin, Ullstein, 1975. 384 p.
- Winkler, Heinrich-August. *Der Schein der Normalität: Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1924 bis 1930*. Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1985. 895 p.
- Winkler, Heinrich-August. *Der Weg in die Katastrophe: Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1930 bis 1933*. Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1987. 1025 p.

Winkler, Heinrich-August. *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle : Le long chemin vers l'Occident*. Ligugé, Poitiers, Fayard, 2005 [2000]. 1152 p.

Winkler, Heinrich-August *Von der Revolution zur Stabilisierung : Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918 bis 1924*. Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1984. 786 p.

Winkler, Heinrich-August *Weimar 1918-1933 : die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*. München, Verlag C.H. Beck, 2005 [1993]. 709 p.

Articles de périodiques ou d'ouvrages collectifs et chapitres de livres

Arnaud, Claude. « Le retour de la biographie : d'un tabou à l'autre ». *Le Débat*, 54 (1989), p. 40-47.

Bayerlein, Bernhard H., Georges Mouradian, Brigitte Studer et Serge Wolikow. « Les archives du Komintern à Moscou ». *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 61 (1999), p. 126-132.

Bergmann, Theodor. « Paul Levi. Tragik eines deutschen Revolutionärs zwischen den Parteien ». *UTOPIE kreativ*, 185 (2006), p. 247-256.

Bois, Marcel et Florian Wilde. « « Model für den künftigen Umgang mit innerparteilicher Diskussion »? Der Heidelberger Parteitag der KPD 1919 ». *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 6, 2 (2007), p. 33-46.

Broué, Pierre. « Spartakisme, bolchevisme, gauchisme face aux problèmes de la Révolution prolétarienne en Allemagne (1918-1923) ». *Mouvement Social*, 84 (1973), p. 87-96.

Carley, Michael Jabara. « Episodes from the Early Cold War : Franco-Soviet Relations, 1917-1927 ». *Europe-Asia Studies*, 52, 7 (2000), p. 1275-1305.

Cyr, Frédéric. « Paul Levis Kampf um die KPD ». *Jahrbuch für Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 9, 1 (2010), p. 115-131.

Fernbach, David. « Rosa Luxemburg's Political Heir: An Appreciation of Paul Levi ». *New Left Review*, 238 (1999), p. 3-25.

Gönner, Eberhard. « Hechingen in preußischer Zeit » dans Stadt Hechingen, dir. *1200 Jahre Hechingen: Beiträge zur Geschichte, Kunst und Kultur der Stadt Hechingen*. Hechingen, Buch- und Offsetdruckerei, 1987. p. 99-116.

Gruber, Helmut. « Paul Levi and the Comintern ». *A Journal of Soviet and East European Studies*, 53 (1964), p. 70-85.

Jones, Arnita Ament. « Paul Levi and the Comintern: A Postscript ». *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 11, 4 (1975), p. 437-451.

Kinner, Klaus. « Die Luxemburg-Rezeption in KPD und Komintern » dans Helmut Seidel, dir. *Rosa Luxemburg. Historische und aktuelle Dimensionen ihres theoretischen Werkes*. Berlin, Dietz, 2002. p. 305-317.

Kinner, Klaus. « Zwischen Orthodoxie und demokratischen Sozialismus. Clara Zetkin in der Weimarer Republik » dans *Diskurs Streitschriften zu Geschichte und Politik des Sozialismus, « Ich kann nicht gegen meine Überzeugung handeln » Clara Zetkin zum 150. Geburtstag*. Leipzig, Rosa-Luxemburg-Stiftung Sachsen, 2008. p. 59-70.

Krätke, Michael R. « Paul Levi (1883-1930): der letzte Ritter ». *spw: Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft* spw, 100 (1998), p. 31-38.

« Krisenjahr 1923 » (numéro spécial). *Praxis Geschichte*, 2 (1992).

Lang, Jürgen P. « Heilige Rosa? Die Luxemburg-Rezeption in der Partei « Die Linke » ». *Deutschland Archiv*, 5 (2009), p. 900-907.

Lerner, W. « The Unperson in Communist Historiography ». *South Atlantic Quarterly*, LXV, 4 (1966), p. 438-447.

Löwenthal, Richard. « The Bolshevisation of the Sparcacus League ». *St-Anthony's Papers*, 9 (1960), p. 23-71.

Ludewig, Hans-Ulrich. « Die « Sozialistische Politik und Wirtschaft »: ein Beitrag zur Linksopposition in der SPD 1923 bis 1928 ». *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 17, 1 (1981), p. 14-41.

Niemann, Heinz. « Paul Levi in unserer Zeit ». *Geschichtskorrespondenz. Marxistischer Arbeitskreis zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung bei der PDS*, 10, 1 (2004), p. 17-26.

- Plener, Ulla. « W. I. Lenin – 1920/1921 ein Verfechter der „Offensivtheorie“? ». *Z. Zeitschrift marxistische Erneuerung*, 75 (2008), p. 154-159.
- Rünker, Reinhold et Thilo Scholle. « Linkssozialist in der SPD zu sein... Gedanken über den 75. Todestag von Paul Levi hinaus ». *spw: Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft*, 2 (2005), p. 47-49.
- Scholle, Thilo. « Ein Fünkchen Revolutionsgeruch ». *Argument: Quo vadis SPD? Beiträge zur Zukunftsdiskussion von links*, 1 (2005), p. 9-14.
- Schöler, Uli. « Der unbekannte Paul Levi? ». *UTOPIE kreativ*, 165/166 (2004), p.737-751.
- Schütrumpf, Jörn. « Paul Levi unter den „Doppelzünglern“ » dans Wladislaw Hedeler, dir. *Die Wache ist müde (Geschichte des Kommunismus und Linkssozialismus)*, 2008. p. 80-101.
- Schütrumpf, Jörn. « Unabgeholtenes: Politikverständnis bei Paul Levi ». *UTOPIE kreativ*, 150 (2003), p. 330-342.
- Seidel, Mathias. « Max Seydewitz und die Zwickauer SPD. Ein Beitrag zur regionalen Parteienhistoriographie im südwestsächsischen Raum » dans Helga Grebing, Hans Mommsen et Karsten Rudolph, dir. *Demokratie und Emanzipation zwischen Saale und Elbe. Beiträge zur Geschichte der sozialdemokratischen Arbeiterbewegung bis 1933*, Koblenz, Klartext Verlag, 1993. p. 305-317.
- Vatlin, Alexander. « « Comrade Thomas » and the Secret Activity of the Comintern in Germany 1919-1925 ». *Revolutionary History*, 9, 2 (2006), p. 3-26.
- Weber, Hermann. « Aufstieg und Niedergang des deutschen Kommunismus ». *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 40 (1991), p. 25-39.
- Weber, Hermann. « Introduction » dans Ossip K. Flechtheim, *Die KPD in der Weimarer Republik*. Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. p. 5-68.
- Weissbecker, Manfred. « Biographische Skizzen: Paul Levi (1883-1930) ». *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 37, 1 (1995), p. 98-112.
- Winkel, Udo. « Paul Levi and his Significance for the Communist Movement in Germany ». *Revolutionary History*, 5, 2 (1990), p. 42-60.

Mémoires et thèses

Crisler, Richard. *Intraparty Politics in an Ideologically-Oriented Party: the Left Opposition in the Weimar SPD*. Ph.D. Thesis, Georgetown University, 1973. 340 p.

Fritz, Bernd Dieter. *Die kommunistische Arbeitsgemeinschaft (KAG) im Vergleich mit der KPO und SAP*. Doktorarbeit, Rheinischen Friedrich-Wilhelm-Universität, 1966. 296 p.

Müller, Alexander O. *Der Strafprozess Hitler-Fritsch*. Mémoire de maîtrise, Technische Universität, Chemnitz, 2009. 107 p.